UNIVERSITÉ DE PROVENCE
AIX-MARSEILLE I
FACULTÉ DES LETTRES
U.E.R. D'HISTOIRE

MÉMOIRE DE MAITRISE :

SUJET : LA RÉACTION DES AUTOCHTONES DANS LE CENTRE ET LE SUD TUNISIEN CONTRE L'OCCUPATION FRANÇAISE ENTRE 1881 & 1888 : MOUVEMENT DE RÉSISTANCE OU RÉBELLION PRIMITIVE.

Sous la direction de :

M[r] : Robert ILBERT. Maître de Conférences.

Année universitaire : 1986-1987.

LETAIEF MOHAMED EL-ADEL.

INTRODUCTION.

Après une progressive mainmise écononomique européenne sur la Régence de Tunis (1), la France, occupe la Régence en avril 1881; le 12 mai, c'est la signature du Traité du Bardo; le Bey *Mohamed 'AS-Sadoq* perd sa souveraineté nationale (2). Le Gouvernement Français, croyant en une simple promenade militaire, dissout le corps d'occupation le 26 juin; seules quelques garnisons établies dans les points névralgiques du nord de la Medjerda sont maintenues.

La France est persuadée que le Sud est un « No-Man's Land ». Mais les autochtones, à majorité bédouine, vont tenir en haleine les forces françaises de façon régulière pendant sept ans au moins. Ils vont obliger « la France civilisatrice » à changer de programme et le Bey à les prier de rester calmes et de se résigner à « la volonté de Dieu ! ».

Notre étude porte sur le Centre et le Sud de la Tunisie; Ceci nous a été impérativement dicté par les limites et la nature même de l'insurrection et de la Résistance. Mais le lecteur pourra se demander ce qui peut justifier la période étudiée (1881-1888) . C'est dans la logique même de l'Occupation qu'on pourra trouver la réponse .

Le Sud de la Régence a nécessité un programme spécial de « Pacification » dont le contenu et la forme n'ont cessé d'être réexaminés. Ce n'est qu'en 1888 qu'un plan définitif a été mis en place, élaboré après de multiples tractations entre les différents services, le ministère de la Guerre et celui des Affaires Étrangères.

Ce plan d'occupation totale et de « Pacification » du Sud va permettre à la France d'absorber la Résistance et d'affirmer sa souveraineté; c'est donc à ces sept années-là que nous allons consacrer ce travail.

Située au cœur de la Méditerranée et à la pointe extrême du continent africain, la Tunisie est souvent décrite comme le carrefour des civilisations. Le Centre et le Sud étaient depuis bien des siècles le théâtre des affrontements et le chemin le plus court et le plus facilement accessible vers le Sahara, vers l'Arabie et vers le Maghreb *Al-Aqsa*. C'est la route du commerce transsaharien, du pèlerinage et des conquêtes malgré les difficultés du milieu naturel compris entre la zone méditerranéenne subaride et la zone saharienne désertique. C'est un

milieu caractérisé par l'irrégularité et l'insuffisance de la pluviosité, la longueur des saisons sèches et la carence des ressources en eau permanente; l'aridité devient la particularité distinctive du milieu naturel du Centre et du Sud.

Cette région s'étend sur près de 40 000 km^2; on y ajoutant les 124 000 km^2 restant on obtient la superficie totale actuelle de la Tunisie, dont seuls 9 millions d'hectares à peine sont considérés comme utilisables. Les parcours ne sont en fait que des immensités très dégradées qui ne laissent pousser qu'une médiocre broussaille épineuse, de l'alfa et une mauvaise prairie saisonnière.

Cette terre ingrate a attiré et retenu les apports humains les plus divers pour constituer sa propre personnalité. L'appropriation du sol est collective, ce sont les terres *ᶜArs* – tribales – sans limites, sans bornages et sans titre de propriété individuelle parce qu'il n'y a ni cultures ni exploitations sédentaires permanentes; de ce fait, la terre n'a jamais eu de valeur marchande importante, sauf dans le cas où elle est à proximité d'une source d'eau et où la sécurité de l'environnement est assurée. Les quelques oasis du Djerid, de Gafsa et de Gabès restent des poches insignifiantes par rapport à l'immensité du desert.

Les nécessités sociales communes aux habitants déterminent ce mode d'appropriation du sol; parmi ces nécessités la *Ma ᶜuna* est la pierre angulaire de la vie nomade. C'est « le concours gracieux prêté par plusieurs individus à un autre pour l'exécution d'un travail agricole, ou autre, qui excède ses seules forces » (3); c'est une forme d'entraide, d'assistance, de soutien et de solidarité collective, une contribution de la part de chacun pour le bien être de la communauté et une manifestation d'attachement aux destinées du corps social; c'est aussi l'occasion d'une véritable fête. Elle prend enfin chez le nomade l'aspect d'une sorte d'obligation sociale et morale. Le nomadisme pastoral est la règle et la forme de vie des autochtones dont l'élevage et les cultures itinérantes sont presque les seules ressources vitales.

Tout ceci s'oppose au Nord et aux zones côtières de la Régence où prédominent les terres fertiles et où prévaut une vie sédentaire stable

avec une appropriation privée des terres *"Milk"*.

La communauté tribale est la cellule fondamentale au niveau de la quelle les decisions sont prises et les rapports au sein du groupe sont régis par des liens de parentèles et de clientèles qui présentent la caractéristique commune à toutes les sociétés mediterranéennes (4). Ces réseaux de solidarité engendrent inévitablement des inégalités sociales malgré des pratiques apparemment égalitaires. Le systéme de pouvoir beylical a permis l'émergence en force des notables locaux comme agents du gouvernement; ceux-ci parviennent à dominer la collectivité tribale qui se place sous leur administration. A ce niveau, peut-on appréhender l'intensité et l'impact du pouvoir central sur ces communautés et en mesurer les consequences ?

Selon Ibn Khaldoun, l'ordre tribal se caractérise par un environnement hostile, une cohésion sociale forte fondée sur l'esprit de corps, « *ᶜAsabyya* » _ exprimée essentiellement par le lignage; le chef est fonction de la supériorité d'un groupe, et cette supériorité ne se partage pas. On vérifiera cette remarque dans l'analyse de l'organisation tribale au sein de la Régence de Tunis à la fin du XIX ème siècle. A cette époque, le pouvoir beylical dépendait à tous les niveaux d'allégeances personnelles dictées par des intérêts réciproques. Une absence de confiance entre les deux camps se manifeste et fait produire des alternances de scepticisme passif ou de révoltes.

Le pouvoir central a su maintenir une prépondérance incontestable dans ses relations avec les tribus nomades du Centre et du Sud, mais une attitude de méfiance à leur égard était toujours présente à cause de leur « turbulence » (5). Les conditions économiques et les tentatives de modernisation intervenues au XIX ème siècle ont accentué cette défiance d'où une hostilité de plus en plus manifeste de la part des tribus.

Une telle organisation politique et sociale favorise l'apparition d'une certaine catégorie de notables (*ḫassa*) au-dessus de la masse du commun (*ᶜAmma*) qui essaye d'exploiter à des fins personnelles sa position d'intermediaire entre les autorites et les sujets. Cette position une fois acquise demeure viagère de fait, et peut l'être de droit, sauf exception.

Les notables agissent envers leurs administrés en parrains, en protecteurs et en patrons; alors une relation de dépendance et de protection s'établit. Les parrains: *Qa'id*, *Hlifa*, *Sayh* sont chargés par le pouvoir central de recouvrer les impôts tout en répondant devant lui du comportement de leurs contribuables. Néanmoins cette tâche d'auxiliaire de l'État n'est attribuée à ceux qui la sollicitent qu'après le versement de sommes assez importantes et de cadeaux divers au Bey et à son entourage. Le mérite et la compétence ne jouent aucun rôle dans l'administration du pays, et pour se faire rembourser le *Qa'id*, une fois investi dans ses fonctions, ne peut qu'extorquer la masse de ses administrés et devient impitoyable et sans scrupule.

Des troubles périodiques en naissent et la répression s'abat sur les populations. Un cercle infernal d'extorsions, de révoltes puis de répressions se met en place. Le pouvoir des *Qa'id* protecteurs se développe ainsi à la faveur de la faiblesse du pouvoir beylical. Le système des médiations s'impose comme palliatif pour relier le système tribal au pouvoir central, ce qui renforce la domination des notables. La fragilité du pouvoir beylical est d'autant plus importante que celui-ci ne dispose pas de mécanismes institutionnels réguliers pour assurer l'ordre et la sécurité. Le pouvoir du Bey s'exprime à travers quelques tribus désignées ainsi pour leur hégémonie et leur force économique prépondérante par rapport aux autres tribus; ce sont les tribus *Makhzen*.

Le chef politique qui émerge au sein de la tribu devient systématiquement le représentant du Bey dans sa tribu. Il est le produit de la prééminence de sa collectivité et il contribue largement au renforcement de la puissance économique et politique de son groupe tribal; la relation ici est dialectique. Par rapport au pouvoir central leur dépendance s'accroît du fait de leur fonction officielle. Par conséquent, ces tribus s'affirment forcément contre les autres communautés rivales, et ce n'est que rarement qu'elles fusionnent toutes ensemble pour s'opposer à un danger qui remet en cause leur existence, telle une répression généralisée (1864), ou une menace étrangère (1881). La société demeure inévitablement segmentaire.

Sur le plan pratique, le pouvoir central disposait d'un soldat pour une centaine d'habitants dans les campagnes, alors que cette proportion était multipliée par cinq dans les villes – un soldat pour vingt habitants – (6). La mainmise beylicale était donc fragile et ceci apparaît au niveau de la perception de l'impôt « ...avant l'occupation de la Tunisie ... le Bey ne voyait jamais rentrer un sou des impôts » de la province de *l'A^crad*... « tandis que maintenant – sous le nouveau Gouverneur Allegro – tout rentre régulièrement... » (7), « ... il y avait huit ans que le pays de Gabès et tout le Sud jusqu'à la Tripolitaine n'avait ni payé un sou d'impôt ni permis à un soldat du Bey de mettre les pieds chez eux ... » (8). Peut-être y a-t-il quelque exagération de la part de l'auteur pour justifier la pénétration militaire française dans l'Extrême-Sud (il s'agissait en théorie de rétablir la souveraineté formelle du Bey), mais le livre d'où est extraite cette citation est constitué à partir des souvenirs du Commandant Varloud (9). Il n'a été publié qu'en 1932; or à cette date les autorités françaises n'avaient plus besoin de justifications pour s'établir dans le Sud. Cependant, cette hypothèse reste à vérifier dans les documents financiers du Gouvernement du Bey.

Dans tous les cas, la volonté de fuir l'impôt était un fait incontestable chez les populations du Sud; cette fuite était favorisée par les conditions géographiques. Entre la Tunisie et la Tripolitaine il n'y avait pas de frontières naturelles, rivières ou montagnes, pour pouvoir délimiter les territoires des deux côtés. Le pouvoir beylical ainsi que celui du Wali de Tripoli avaient recours à une vieille méthode qui consistait à déclarer telle tribu appartenant à la Régence de Tunis, telle autre à la Tripolitaine parce qu'elles y avaient la majorité de leurs intérêts : installations fixes, oasis, magasins, points d'eau, terrains de parcours... et un point d'attache traditionnel : marabout, *zawiya*, cimetière. Quand le pouvoir voulait recouvrer l'impôt, les tribus cherchaient à l'esquiver en passant de la Régence à la Wilaya.

On s'aperçoit donc qu'un hiatus profond et durable a toujours séparé le gouvernement beylical de la société civile, la dissociation est constante entre le monde de l'Etat et le monde de la communauté. C'est ce qui a

caractérisé la société politique dans la Régence.

Après l'occupation, les autorités militaires se sont rendu compte de cette originalité complexe du Centre et du Sud et se sont trouvées confrontées à une réalité tout à fait incompatible avec leurs jugements. Quand le colonel de La Roque a été nommé commandant de la subdivision de Gabès le 28 Septembre 1882, il a manifesté sa suspicion à l'égard de la population de cette région qu'il a qualifiée de « délicate et compliquée ». Pour sa part le général Forgemol a remarqué dans l'un de ses rapports que « dans la subdivision de Gafsa, il s'est produit des faits qui prouvent combien les esprits sont faciles à exciter et combien il est indispensable d'y être toujours en force suffisante pour faire face nous-mêmes aux événements » (10).

L'analyse de la Résistance autochtone entre 1881 et 1888 nous a imposé une orientation axée sur deux thèmes fondamentaux : les caractéristiques puis les formes de la Résistance. Cependant il est difficile de traiter ces deux thèmes sans en évoquer d'autres qui leur sont intimement liés et qui sont sujets à débat controversé. Nous allons donc essayer d'analyser en première partie : l'insurrection, ses causes, son historique et son échec. Dans la deuxième partie, nous aborderons le passage à la Résistance pour mettre en comparaison la politique et la stratégie françaises face aux forces et aux faiblesses de la Résistance. Enfin nous avancerons les caractéristiques du Mouvement : à partir de ses points d'ancrage, la Réaction autochtone entre 1881 et 1888 était-elle manipulée par un ensemble de bandits, ou bien était-ce l'expression de la volonté de rejeter un envahisseur étranger ? Les caractéristiques du Mouvement insurrectionnel que nous allons analyser, grâce aux archives et aux autres sources, trancheront.

Par ce travail qui ne prétend nullement avoir épuisé les documents, nous avons voulu savoir d'abord si la Réaction autochtone dans le Centre et le Sud de la Régence face à l'Occupation était celle d'une élite qui avait aliéné la population à ses positions, ou bien au contraire, si c'était l'élite des notables qui avait été propulsée par un mouvement populaire. D'autre part, était-elle spontanée ou bien organisée et structurée, exprimant une certaine conscience politique ? Si cette dernière supposition était crédible, nous déduirions par conséquent que la Réaction était imprégnée par un aspect patriotique, peut-être même "national". Ceci devrait atténuer l'importance qu'on donnait au facteur religieux. L'Islam est présenté comme mobile fondamental au sein des mouvements politiques et sociaux dans les pays du Maghreb tout au long de leurs luttes contre l'intrusion étrangère de la fin du XIX ème siècle. Néanmoins on est en droit de s'interroger sur ce point.

Au cours de la collecte des informations, nous avons constaté qu'il existe d'autres cartons d'archives qui restent à dépouiller: soit ceux du Dépôt d'Outre-Mer d'Aix-en-Provence, ceux du Quai d'Orsay, de Vincennes, de Nantes; soit ceux du Gouvernement Tunisien à la *Qasba* de Tunis; d'autre part un travail important reste à effectuer, celui de la collecte orale des témoignages de tous ceux qui gardent encore un certain souvenir sur la Réaction tunisienne de 1881, surtout les témoignages des descendants des grandes figures de l'insurrection tel: *ᶜAli Ibn Hlifa*, *'Ahmid Ibn Yussif*, *ᶜAli Ibn ᶜAmmar*, *ᶜAli Bu Allav* et *'Al Hag Harrat*. Or ce procédé historique exige plus de temps et de patience qu'un Mémoire de Maîtrise peut en requérir. D'autres sources de travail sont aussi importantes que les archives et la tradition orale, ce sont les différents journaux écrits en langues arabe, française, anglaise, turque et italienne. Les livres anciens publiés pendant cette période de fin du XIX ème siècle peuvent compléter et apporter un appoint considérable pour la recherche.

LES SOURCES DU TRAVAIL:

1/ Archives Nationales d'Outre-Mer : dépôt d'Aix-en-Provence: Cartons n°:

_25 H 2 . _ (1860 – 1868) : *Affaire Ben Ghadahoum.*

_25 H 14 . _ (1881 – Mars 1882) : *Expédition de Tunisie.*

_26 H 13 . _ (1882 – 1889) : Rapports mensuels du général de division commandant la division d'Occupation de Tunisie, au Gouverneur Général de l'Algérie. Copie de l'exemplaire adressé au Ministre de la guerre sur la situation en Tunisie.

BIBLIOGRAPHIE

AGERON (Ch. R.) . _ *Les Algériens musulmans et la France (1871-1919),* Paris, P.U.F., 1968, 2 t., 1296 p.

AL-DYAF (Ibn Abi) . _ *'Ithaf 'Ahl Az-zaman bi 'Ahbar Muluk Tunis wa ᶜAhd 'Al -'Aman.* 8 v. – Tome 4 : édition du Secrétariat d'État aux Affaires culturelles et à l'information, Tunis, 1963, 271 p. – Tome 6 : ABDESSALAM (A.) : *Chronique du règne d'Ahmed Bey.* Publications de l'Université de Tunis, 1971, 313 + 41 p. (en arabe).

AYADI (T.) . _ « La Résistance sfaxienne à l'Occupation coloniale en 1881 ». in : *Réaction à l'Occupation française de la Tunisie en 1881. Actes du premier Séminaire sur l'histoire du Mouvement Nationa. (mai 1981).* M.E.S.R.S. et C.N.U.D..S.T. (P.S.T.), Tunis, 1983, pp. 159 - 194.

BARDIN (P.) . _ « Les débuts difficiles du Protectorat tunisien, (mai 1881-avril 1882) ». *R.H.D.* (extrait de –), janvier-mars, 1971, n° 1, Paris, Editions (A.) Pedone, 1971, 48 p.

BARDIN (P.) . _ *La vie d'un douar.* Paris-La Haye, Mouton, 1965, 144 p.

BARDIN (P.) . _ *Algériens et Tunisiens dans l'Empire Ottoman de 1848 à 1914.* Paris, C.N.R.S. 1979, 271 p.

BOCCARA (D.) . _ *La politique de Paul Cambon en Tunisie.*

Paris–Sorbonne. 1957, 291 p.

BOIS (M.) . _ *Expédition française en Tunisie (1881-1882).* Paris, 1886, 156 p.

BOUAZIZ (Y.) . _ « Soutien des Tunisiens à la résistance nationale algérienne et réaction des Algériens à l'occupation française de la Tunisie en 1881 ». in : *Réaction à l'Occupation française de la Tunisie en 1881. Actes du premier Séminaire sur l'histoire du Mouvement National, (mai 1981).* M.E.S.R.S-C.N.U.D.S.T. Tunis 1983, (P.S.T.), pp. 122-107. (en arabe).

BOU-SAID . _ *Scènes de la vie musulmane, épisode de l'insurrection de 1881-1882.* Paris, Baudoin et Cie. 1884, 274 p.

BRAUDEL (F.) . _ *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II.* Paris, Armond Colin, 1982, 2 vol, 588 & 628 p.

BROWN (L. C) . _ « Toward a comparative history of modernization in the Arab World : Tunisia and Egypt ». in: Identité culturelle et conscience nationale. Actes du Colloque de Tunis, 1974. *Cahiers du C.E.R.E.S.* Série Sociologie–2. juin, 1975, pp. 73 - 93.

CAMBON (P.) . _ *Correspondances (1870–1924).* Paris, Grasset, 1940, vol. I : (1870-1898), 461 p.

CANAL (A.) . _ *La littérature et la presse tunisienne de l'Occupation à 1900.* Paris, La Renaissance du livre, 1924, 5 ème édition, 395 p.

CAYCI (A.) . _ *La question tunisienne et la politique ottomane (1881-1913).* Istanbul, 1963, 200 p.

CEALIS (E.) . _ *De Sousse à Gafsa : Lettres sur la campagne de Tunisie de 1881 à 1884.* Paris, 1885, 279 p.

CHARMES (G.) . _ *La Tunisie et la Tripolitaine.* Paris, Calmann–Lévy, 1883, 433 p.

CHATER (K.) . _ « La Résistance Tunisienne en 1881: Les différentes formes ». in : *Réaction à l'Occupation française de la Tunisie en 1881. Actes du premier Séminaire sur l'histoire du Mouvement National, (mai 1981)* M.E.S.R.S-C.N.U.D.S.T. Tunis, 1983, (P.S.T.) pp. 35 - 40.

CHATER (K.) . _ *La Mhalla de Zarrouk (1864 : insurrection et répression dans la Tunisie du XIX ème siècle).* Tunis, Coll. Fac. Lettres, 1978, 230 p.

CHATER (K.) . _ *Dépendance et mutations précoloniales, la Régence de Tunis de 1815 à 1857.* Publications de l'Université de Tunis, 1984, 660 p.

CHAVANE (C^ne^) . _ *Historique du service des affaires indigènes en Tunisie, (1881-1930).* Bourg 1931, 248 p.

CHERIF (M.-H.) . _ « Les réactions citadines à l'occupation française de la Tunisie en 1881 et leurs limites ». in : *Réaction à l'Occupation française de la Tunisie en 1881. Actes du premier Séminaire sur l'histoire du Mouvement National (mai 1981)* M.E.S.R.S-C.N.U.D.S.T, Tunis, 1983, (P.S.T.), pp. 227 - 238.

CHERIF (M-H) . _ « Les mouvements paysans dans la Tunisie du XIX ème siècle » *R.O.M.M.*, 1980, n° 30, pp. 21 - 55.

DEJEUX (J.) . _ « Un bandit d'honneur dans l'Aurès de 1917 à 1921 ». *R.O.M.M.*, 1978, n° 26, pp. 35 à 54.

DJAIT (H.), DACHRAOUI (F.), DOUIB (A.), MRABET (M.A.), TALBI (M.) . _ *Histoire de la Tunisie : Le Moyen Age.* Tunis, S.T.D. in-8°, S. d. 410 p.

DJEGHLOUL (A.) . _ « Hors la loi, violence rurale et pouvoir colonial en Algérie au début du XX ème siècle : Les frères Boutouizrat ». *R.O.M.M.* 1984, n°38, pp. 37 - 45.

EL-KHADHIRI (Z.-M.) . _ *La philosophie historique chez Ibn Khaldoun.* Beyrouth, Dar Ettanouir, 1985, 2 ème édition, 215 p. (en arabe).

FAUCON (N.) . _ *La Tunisie avant et depuis l'occupation française.* Paris, Augustin Challamel, 1893, 2 t. 478 et 597 p.

FERAUD (L. Ch.) . _ *Annales tripolitaines.* Présentation : BERNARD (A.), Tunis-Paris, 1927, 478 p.

GANIAGE (J.) . _ *Les origines du Protectorat français en Tunisie.* Paris, P.U.F. 1958, 776 p.

GANIAGE (J.) . _ *L'expansion coloniale de la France sous la III ème République (1871-1914).* Paris, Payot, 1968, 434 p.

GUELLOUZ (E.) . _ « Ambitions dynastiques, antagonismes ethniques et intrigues diplomatiques ». in : *Réaction à l'Occupation française de la Tunisie en 1881. Actes du premier Séminaire sur l'histoire du Mouvement National, (mai 1981).* M.E.S.R.S.-C.N.U.D.S.T. Tunis, 1983, (P.S.T.) pp. 85 - 96.

GUEZMIR (K.) . _ « L'affaire de Thala ou l'insurrection des Frachiches ». *R.T.S.S.* Vol: 15, n°: 54-55, 1978, pp. 89 - 114.

HERMASSI (EL-BAKI. M.) . _ « Les formes de résistance à l'impérialisme: une réinterprétation sociologique. » in : *Réaction à l'Occupation française de la Tunisie en 1881. Actes du premier Séminaire sur l'histoire du Mouvement National, (mai 1981).* M.E.S.R.S.-C.N.U.D.S.T. Tunis, 1983, (P.S.T.) pp. 73 - 79.

HOBSBAWM (J. E.) . _ *Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*. Paris, Fayard, 1966, 222 p.

HOBSBAWM (J. E.) . _ *Les bandits.* Traduction de l'anglais par (J. P.) ROSPAR, Paris, Petite collection Maspéro, 1972, 147 p.

JULIEN (Ch. A.) . _ « Colons français et Jeunes tunisiens (1882-1912) ». *R.F.H.O.M.* tome LIV, n°: 194 à 197, Paris, 1967, pp. 87 - 150.

JULIEN (Ch. A.) . _ *L'Afrique du Nord en marche.* Traduit en arabe par ES-Sadek EL-Mkaddem et autres. Tunis, S.T.D. 1976, 486 p. (en arabe).

KAROUI (H.) et MAHJOUBI (A.) . _ *Quand le soleil s'est levé à l'Ouest. Tunisie 1881 : impérialisme et résistance.* Tunis, C.E.R.E.S. 1983, 193 p.

KRAIEM (A.) . _ « Ali Ben Khlifa an-Naffati avant 1881». in : *Réaction à l'Occupation française de la Tunisie en 1881. Actes du premier Séminaire sur l'histoire du Mouvement National (mai 1981).* M.E.S.R.S-C.N.U.D.S.T. Tunis 1983, (P.S.T.) pp. 145 - 156.

LABERGE (A. de -) . _ *En Tunisie : récit de l'expédition française*. Paris, 1881, 378 p.

LAROUI (A.) . _ *L'histoire du Maghreb, un essai de synthèse.* Paris, F.M.-Fondation, Maspero, 1982, 390 p.

LAROUI (A.) . _ « Tradition et traditionalisation, le cas du Maroc ». in : *Renaissance du Monde Arabe.* Sous la direction de : Abdelmalek (A.), Belal (A.-A.), Hanafi (H.), Alger, Bruxelles, S.N.E.D. - DUCULOT, 1972, p. 265 - 276.

LEBŒUF (C^ne^) . _ *Historique de la conquête pacifique des territoires militaires de Tunisie*. Tunis, 1907, 42 p.

LE TOURNEAU (R.) . _ *Les étapes du nationalisme en Tunisie. (1881-1945).* Dossiers : C.H.E.A.M. n° 1098, Archives nationales, dépôt d'Outre Mer.

Aix-en-Provence.

LING (D.L) . _ *The French occupation and administration of Tunisia (1881-1892)*. University of Illinois, 1955, 303 p.

LONLAY (D. de-) . _ *En Tunisie : Souvenirs de sept mois de campagne*. Paris, 1882, 326 p.

LOTH (G.) : *La Tunisie et l'œuvre du Protectorat français*. Paris, Charles Delagrave, 1907, 282 p.

MACKEN (R.A.) . _ *The indigenous reaction to the French Protectorate in Tunisia, (1881-1900)*. Princeton University, 1973, 451 p.

MAHJOUBI (A.) . _ « La résistance de la population tunisienne à l'occupation française. » *R.H.M.* vol : 11, n° : 33–34, 1984, pp. 111-124. (en arabe).

MAHJOUBI(A.) . _ *L'établissement du Protectorat français en Tunisie*. Publication de l'Université de Tunis, 1977. 423 p.

MARTEL (A.) . _ *Les confins saharo-tripolitains de la Tunisie (1881- 1911)*, Paris, P.U.F. 1965, 2t, 824 & 428 p.

MARTEL (A.) . _ « L'échec d'un Mouvement de résistance au XIXème siècle : portée et limites du soulèvement tunisien (1881-1883). » in : *Mouvements nationaux d'indépendance et classes populaires au XIXème & XXème siècles en Occident et en Orient*. Tome : 1, Paris, A. Colin, 1977, pp. 253 - 261.

MARTEL (A.) . _ « Le Makhzen du Sud tunisien (1881-1910) ». *Les Cahiers de Tunisie*, n° : 32, 1960, pp. 7 - 30.

MARZOUGUI (M.) . _ *Sira^{c} ma^{c}a -l- himaya* [*Lutte contre le Protectorat*] Tunis, 1973, 454 p. (en arabe).

MARZOUGUI (M.) . _ *As-si^{c}r as-sa^{c}bi wa'l-intifadat at -tahririyya* [*La poésie populaire et les insurrections libératrices*] Tunis, S.T.D., Série : Iqra', 1971, 107 p. (en arabe).

MATHLOUTHI (S.) . _ « Le pouvoir beylical face à l'occupation française ». in : *Réaction à l'Occupation française de la Tunisie en 1881. Actes du premier Séminaire sur l'histoire du Mouvement National (mai 1981)*. M.E.S.R.S-C.N.U.D.S.T. Tunis, 1983, (P.S.T.) pp. 329 - 351.

MIEGE (J. L.) . _ « Documents inédits sur l'insurrection de 1864 ». in :

Etudes d'histoire contemporaine tunisienne (1846-1871). Aix-en- Provence, I.H.P.O.M. mars, 1973, Études et documents, n° 5, pp. 101 - 117.

MONTETY (H.de –) . _ *Bédoins et citadins en Tunisie.* Dossiers C.H.E.A.M. n° 704, Archives nationales, Dépôt d'Outre Mer, Aix-en-Provence.

NORMAND (D.) . _ *La notion de frontière en Afrique du Nord. Mythes et réalités (1830-1912).* Thèse de III ème cycle, Université de Montpellier II, 1975, 731 p.

OULED MOHAMED (L.) . _ « Notes à propos des enquêtes coloniales sur la religion populaire en Tunisie de 1886 à 1934 ». *Cahiers de la Méditerranée* n° 20, juin-décembre 1980, pp. 81 - 99.

(P. H. X.) D' ESTOURNELLES (de C.) . _ *La politique française en Tunisie.* Paris, Plon, 1891, 489 p.

PIQUET (V.) . _ *La colonisation française dans l'Afrique du Nord.* Paris, A. Colin 1912, 538 p.

PONCET (J.) . _ « Notes sur la situation de la Tunisie à la suite des événements de 1864-1868 et l'évolution des genres de vie en Tunisie ». *Les Cahiers de Tunisie,* 3 ème & 4 ème trimestre, 1954, pp. 316 - 328.

PONCET (J.) . _ *La colonisation et l'agriculture européenne en Tunisie depuis 1881.* Paris-La Haye, Mouton & Co, 1961, 700 p.

PONCET (J.) . – *La Tunisie à la recherche de son avenir : indépendance ou néocolonialisme ?* Paris, Notre temps-Monde, Ed. Sociales, 1974, 224 p.

QUESNOY (Dr-F.) . _ *L'armée d'Afrique depuis la conquête d'Alger.* Paris, Jouvet & Cie, 1888, 355 p.

RAYMOND (A.) & PONCET (J.) . _ *La Tunisie.* Paris, P.U.F, troisième édition, 1977, 126 p. (Collection : Que Sais - je?).

REIBELL (Gal.) . _ *La Tunisie d'il y a 50 ans.* Paris, 1932, 218 p.

SAMMUT (C.) . _ *Limpérialisme du capitalisme français en Tunisie et le nationalisme tunisien (1881-1914).* Paris, Publi-Sud, 1983, 415 p.

SEBAUT (A.) . _ *Dictionnaire de la législation tunisienne.* Paris, Tunis, Dijon, 1888, 96 p.

SERVIER (A.) . _ *Le péril de l'avenir : le nationalisme musulman en Égypte, en Tunisie, en Algérie.* Constantine, 3 ème édition, 1913, 239 p.

SLAMA (B.) . _ *L'insurrection de 1864 en Tunisie.* Tunis, Maison

tunisienne de l'édition, 1967, 191 p.

SONNECK (C.) . _ *Chants arabes du Maghreb : étude sur le dialecte et la poésie populaire de l'Afrique du Nord.* Paris, J.-Maisonneuve, 1902, 224 p. (texte en arabe, Titre en français).

TIMOUMI (H.) . _ *Paysannerie tribale et capitalisme colonial : l'exemple du Centre-Ouest tunisien, 1881-1930.* Thèse de III ème cycle, Nice, 1975, 529 p.

VALENSI (L.) . _ *Fellahs tunisiens, l'économie rurale et la vie des campagnes au XIX ème & XX ème siècles.* Paris, Mouton, 1977.

VIOLARD (E.) . _ *Le banditisme en Kabylie.* Paris, 1895, 171 p.

WACHI (P.) . _ « L'insurrection de Bou Amama ». *Revue tunisienne*, t : VIII, 1901, pp. 336 - 362.

ZGHAL (A.) . _ « La construction nationale au Maghreb. » in : *Renaissance du Monde Arabe.* Sous la direction de Abdelmalek (A.) et autres. Alger, Bruxelles, S.N.E.D.-DUCULOT, 1972, pp. 136 - 166.

OUVRAGES COLLECTIFS.

- *Les Français en Afrique la guerre en Tunisie.* Ouvrage rédigé par des écrivains militaires. Paris, A. Duquesne, Sd. 156 p.
- *L'expédition militaire en Tunisie, (1881-1882).* Paris, Charles Lavanzelle, s.d. in-8°, 421 p.
- *Documents diplomatiques, affaires de Tunisie (1870-1881).* Paris, Imprimerie nationale, 1881-1887, 312 + 74 p.



Critique bibliographique.

Nous n'avons pas besoin d'affirmer l'intérêt des archives dont l'apport historique est constitutif, mais ceci ne doit pas estomper, l'importance des autres documents écrits : les publications administratives, gouvernementales, diplomatiques, les rapports officiels des militaires et des techniciens, les souvenirs des témoins...

Ces documents dont quelques uns sont confidentiels, sont écrits par des spécialistes; ils contribuent largement à élucider la réalité historique bien qu'ils aient parfois un côté partial et partiel. Cependant on peut confronter les données et déduire ce qu'on peut juger conforme ou proche de la vérité qui demeure toujours relative.

Pour cette recherche, nous nous sommes fondés essentiellement sur les documents d'archives et sur les ouvrages qu'on peut qualifier d'anciens. Une orientation appropriée du travail était possible grâce aux différents articles des historiens, des sociologues et des géographes; ce qui nous a épargné certains flottements et indécisions. Une troisième source a été utilisée : c'est la poésie populaire composée avant et au cours de l'insurrection de 1881, c'est un recueil de poèmes en arabe dialectal et littéraire rassemblé par M. Marzougui (1), et par l'intermédiaire des Comités Culturels des différents gouvernorats de la Tunisie actuelle. Néanmoins, quelques poèmes sont non datés et les poètes inconnus. Ce n'est que par le contenu et le style que l'on peut deviner la date approximative et l'origine du compositeur. Une étude du discours s'impose donc. Or dans le cadre de ce travail il nous a été impossible de vérifier l'authenticité du recueil.

La poésie populaire est très ancienne, elle est présente dans tous les domaines de la vie quotidienne du poète : des déclarations d'amour à la description d'une esclave, d'un beau cheval, d'un troupeau en train de paître; des fêtes collectives aux mariages, du deuil aux lamentations, des

razzias à la guerre... On l'utilise également pour la correspondance privée et pour décrire et prendre position envers tous les événements qui touchent à la vie sociale et politique de l'environnement du poète. La poésie et les chants lyriques sont improvisés et conformes aux règles précises de la poésie arabe littéraire classique.

Cette poésie est dite notamment par les gens du Sud; elle constitue l'une de leurs originalités, surtout chez les *Wirgimma*, les *Mraziv* et les *Matmata*. (M.) Marzougui qui a pu étudier l'historiographie de la poésie populaire, a constaté qu'elle a accompagné tous les événe- ments qui ont eu lieu dans la Régence. En 1881, cette poésie s'est transformée, du thème déplorant l'injustice du Bey, à un autre thème : celui de la condamnation de son pouvoir; l'envahisseur est fortement accablé et rejeté, la propagande anti-française est omniprésente.

Parmi les livres récents, l'ouvrage de Martel (A.) (2), et celui de Mahjoubi (A.) en collaboration avec Karoui (H.) (3), présentent les deux références de base en ce qui concerne l'événement historique en tant que tel. Celui de Mahjoubi et Karoui ébauche les questions de la "tunisiannité" du Mouvement de la résistance et du banditisme sans les approfondir. A ma connaissance, aucun travail historique n'a été effectué sur la Réaction autochtone en Tunisie face à l'occupation française pendant les premières années du Protectorat.

La contribution de Mahjoubi et Karoui avait pour objectif d'étudier l'insurrection immédiate de 1881 et s'arrêtait avec l'exil des insurgés vers la fin de l'année. Le livre de Macken (R.A.) écrit en anglais se contente d'analyser la résistance sur le plan officiel, alors que celui de Martel examine surtout le problème frontalier entre la Régence et la Tripolitaine et évoque la réussite de la politique française dans sa pénétration vers l'extrême Sud. Mais d'après nos lectures, aucune étude n'a pris pour objectif d'étudier la Réaction autochtone dans les termes et buts que nous nous sommes fixés et qui nous paraissent être les axes fondamentaux de l'analyse de cette réaction : le premier est celui du problème de l'identification du Mouvement, le second est celui de sa qualification. Peut-on attribuer à la Réaction les qualificatifs : national

et organisé; et dans quelle mesure peut-on avancer l'hypothèse que c'est une résistance unitaire ? C'est en essayant de répondre à ces questions qu'on abordera la Réaction autochtone en Tunisie. Pour expliquer les causes de l'occupation, certains historiens tunisiens et autres ont avancé les ambitions puis le défaitisme de la dynastie régnante, d'autres ont mis en cause "l'archaïsme" de la population de la Régence et les "antagonismes ethniques qui règnent dans le pays". De ce fait ils ont valorisé la prépondérance coloniale en insistant sur un certain déterminisme provoqué par les conditions économiques et démographiques. Cependant, l'explication logique obéissant aux règles des sciences historiques, doit prendre en considération l'ensemble de ces variables dans leur interaction pour mesurer leurs effets, chacune avec son poids spécifique sur le devenir historique du pays.

Pour les uns, la Résistance tunisienne de 1881 « se définissait essentiellement comme un "djihad"... et revêtait un caractère religieux évident », donc il s'agit « d'une guerre sainte pour défendre une certaine entité tunisienne » (5). Alors que (M.H.) Chérif, dans une étude globale sur les révoltes tunisiennes depuis la moitié du XIX ème siècle, insère l'insurrection de 1881 dans un cadre paysan (6) et dissocie la résistance des villes de Sfax et de Gabès de l'ensemble du Mouvement insurrectionnel dans une autre étude (7). (T.) Ayadi renforce cette dissociation par une étude (8) qui va dans le même sens que celle de Chérif en qualifiant la résistance qui s'est déroulée à Sfax de citadine et purement "sfaxienne" donc régionale.

Notre Mémoire qui porte sur l'étude du Centre et du Sud a été dicté par les impératifs même de l'insurrection dans son champ d'action, champ qui présente un paradoxe effectif par rapport au Nord du pays sur le plan géographique et économique. Ceci nous a amené à retracer les caractéristiques physiques et humaines du Centre et du Sud, et de leurs originalités propres dans l'introduction. Enfin il reste à préciser que plusieurs ouvrages et articles fournissent des bibliographies très denses et très pratiques surtout ceux de Martel et de Karoui.

NOTES DE L'INTRODUCTION :

(1) Sur ce sujet voir notamment :

- GANIAGE (J.) : – *Les origines du Protectorat en Tunisie* ...
- MAHJOUBI (A.) : – *L'établissement du Potectorat* ...

(2) Cf : Texte du Traité du Bardo en annexe.

(3) PONCET (J.) : *La colonisation et l'agriculture* ... p. 76.

(4) Voir BRAUDEL (F.) : *La Méditerranée* ... t 1.

(5) CHERIF (M.H.) : « Les mouvements paysans ... » p. 24.

(6) ibid, « Les réactions citadines ... » p. 229.

(7) REIBELL (G al) : *La Tunisie d'il y a cinquante ans* ... p. 63.

(8) ibid, p. 64.

(9) Commandant Varloud du IV ème Régiment des Zouaves.

(10) A.N.O.M. : 26 H 13, rapport de juin 1883, daté du 1er juillet 1883, du général Forgemol de Bostequenard commandant le Corps d'Occupation de Tunisie au Gouverneur Général de l'Algérie à Alger.

NOTES DE LA CRITIQUE BIBLIOGRAPHIQUE.

(1) MARZOUGUI (M.) : Écrivain, chronicheur, historien, poète et journaliste tunisien, a publié plus de 23 œuvres; il est mort dans les années 1970.

(2) MARTEL (A.) : *Les confins saharo-tripolitains* ...

(3) KAROUI & MAHJOUBI : *Quand le soleil s'est levé* ...

(4) MACKEN (R.A.) : *The indigenous reaction* ...

(5) CHATER (K.) : « La résistance tunisienne... » p. 36.

(6) CHERIF (M.H.) : « Les mouvements paysans ... ».

(7) ibid, « Les réactions citadines ... ».

(8) AYADI (T.) : « La résistance sfaxienne ... ».



PREMIERE PARTIE :

L'INSURRECTION.

(Juin-Décembre 1881.)

Jusqu'au 9 mai 1881 aucun rassemblement et aucune action armée n'ont été signalés dans le Centre et le Sud, bien que les troupes françaises aient déjà envahi le Nord à travers les montagnes des Khmirs depuis le 24 avril; et bien que plusieurs engagements aient eu lieu entre les tribus de cette région et les forces d'Occupation.

Cependant, une agitation permanente accompagnée de contrebande de poudre était sensible; et si on prend en considération la lenteur de l'information, (ces tribus étaient établies à plus de 400 km. de Tabarka) on peut se demander si c'était la susceptibilité qui faisait agir les autochtones, ou bien s'il y avait déja assez de raisons pour s'agiter. Les deux thèses ne sont pas pas exclues.

1/ Les causes :

Plusieurs mobiles qui s'entremêlent pour former un tout, sont à l'origine de l'insurrection : les tentatives de modernisation ruineuses entreprises par les Beys depuis le milieu du XIX ème siècle qui ont entrainé les réformes fiscales; et l'inégalité et l'injustice qui ont engendré la misère et la dégradation économique croissante des autochtones. Pour échapper au sort de la Tripolitaine qui est devenue une simple Wilaya, province de l'Empire Ottoman en 1835; et au sort de l'Algérie occupée par la France en 1830; la Régence a essayé d'entretenir de multiples relations commerciales et diplomatiques avec quelques nations d'Europe, surtout avec l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne et la France. Les Beys ont joué avec les divers intérêts économiques des pays européens pour les confronter et échapper ainsi à l'hégémonie de l'une de ces puissances.

La "modernisation" du pays s'est révélée indispensable. Or les moyens engagés pour la favoriser n'étaient pas adéquats; l'exploitation du pays par les agents du pouvoir s'est accrue dès les années 1840 et Ahmed Bey (1837–1855) a multiplié les impôts, imposé et généralisé les droits de marché tout en réorganisant les anciennes contributions .

Cette politique fiscale lourde et ruineuse était poursuivie par Mohamed '*AS–Sadoq Bey* (1859–1882) qui achevait la ruine du pays par l'endettement extérieur. Les exigences du gouvernement beylical touchaient toutes les catégories sociales et surtout les nomades qui se trouvaient dans l'impossibilité de s'acquitter des redevances trop lourdes; leur refus de payer entraînant directement l'insubordination *(ᶜIsyan)*, et la rébellion. Les tentatives de réformes procédant selon des voies arbitraires ne réussissaient qu'à précipiter la dislocation des liens traditionnels unissant les hommes à la terre et entre eux; leur échec aboutissait à « généraliser les razzias punitives et avec celles-ci le pillage des dernières réserves paysannes. » (1)

La volonté de moderniser le pays était un échec total sur le plan économique et social. « L'incompatibilité entre les méthodes et les buts de l'élite politique réformiste a souvent créé un paradoxe » (2), face aux soupçons et à la méfiance réciproque entre l'État et la société, la "modernisation" était refusée car elle ne répondait pas aux réalités traditionnelles du pays; et n'avait pas pu aboutir au déclin du patronage, du parrainage et du clientélisme. La destruction des réseaux de solidarité et du patronage en tant que forme effective et exclusive du pouvoir et de la domination n'avait jamais pu être réelle et s'était révélée irréalisable.

La politique apparaît comme une affaire de famille, de clans, de prétendus leaders et de trafics. Le Pouvoir était un moyen ordinaire d'enrichissement personnel et véhiculait -pour se maintenir- des ressentiments, de la rancœur et de l'animosité, ce qui faisait naître chez les administrés une frustration relative et une conscience de l'existence de l'inégalité et de l'injustice.

Les Beys voulaient dynamiser la société en introduisant de nouvelles formes de pouvoir et d'administration, mais ils se heurtaient au "traditionnalisme" du pays. La tradition ne signifiait pas chez les autochtones la passivité ou l'inertie, mais elle était un choix pris à la suite de l'intrusion de plusieurs phénomènes étrangers incompatibles avec la vie sociale et économique des habitants. L'intervention étrangère militaire avait fini par faire basculer les sensibilités des autochtones qui

n'avaient pas hésité cette fois-ci à s'y opposer. La tradition avait cimenté toute la société qui avait refusé "le progrès" et "le modernisme" des étrangers. Les autochtones prouvaient ainsi un traditionnalisme conscient. Cette conscience était souvent exprimée de plusieurs façons.

Dans la poésie populaire Marzougui citait un poète bédouin qui se lamentait de la situation dans ces termes : « le Bey est injuste envers ses sujets, leurs biens sont dilapidés et même les individus sont à vendre; notre misère s'est accrue, plus personne ne peut honorer ses dettes, et les nombreuses pétitions qu'on a adressées au Bey n'ont servi à rien. ... les corrompus sont devenus les amis et les protégés de ceux qui ont le pouvoir. » (3)

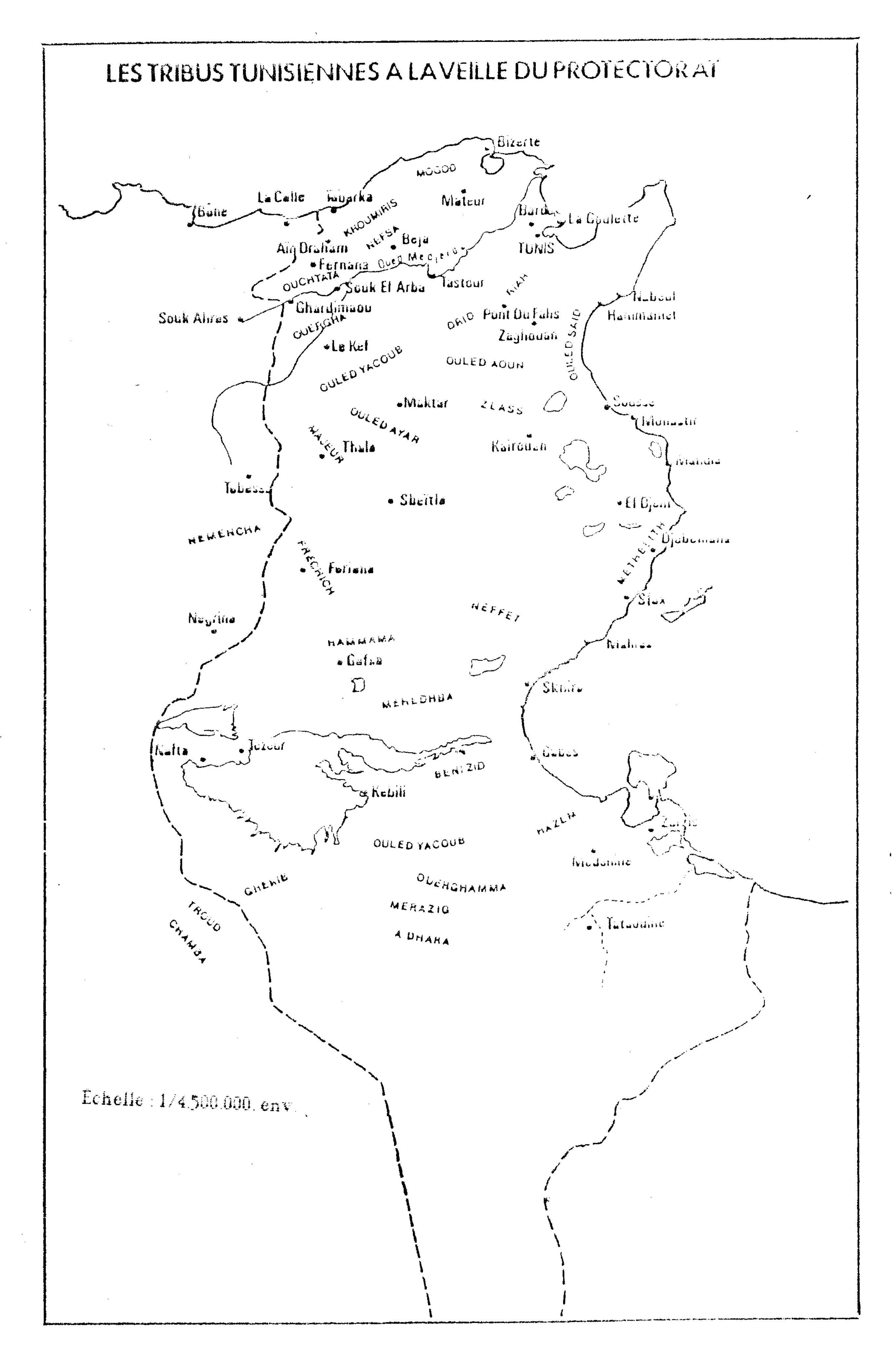
Les mobiles économiques étaient aussi importants que les autres facteurs; la complémentarité régionale et économique imposait une interdépendance vitale entre les populations du Nord et du Sud ainsi qu'entre les populations des régions méridionales et celles de l'intérieur. Le refus de payer l'impôt bien avant l'invasion française montre l'omniprésence de ce facteur. Le soulèvement des tribus du Centre et du Sud pauvres et déshéritées, était déterminé dans une certaine mesure par le fait que le Nord riche en céréales, point d'approvisionnement des gens du Sud, a été occupé et par conséquent, ils avaient peur que la nouvelle situation les empêchât de se rendre au Nord où ils avaient l'habitude de se ravitailler et d'écouler leurs produits rudimentaires. L'occupation du Nord était une question vitale pour eux.

Sur ce même plan, on peut se demander pourquoi les tribus du Haut Tell : *'Awlad ᶜUn, ᶜAyyar* ... pour lesquelles les cultures avaient une importance primordiale n'avaient pas pris le chemin de l'exil (4) comme l'avaient fait les tribus du Centre et du Sud. C'est parce qu'effectivement ces derniers n'avaient pas cette tradition de cultures céréalières et étaient toujours en dépendance économique envers les populations du Nord. Dans une société pareille, l'irruption du capitalisme moderne engendré par la pénétration de l'économie monétaire et par la transplantation des entreprises étrangères, a fait l'effet d'un cataclysme; et lorsque cette irruption survenait brusquement, suite à une conquête

étrangère, ses effets étaient d'autant plus traumatisants. Le Centre, le Sud-Ouest et le Sud étaient les régions les plus misérables de la Régence et les plus défavorisées. Il n'était pas surprenant que ces régions soient devenues farouchement turbulentes, dès leur prise de conscience politique (5). En plus la dégradation de leur situation matérielle, leur a inspiré la méfiance envers l'occupation française présente en Algérie depuis plus d'un demi-siècle. La politique française en Algérie n'était pas méconnue de la part des Tunisiens; les dernières mesures de confiscation des terres dans le Constantinois et la répression effectuée contre les autochtones algériens lors des rébellions de 1870, 1879 et 1881 étaient encore présentes dans tous les esprits. Plusieurs réfugiés algériens étaient établis dans la Régence surtout dans le Centre-Ouest (6).

Un équilibre implicite et négatif s'était établi depuis longtemps entre les tribus et le pouvoir central; les nomades s'accomodaient bien avec un pouvoir assez faible qui leur permettait malgré tout le maintien de leurs anciennes traditions d'indépendance, de liberté et d'insoumission. Marzougui a reproduit quelques vers d'un poète de la tribu des *ᶜAḏara* (près de Douz) qui, avec ses compatriotes a fui l'oppression du *Kahiya* du Bey au Nefzaoua *'Ahmid Hammadi*. Le poète se vantait de la liberté retrouvée dans le désert en disant « ... ni juges ni autorité pour cacheter, ni sceau ni estampille, – dans le sahara – il n'y a que du sable blanc et fort magnifique » (7).

La soumission du Bey à la France perturbait la vie quotidienne des nomades; la France représentait un joug insupportable. Le refus de subir la contrainte étrangère n'était nullement « instinctif » (8), mais il était conscient et fondé sur la différence des mœurs, de mode de vie et de civilisation. Certes les autochtones « réagissaient en tant que membres de la communauté musulmane menacée dans ses fondements et ses principes par des étrangers qui allaient introduire (chez eux) un mode de vie très différent du leur » (9); mais ils réagissaient surtout en tant que membres absolument indépendants et distincts, malgré la solidarité âprement recherchée et appuyée par tous les membres de la « *'Umma musulmane* », d'autant plus que cette *'Umma* était impalpable, aléatoire


LES TRIBUS TUNISIENNES A LA VEILLE DU PROTECTORAT
Bizerte
MOGOD
Mateur
La Calle
Tabarka
Bône
KHOUMIRIS
NEFSA
Beja
Aïn Draham
Fernana
OUCHTATA
Souk El Arba
Tastour
Bardo
La Goulette
TUNIS
RIAH
Souk Ahras
Ghardimaou
OUERGHA
Le Kef
DRID
Pont Du Fahs
Zaghouan
OULED SAID
Nabeul
OULED AOUN
OULED YACOUB
Maktar
ZLASS
Sousse
OULED AYAR
MAJEUR
Thala
Kairouan
Tebessa
Sbeitla
El Djem
HEMENCHA
FRECHICH
Feriana
Sfax
NEFFET
Negrina
HAMMAMA
Gafsa
MEHEDHBA
Nafta
Tozeur
BENIZID
Kebili
Gabes
HAZEM
OULED YACOUB
Medenine
GHERIB
OUERGHAMMA
TROUD
CHAMBA
MERAZIG
ADHARA
Tataouine
Echelle : 1/4.500.000. env.

et sans institutionnalisation juridique, donc sans autorité descendante.

La prise de conscience politique est apparue de façon catégorique et évidente dans la mesure où elle s'est exprimée comme réaction contre l'étranger et en même temps contre le pouvoir beylical coupable d'alliance avec les envahisseurs. L'insurrection avait pris pour mot d'ordre « la déposition du Bey qui a vendu son pays à la France », sa déchéance était proclamée et ses biens personnels ainsi que ceux des principaux personnages du Gouvernement, étaient mis au pillage. Les grands propriétaires qui avaient préféré se soumettre par souci de sécurité pour leurs biens et par réflexe de possédants avaient été considérés comme traîtres et leurs biens étaient aussi l'objet de pillages.

En plus de ces mobiles économiques et politiques formels, d'autres facteurs se rajoutent et se combinent pour expliquer encore les causes de l'insurrection et de la résistance. Ce sont des éléments qui sont en relation étroite avec l'identité et le sol des insurgés. Ces facteurs, nous les analyserons dans le dernier chapitre car ils sont l'objet de multiples hypothèses contradictoires et nous ne pouvons affirmer notre point de vue avant d'avancer les données.

2/ Historique de l'insurrection : mai–décembre 1881.

L'imbrication des motifs et mobiles étudiés plus haut, a favorisé un climat assez tendu au sein des populations du Sud et du Centre; la communauté nomade est prête désormais à réagir. Les rumeurs qui couraient à propos des préparatifs de l'expédition française contre la Tunisie ont fait surgir une agitation marquée dès le mois d'avril 1881. La contrebande d'armes, de poudre et de munitions qui n'a jamais cessé entre la Tunisie et l'Algérie depuis 1830 est devenue plus active; le Préfet de Constantine l'a souligné constamment dans ses rapports adressés au Gouverneur Général à Alger.

Une première *Hilva* ou *Mi^{c}aad* (Assemblée) a eu lieu le 9 mai. Elle a rassemblé les *Magir*, les *Frasis*, les *'Awlad ^{c}Ayyar* et les *Winifa* (10).

Après la signature du Traité du Bardo le 12 mai, tout le pays était en effervescence. Les nomades de l'intérieur, en accord avec le petit peuple de Sfax ont proclamé l'insurrection suite à une longue concertation des chefs des tribus. Le 4 juin c'était le *Mi^{c}aad* des *'Awlad Yidir*, le 9 celui des *Mṯaliṯ*, des *Hmamma*, des *Bni-Zid*; entre le 15 et le 20 juin c'était la grande réunion des délégués des différentes tribus à la Grande Mosquée de Kairouan où on avait décidé d'envoyer trois émissaires au Wali de Tripoli lui demander ses intentions (11). Des forts détachements de tribus *Nfat*, *Glass*, *Hmamma* et *Mṯaliṯ* affluaient aux environs de Sfax qui s'agitaient dès le 23 juin et rejetaient la souveraineté du Bey. Le premier juin quelques 600 contestataires villageois s'étaient présentés auprès du Gouverneur de la ville de Kairouan pour protester « contre le Protectorat français en Tunisie et ont déclaré qu'il sont disposés à la résistance et sont bien approvisionnés en armes et munitions » (12). La même source indiquait que « les indigènes des tribus Hmamma ne sont point disposés à se rendre et sont prêts à résister par les armes, ... il paraît qu'ils sont plus nombreux et plus acharnés que les Khroumirs » (13).

Pour confirmer leur volonté du rejet de la souveraineté du Bey et de son pouvoir, et pour ne pas s'abondonner à "l'anarchie", les tribus essayaient de combler ce vide de l'autorité par une autre. C'était le même scénario qu'en 1864 qui était mis en place : les tribus ont nommé leur propre Bey; « les Hmamma, Beni Zid et autres refusaient formellement –de subir– le Traité conçu avec la France, un nommé Salah Ben Bouziane des Ouled Aziz est nommé Bey El Am ... il s'est emparé de la Qasba de Gafsa, y a installé un gardien qui donnera de la poudre et des armes aux Hmamma et à leurs partisans ... les gens de Gafsa, les Beni Zid, les Ourghemma, les Neffat et les Nefzaoua se sont mis en révolte contre le Bey » (14). Ainsi on se précipitait vers les lieux traditionnels qui représentaient l'autorité beylicale pour s'emparer des armes et pour affirmer la rébellion; « ... le Califat de Tozeur a enlevé aux soldats tunisiens de la garnison leurs armes qu'il a distribuées aux gens de la ville » (15).

Très tôt donc les tribus du Centre et du Sud avaient manifesté leur position en se décidant pour l'insurrection. Cette attitude a révélé une

décision face à un événement de portée collective touchant tous les membres de la communauté. La concertation entre les chefs des tribus a abouti à une résolution commune de défense, de diversion et d'attaque des forces françaises. Il était temps de passer à la réalisation de ces résolutions bien que les Français n'aient pas encore mis les pieds au dessous de la Medjerda. En fait la réduction de l'effectif militaire dés le 26 juin à cause des élections parlementaires en France, et le soulèvement de *Bu ᶜAmama* dans le Sud algérien a obligé les forces d'occupation à attendre l'arrivée des renforts.

Puisque les Français n'étaient pas à la portée du combat on est allé les chercher. Une première série d'opérations était effectuée dès le 10 juin contre les *Trud* algériens théoriquement protégés par la France. Des cavaliers *Hmamma* s'emparaient de 500 chameaux et d'une caravane chargée de dattes, quatre Algériens étaient tués et on signalait plusieurs blessés (16). Pendant ce temps, Sfax, la deuxième ville de la Régence allait symboliser le contre-pouvoir du Bey et de l'Occupation; tous les insurgés de bonne volonté affluaient vers la ville pour la protéger de "l'humiliation". C'était de Sfax que l'insurrection allait se propager et non pas de Kairouan dite "la ville sainte". Déjà, dès l'intervention française en Khroumirie en avril, la ville de Sfax manifestait sa désapprobation et son inquiétude; un mouvement anti-français commençait à s'esquisser dû aux agitations des tribus *Mtalit*, eux-mêmes en contact constant avec les diverses autres tribus du Centre et du Sud. Dès le 6 juin un *Miᶜaad* était tenu dans la *Zawiya* de *Sidi Hassan Bil Hag* entre Sfax et El-Jamm, il a rassemblé les *Mtalit* les *Nfat*, les *Bni-Zid* et les *Hmamma*. Au cours de cette assemblée, les représentants des tribus avaient étudié les conséquences du Traité du Bardo puis s'étaient mis d'accord sur la nécessité d'unir leur action afin de contrecarrer les projets franco-beylicaux. On avait proposé l'envoi de 3000 cavaliers aux Khroumirs pour « les libérer des Français », et la destruction de 15 poteaux télégraphiques ainsi que le non paiement de l'impôt.

En quelque sorte, cette assemblée légitimait l'insurrection et lui donnait ses fondements juridiques. Cependant, Sfax demeurait calme

malgré l'effervescence des tribus. Or, un bruit qui courait depuis quelques jours insistait sur le concours du Sultan ottoman par l'intermédiaire du Wali de Tripoli. Ce bruit gagnait la conviction des bédouins qui décidaient le 23 juin de passer de l'agitation endémique à la rébellion ouverte. A Sfax le bruit s'était répandu très vite à propos des tribus qui allaient se porter au secours de la ville pour la protéger contre l'invasion étrangère et la traîtrise du Bey.

Sfax comptait 62 bouches à feu qui n'étaient que des vieilles pièces à portée très limitée; la garnison comptait 50 à 100 soldats (17). Effectivement, suite au bruit du secours bédouin, des tribus entières des *Mtalit*, *Glass*, *Nfat*, *Hmamma* et *Swassi* submergeaient les environs immédiats de Sfax, une alliance était conclue entre les citadins révoltés de la ville et les bédouins sous la direction de *ᶜAli Ibn Hlifa* campé dans les vergers. Cette alliance faisait établir un Conseil chargé de veiller à l'ordre dans la ville, présidé par le Commandant de l'artillerie, le Bimbachi *Mohamed Chrif*; il groupait 50 membres : 40 sfaxiens et 10 *Mtalit*, il constituait une sorte de police municipale.

Les notables de la ville avec à leur tête le Gouverneur *Hassuna 'Al-Galluli* étaient complètement dépassés, plus inquiets pour leurs biens et leurs intérêts que pour toute autre chose, ils s'employaient activement à « raisonner les égarés ». Représentant le pouvoir politique et celui de l'argent, ils avaient perdu leur influence et leur position dès que la légitimité du pouvoir et de la dynastie Husseinite s'était trouvée contestée. Le Commandant de la *Qasba Mohamed Maᶜtuv* et *Mohamed Chrif* avaient distribué les armes stockées dans les fortins. L'apparition du navire français "Le Chacal" aux large de Sfax dès le 27 juin, avait suscité une plus grande inquiètude chez les insurgés et confirmait leurs prévisions. Le bombardement de la ville commençait le 5 juillet ce qui avait enhardi davantage les rebelles. Le 14 juillet la flotte française était au complet avec 17 bateaux de guerre, 6000 soldats et marins et 151 bouches à feu. Un bombardement intense commençait le 15 du mois, il se déroulait pendant toute la journée et la nuit. Le 16 à l'aube c'était le débarquement sous le commandement du Vice-amiral Garnault. Avant

Bombardement de Sfax

*Composition et effectifs de l'escadre**

Nom du Bâtiment	Nature	Effectifs	Canons — Grand Calibre	Canons — Petit Calibre	Provenance	Date d'arrivée
Chacal	Canonnière	71	1	3	La Goulette	26 juin
Alma	Cuirassé	313	6	4	» »	2 juillet
Reine Blanche	Cuirassé	313	6	4	» »	3 juillet
Sarthe	Transport	220	—	2	Toulon	4 juillet
Pique	Canonnière	62	—	2	La Goulette	5 juillet
Hyène	Canonnière	71	—	4	» »	6 juillet
La Galissonnière	Cuirassé	346	6	6	» »	12 juillet
Léopard	Canonnière	71	—	2	» »	12 juillet
Intrépide	Transport	352	—	4	» »	13 juillet
Colbert	Cuirassé	702	9	6	Toulon	14 juillet
Trident	Cuirassé	712	10	6	»	» »
Friedland	Cuirassé	702	8	8	»	» »
Marengo	»	648	8	7	»	» »
Surveillante	»	573	12	4	»	» »
Revanche	»	573	11	4	»	» »
Desaix	Eclaireur	157	—	4	»	» »
Gladiateur	Cannonière	71	—	4	»	» »
Total	17 Bâtiments	5957 soldats	77	74		

* *Sources : « L'occupation de la Tunisie (1881-83) »*, (Anonyme), Publication du service des Renseignements de la Division d'Occupation, *p. 80; A.M.G. Notice sur Sfax*, l'insurrection de 1881, *Château de Vincennes, doss. 79; GIRARD, Souvenirs..., op. cit.; GANDOLPHE (M.) : L'insurrection... op. cit.* p. 37.

midi déjà, malgré une résistance acharnée; les Français s'emparaient des principales fortifications.

La guerre des rues commençait dans la ville arabe « à travers les ruelles étroites où pleuvent les balles » (18), les insurgés battaient en retraite et les soldats attaquaient une agglomération située à droite de la ville mais « au moment où ils touchent à ces maisons, des bois d'oliviers adjacents part une grêle de balle qui en un clin d'œil met hors de combat deux officiers et une trentaine de soldats » (19). Les insurgés se ressaisissaient et contre-attaquaient, « les cavaliers arabes agitaient leurs Moukhelas en signe de triomphe » (20). Mais la résistance n'avait pas assez de souffle et les soldats français continuaient leur charge non sans peine, « chaque ruelle est conquise pied à pied » (21). Le ratissage systématique s'effectuait avec une violence disproportionnée, vingt insurgés réfugiés dans la mosquée de *Sidi Bu Swisa* étaient tués par un coup de canon et les Français faisaient 74 prisonniers. Le bilan était lourd pour les résistants : 800 à 1000 morts, « l'ennemi a été durement châtié, les 800 à 900 arabes qui défendaient la ville ont tous été passés au fil de l'épée » (22), alors que les Français n'avaient que 40 tués; 1600 fusils confisqués et plus de 600 déjà ramassés sur les insurgés tués. Partout dans la ville, les maisons présentaient l'aspect de la plus lamentable dévastation. Les marins retournaient à leurs navires et la ville passait sous le commandement provisoire du colonel Jamais qui gardait sous ses ordres 4000 hommes d'infanterie et d'artillerie.

Pendant ce temps plusieurs autres opérations avaient eu lieu à l'intérieur du pays, effectuées par d'autres fractions des tribus, « le Centre et le Sud sont infestés par des bandes nombreuses, l'une de ces bandes venue de Kairouan appartenant à la tribu des Zlass se présenta le 18 juillet à 10 km. de Tunis et pilla presque sous les yeux de nos troupes le domaine dit de Henchir Si Chakir » (23). Le 27 juin « les dissidents avaient scié les poteaux télégraphiques entre Gabès et Sfax » (24). Le 21 juillet un "Djeich" de cavaliers a fait échec à une colonne française se dirigeant vers Zaghouan.

Suite à la prise de Sfax, les insurgés survivants se sont repliés sur

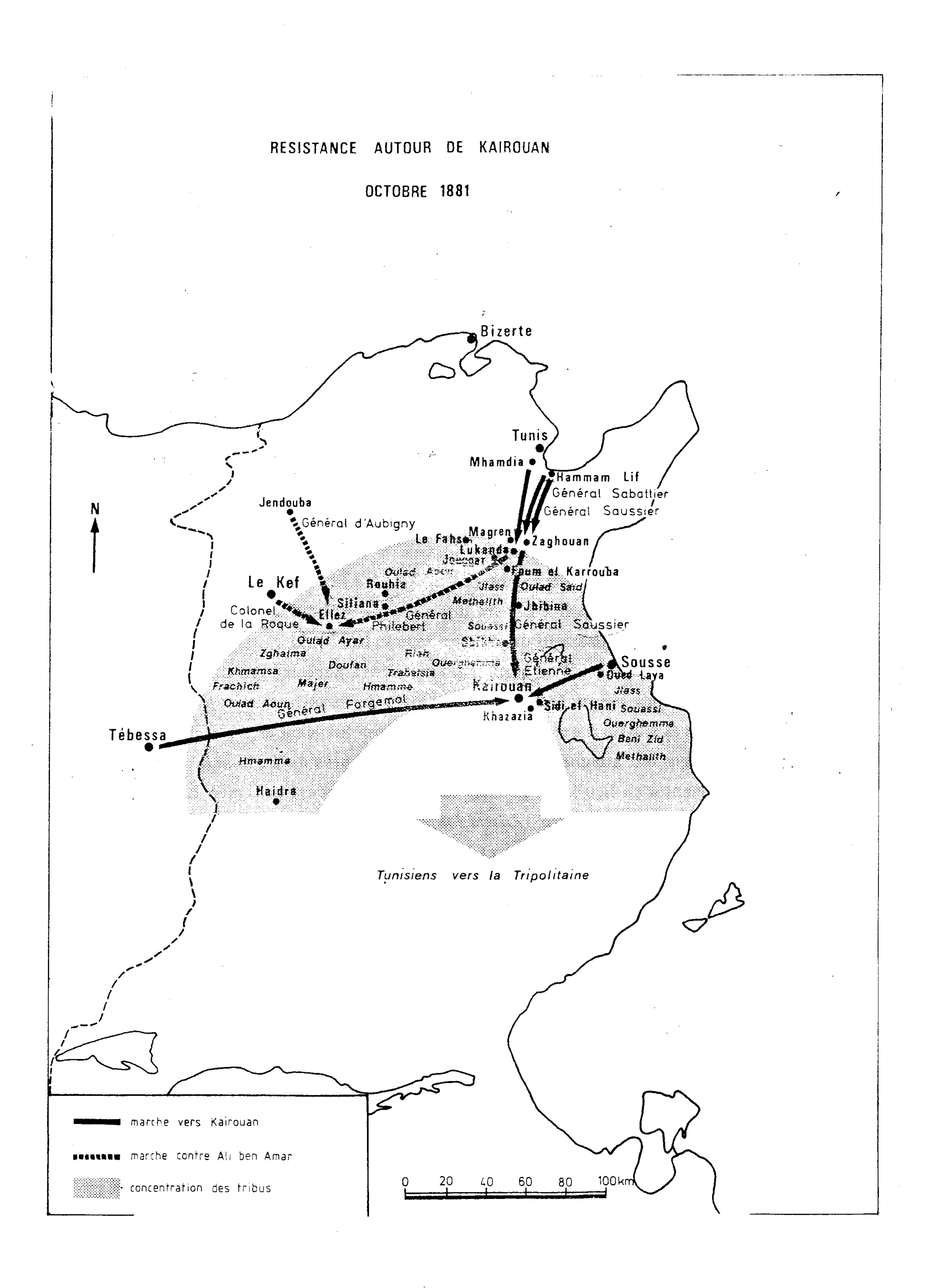
Gabès avec à leur tête *Salih Ibn Hlifa* le frère d'*ᶜAli Ibn Hlifa* afin d'organiser la résistance dans cette ville. Le 21 juillet la flotte française mouillait aux abords de Gabès, la ville était composée de deux groupes d'agglomérations : Jara et Menzel. Le Commandant de bord a commencé par envoyer une lettre aux habitants de Gabès leur demandant de préciser leur position et leur attitude envers les forces françaises. Alors une réunion a été tenue dans la maison du *Hlifa* de Menzel en présence du *Qazi*-juge- et du *Mufti* (25) de la ville ainsi que de plusieurs notables de Jara, ayant à leur tête le chargé des *Habous* (26) *'Al-Hag 'Ahmid Ibn Grad* qui a appelé à la soumission au nom du réalisme. Sa proposition a été rejetée et lui même injurié. Ainsi Menzel est devenu le centre du Mouvement de résistance. Il a attiré de ce fait d'autres insurgés venus de tous les autres villages environnants : Cheninni, Ghannouche, Boucha, Wedhref, et Mitwiyya où un dépôt appartenant à la société française transatlantique a été incendié; d'autres sont venus de la Hamma, mais les bédouins qui ont afflué : *Bni-Zid*, *Nfat*, *Hazim*, et *Wirgimma*, ont constitué le plus gros des troupes; enfin un nombre important des habitants pauvres et déshérités de Jara ont pu rejoindre le Mouvement. Cependant, il faut signaler que la majorité des habitants de Jara était constituée par des commerçants et notables, alors que Menzel était formée par des oasiens petits propriétaires fonciers ou fermiers liés à *ᶜAli Ibn Hlifa* qui y réside. Sans souhaiter encore plus de négociation, le Commandant de la flotte française a ordonné le bombardement de Menzel le 21 juillet, suivi d'un débarquement le surlendemain sous le commandement du colonel Jamais; mais ses forces n'ont pas pu occuper ce quartier, la résistance des oasiens et des bédouins était vigoureuse. Un petit fortin armé de huit canons a hissé le pavillon blanc, sept ou huit insurgés se sont rendus, mais la défense de la ville n'a pas été interrompue. Avant de faire sauter le fortin les Français y ont confisqué « 150 fusils et quelques barils de poudre » (27). Les troupes du débarquement se sont retirées et se sont cantonnées sur la plage, une véritable guérilla a commencé jusqu'à l'occupation totale de Gabès et de ses alentours à la fin du mois de novembre 1881.

La marine française avait démoli toutes les mosquées qui servaient de point de mire ainsi que les principales maisons; mais « pendant six mois, mon ami Mille qui commandait à Gabès, n'a pu mettre le nez hors du camps, il a fallu que le général Logerot vînt le débloquer » (28), écrit ainsi le général Reibell

Au Centre-Ouest, des petites troupes de cavaliers commandées par l'un des fils d' '*Ahmid Ibn Yussif*, le *Qa'id* des *Hmamma* – il en a douze – ont fait plusieurs incursions en Algérie durant les mois de juin, juillet et août, ils ont razzié le bétail des Français jusque dans l'oasis lointaine de Souf. Le 30 juillet onze cavaliers *Hmamma* ont été arrêtés et questionnés par le capitaine du bureau Arabe du Kef : « ils ont répondu qu'Ali ben Khalifa les avait envoyés pour opérer une razzia. Journellement des colporteurs sont attaqués par ces pillards. » (29). Au Centre-Est, des insurgés *Hmamma* et *Glass* ont repoussé entre le 26 et le 29 août la colonne du Commandant Corréard qui a campé à *Bir Hfayyd* près de Grombalia vers Hammam-lif dans la banlieue sud de Tunis.

Ces assauts réussis ont encouragé les insurgés à harceler et à attaquer encore plus les forces françaises, leur bruit de victoire s'est répandu aussitôt et la situation s'est embrasée de nouveau. Au début de septembre les insurgés ont attaqué les forces d'occupation près de Zaghouan, un engagement a eu lieu le 14 du mois contre le V ème Corps d'armée, à la suite duquel un autre fils d' '*Ahmid Ibn Yussif* a été blessé. Au cours du mois de septembre, 60 cavaliers et 120 fantassins *Frasis* ont attaqué un douar de 23 tentes des '*Awlad sidi ᶜAbid* de Tebessa–Algérie– à quelques km du camp du général Forgemol. Ils ont pu avoir 80 chameaux, 16 bœufs et autant de chevaux (30).

Dans un rapport du 22 septembre, Forgemol écrivait au Gouverneur Général à Alger que « les Hmamma ont quitté l'Ifrikiyya et sont venus vers Gammouda et Amra, ils se préparent à opérer sur le Kef. » (31) Deux colonnes, l'une commandée par *ᶜAli Bey* (32), l'autre par '*Ahmid Zarrug*, la première se dirigeant vers Kairouan l'autre vers Medjez El-Bab, ont été attaquées par les insurgés le même jour. Des *Hmamma* composés de 1300 hommes fantassins et cavaliers ont attaqué 500 *Truds* réunis à *Bir Bu*


RESISTANCE AUTOUR DE KAIROUAN
OCTOBRE 1881
Bizerte
Tunis
Mhamdia
Hammam Lif
Général Sabattier
Général Saussier
Jendouba
Général d'Aubigny
N
Magren
Le Fahs
Zaghouan
Lukanda
Foum el Karrouba
Le Kef
Rouhia
Siliana
Ellez
Colonel
de la Roque
Général
Philebert
Jlass
Oulad Said
Methalith
Jbibina
Souassi
Général Saussier
Oulad Ayar
Zghalma
Khmamsa
Doufan
Riah
Trabelsia
Frachich
Majer
Hmamme
Oulad Aoun
Général Forgemol
Général
Etienne
Sousse
Oued Laya
Jlass
Kairouan
Sidi el Hani
Souassi
Khazazia
Ouerghemma
Beni Zid
Methalith
Tébessa
Hmamma
Haidra
Tunisiens vers la Tripolitaine
marche vers Kairouan
marche contre Ali ben Amar
concentration des tribus
0 20 40 60 80 100km

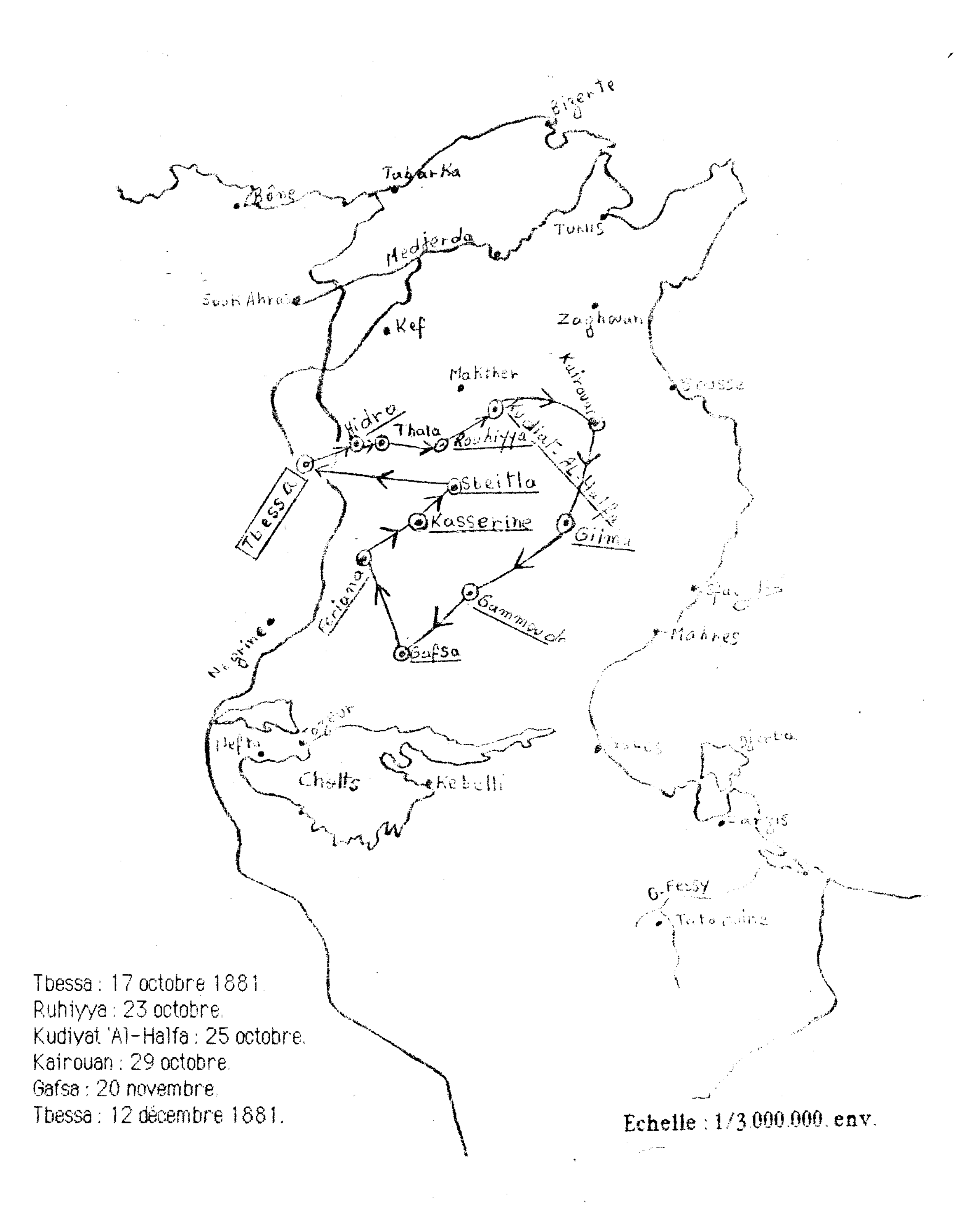
Nab, cercle de Biskra -Algérie-. « ils les ont razzié en enlevant 260 chameaux, 400 fusils et ont tué et blessé beaucoup de monde; puis ils sont passés par Nefta pour commercer leur razzia chez eux » (33). Par petits groupes associés aux *'Awlad Y ᶜacub*, les *Hmamma* ont entrepris des attaques jusque sous les murs du Kef; entre le 15 août et le 20 octobre ils ont opéré à Bir Djedid et à Négrine-Algérie-; ils ont attaqué les caravanes, les troupeaux et les postes des Goummiers algériens. Le 3 septembre un convoi de plusieurs voitures allant ravitailler le camp de Zaghouan a été attaqué dans les environs de ce camp. « les insurgés ont brûlé les voitures, volé les chameaux et tué huit conducteurs; la troupe du camp ayant entendu la fusillade accourut dans la direction mais elle fut elle-même assaillie, et elle avait subi des pertes » (34). Les insurgés ont montré par ces opérations une grande audace et un fort esprit combatif. Cette volonté a été confirmée lors de la marche des forces de l'occupation sur Kairouan.

La troisième grande ville de la Régence non encore occupée vers la fin septembre était « la ville sainte » Kairouan; l'attention de toutes les tribus était tournée vers elle. Les autorités militaires françaises ont prévu une grande résistance de la part des insurgés autour de la ville. Alors on a établi un plan de marche constitué de trois colonnes commandées par plusieurs généraux et partant de trois points différents. C'était une marche concentrique, les trois colonnes devraient converger vers la fin octobre et atteindre Kairouan presque en même temps; les ordres ont prévu l'arrivée des troupes pour le 28 octobre afin de pouvoir déclarer la victoire française au Parlement français dès sa première assemblée -28 octobre 1881-.

La première colonne est partie du Nord vers le Sud à partir de Tunis, la deuxième de l'Est vers l'Ouest à partir de Sousse et la troisième de l'Ouest vers le Centre à partir de Tebessa en Algérie. Pour arriver à Kairouan il fallait d'abord "pacifier" les routes qui y menaient et qui étaient « infestées par des bandes d'insurgés ».

Particulièrement le Centre-Ouest, allait être le théâtre de combats en règle entre la colonne Forgemol et les insurgés, ces combats figuraient

La marche de la colonne Forgemol.



parmi les plus violents que les habitants de la Régence aient livrés au Corps expéditionnaire français. La colonne Forgemol est partie de Tebessa le 17 octobre, les insurgés *Hmamma* et *Frasis* ont rassemblé le plus gros de leurs forces à *Hidra* pour repousser cette colonne. Ils étaient au nombre de 2000 entre cavaliers et fantassins commandés par *'Al-Hag Harrat Qa'id* des *'Awlad Nagi -Frasis-* et *Mohamed Ibn Yunis*. Le combat s'est engagé entre les insurgés et les Goumis de la colonne Forgemol qui étaient composés d'Algériens et de Tunisiens dont l'armée française se servait dans les chocs les plus risqués.

Le combat de *Hidra* a duré tout l'après midi du 17 octobre, les pertes étaient sensibles des deux côtés : une dizaine de morts chez les insurgés dont *Mohamed Ibn Yunis* et autant de blessés; du côté des Goumis on a dénombré 3 tués et 28 blessés (35). Les insurgés battaient en retraite, se rassemblaient de nouveau et attaquaient la colonne le 23 octobre, c'était l'engagement de *Ruhiyya* au sud de Makther. Les autochtones ont opposé une impressionnante concentration de troupes car ils ont pu apprécier à sa juste valeur la force de l'ennemi lors du premier choc : Il y avait les *'Awlad ᶜAyyar*, commandés par un parent du célèbre résistant du Tell *ᶜAli Ibn ᶜAmmar* auteur de l'attaque de la station ferroviaire de l'Oued Zarga (36). Les *'Awlad Mhinna*, les *Wunifa*, les *Frasis* commandés par *'Al-Hag Harrat*, les *Glass* commandés par *Hussin Ibn Missᶜi* les *Wartan*, les *Hmamma* commandés par *'Ahmed Ibn Yussif* en personne, et enfin les *Zgalma*. Le bilan approximatif de cette deuxième rencontre s'est élevé à 25 morts et un grand nombre de blessés parmi les insurgés.

Pour rendre la situation alarmante, les autorités françaises évaluaient le nombre des combattants à 10.000 environ par tribu; mais nous croyons que ces exagérations n'ont pas de fondements. Nous estimons que le nombre n'a pas pu dépasser 1500 hommes par tribu; donc globalement les insurgés n'ont jamais dépassé les 12.000 rassemblés sur le même lieu. Dans son rapport du 23 octobre, le Commissaire de Souk-Ahras écrivait que « la colonne Forgemol ... a rencontré un très fort parti d'insurgés qui ont été repoussés jusqu'à Thala » (37).

Enfin un troisième et dernier combat s'est déroulé à *Kudia 'AL-Halfa*

au nord du *Jebel Mgilla* le 25 Octobre. Les insurgés ont décidé d'engager dans la bataille toutes leurs forces et de jouer ainsi leur dernière chance. Ainsi *'Ahmid Ibn Yussif* a fait appel à *ᶜAli Ibn ᶜAmmar* pour le rejoindre immédiatement avec ses troupes. Ce dernier, bien qu'éprouvé par les combats de Testour n'a pas hésité. (38) Les insurgés ont opposé une résistance très farouche mais ils ont laissé 150 morts sur le terrain. Battus, ils se sont dispersés en deux groupes : *'Ahmid Ibn Yussif* et *'Al-Hag Harrat* avec leurs troupes vers le Sud; *ᶜAli Ibn ᶜAmmar* dans la zone montagneuse des *'AwladᶜAyyar* où il a été poursuivi en vain par le colonel de La Roque. Sur le front nord : Tunis-Kairouan, il a fallu quatre généraux pour atteindre "la ville sainte" : Sabatier, Philebert, Logérot et Saussier le commandant général des forces d'occupation, après plusieurs engagements entre les *Glass* commandés par *ᶜAli Ibn Amara* (39) dont une chanson populaire raconte qu'il a été attiré dans un piège et assassiné en dormant.

Sur le troisième front de l'Est, au Sahel et à partir de Sousse c'était le Commandant Moulin qui était chargé d'ouvrir la route vers Kairouan après plusieurs batailles rangées dans chaque village : *'Al-Qalᶜa 'Al-Kubra, Jammal, Swassi, 'AS-Sahlin,* ... Cependant la route n'était ouverte que le 22 octobre après l'arrivée des renforts à Sousse sous le commandement du général Étienne accompagné par le colonel Lanne. Les insurgés se sont retirés vers Kairouan dont le Gouverneur *Mohamed M'rabit* a refusé de leur ouvrir les portes. Le Commandant Moulin était le premier à entrer dans la ville le 26 octobre avec le général Etienne, les troupes de Saussier sont arrivées le 28; et le 29 c'était le tour des forces de Forgemol.

Entre-temps, plusieurs autres actes isolés ont eu lieu dans la Régence, effectués par des bédouins qui pour des raisons particulières n'ont pu rejoindre les troupes de concentration. Par exemple, dans son rapport au Gouverneur Général à Alger, le général Ritter commandant provisoirement la Division militaire de Constantine, soulignait que « les habitants de Gafsa auraient pillé un bordj(fortin) où étaient renfermées des armes, ils auraient pris 400 fusils malgré la volonté du Commandant militaire Si

El Hadj Hassen Ben Loungou » (40). A la fin du mois d'octobre l'effectif total de l'armée d'occupation s'élevait selon (M.) Bois à 36.965 hommes dont 20.000 environ ont marché sur Kairouan (41); alors que le Préfet de Constantine évaluait le seul effectif des trois colonnes à 30.000 hommes « sans compter le service » (42).

Battus, déçus et humiliés, les insurgés se sont dispersés; les tribus de la Haute Steppe se sont soumises sur place, au contraire celles de la Basse Steppe se sont dérobées et se sont réfugiées au delà des Chotts puis de Gabès avec leurs familles et leurs troupeaux. Dans leur reflux, les insurgés ont mené d'autres actions contre les caravanes des soumis et contre les missions françaises; « ... de Thala à Sbiba, les insurgés Hmamma et Frachiche ont plusieurs fois arrêté les courriers et ont tué les cavaliers français » (43). Le général Ritter a constaté qu' « un très grand découragement s'est emparé des dissidents tunisiens, battus en diverses rencontres, ayant essuyé des pertes sérieuses et sentant l'impossibilité de prolonger la résistance, ils se retiraient dans le Sud de la Régence » (44). Néanmoins, malgré la déception, les insurgés n'ont pas lâché les armes et ont continué à harceler les forces françaises partout où elles se trouvaient. Ils ont porté des coups sur la colonne Forgemol qui a été mise en marche sur Gafsa le 18 novembre et qui a pu l'atteindre le 20; or au cours de son retour vers Tébessa, les *'Awlad 'Ahmid -Hmamma-* l'ont attaqué le 30 du mois et lui « ont razzié 140 chameaux » (45). Le 12 décembre la colonne Forgemol était de retour à Tébessa après un passage à Fériana, Kasserine, Fousana et Sbitla.

Après la prise des principales villes et la soumission des tribus du Nord, seules les tribus du Centre et du Sud demeuraient en confrontation directe avec les troupes de l'occupant. Déjà au grand *Mi ͨaad* d'*Al-Hamma*-Gabès- qui a eu lieu vers la mi-octobre sous la direction d'*ͨAli Ibn Ḫlifa* la décision a été prise de se retirer vers la Tripolitaine. Pour les autorités militaires françaises, la conquête de la Régence devait se poursuivre, car tous les résistants n'avaient pas déposé les armes; de nombreux îlots de dissidence, surtout dans le Nefzaoua et au delà de l'Oued Fessy, avaient pu tenir en échec les troupes d'occupation.



La "Pacification", c'est à dire la soumission des poches résistantes par les armes devait se prolonger jusqu'en 1888. Dans les environs de Gabès, le flux et le reflux, l'attaque et les contre-attaques se sont poursuivies entre les insurgés et les forces françaises. Le 11 novembre la destruction du Menzel était achevée, le 24 c'était l'occupation totale; les insurgés avec *ᶜAli Ibn Ḫlifa* se sont repliés au delà de Médenine, *'Ahmid Ibn Yussif* et les *Hmamma* avaient franchi les Chotts et campaient dans le Nefzaoua. La décision de se retirer vers la Tripolitaine (46) ne constituait pas un fait sans précédent dans l'histoire des populations du Sud; les tribus ont toujours fait chanter le Bey par cette menace.

De l'Oued Fessy près de la Tripolitaine où ils campaient, les insurgés ont organisé des raids à grandes distances vers Gabès, les Chotts et Kairouan, et des expéditions audacieuses contre les forces françaises et les tribus et villages qui collaboraient avec les envahisseurs. Ainsi ils ont prouvé la persistance de la résistance tout en entretenant l'imminence d'une contre-offensive soutenue par les Turcs. Le Mouvement insurrectionnel a pu constituer un contre-pouvoir populaire, ralentir l'avance des troupes d'occupation et même remporter quelques victoires.

3/ L'échec de l'insurrection :

En fait, plusieurs éléments ont contribué à l'affaiblissement de l'insurrection. Ils se classent en deux catégories : exogènes et endogènes par rapport à la nature intrinsèque de la rébellion.

La constitution démographique de la population, les problèmes économiques, les assises structurelles, les mobiles idéologiques et les obstacles naturels n'étaient pas favorables au Mouvement insurrectionnel. Celui-ci portait en lui-même les germes de sa destruction sans pouvoir évaluer ses propres limites.

§-A/ Les causes exogènes.

Suite aux années terribles de 1864-1868 (47), plusieurs villes et tribus de la Régence ont perdu au moins le tiers de leur population (48); les rapports établis par les officiers des affaires indigènes ainsi que les témoignages concordaient pour souligner l'importance croissante du processus de dégradation générale du pays. Les régions les plus touchées étaient effectivement celles du Centre et du Sud et dans une moindre mesure le Sahel. La répression des agents du Bey a engendré l'émigration, la dispersion, le dépeuplement, les épidémies et le développement du nomadisme. Ceci a privé le pays de ses capacités de résistance ultérieures. La crise démographique de 1866 a pratiquement hypothéqué ses aptitudes. La défection de quelques fractions de tribus au cours de l'insurrection s'explique en partie « par la répression encore fraîche des années 1860 » (49).

Cette détérioration humaine a impliqué la dégradation d'une situation économique caractérisée par une production destinée en majeure partie à l'autoconsommation. Dans de telles conditions, la réaction de chaque communauté tribale pour ou contre l'insurrection dépendait des rapports de forces déterminés par les structures socio-économiques de la dite communauté : le mode de hiérarchisation sociale, les intérêts à sauvegarder et les positions adoptées envers l'événement tel qu'il est. Dans tous les cas, il est prouvé dans l'historiographie des rébellions à travers le temps et l'espace, que les épidémies et la famine, avaient généralement des effets plus sédatifs que stimulants sur les mouvements sociaux. « Lorsque les hommes ont faim, ils sont trop occupés à chercher de la nourriture, pour pouvoir faire autre chose, ou alors ils meurent » (50). Cette constatation est confirmée par l'analyse des opérations et des actions des autochtones (51). Nous pouvons observer une périodicité latente des opérations qui ont tendance à atteindre leurs intensités maximales pendant les pires mois de l'année : de janvier à mars, quand les dissidents et les autochtones en général ont moins de travail manuel,

et de mars à juillet, quand la récolte précédente est épuisée.

Déjà depuis le début du mois d'octobre 1881, plusieurs observateurs militaires ont constaté que les dissidents du Centre et du Sud-Est étaient dans le dénuement le plus complet, réduits au pillage pour subsister, ce qui a paradoxalement renforcé aussi la tendance à la soumission. Au début du mois de novembre bien des soumissions dans le Sud étaient dictées par l'impératif d'ensemencer les terres, d'autant plus que d'abondantes pluies promettaient une bonne récolte pour l'année suivante. Les sources d'archives soulignent constamment le poids de ce facteur et le rôle qu'il a joué dans l'échec du Mouvement.

Le général Forgemol a évoqué les conditions dans lesquelles se trouvaient les *Hmamma* qui « sont dans un état de division complet par suite de souffrances de toutes sortes, ils éprouvent un grand malaise en raison de leur éloignement dans le Sud et de la pauvreté du pays dans lequel ils se sont réfugiés ... ils sont dans un état de privation et de difficulté de ravitaillement » (52). Dix-huit mois après leur émigration en Tripolitaine, les dissidents avaient dépensé toutes leurs réserves d'argent, de grains et d'animaux, « ... la faim a ramené au bercail ces enfants prodigues » (53).

Dans cette zone saharienne et aride du Sud tunisien, les problèmes d'ordre naturel sont considérables; l'eau était la préoccupation primordiale qui déterminait tout dans le monde rural et nomade. La variabilité de l'eau (de sources, pluie, puits ...) conditionnait et impliquait les déplacements des tribus, les terrains à parcourir ou à labourer, en bref elle déterminait la survie de toutes les populations du Centre et du Sud. Par conséquent, ces populations restaient étroitement dépendantes des pluies et des points d'eau; ce qui a entravé leur initiative et les a poussé à la soumission. « ... Les dernières pluies ont créé aux indigènes des occupations qui ne leurs laissent pas le temps de trop penser à autre chose ... » (54). La pluie suscitait des obsessions chez les tribus à cause des préparatifs pour les nouveaux déplacements indispensables, alors, « elles se montrent très conciliantes » (55). On a constaté l'importance de cet élément lors des déplacements des tribus qui sont soigneusement

indiqués par les agents de renseignements de l'autorité militaire; « dès que les premières pluies sont tombées, cela indique le signal de départ pour les nomades », et puisque la pluie impliquait le labour ou le pacage des troupeaux; les autochtones étaient toujours à la recherche des terrains arrosés. Cette réalité était exploitée par les autorités militaires françaises pour activer la soumission des tribus. Avant l'occupation les tribus se déplaçaient sans solliciter d'autorisation, or après 1881 celles-ci se trouvaient en infraction si elles ne le faisaient pas.

Les mouvements des tribus dépendaient aussi des récoltes et des moissons, donc leur attitude vis à vis de l'Occupation demeurait subordonnée à l'emplacement de leurs terrains semés ou de leurs jardins, « ... les Touazines dissidents ont demandé l'autorisation de venir cueillir les figues de leurs jardins en promettant de rentrer définitivement en Tunisie dès qu'il fera moins chaud » (56). D'autres fractions se trouvaient dans l'impossibilité d'agir « vu que leurs récoltes sont à la portée des autorités militaires qui peuvent s'en emparer ou les détruire ».

Enfin la sécheresse contribue largement à accroître la dépendance des tribus, les termes de sécheresse et de récoltes nulles reviennent souvent dans les rapports des militaires français; d'où famine, misère et épidémies. « Dans le Sud, la population est exclusivement préoccupée par sa situation matérielle qui laisse à désirer, la sécheresse ayant presque détruit complètement toute espérance de récolte » (57), « la situation agricole est médiocre à cause des vents chauds – sirocco – et du manque de pluie dans le Sud, l'épizootie ravage plus de 50 % des animaux » (58).

A l'approche de la récolte des dattes « les Hazem et les autres tribus se rapprochent des oasis et pour les mêmes considérations les Beni-Zid s'approchent d'El-Hama ». En août 1882, un agent de renseignement a constaté que les insurgés du Djebel Lakhdar étaient « affamés et n'ont aucune ressource pour les Pâques » (59), alors qu'en juillet de la même année le général Forgemol écrivait dans son rapport que « les chefs indigènes comprenant qu'il ne leur est plus possible de prolonger une résistance qui ruine leurs partisans, se sont adressés au Consul général de France à Tripoli pour obtenir l'Aman et l'autorisation de rentrer dans

le pays » (60). Très souvent, les dissidents rentraient dans un état de misère déplorable, plusieurs chefs étaient abandonnés par leurs partisans à cause de leur situation matérielle. C'étaient d'ailleurs les mêmes conditions qui avaient obligé *ᶜAli Bu ᶜAllay* et *ᶜAli Ibn ᶜAmmar* à demander le pardon; le premier « a des biens fonciers à Nefzaoua et pas assez d'argent pour faire vivre tous ses gens, il cherche à négocier sa soumission » (61).

Donc le facteur qui a pesé le plus sur la décision du retour des insurgés en Tunisie, était cette détérioration dramatique de leurs conditions de vie. Le rapatriement s'est effectué par terre au début, mais en 1884, il s'est déroulé par mer « car la voie de terre était fermée à ces malheureux qui avaient perdu leurs chameaux de transport ». Plusieurs insurgés *Hmamma* ayant contracté des emprunts auprès des Tripolitains se sont trouvés dans l'impossibilité de les rembourser, alors les créanciers leur ont pris leurs familles comme otages; pour les délivrer les chefs des familles étaient obligés de rentrer en Tunise pour contracter d'autres emprunts auprès de leurs proches et retourner en Tripolitaine pour ramener leurs familles. Selon les saisons et les circonstances, les autochtones étaient toujours sous une dépendance naturelle ou bien économique. En fait c'était le mode de vie lui-même qui devenait en quelque sorte l'obstacle surtout dans ce cadre géographique. Les autorités militaires ont pu ainsi contrôler les mouvements des tribus.

L'émigration vers la Tripolitaine a créé une individualisation et une dislocation de leurs forces, ceux qui voulaient rester et se soumettre et ceux qui voulaient résister puis émigrer; les deux factions se trouvaient tiraillées entre leurs besoins vitaux et leurs sentiments familiaux. Dans une même famille on peut apercevoir cette réalité surtout à travers la poésie populaire; l'un des poètes exaspéré et outré par l'éloignement, a manifesté mélancoliquement sa nostalgie pour le pays et pour sa famille en disant : « Vous m'avez profondément manqué, c'est une blessure qui s'enfonce de plus en plus, vous m'avez manqué d'autant plus que le WATAN est encore lointain » (62).

§-B/ Les causes endogènes.

Ces facteurs économiques, démographiques et naturels ont laissé apparaître une mauvaise coordination entre les insurgés lors de l'insurrection. Bien que ceux-ci aient recherché l'union sous un seul commandement, ils n'ont pas réussi à dégager une force unie : « les insurgés ne comprennent point à qui obéir, aux Français ou au Bey et ils désirent vivement qu'Ali Ben Khalifa prenne une décision » (63).

Le manque de confiance et de concertation a dominé les relations entre les tribus. *ᶜAlī Ibn H̲līfa* était conscient de cette réalité, et pour dissuader les hésitants, il les a menacés de l'anéantissement. Une lettre écrite par lui a été interceptée au cours du mois d'août 1881 dans laquelle il expliquait à *ᶜAlī Ibn ᶜAmmar* qu'il avait écrit « aux Caïds des Frachiche leur reprochant d'être des hommes à deux faces, faisant bonne figure aux Français et à moi » (64). Se couvrant par les exigences de leurs administrés, quelques *Qa'id* ont mis en cause l'établissement d'*ᶜAlī Ibn H̲līfa* comme chef unique de l'insurrection : « Les Caïds des Werten, des Frachiche, Ouled Ayyar ont demandé à Ali Ben Khalifa si réellement il avait reçu l'ordre du Sultan de se mettre à la tête du mouvement insurrectionnel; jusqu'alors – lui disent-ils –, nous avons foi en votre parole, mais aujourd'hui nos administrés nous demandent compte de la situation » (65).

Le 18 août 1881 le Gouverneur Général à Alger écrivait au Ministre Résident de France à Tunis pour l'informer et le rassurer à propos de l'insurrection qui « ne pouvait pas s'envenimer encore plus car quelques chefs des Hmamma seraient en désaccord avec Ali Ben Khalifa, ils lui reprochent de n'avoir pas tenu parole et de les avoir abandonnés » (66). Ce mouvement contestataire s'est amplifié après la prise de Sfax le 16 juillet; *ᶜAlī Ibn H̲līfa* avait promis l'aide turque et le dédommagement matériel de tous ceux qui ont participé à l'insurrection. Cela expliquait les divisions qui se sont multipliées et les défections qui ont eu lieu.

Au cours du mois de septembre 1881 « les Ouled Ayyar ont reproché

aux Hmamma de venir les piller sans motif » (67). Parfois, la défection d'un membre illustre de l'insurrection entraînait une grande déception et par conséquent une série de soumissions qui provoquaient à leur tour des "châtiments" de la part des factions dures à l'encontre des autres membres de la famille du défaillant; c'était le cas à la suite de la soumission de l'un des frères d' *ᶜAli Ibn ᶜAmmar* qui s'est rendu au cours du mois de novembre 1881 (68). quand le *Qazi* du Menzel a fait sa soumission le 12 août de la même année, les insurgés ont évacué Menzel le même jour en incendiant la maison du télégraphe et en pillant quelques habitations de juifs. Le *Qazi* était le notable le plus en vue de l'insurrection à Gabès et sa défection a exaspéré les dissidents.

Cependant les contestations au sein des insurgés ont pu atteindre le stade de la rébellion ouverte bien qu'elle restât restreinte. *ᶜAli Ibn Hlifa* a fait fusiller trois des siens pour sédition et a fait conduire vingt-cinq autres aux environs de Tripoli; parmi ceux-ci se trouvait l'un de ses parents *ᶜAli Ibn Salih* (69).

Les défaillances peuvent être analysées sur deux plans : d'une part entre bédouins insurgés et notables des villes, et d'autre part entre les tribus elles-mêmes. Tous les notables citadins ont manifesté leur dévouement au Bey et tous les Gouverneurs des villes se sont empressés d'apaiser la situation et de minimiser devant leurs administrés la portée du Traité du Bardo, ils ont tous appelé au calme et à la soumission. Immédiatement après l'établissement des forces de l'occupation, les notables ont montré un cynisme accru envers les révoltés en achetant à des prix dérisoires leurs biens mis à l'encan. L'arrivée des bédouins pour la défense de Sfax a éveillé chez les notables une peur séculaire, ces derniers avaient plus peur des nomades que de l'occupant. Au cours de la retraite vers la Tripolitaine, les *Bni-Zid* ont laissé passer tous les insurgés puis ils ont préféré se soumettre que d'aller se réfugier chez leurs rivaux *Wirgimma* alliés de leurs ennemis les *Hmamma*. Ces anciennes querelles n'étaient pas dues à des causes ethniques ou autres, mais à des anciennes positions politiques qui avaient divisé toutes les tribus de la Régence en deux parties. La division remonte à la grande

révolte anti-beylicale de 1864 (*ᶜAli Ibn Gdahum*), et celle de 1856 (*Guma 'Al-Mahmudi*).

En 1881, il y avait des tribus qui étaient traditionnellement loyalistes au pouvoir des Beys dès le XVIII ème siècle : les *Husayniyya*, – référence au Bey *Hussayn Ibn ᶜAli* – d'autre part on trouve les tribus agitatrices et contestataires telles les *Bni-Zid*. Paradoxalement, les loyalistes étaient les plus résolus à combattre et l'occupation française et le pouvoir beylical; alors que les *Bni-Zid* ne se sont jamais engagés à fond dans le combat en 1881, et se sont bien gardés au moment de l'exode de poursuivre et de persécuter leurs anciens persécuteurs dans l'exil.

Les grandes difficultés se sont produites quand les factions dissidentes ont manifesté leur intention de se soumettre, alors des scissions ont émergé et des combats sanglants ont eu lieu. En novembre 1882 des insurgés campés à l'Oued Fessy se sont scindés en deux partis : les résistants et les défaillants, les affrontements étaient inévitables.

La division ne s'opérait pas seulement suite à des affaires propres à la résistance mais aussi, même après la soumission apparente des tribus. Elles se livraient à des querelles qui facilitaient la mainmise et la maîtrise des autorités militaires, « dans le cercle de Gafsa les difficultés qui existent entre les fractions voisines... sont motivées par des contestations de terrains et vont probablement s'accentuer d'avantage à l'époque des labours et dégénéreront en rixes plus ou moins sérieuses » (70). Pour leur part les *Twazin* « qui ont cherché à délimiter les terrains de parcours avec les Ouderna », facilitaient l'arbitrage des autorités militaires locales qui guettaient ces moments propices pour affirmer leur volonté. Aux moments les plus chauds de la résistance, des oppositions entre tribus tunisiennes et tripolitaines ont éclaté; les hôtes sont devenus insupportables et encombrants, alors on a cherché à se débarrasser d'eux.

Certains *Qa'id* voulaient rentrer pour ne pas encourir une disgrâce totale, et puisque "la partie était perdue", il valait mieux limiter les dégâts. En septembre 1884, le *Qa'id* des *Raddadiyya* (– *'Awlad ᶜAziz –Hmamma*–) *ᶜAli 'Al-Hammami* écrivait au général Philebert alors au

Nefzaoua lui demandant de se porter aux frontières pour appuyer son mouvement de retour avec sa tribu car il risquait la vengeance d'*ᶜAli Ibn Ḫlifa* qui pouvait lui reprocher sa défection. Ce genre de conflits et de solutions permettaient aux autorités de s'imposer, d'attirer les tribus et de mieux les contrôler; ceci reflétait également la perméabilité des structures tribales, leur prédisposition inconsciente à la soumission et à l'acceptation du fait accompli.

Enfin la mort d' *ᶜAli Ibn Ḫlifa* en novembre 1884 a fortement entamé le mouvement et a facilité sa désarticulation d'autant que le passé noir de ceux qui se sont érigés en chefs de l'insurrection et de la résistance n'a pas favorisé la cohésion des dissidents. Il a même contribué à sa désagrégation. Les réfugiés ne pouvaient pas oublier que leurs chefs étaient leurs anciens oppresseurs. *ᶜAli Ibn Ḫlifa* était écouté mais certes il était contesté; son passé lourd de briseur de révoltes justifiait l'opposition à sa désignation comme chef unique de la révolte qui souffrait ainsi de l'absence d'un commandement général et central assumé par un seul chef.

L'unité apparente du Mouvement était le résultat de deux éléments en corrélation : la conscience du danger et la nécessité de lui faire face, mais la solidarité insurrectionnelle n'était qu'une alliance de groupes qui ne pouvaient ni ne voulaient s'intégrer, car les vieilles rivalités politiques et économiques, les ambitions personnelles, et les conditions géographiques l'emportaient.

§-C/ Les causes matérielles et techniques.

Sur le plan proprement militaire et technique, le Mouvement insurrectionnel était largement déséquilibré. Les insurgés étaient équipés à leurs propres frais, le combat en ordre dispersé, les coups de mains, les raids audacieux et les ambuscades ne pouvaient plus venir à bout d'une armée moderne. Leurs manières n'étaient plus en mesure d'affronter des troupes bien entraînées, bien organisées, disciplinées,

expérimentées, bien armées et bien nourries. Les moyens et les techniques de combats n'étaient plus adaptés; les cavaliers insurgés n'avaient pu, ni su changer leur organisation ni leur tactique.

En donnant une description de l'assaut et de la prise de Sfax et de Gabès, on peut se rendre compte de ce déséquilibre militaire entre les insurgés et les forces d'occupation. Les défenseurs de Sfax utilisaient des mousquets à tir trop long, les insurgés qui occupaient la batterie rasante « n'ont pas eu le temps de recharger, ni les pièces, ni leurs fusils, car il faut du temps pour verser la poudre qui est dans un sac, il faut du temps pour chercher le plomb qui est dans un autre sac... les Arabes sont morts étendus dans la batterie, pas un n'a songé à fuir, tous sont morts au poste » (71). Quelques insurgés se sont cachés derrière les portails de la ville pour surprendre les soldats français, « mais ils ont compté sans les pétards, une torpille est fixée au battant de fer, on déroule 50 mètres de fil, et la porte vole en éclats, il a suffi de pousser le bouton, les 40 arabes sont broyés en lambeaux » (72). L'auteur soulignait aussi la négligence des insurgés de la batterie qui n'avaient pas pensé à recouvrir les barils de poudre « exposés à l'air et au feu de nos obus » (73).

En 1906, la romancière Myriam Harry envoyée par le journal *le Temps* pour couvrir l'affaire de Thala, décrivait les armes des insurgés dans ces termes : « ... accessoires de comédie, mousquets, tromblons, amulettes, pistolets de panoplie, armes d'enfants qu'on laisse aux indigènes... » (74). Enfin l'auteur du livre : *En Tunisie: souvenirs de sept mois de campagne,* évoquait le courage et l'audace de ses ennemis qui demeuraient les victimes d'une puissance de feu fort supérieure même à leur imagination, « ... l'Arabe sait encore mourir, mais comment résister à des projectiles qui vous atteignent quand on est deux ou trois fois hors de portée » (75), « ... la précision de nos armes, leur longue portée l'emportent sur le courage des Arabes qui sont délogés non sans peine » (76). Pendant le débarquement à Gabès, « la marine a fouillé l'oasis avec des obus qui sont gros comme d'immenses marmites » (77). Donc mal armés, pas assez nombreux et devant une puissance de feu écrasante, les insurgés n'avaient pas pu résister longtemps; les autochtones étaient

condamnés à perdre. Suite à ses défaites successives, le Mouvement insurrectionnel s'est trouvé ébranlé et de vives altércations accompagnées par des chicaneries ont vu le jour; « Mohamed Bou Allègue, l'un des Caids des Hmamma a eu une forte discussion avec Ali Ben Khalifa dans les environs de Sfax, il lui reprochait le manque d'eau et de vivres, et pour ce motif il l'abondonnait pour ne point laisser périr ses gens de faim et de soif, il s'est retiré. » (78)

D'après ces données on peut déduire que le Mouvement souffrait aussi sur le plan de la logistique. Comment peut-on s'étonner après, quand on sait que parmi les insurgés, quelques-uns se livraient à des actes de pillage et à des "exactions" envers ceux qui ne partageaient pas leur position et leurs idées ?

La débandade des résistants, de leurs efforts et le manque de synchronisation entre les différents fronts ont fini par faire basculer le Mouvement dans l'échec. Les temps sont révolus où des tribus entières pouvaient renverser le joug insupportable d'un pouvoir centralisé. A cause de leur nature un peu apathique et inerte, les autochtones conjugaient l'acte religieux et l'acte magique pour rendre le politique crédible. Alors une attitude expectative a été adoptée par plusieurs d'entre eux, un climat d'incertitude et d'hésitation régnait dans les tribus qui attendaient par exemple l'issue du mouvement d' *ᶜOrabi Pacha* en Égypte pour faire leur soumission. En 1884, chez les *Twazin*, on veut croire à l'infaillibilté du *Mahdi* du Soudan « qui marche victorieusement sur le Caire, défait les Anglais avec l'appui occulte du Sultan, son mouvement doit s'étendre, et de la Tripolitaine il lancera le Djihad qui repoussera l'infidèle » (79). Pour les réfugiés, ceci était une position rêvée placée dans des perspectives revanchardes. Ceux qui n'ont pas participé à l'insurrection demeuraient dans l'expectative puis se resignaient à la soumission, découragés par ce qui est arrivé à leurs compatriotes dissidents lors de leur passage chez les Turcs en Tripolitaine.

Pour leur part, voulant repousser le danger français qui menace la *Wilaya*, les Turcs ont en effet joué un double jeu qui a précipité et

enfoncé encore plus le Mouvement insurrectionnel tunisien. Les insurgés refugiés chez eux, étaient un enjeu entre la diplomatie française et celle de la Sublime Porte. Ils étaient considérés comme gage, comme garantie et comme moyen de pression contre la France, et non comme alliés objectifs qu'il fallait soutenir par principe de "solidarité musulmane".

Une double politique a été mise en place par les Ottomans : l'une officielle, l'autre occulte; l'une rassurait la France sur les intentions pacifiques de l'Empire, l'autre manipulait les insurgés en faisant semblant de les encourager, car le Sultan ne voulait pas perdre son prestige de Calife du Monde musulman. En novembre 1881 Rassim Pacha a été nommé *Wali* à Tripoli, son prédécesseur avait été muté à la demande du Quai d'Orsay, « il avait trop manifestement pris parti pour les insurgés ». C'était un geste de bonne volonté à l'égard de la France. En contre-partie, le Sultan a rappelé en mars 1882 *Hussyin Usfi* le Commandant en chef des troupes tripolitaines, fidèle ami de la France, et il l'a remplacé par l'un de ses protégés *Zeki Pacha* qui a refusé tout rapport avec le Consul de France. Le *Wali* était connu pour ses sentiments francophiles, il parlait couramment le français mais non l'arabe. Le Consul Féraud se louait de ses bonnes dispositions, le *Wali* considérait les réfugiés comme un fardeau pour sa province "aux faibles ressources"; aussi des négociations ont elles été entamées entre les deux pour le rapatriement des dissidents.

Le *wali* s'est employé à persuader les réfugiés de regagner la Tunisie sous menace d'être déportés dans la région du Syrte, ces derniers ne se sont pas laissés impressionner; alors d'autres mesures ont été prises contre eux, tout en laissant traîner les tractations diplomatiques avec la France. On a demandé aux dissidents le paiement de l' *ᶜAsur* –la Dime–, quitte à envoyer une colonne pour les y obliger (80). Le *Wali* avait reçu des consignes formelles : le renforcement des camps militaires des frontières et le désarmement de tous les refugiés. En janvier 1882, il a projeté avec Féraud de faire arrêter *ᶜAli Ibn Ḫlifa*. Quelques jours auparavant, *ᶜAli Ibn ᶜAmmar etant* arrivé à Tripoli, le Pacha l'a fait

interner avec une vingtaine de ses cavaliers.

Les Turcs avaient promis aux insurgés qu'ils interviendraient contre les forces françaises, si celles-ci dépassaient l'Oued Fessy; c'était chose faite par les Français en octobre 1883, sans que les Turcs ne puissent et ne veuillent lever le petit doigt, alors les dissidents ont envoyé une délégation à Tripoli pour « mettre les Turcs en demeure de tenir leur promesse, les Turcs ont mal pris ceci et ils ont fourré la délégation pendant trois jours en prison et les ont menacé d'expulsion si pareille démarche était renouvelée » (81).

Après l'échec d'*ᶜOrabi Pacha* en août 1882, [il a été déclaré rebelle par le Sultan] les dissidents soutenus par quelques Tripolitains, n'ont pas hésité à accuser le Sultan d'être la cause de l'humiliation de l'Islam. *'Al-Bab 'Al-ᶜAli* [la Sublime Porte] est dénommée *'Al-Bab 'Al-Hali* [la porte déchue] (82). C'était le coup de grâce pour la résistance et la fin des illusions. *'Ahmid Ibn Yussif* a fait sa soumission le 17 août 1882, le 26 c'était le tour du *Hlifa* des *Nfat*, le *Hag ᶜAli Ibn Hisin* de Sousse et du *Qa'id* des *Swassi Salih 'Al-Hafsi*. *ᶜAli Ibn Hlifa* entrait en pourparlers pour négocier sa soumission par l'intermédiaire de l'un de ses neveux. Il était convaicu de la passivité du Sultan, après le voyage effectué à Istanbul par son neveu. Le mouvement de retour des réfugiés a commencé dès la fin 1882, et s'est amplifié en 1883 pour enregistrer 80.000 rentrants; en 1884, 20.000 autres ont pu rejoindre le pays, bien que les autorités ottomanes leur ait proposé des grandes terres fertiles entre Derna et Benghazi, et dans le Syrte; mais ils ont refusé l'offre. Les Ottomans voulaient les garder encore, car leurs problèmes avec la France n'étaient pas encore résolus. L'Italie a commencé par manifester sa volonté de conquérir la Wilaya, et 120.000 âmes de plus pour la province auraient constitué un apport humain considérable.

Le moral des dissidents les plus décidés a été compromis, et la déclaration de l'Aman, proclamé par le Bey le 29 décembre 1884, a fini par entraîner les derniers irréductibles. Le Bey avait promis l'Aman à tous les insurgés réfugiés en Tripolitaine qui rentreraient dans la Régence dans un délai de trois mois, après ce delai, une séquestration de

leurs biens devrait avoir lieu pour ceux qui refuseraient de rentrer.

Malgré tout, quelques milliers ont préféré rester dans l'exil, convaincus de leur cause ou bien trop compromis à l'égard du pouvoir et de leurs anciens administrés. Dans tous les cas, ils ont constitué le noyau dur de la Résistance qui a assuré la continuité du Mouvement jusqu'en 1888. L'un d'eux, était un poète de l'extrême Sud : *Mansur 'Al-Hos*, s'est exprimé ainsi pour justifier sa décision de rester dans l'exil : « ... Que penses-tu d'un étranger affligé, désabusé et bilieux qui préfère l'exil à l'autorité des mécréants, c'est pour cela que je ne rentrerai pas, malgré ma situation en plein chaleur de l'Été. » (83) En 1888, les Ottomans finissent par reconnaître de facto le Protectorat et la frontière; comme la France l'a toujours voulu.

Au fur et à mesure que les opérations armées ainsi que les razzias se ralentissaient, l'espoir de chasser l'occupant sombrait, la dégradation de la situation économique et les tracasseries turques ont fait succomber la Résistance. Le 17 novembre 1882, Féraud présente au Bey le *Qa'id* des *'Awlad ᶜAyyar, ᶜAli Ibn ᶜAmmar* et un de ses fils, ainsi que *Mohamed Salih Ibn Hlifa*, l'un des neveux d'*ᶜAli Ibn Hlifa*, le 24 il débarque pour Paris accompagné par ce neveu, il le présente au Ministre des Affaires Étrangères; maigre résultat mais compensatoire quand on n'a pas pu ramener *ᶜAli Ibn Hlifa* lui-même. A la mort de ce dernier le 16 novembre 1884, Féraud avait quitté son poste à Tripoli, la quasi totalité des *Nfat* a décidé de rentrer; Alegro, le Gouverneur de l'*'Aᶜrad* a envoyé ses intermédiaires : *ᶜAmmar Ibn Mohamed Ibn Hlifa*, autre neveu d'*ᶜAli Ibn Hlifa* pour persuader *Rasid*, le fils d' *ᶜAli Ibn Hlifa*, de la nécessité de rentrer, et pour lui annoncer formellement qu'il n'avait rien à craindre. *Rasid* (84) a refusé tout compromis et a essayé de demeurer fidèle à la mémoire de son père, mais pas pour longtemps. Il s'est retiré dans la montagne, alors que les autres dissidents [15.000 environ] ont rejoint en août 1885 leurs tribus d'origine, sans se présenter aux autorités françaises pour demander l'Aman et confirmer leur soumission. Les quelques milliers restant ont persisté dans la dissidence et ont continué les razzias et le harcèlement des autorités

françaises tout en fuyant les Turcs. C'étaient des bédouins appartenant aux *Mehadba*, aux *'Awlad Y^c acub*, fidèles à *^cAli Bu ^cAllav*; ainsi que quelques *Glass* et *'Awlad Yidir*. En mars 1886, *Rasid Ibn ^cAli Ibn Hlifa* était de retour en Tunisie et s'est présenté à Tunis pour demander le "Pardon" à Son Altesse le Bey solennellement. Pourtant, le Sud n'était pas pour autant "pacifié", les quelques poches de résistants –pillards, bandits et brigands–, ont encore soulevé la hantise des autorités militaires. Les démonstrations des colonnes Philebert, Jamais, Gyon-Vernier n'arrivaient à bout de la Résistance des autochtones qu'à la fin de 1888.

L'analyse du Mouvement insurrectionnel a montré une opposition de caractère géographique et socio-économique entre le monde riche des sédentaires de la Régence et le monde pauvre des nomades. Les régions des Steppes et du désert ont opposé une résistance farouche et relativement prolongée à l'Occupation; alors que celles du Sahel et des Côtes ont montré une résignation, une soumission et même une collaboration effective, ceci etant dû à la compartimentation du pays. Les différences économiques et sociales étaient considérables.

Il est inutile d'essayer de justifier l'échec du Mouvement par « l'inexistence en son sein d'une alternative positive à la situation de fait qui aurait pu véhiculer et catalyser ses revendications »; ou bien en disant que « le Mouvement n'a pas pu dégager une conscience de classe qui aurait pu rassembler les paysans et clarifier ses objectifs afin d'affaiblir le régime économique et politique du Bey au profit des opprimés et des déshérités. » (85) Car rien n'est plus dangereux pour un historien que de devenir "l'augure de l'advenu" !, c'est à dire de prophétiser alors que les faits et les résultats sont là.

A notre avis, les facteurs qui ont déterminé l'échec du Mouvement, résidaient dans la faiblesse avérée de sa capacité à rassembler beaucoup plus de combattants, dans les capacités démographiques et économiques du pays, et dans une moindre mesure, dans le déséquilibre militaire.

Les études de la réaction des Soudanais [Mouvement Mahdiste] contre les Anglais, et celle des Ethiopiens contre les Italiens, [bataille de Adoua] ;

— POPULATION DE L'EXTREME-SUD TUNISIEN
ESTIMATIONS DIVERSES (1853-1886)

	1853	1857-1860	1884-1887
OASIS DE GABÈS (Djara, Menzel, Chenini, Nahal)	12.000	6.000	7.300
OASIS DIVERSES (Metouïa, Oudref, Ghennouch, Bou Chemma, Teboulbou, Zarat, Mareth)	15.000	4.400	3.000
OASIS DES BENI ZID (El Hamma, Ksar, Debdaba)		4.000	3.000
BENI ZID ET ALLIÉS (Hezem, Hamerna, Aleïa, Gheraïra) .	11.000	19.000	23.500
OUERGHAMMA (Khezour, Touazine)	15.000	8.000	15.000
OUDERNA	5.000		
nomades		4.000	15.000
djebalia		8.000	6.000
MATMATA	5.000	5.000	5.400
ACCARA	6.000	5.200	4.250
DJERBA	40.000	22.000	
NEFZAOUA	12.000	3.500	15.000

ont prouvé que les réactions se sont produites dans le même contexte et presque dans la même période. Les Soudanais et les Éthiopiens ont réussi à repousser leurs ennemis. Pourtant aucune conscience de classe n'a pu être constatée à travers leurs luttes.

Les insurgés tunisiens n'ont pas réussi, car le pays ne disposait pas des mêmes ressources humaines et économiques. Certes le morcellement du corps social était effectif sur le terrain, mais les unités et les communautés qui le composaient n'étaient pas aussi opposées qu'on voulait le faire croire. Les rivalités entre tribus et les engagements des Coffs –"clans"– différents, n'ont pas handicapé le Mouvement d'une façon primordiale.

A l'exception d'une faction des *Bni-Zid* qui a fait défection à la dernière heure, toutes les autres tribus ont combattu d'une manière ou d'une autre l'occupant; et même cette faction des *Bni-Zid* a aidé discrètement les rebelles à s'infiltrer dans la Régence à partir de la Tripolitaine en les cachant et les couvrant. Malgré la faiblesse de la société tribale qui souffrait d'une juxtaposition sur un même territoire [qui n'est pas assez vaste d'ailleurs] (86) de plusieurs clivages : tribaux, religieux, sociologiques et économiques, le Mouvement insurrectionnel a pu dégager une opposition effective qui a secoué les forces de l'Occupation. Mais la société n'était pas assez intégrée ce qui a produit une situation de stratification sociale.

Le contrôle de plus en plus étroit des frontières, des régions du Centre et du Sud par l'armée française, l'encadrement des populations autochtones, la précarité des conditions de vie des insurgés et des refugiés, la défection des notables et des citadins, l'attitude défaitiste des Turcs et du Bey lui-même, ont contribué à l'échec de la Résistance. Les rancunes, les divisions internes et les rivalités entre tribus ont été mises à l'écart momentanément, mais le feu couvait sous les cendres.

Avec l'aggravation des conditions de vie, la cohésion des insurgés s'effritait. Devant la réalité des défaites et au fur et à mesure que s'éloignaient les perspectives de la victoire; les insurgés se résignaient. C'est la dialectique évidente que peut subir tout mouvement social et

politique violent.

Cette première confrontation brutale avec l'étranger a profondément choqué l'esprit des autochtones et leur a démontré leurs véritables capacités; le Mouvement n'a pas pu ou n'a pas eu le temps de se rendre compte de ses "énergies révolutionnaires" gaspillées et il n'a pas su apprécier les véritables aptitudes et facultés de son ennemi, ignorant tout du "Monde des infidèles". Comment peut-on résister quand on est en dehors du cercle des enjeux du temps ?

Notes de la première partie.

(1) PONCET (J.) : *La colonisation et l'agriculture...* p. 43.

(2) BROWN (L. C.) : « Toward a comparative history...» p. 81.

(3) MARZOUGUI (M.) : *La poésie populaire* ... pp. 33-38.

(4) *ᶜAli Ibn ᶜAmmar* le chef de la résistance dans le Nord n'a entraîné avec lui dans sa retraite vers le Sud qu'une trentaine de partisans.

(5) La quasi totalité des agitations et des rébellions qui se sont déroulées sous le Protectorat et même sous la Tunisie indépendante, se sont déclenchées à partir de ces régions, surtout à partir du Sud–Ouest :

– L'insurrection de Thala : Avril 1906.

– La première opération qui a baptisé la "Révolution du 18 Janvier 1952" et dirigée par le Néo–Destour, est partie de Gafsa.

– Les fameux "Fellagas", avaient leurs fiefs au Centre et au Sud.

– Les dissidents Youssfistes (réference à *Salih Ibn Yussif*), qui se sont opposés à l'accord de l'autonomie interne de 1955 signé par Bourguiba et Mendès France, se sont réfugiés dans les montagnes de Gafsa et de Kasserine.

– Le coup d'État avorté de 1962 était dirigé par des "putchistes" originaires de la même région.

– L'attaque armée contre la ville de Gafsa de Janvier 1980.

– Les émeutes du pain de Janvier 1984 sont parties de Douz, Kébelli, Tozeur, Gafsa, Kasserine pour se généraliser sur tout le pays.

(6) BOUAZIZ (Y.) : « Soutien des Tunisiens à la résistance nationale algérienne ... » pp. 119-116.

(7) MARZOUGUI (M.) : *La poésie populaire...* p. 66.

(8) MARTEL (A.) : « L'échec d'un Mouvement... » p. 255.

(9) SAMMUT (C.) : *L'impérialisme du capitalisme...* p. 186.

(10) Voir la liste des noms des tribus dans l'Annexe.

(11) MARTEL (A.) : *Les confins saharo-tripolitains...* p. 130.

(12) A.N.O.M. 25 H 14, rapport du Commissaire de Souk Ahras adressé au Préfet de Constantine qui l'a transmis au Gouverneur Général à Alger, daté du 9 juin 1881.

(13) ibid, 27 juin 1881.

(14) ibid, 26 et 28 juin 1881.

(15) idem.

(16) A.N.O.M. 25 H 14. De Gislain, 20 et 22 juin 1881.

(17) AYADI (T.) : « La résistance sfaxienne... » p. 161.

(18) LONLAY (D. de –) *En tunisie*... p. 190.

(19) ibid, p. 192.

(20) "Moukhela" : Sorte de sac à main tissé en laine.

(21) LONLAY (D. de –) : op. cit. p. 192.

(22) ibid, p. 193.

(23) BOIS (M.) : *L'expédition française en Tunisie*... p. 114.

(24) ibid, p. 111.

(25) Homme religieux, investi d'une fonction administrative, à qui on a recours pour trancher les questions strictement religieuses.

(26) terres consacrées aux Zawias.

(27) LONLAY (D. de –) : Op. Cit. p. 211.

(28) REIBELL (Général) : *La Tunisie d'il y a 50 ans*... p. 63.

(29) A.N.O.M. 25 H 14 : Commissaire de Souk Ahras. 30 Juillet 1881.

(30) ibid, 12 Septembre 1881.

(31) ibid, Forgemol. 22 Septembre 1881.

(32) Le Prince héritier.

(33) A.N.O.M. 25 H 14. 29 Septembre 1881.

(34) ibid, 3 Septembre 1881.

(35) TIMOUMI (H.) : *Paysannerie*... p. 185.

(36) Le 30 septembre 1881, *ᶜAli Ibn ᶜAmmar* et ses hommes ont attaqué la gare de l'Oued Zarga; neuf employés européens du chemin de fer, dont le chef de gare ont été tués. Cette affaire a eu un grand retentissement dans l'opinion publique française.

(37) A.N.O.M. 25 H 14. 23 octobre 1881.

(38) Début octobre 1881, *ᶜAli Ibn ᶜAmmar* a engagé un combat à *Kudiat 'AS-sid* près de Testour où il a perdu son avant-bras. Voir, Marzougui (M.) *Lutte contre le Protectorat*... p. 223.

(39) A ne pas confondre avec *ᶜAli Ibn ᶜAmmar 'Al– ᶜAyyari*. Voir la

chanson composée sur lui après sa mort dans l'Annexe.

(40) A.N.O.M. 25 H 14 : 1er novembre 1881.

(41) BOIS (M.) Op. Cit. p. 120.

(42) A.N.O.M. 25 H 14. 8 novembre 1881.

(43) ibid, 14 novembre 1881.

(44) ibid, rapport au général commandant en chef du XIX ème Corps d'armée à Alger, daté du 14 novembre 1881.

(45) ibid, rapport politique du 21 Janvier au 1er février 1882, établi par le capitaine Chef du Bureau Arabe.

(46) Plus de 120.000 ont émigré en Tripolitaine, c'est à dire plus du 1/10 ème de la population totale de la Régence.

(47) Voir SLAMA (B.) : *L'insurrection de 1864 en Tunisie*... et 'AL-DYAF (Ibn Abi) : *Ithaf 'Ahl 'Az-zaman*...

(48) La population totale était estimée à 1 million 400 mille habitants en 1881.

(49) TIMOUMI (H.) : Op. Cit. p. 205.

(50) HOBSBAWM (J.E.) : *Les primitifs*... p. 96.

(51) Voir graphique des opérations dans l'Annexe.

(52) A.N.O.M. 25 H 14. 17 janvier 1882.

(53) REIBELL (Gal) : Op. Cit. p. 103.

(54) A.N.O.M. 26 H 13. décembre 1884.

(55) ibid, 26 H 14. septembre 1889.

(56) ibid, 26 H 14. juillet 1889.

(57) ibid, mai 1883.

(58) ibid, 26 H 14. avril 1889.

(59) ibid, 26 H 13. avril 1882.

(60) idem.

(61) ibid, mai 1883.

(62) SONNECK (C.) : *Chants arabes du Maghreb*... p. 76.

(63) A.N.O.M. 25 H 14. 11 août 1881.

(64) ibid, 10 août 1881.

(65) ibid, 15 août 1881.

(66) ibid, 18 août 1881.

(67) ibid, 4 septembre 1881.

(68) ibid, 17 novembre 1881.

(69) ibid : 10 janvier 1882.

(70) ibid, 26 H 13. septembre 1887.

(71) LONLAY (D. de –) : Op. Cit. p. 187.

(72) ibid, p. 189.

(73) ibid, p. 196.

(74) cité par JULIEN (Ch. A.) : « Colons français... » p. 95.

(75) LONLAY (D. de –) : Op. Cit. p. 205.

(76) ibid, p. 210.

(77) REIBELL : Op. Cit. p. 63.

(78) A.N.O.M. 25 H 14. 27 juillet 1881.

(79) ibid, 26 H 13. avril 1884.

(80) ibid, septembre 1884.

(81) REIBELL : Op. Cit. p. 152.

(82) MARTEL (A.) : *Les confins*... tome 1; p. 164.

(83) SONNECK (C.) : Op. Cit. p. 136.

(84) Voir tableau généalogique de la famille *Ibn Hlifa* dans l'Annexe.

(85) CHERIF (M. H.) : « Les mouvements paysans... » pp. 45-48.

(86) Il ne faut pas oublier que la Tunisie actuelle fait 164.000 km^2; alors que le Soudan fait plus de deux millions de km^2, c'est de loin le pays le plus vaste de l'Afrique.

<u>DEUXIEME PARTIE</u> :

DE L'INSURRECTION A LA RÉSISTANCE.

(Janvier 1882.)

―――

(Décembre 1888.)

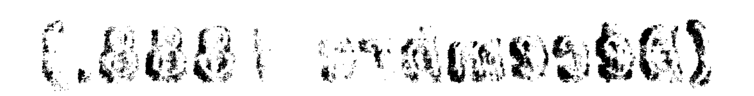
Nombre des réfugiés tunisiens en Tripolitaine

selon les estimations du Journal

AL-Jawayab paru le 5 juillet 1882.



Tribus du	Effectifs	%	Tribus du	Effectifs	%
<u>CENTRE</u>			<u>SUD</u>		
Hmamma	52.000	49,5	Bni Zid	2.000	1,6
Jlass	20.020	19.0	Ouerghemma	70.000	57,4
Neffat	10.000	9,5	Matmata	50.000	41.0
Od. Sidi Till	10.000	9.5			
Frachiche	1.500	1.4		1[illegible]000	
Od. Said	1.500	1.4	<u>NORD</u>		
Souassi	2.000	1.9	Drid	3.000	70.6
Mehadhba	2.500	2.4	Ouled Ayar	1.047	24.6
Methalith	2.000	1.9	Ourifa	200	4.7
Od. Sidi Abid	600	0.6			
Majer	3.000	2.[illegible]		4.247	
	105.120		Total Général	231.367	



Source : Karoui & Mahjoubi : *Quand le soleil s'est levé à l'Ouest.* p. 147.

Après la déception des combats réguliers, l'insurrection a été apparement écrasée; les forces d'occupation se sont établies au dessus de l'Oued Fessy, alors que les tribus se sont dispersées dans l'extrême Sud.

Cependant, le nombre important des réfugiés (1), a révélé une autre forme de contestation et de rejet de l'Occupation. Ceci a exprimé également le désaveu de ceux qui se sont soumis et qui se sont résignés en acceptant la nouvelle situation imposée par l'étranger, soit par le silence, soit par la collaboration. Ce retrait a traduit en fait une autre volonté celle de combattre l'envahisseur sous d'autres formes. Parmi ceux qui sont restés, quelques-uns ont essayé d'esquiver sa domination en refusant de subir sa politique. Effectivement, parmi les réfugiés, on a signalé 20.000 combattants au moins (2); ceux-ci ont adopté deux modalités de résistance, l'une culturelle, l'autre politique et armée, face auxquelles la France a opposé ses "solutions adéquates".

1/ L'exil et la Résistance.

Signalons tout d'abord que l'exil a concerné presque exclusivement les tribus du Centre et du Sud. Celles du Nord, n'ont représenté que près de 2000 réfugiés. On y trouve des *'Awlad ᶜAyyar*, des *Drid* et des *Winifa* mais les *Hmamma*, les *Wirgimma*, les *Matmata*, les *Nfat* et les *Glass* ont constitué la quasi majorité des réfugiés.

En se retirant vers le Sud, les dissidents ont ammené avec eux leurs familles et leurs biens composés essentiellement d'animaux; alors qu'une grande partie de leurs réserves en grains a été confiée à leurs proches qui avaient décidé de rester sur place. Les *Nfat* ont confié leurs biens immobiliers aux oasiens de Gabès. Cette position reflétait leur désir de rentrer chez eux d'une façon ou d'une autre; cela prouvait qu'ils ne comptaient pas s'établir définitivement dans l'exil. Pour gagner l'extrême Sud puis la Tripolitaine, les dissidents ont emprunté deux chemins. Le premier groupe des *Nfat*, *Glass*, *Hazim*, *Wergimma*, *Bni-Zid*... est passé par les *'Aᶜrad* pour traverser l'Oued Fessy et s'enfoncer dans la

Mugta[c]. Alors que le deuxième groupe des *Hmamma*, *'Awlad* [c]*Ayyar*, *Frasis*... qui a campé dans le Nefzawa en premier lieu, est passé par le *Zahar*. En fait l'objectif final des dissidents à propos du lieu du campement provisoire n'était pas clair avant la fin de l'année 1882. Une partie seulement s'est trouvée en territoire tripolitain, alors qu'une autre partie a profité de la confusion qui régnait entre les autorités tripolitaines et françaises à propos des limites des frontières pour camper dans la région du *Mugta*[c]. C'est une zone large de 40 km. environ selon un axe Nord-Ouest–Sud-Est.

D'ailleurs le retrait n'a pas été décidé pour aller *en* Tripolitaine, mais *vers* la Tripolitaine; l'objectif général était de fuir l'Occupation française dans un premier temps, de persuader les Turcs de la nécessité de leur aide et de préparer une nouvelle offensive vigoureuse qui devait être à la hauteur de la puissance de l'adversaire. L'exil des dissidents qui s'est déroulé en étapes a reflété leur espoir de ne pas trop s'enfoncer dans le désert, de limiter au maximum la distance qui les éloignait de leur territoire, et de ne pas tomber sous une autre autorité draconienne, celle du Wali de Tripoli. Ce sont les campagnes de reconnaissanse des troupes françaises qui ont obligé les dissidents à se disperser.

Les *Mraziv*, [c]*Adara* et *'Awlad Ya*[c]*cub* ont continué leur marche vers le Sud désertique; quelques groupes des *Twazin*, *Hmamma*, *Midnin* dans la partie occidentale des frontières tripolitaines; alors que les *Nfat*, *Frasis*, *'Awlad* [c]*Ayyar* et autres *Hmamma* ont pénétré quasiment dans l'intérieur de la Tripolitaine à Zouara et Nalout. Cependant leurs installations n'étaient jamais fixes, les campements se décidaient en fonction des terres fertiles et des pluies; dans tous les cas, et approximativement, le cercle de leurs déplacements ne dépassait pas les 1200 km^2.

La vie d'exil était très dure pour les réfugiés, au fur et à mesure que les mois passaient, leurs provisions en grains, en argent et en animaux diminuaient, et parallèlement leur désir de regagner leur pays augmentait. Les autorités ottomanes exploitaient cette situation des réfugiés pour les rendre de plus en plus dépendants de leurs décisions qui étaient en relation étroite avec leur ligne politique envers la France. Le Wali

perpétuait l'ambiguïté en entretenant un climat de flottement dans lequel les dissidents basculaient entre l'espoir et l'abattement. D'une part on traitait les notables et les chefs des tribus avec beaucoup d'égards; d'autre part on méprisait la masse des dissidents et on la menaçait d'expulsion, d'extradition ou de déportation tout en encourageant les tribus tripolitaines à commettre des exactions envers les tribus tunisiennes.

Cependant *ᶜAli Ibn Ḫlifa* et les insurgés combattants n'ont pas désespéré et ont essayé d'entraîner les Turcs vers une situation de fait accompli afin de les pousser à entrer en action avec eux contre les Français. C'est ainsi que les insurgés ont fait des démonstrations fermes pour continuer la lutte, en prouvant au Wali leur détermination ainsi que leurs aptitudes de lutte effective contre l'occupant. En vain, les Turcs n'ont pas bougé en faveur des dissidents, et les ont accablés plutôt.

La résistance des autochtones s'est exprimée de deux façons, selon un mode culturel et selon un mode politique. Cette dernière façon a connu un mouvement sinusoïdal qui a présenté d'autres sous-formes d'opposition, de rejet et de désobéissance à l'autorité qui venait de s'établir. Donc, la résistance était variable et déterminée par la façon dont on ressentait et concevait l'occupation; ainsi que par les moyens économiques et humains engagés.

Nous appelons formes de résistance culturelle tout ce qui touche au mode de vie, aux croyances et aux principes des autochtones. Alors que la résistance politique implique la lutte armée selon ses diverses formes : engagements militaires, razzias, coups de mains, embuscades ... L'opposition à l'occupation ne peut être présentée de façon uniforme dans le temps et même au sein des tribus. Ce n'est qu'en janvier 1882 que la célèbre Confédération des *Wirgimma* s'est soulevée unanimement. Elle était constituée par plusieurs tribus parmi lesquelles on trouvait des fractions loyales au pouvoir beylical depuis le début du XIX ème siècle. C'est au sein de cette Confédération que les Beys recrutaient leurs tribus Makhzens qui avaient la délicate tâche de surveiller les frontières fictives tuniso-tripolitaines. En même temps d'autres dissidents rassem-

blés en petits groupes de dix à quinze cavaliers continuaient à opérer entre Kairouan et Gafsa; et « d'autres bandes ont enlevé du côté du Hamma -Gabès- une caravane » (3). Au début du mois de mars « des Djeichs de cavaliers dissidents réapparaissent sur le territoire soumis » (4), une recrudescence des incursions était constatée et les militaires signalaient constamment « des coups de mains exécutés avec une audace inouie ». A quelques km des points occupés par les forces françaises, les insurgés s'aventuraient jusqu'aux portes de Kairouan, de Sousse, de Sfax et de Gafsa en s'attaquant aux tribus soumises, aux caravanes, aux courriers et aux camps militaires français. Entre le 4 et le 5 mars un "Djeich" de 300 cavaliers était signalé près de Kairouan, il se divisait en trois groupes, le plus audacieux a marché sur *'AN-Nfiza* où il y avait des domaines très riches et exploités par des "étrangers"; d'autres se sont rabattus vers Sousse et Sfax.

Le rapporteur de Gislain a constaté que « suite à une razzia effectuée le 3 courant -fevrier 1882- par 170 cavaliers Hmamma sur les Frachiche, Charen et Ouerten soumis, on a dénombré 15 morts chez les soumis, six chez les dissidents et 400 chameaux razziés ... » (5). Parmi les morts chez les insurgés, on a reconnu « le fameux brigand » *Zaw*, des *'Awlad Radwan* et le fils de *Mohamed Bu ᶜAllav* « malfaiteur non moins connu des Ouled Yacoub ». De Gislain s'est basé sur les renseignements du marabout de Tamegza qui a avancé le nombre de 400 « bandits qui detroussent actuellement les caravanes »

Un groupe des *'Awlad Sidi ᶜAbdilmlak (Frasis)* a attaqué des Spahis et tué deux d'entre eux puis s'est retiré vers l'Ouest pour rencontrer « le courrier militaire entre Tebessa et Feriana et l'ont anéanti » (6). Vers la deuxième quinzaine d'août 1882, 300 à 400 cavaliers *Hmamma* et *Glass* on fait une incursion en plein centre de la Régence; ils sont passés par *Dwirat*, *Bir Sultan*, puis ils ont affronté les postes avancés de *Bir Zummit* et de *Tamizra*, ils ont traversé le *Nifzawa*, franchi les *Chotts* et sont parvenus à 8 km de Gafsa. Les *Glass* ont continué à pénétrer dans la région de Kairouan; alors que les *Hmamma* ont "infesté" jusqu'au mois d'octobre les routes Gabès-Gafsa, Gafsa-Sfax, Gafsa-Kasserine. Le 2

septembre le colonel de La Roque a reçu l'ordre de couper leur retraite; il disposait d'un bataillon complet et de plus de 60 cavaliers. « ... nous espérons que le général Jamais (7) rentrera à l'expiration de son congé pour mettre fin à ces alertes continuelles et à cette agitation perpétuelle » (8).

Pour faire face à cette incursion, les autorités françaises ont rassemblé des forces disproportionnées qui nous révèlent l'ampleur de la peur chez l'occupant. En plus des troupes du colonel de La Roque parties de Gabès vers Gafsa; un escadron de « chasseurs d'Afrique » est parti en reconnaissance. « on a envoyé une cinquantaine de Goummiers pour tâcher de retrouver les traces des coupeurs de routes ... or les Djeicheurs leur sont tombés dessus et leur ont tué quelques hommes » (9). Les autorités françaises se sont alors affolées et ont engagé à la poursuite des rebelles une campagnie d'infanterie qui « a dispersé les insurgés par des tirs à longue distance. » (10)

Les déprédations répétées des lignes et des poteaux télégraphiques sont significatives. Pour les autochtones, ces poteaux représentaient les étrangers et leur domination, et à leurs yeux, un défi permanent et un danger indirect qui les guettait continuellement; les poteaux symbolisaient la différence, l'étrange et l'inaccoutumé. A plusieurs reprises par jour et par semaine, les lignes télégraphiques furent coupées partout où elles étaient implantées dans le Centre et le Sud de la Régence; ce qui impliquait et trahissait la présence des insurgés dans une certaine zone. « ... le 8 Septembre 1882, le télégraphe a été coupé entre Gabès et la première station du Nord –Mahres– ... puis coupé encore une fois à cinq km au delà de Sidi Medehab par une fraction des dissidents après lesquels tout le monde court en ce moment » (11).

A travers les mesures mises en place par les autorités militaires françaises, on peut analyser les actions des insurgés pour déduire qu'ils arrivaient à s'introduire au plus profond du pays en bousculant les lignes de défense et d'observation de l'envahisseur. Pour empêcher les insurgés de remonter vers le Nord ou de retourner vers le Sud, les militaires français ont fait installer une ligne de postes depuis Gabès

-Ras EL Oued, jusqu'à la frontière algérienne avec une distance de 16 km entre chaque poste formé par un bataillon et une ou deux campagnies. Par exemple, le poste miltaire avancé qui se trouve à 16 km de Ras-EL Oued était composé provisoirement par deux compagnies, en tout 600 hommes dont 50 cavaliers. Les postes étaient placés près des points d'eau par où les insurgés pourraient ou devraient passer. Malgré ce dispositif élaboré et opérationnel, les "bandits ont pu repasser les lignes de l'ennemi pour retourner à leurs bases. « ... les dissidents sont traqués de tous les côtés, il faut donc qu'ils reviennent nécessairement du Nord au Sud en traversant de nouveau notre ligne pour rentrer dans la zone du statu-quo, ... rien de plus simple donc sur le papier que de les cueillir au passage ... Ceux qui ont laissé passer les dissidents à l'aller, préfèrent que ce soient d'autres qui les laissent échapper au retour. » (12)

D'après cet aveu, on peut conclure que les insurgés ont réussi à semer la confusion au sein même des autorités militaires. Pendant que le colonel de La Roque cherchait à rattraper les dissidents, ceux-ci ont engagé un combat très sérieux le 24 septembre contre la Compagnie Franche (13) de Kairouan qui a perdu six soldats et deux officiers plus une quarantaine de chassepots (14) que les insurgés ont donc récupérés. « Les insurgés ont eu trente tués mais on n'est jamais certains que de ses propres pertes » (15). Après cet engagement, les insurgés ont livré d'autres combats contre des troupes ennemies lancées à leurs trousses; ils ont razzié des troupeaux et des caravanes, « l'un des pillards Ali Ben Dhaw s'est distingué particulièrement par son ardeur », les *Nfat* ont coupé les pistes vers AL-Jamm, les '*Awlad Radwan* celles de Gilma, Gafsa, AL-Fagg. Vers la fin du mois de septembre, les insurgés ont forcé le col de Lala [7 km de Gafsa] sans que la garde locale ne puisse les apercevoir; ils ont retraversé *les Chotts* du *Grid* en passant par le même chemin qu'à l'aller. Le trois octobre ils étaient sur l'Oued Fessy ayant accompli un raid spectaculaire, ils ont amené un butin considérable. Après cette épopée de l'année 1882, les opérations ont suivi un rythme moins important mais continu; paradoxalement le mouvement s'est radicalisé de plus en plus, au moins jusqu'à la fin de 1884 pour s'attaquer, cette fois-ci, aussi bien à

l'occupant et aux soumis de la Régence, qu'à ceux qui ont exprimé le désir de se soumettre et d'abondonner la Résistance. Cette nouvelle phase était dominée incontestablement par *ᶜAli Ibn Ḫlifa* et ses partisans.

Sachant que l'emmagasinement des grains imposé par les autorités militaires, était un des moyens que l'occupant utilisait pour retenir les autochtones et tester leur degré de soumission, les dissidents ont engagé toutes leurs forces pour éviter ce piège. En 1883 ils sont intervenus pour empêcher une caravane des *'Awlad Um 'Allah* soumis à se rendre à l'entrepôt de *Qsar Midnine* afin de ramener de l'orge (16). Les insurgés ont combattu par les armes les défaillants parmi les réfugiés et ont pu s'interposer tout au long des passages et des cols qui menaient vers le territoire de la Régence sous contrôle militaire, ceci afin de dessuader tous ceux qui pensaient pouvoir rejoindre leur pays. Des combats sanglants ont eu lieu, la déchirure était profonde car ces combats ont amené des frères de la même famille à s'entretuer, « en novembre 1884, 23.000 réfugiés ont fait leur rentrée, ils ont dû livrer une vraie bataille pour échapper aux autres groupes d'émigrés qui ne voulaient pas les laisser partir, il y a eu des morts de part et d'autre. » (17)

Les *Twazin* soumis se sont trouvés dans l'obligation de se défendre face aux attaques des dissidents, les combats étaient meurtriers, les *'Awlad Ḫlifa* et *Hamid* ont continué à opérer et à harceler les soumis ainsi que les postes des autorités militaires; ils ont manifesté leur hardiesse jusqu'à couper les pistes entre Mednine et Jerba. Pour leur part et sous prétexte de poursuite, les tribus soumises [*Wdarna*] ont attaqué les tribus tripolitaines [*Cyannes et Nouaile*] et ont pu pénétrer jusqu'aux montagnes tripolitaines : *'Abiod* et *Nafussa* pour lever tribut et menacer les routes de Ghadames. Le 9 novembre 1886 un accrochage a eu lieu entre des cavaliers *Wdarna* et une colonne turque dans le Djebel Nefoussa; en fuyant, les *Wdarna* ont rencontré un convoi de sept chameaux escorté par des soldats turcs, ils ont enlevé la caravane après avoir tué deux soldats.

A l'intérieur de la Régence d'autres signes de résistance se sont manifestés. Au cours du *Miᶜaad* des *Hawyya* qui s'est déroulé en

janvier 1884, on a décidé ouvertement de ne pas payer l'impôt et de s'en aller du côté de la Tripolitaine, les autorités françaises étaient étonnées et blasées par ce comportement des autochtones : « ... les indigènes se moquent de nous, en Algérie, nous n'aurions fait qu'une bouchée de ces pouilleux-là en instance de félonie, ici la consigne est de ronfler... » (18). La Résistance a été marquée également par le refus de subir le recrutement militaire ou d'emmagasiner les grains dans les postes militaires. En 1887, dans le Nefzawa, sur 2100 contribuables on a relevé 410 absents lorsqu'on est venu pour le recouvrement des arriérés d'impôts (19). A Zarziz, chez les *ᶜAkkara* des jeunes gens se sont réfugiés en Tripolitaine pour échapper à la loi sur le recrutement. (20)

Les autochtones apparemment soumis, n'ont pas hésité à se soulever contre leurs administrateurs locaux; ainsi le *Ḫlifa* de Tozeur et celui des Widdyan « éprouvent une grande résistance aux ordres donnés en ce qui concerne le recouvrement de la contribution de guerre, ... on assiste à une grande recrudescence d'excitation » . (21) Les collaborateurs avec l'occupant sont injuriés, traités de « chiens des Français » , et isolés.

A travers ces données on s'est apercu donc que la rébellion a pris deux aspects; elle s'est organisée à partir de la Tripolitaine où les insurgés ont nourri l'espoir d'une action de grande envergure soutenue par le Sultan; d'autre part, elle s'est manifestée dans la Régence même où les tribus soumises ont multiplié les actes d'insubordination, ce qui a reflété leur réticence à s'intégrer dans le nouvel ordre imposé. Les deux formes ne peuvent cependant être totalement dissociées dans la mesure où elles ont pu avoir des interférences, car les dissidents ont toujours entretenu des relations avec les tribus qui sont restées ou sont retournées dans la Régence. Les dissidents, dont le nombre était considérablement affaibli après 1884, n'étaient pas pour autant résignés.

Autour de quelques personnalités telles que *ᶜAli Ibn Mohamed Bu ᶜAllay*, le climat insurrectionnel était entretenu grâce aux harcelements et aux razzias. Les razzias reflétaient en fait un mouvement d'ensemble, le nombre et le rayon d'action des opérations étaient proportionnels à la maîtrise toujours croissante des autorités militaires françaises. En 1882.

les insurgés ont pu atteindre Kairouan, mais en 1886, ils n'ont pas pu aller au delà de Nefzawa, après cette date ils ont opéré dans un rayon plus restreint allant de Zarzis à Bir Sultan et Bir Zummit.

2/ La politique et la stratégie françaises face à la réaction des autochtones.

Plusieurs années avant l'Occupation, la France s'est intéressée à la Régence et à tout ce qui s'y passait. Vu les intérêts réciproques qui ont amené les deux pays à avoir des relations privilégiées; la France a toujours jugé indispensable d'intervenir dans les affaires internes de la Régence. Le pouvoir tunisien a d'ailleurs encouragé et renforcé ses liens avec la France, ceci dans le but d'affirmer sa souveraineté face aux ambitions des Ottomans, qui voulaient affirmer leur domination effective sur l'ancienne province de Tunis.

Dans ce cadre l'exemple de l'attitude de la France face aux événements de 1864 dans la Régence, peut nous permettre de mieux comprendre la politique française dans les premières années du Protectorat, et les mesures prises à l'encontre de l'insurrection et de la Résistance des autochtones entre 1881 et 1888. En effet dès 1864, la France s'est refusé à toute autre ingérence étrangère dans les affaires internes de la Régence qu'elle considère déjà comme une "chasse gardée". Mais la France n'était pas non plus favorable à la révolte d' *ᶜAli Ibn Gdahum* et souhaitait que le pouvoir beylical soit respecté et que la succession légale du Bey soit assurée si celui-ci cessait de régner (22). Il est vrai que le bouleversement du régime politique remettait en cause la présense française en Algérie et menaçait ses intérêts économiques dans la Régence.

§- A/ Réorganisation administrative et projets de "Pacification" militaires.

En 1881, la politique française s'est élaborée sur trois axes : la mise en place d'une administration compétente avec un déploiement militaire rigoureux; ce déploiement devait permettre l'utilisation de tous les moyens et possibilités afin d'aboutir à la soumission absolue des autochtones. Cet amalgame civil et militaire se fondait sur une politique "de la carotte et du bâton", aussi bien en ménageant la susceptibilité des populations, qu'en les opprimant. Mais on n'hésitait pas à entrer en négociation avec les groupes durs pour les persuader et les encourager à la soumission, même s'il fallait faire des concessions.

En fait les concessions n'étaient jamais gratuites, mais faisaient partie de tout un plan qui visait à compromettre les uns et les autres, et à utiliser ceux-ci contre ceux-là. La première tâche que l'Occupation s'est vue dans l'obligation d'effectuer était donc l'établissement d'une certaine infrastructure humaine et matérielle, plate-forme sur laquelle devait s'édifier tout le reste.

Il n'est donc pas étonnant de constater dès les premiers mois de l'Occupation que la majorité des officiers et des hauts fonctionnaires civils s'est mise à perfectionner son niveau de langue arabe. D'ailleurs ces fonctionnaires étaient tous des arabisants qui avaient derrière eux une longue expérience en Algérie. Joseph Allegro, promu Colonel au sein de l'armée tunisienne et désigné Gouverneur de l' *'A ͨrad* à la place du chef présumé de l'insurrection *ͨAli Ibn Hlifa*, était un Juif de père italien et de mère arabe, né en Algérie, il était Consul du Bey de Tunis à Bône –Algérie– avant l'Occupation; « singulier mélange d'Européen et d'Africain avec des côtés tout à fait parisiens » (23). Il était donc en contact permanent avec les deux pôles : les Français et les autochtones. Sa promotion et sa désignation à Gabès n'était pas innocente, c'était un connaisseur qui savait bien juger la complexité bédouine arabo-musulmane. Enfin, ses propres ambitions n'étaient pas en contradiction

avec les plans de l'Occupation: il a prouvé des qualités lors de l'établissement de la France dans la province de l' *'A^crad*. Un exemple : lors de la poursuite et de l'encerclement des *^cAdara* dans l'extrême Sud par les troupes françaises, Allegro a conseillé l'autorité militaire de ne pas attaquer les insurgés tout de suite, mais de les assiéger dans leurs montagnes, puis d'attendre la pluie; car il savait que les armes des dissidents, une fois mouillées ne pouvaient plus fonctionner, et c'est ce qui s'est passé; après la pluie qui n'a pas tardé de tomber, les Français n'avaient pas eu du mal à soumettre les *^cAdara* qui ont en recours à leurs armes blanches.

Le général Reibell était « un arabisant des plus distingués, connaissant le caractère des indigènes, sachant les manier et adorant l'indépendance du bled. » (24) Le consul de France à Tripoli, Féraud, était un ancien interprète principal de l'Armée d'Afrique attaché au général Chanzy en Algérie, « beaucoup d'insurgés vont au Consulat de France... ils rencontrent là un homme qui est aussi arabe que les Arabes, qui connaît admirablement la langue, les mœurs, les sentiments des Arabes et qui exerce ainsi sur eux une étonnante fascination, je veux parler de notre consul général M. Féraud, ancien interprète militaire ayant fait toute sa carrière en Algérie. » (25). Le colonel de La Roque désigné Commandant de la Subdivision de Gabès en remplacement du général Jamais était un arabisant pur et dur et parlait même les dialectes des populations du Sud...

Or la grande et délicate tâche était attribuée au service des Affaires indigènes, désigné timidement au début comme service des officiers de renseignements. Ceux-ci étaient au nombre de 42, ils sont passés à 55 en Août 1882 et à 61 en Janvier 1883. Leurs rôles et prérogatives étaient fixés par le Commandant en Chef du Corps d'Occupation le 1er juillet 1882; « Ils doivent assurer la sécurité du Corps d'Occupation, prévoir et réprimer toute cause ou tentative de désordre » (26). De cet ordre général ont découlé toutes les autres missions qui ont fait naître un véritable appareil bureaucratique, militaire, technique... Ces agents étaient obligés par le fait de cette fonction d'étudier l'organisation politique et

administrative des autochtones, de connaître l'attitude probable des chefs des tribus et des familles, d'analyser et d'énumérer les ordres religieux, le nombre et les tendances de leurs adeptes, de réunir des renseignements géographiques et topographiques permettant de connaître les voies de communications et les points de concentration des autochtones.

Ces agents de renseignements ont fondé les " Bureaux Arabes " qui se sont révélés comme une adaptation originale aux conditions locales. Leurs officiers ont reçu pour missions de gouverner les tribus ralliées, de négocier avec les populations voisines et de préparer la lutte contre "les fauteurs de troubles." Pour administrer, renseigner et combattre, ils ont adopté une institution turque : les cavaliers du Makhzen. Ceux-ci, recrutés parmi les éléments locaux, étaient les agents d'exécution des Bureaux Arabes, en contrepartie de privilèges sociaux et fiscaux. Cependant ce système était inévitablement générateur d'inégalités entre les tribus et surtout de trop grande autonomie. Les autorités françaises ont gardé ce système jusqu'en 1888. Les tribus Makhzen étaient dispensées de la conscription et de la capitation; tous les possesseurs d'un cheval, d'un harnachement et d'un fusil pouvaient devenir Mokhaznias, mais, en contrepartie ils devaient répondre à toute convocation beylicale et assurer la garde des "frontières," le courrier, et la levée de l'impôt; en cas de guerre ou d'insurrection ils devaient se joindre aux troupes beylicales. Grâce aux Mokhaznias, les officiers des Affaires indigènes ont fait preuve d'une grande patience et de sens d'observation des contradictions qui existaient entre les tribus. Par conséquent ils ont su les manipuler pour asseoir la domination française sans trop s'engager ni risquer la vie de leurs hommes.

Les autorités militaires ont constitué ainsi des troupes Makhzen chez les *Wdarna*[16 septembre 1884] et chez les *Wirgimma*[30 mai 1885] afin de les utiliser contre les dissidents. Le Commandement militaire souligne que « le cas échéant on peut utiliser leurs contingents selon notre gré », cependant, les Mokhaznias ont exigé de ne pas dépasser Médenine vers le Nord et d'être nourris hommes et chevaux après cinq jours de présence effective. Néanmoins, la maîtrise des populations du Centre et du Sud

n'était pas aussi facile que cela. Les Bureaux Arabes qui ne faisaient en fait que collecter les informations et les renseignements sur les déplacements, les positions et les attitudes des autochtones y compris les dissidents; ont été dédoublés par de multiples unités de l'armée. La chasse aux insurgés a impliqué une réorganisation et un effort conjugué. Certes la volonté d'éviter tout affrontement avec les Turcs tripolitains a handicapé en quelque sorte l'action française, mais c'était la nature de la Résistance elle-même qui a formé l'obstacle majeur à une domination coloniale parfaite.

D'ailleurs il est erroné de dire que les troupes françaises n'ont dépassé l'Oued Fessy qu'après 1888, et que la diplomatie française a laissé volontairement se créer une zone tampon, car le 27 septembre 1883, le Ministre de la Guerre a ordonné à la Colonne d'observation du Sud d'avancer encore au delà de l'Oued Fessy, toutefois, la consigne était « d'éviter toute histoire » avec les Turcs. Ce n'est que le 31 décembre 1883 que l'ordre était donné de ne plus dépasser l'Oued Fessy (27). Les parades préventives et les poursuites se sont révélées inutiles, impossibles et dangereuses, car le moindre accrochage entre soldats français et turcs risque de prendre un aspect d'incident international susceptible d'être exploité par Londres, Rome ou Istanbul, donc il a fallu agir avec circonspection.

La mise en place de l'Occupation dans la Régence était tellement compliquée, qu'elle a suscité l'investiture de six généraux successifs pour commander la Division de l'Occupation et de trois ministres Résidents. Ceci en sept ans de présence française seulement (28). Ces différentes nomi- nations et limogeages ont démontré une crise interne dans la politique française envers la Régence. Cambon lui même a reconnu l'existence de contestations au sein de l'armée, car elle n'était pas totalement libre de ses actes comme cela avait été le cas en Algérie.

Si dès janvier 1884, les troupes régulières françaises étaient concentrées à Gabès et cantonnées à plus de 150 km des confins, la lutte contre les insurgés a été menée par d'autres composantes de l'Occupation. C'est la VI ème Compagnie mixte -bis- fixée à Métameur qui s'est chargée de



Théodore Roustan

Consul de France puis ministre resident
à Tunis de 1874 à 1882

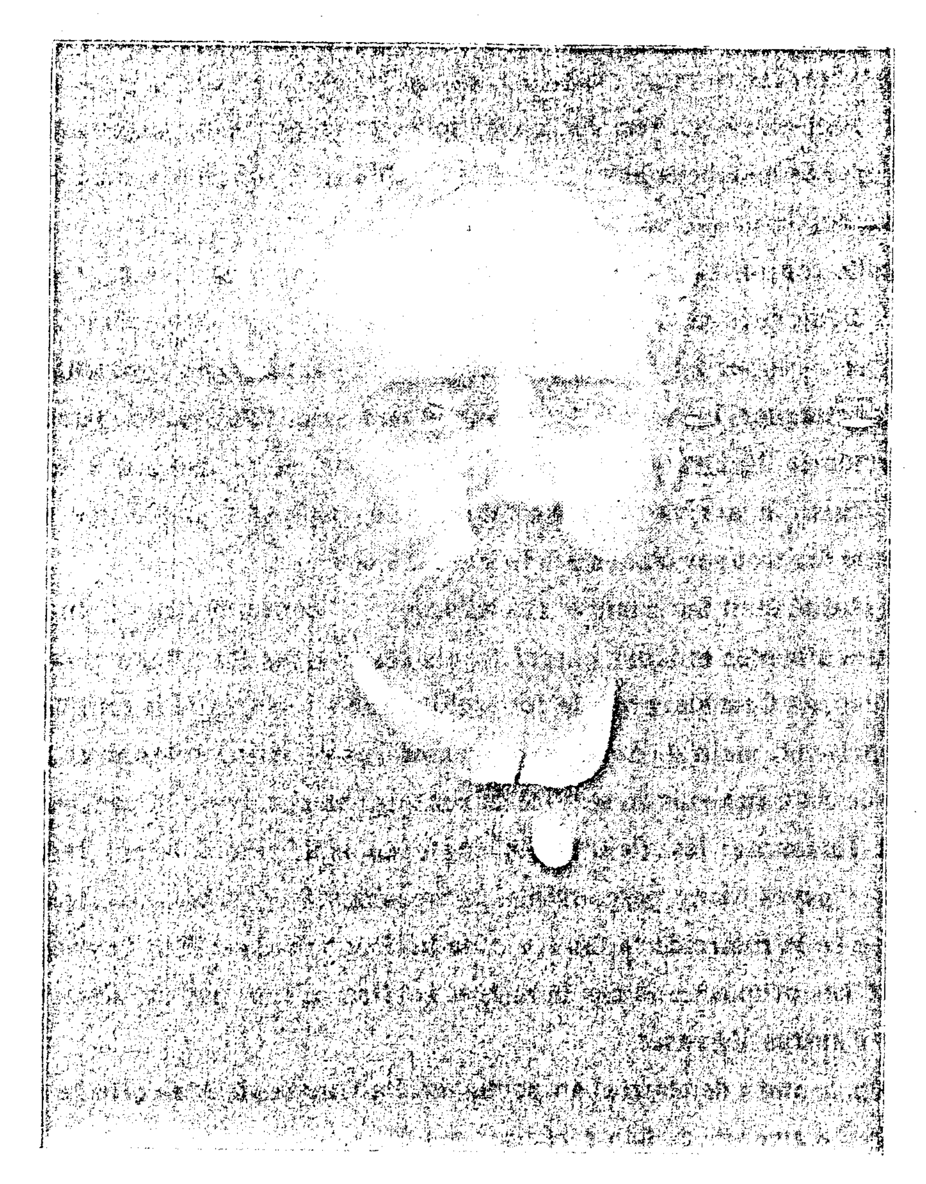
conduire cette tâche provisoirement. De recrutement franco-algéro-tunisien, elle comprenait des Spahis, des tirailleurs, des artilleurs, des sapeurs et quelques conducteurs. Ce type d'unité était beaucoup plus efficace, plus résolu et plus farouche dans la répression que les troupes purement françaises: car c'étaient des unités considérées comme de corps d'avant-garde et fer de lance, formées pour les engagements dangereux. Les membres qui composaient ces unités connaissaient plus que les autres les exigences particulières du pays (29).

Par cette conjonction entre les groupes Makhzens et les compagnies mixtes, les autorités militaires disposaient d'une force assez importante pour pouvoir couper la route aux dissidents, les poursuivre et éventuellement les attaquer. Les autorités étaient apparemment satisfaites surtout de la cavalerie Makhzen qui s'armait, s'équipait et se montait à ses propres frais. On arrivait ainsi à éviter une dispersion inefficace et dangereuse des troupes françaises au sud de Gabès.

Or, la réalité était toute autre. Les insurgés ont continué leurs incursions, leurs attaques et leurs harcèlements des troupes françaises et des tribus soumises. C'est alors que le général Dionne a réclamé en mars 1886 « une reprise en main du Sud ». Il a proposé l'envoi d'une colonne et la création de deux annexes du service de renseignement, l'un à Métameur, l'autre à Tataouine; les *Qa'id* et les chefs du Makhzen devaient être nommés et payés, donc responsables, révocables et passibles de sanctions. Mais le Ministre de la Guerre et le Résident Général Paul Cambon ont rejeté ces propositions car le budget beylical n'était pas en mesure d'assurer d'autres dépenses.

Du coup, le Sud « demeur(a) en partie livré à l'anarchie et au pillage » (30), ce qui a amené Cambon à réviser ses décisions et à demander non seulement l'occupation, mais aussi l'établissement de l'administation militaire dans l'extrême sud. On a proposé d'armer les tribus Makhzen de fusils à tir rapide et de les encourager à faire justice elles-mêmes sur leurs ennemis partout où elles pouvaient les rejoindre.

En septembre 1886, le colonel de La Roque était nommé sous-chef d'État-Major Général: il a demandé l'investiture de l'autorité militaire



Paul Cambon
Ministre résident puis Résident général
en Tunisie de 1882 à 1886

dans le Sud, et le droit de contrôler les chefs des tribus Makhzen, ainsi que les agents de renseignements placés sous ses ordres. L'équipe du nouveau Résident Général à Tunis, Justin Massicault [novembre 1886 à novembre 1892] a proposé en janvier 1887 un autre réglement qui notait que seule l'autorité militaire pourrait décider de l'importance et de la forme de sa présence dans l' *A ʿrad*. Le commandement militaire devait recevoir les pouvoirs répressifs de la police politique; il lui appartenait de constituer de recruter et de diriger un Makhzen. En mars de la même année les deux ministres des Affaires Étrangères et de la Guerre ont adopté ce réglement, et le 10 décembre 1887 le général Saint Marc Commandant la Brigade d'Occupation a reçu l'ordre de mettre en œuvre les dispositions arrêtées.

Cette réorganisation traduisait un échec incontestable des forces d'Occupation dans ses tentatives de maîtrise des dissidents du Centre et du Sud de la Régence. L'Occupation a disposé de cinq institutions ou unités militaires, para-militaires et civiles. Jusqu'à la fin de l'année 1888, elles travaillaient séparement, mais c'était dans le même but, celui d'annihiler la Résistance, d'affirmer la présence de la France dans toute la Régence et d'exterminer tout "foyer d'agitation" dans le Sud. Ces unités étaient : l'autorité militaire sous le commandement du Commandant de la Subdivision de Gabès; les Compagnies mixtes (qui n'étaient pas placées sous les ordres de l'autorité militaire à Gabès, elles étaient constituées de troupes divisionnaires, leurs chefs : Rebillet et Pététin pour la VI ème et la VI ème bis, étaient officiellement autorisés à avoir une correspondance directe avec le chef de l'État-Major du Corps d'Occupation installé à Tunis.) En troisième lieu, nous trouvons les troupes régulières du Bey sous les ordres du colonel Allegro; puis ce sont les tribus Makhzens qui jouissaient d'une pleine autonomie. Enfin, les officiers de renseignements avec leurs futurs Bureaux Arabes qui n'ont pas eu d'attributions politico-administratives avant 1888. C'étaient ces derniers qui ont joué le rôle fondamental dans l'établissement définitif de la France dans la Régence, c'étaient les agents de "la modernisation avortée" de la Tunisie.

Dès janvier 1888, les unités françaises se sont installées à Zarzis et à

Douiret puis à Tataouine, Médenine et Métameur; des postes sont établis avec de nombreux auxiliaires qui étaient les cavaliers permanents du Makhzen. Le décret beylical du 30 avril 1888 a supprimé les privilèges fiscaux des anciennes tribus Makhzens qui payaient désormais au titre de l'impôt de capitation une somme globale de 40.000 piastres pour les *Wdarna* et 50.000 pour les *Twazin*. Les *Wirgimma* étaient soumis au contrôle immédiat des officiers; le Makhzen permanent s'est défini comme une force auxiliaire mise à la disposition du commandement militaire de Gabès. Les cavaliers constituaient une sorte de "gendarmerie indigène". Au mois de juillet le nombre des cavaliers Makhzen était fixé à 35 par poste (31), et on s'est aperçu très vite de leur efficacité (32). Les cavaliers étaient assignés à des manœuvres et à des déplacements vers les endroits fréquentés par les "maraudeurs"; d'autre part on envoyait des éclaireurs près des campements des tribus soumises afin d'éviter les surprises des "pillards". Par ce moyen, les autorités françaises ont pu amener la population à la collaboration.

En prenant en charge la sécurité des routes, l'ordre et l'économie du Sud, la France a sapé les bases de la société tribale et de l'originalité du Sud. La phase du déclin de l'entité tribale a commencé quand la civilisation urbaine a dissous la cohésion de l'esprit de corps, et donc les fondements de l'organigramme tribal sur lequel était édifié son pouvoir. Car les fonctions principales des tribus du Sud et du Centre étaient effectivement de garantir la défense du territoire contre des éventuels ennemis et d'assurer la sécurité des routes commerciales qui étaient les veines de l'économie de l'État. Le pouvoir centralisateur de l'Occupation s'est inscrit en contradiction avec les traditions centenaires de cette société, et puisque ces tâches ou fonctions ne relevaient plus de ses compétences; l'esprit de corps n'avait plus de raison d'être. L'Occupation française a réussi ainsi à deplacer la forme, le contenu et les orientations des anciennes allègeances tribales vers une nouvelle composante constituée par des liens de subordination aux chefs militaires, et aux agents des Bureaux Arabes, qui contrôlaient et manipulaient les chefs des tribus et des familles puissantes. Ceux-ci soucieux de leurs positions

influentes et de leurs biens, se mettaient entièrement à la disposition et au service de leurs maîtres qui essayaient de préserver cette situation afin de garder ces collaborateurs à leur merci. Ils manifestaient alors de façon constante leur mécontentement et leur insatisfaction devant les services rendus; «... les chefs indigènes, bien que nommés par les autorités françaises, manquent d'énergie et de dévouement, on ne peut compter sur leur concours.» (33)

Avec un tel déploiement de forces humaines et matérielles, les autorités militaires ont accentué leur pression pour utiliser tous les moyens possibles mis à leur disposition ou bien créés par leurs soins. L'expérience qu'ils ont acquis en Algérie depuis un demi-siècle leur a beaucoup servi.

§- B/ Coercition et répression.

Face aux foyers de la Résistance, les troupes françaises ont pratiqué le pillage pur et simple des tribus ou des villes et villages, ainsi que les prises d'otages pour obliger les résistants à se soumettre. Ils ont désarmé, interné, terrorisé les membres influents des tribus et des grandes familles, et ont séquestré leurs biens. Les autorités militaires n'ont pas hésité à affamer et à assoiffer les groupements tribaux tout en usant des représailles et en appliquant le principe de "la responsabilité collective" aux tribus.

En avril 1882, le général Philebert est parti avec sa colonne sur le Nefzawa; à Bir Sultan, les habitants se sont soumis, par contre les *'Awlad Ya^{c}cub* et les *Hmamma* se sont retirés encore vers le Sud. Le général a fait alors raser leurs habitations à Kebelli, Jenna Douz et Bir Sultan(34). D'autre part, quand les membres d'une tribu ou d'une fraction contestaient la nomination abusive d'un *Qa'id* ou *Hlifa* qui n'appartenait pas à la dite tribu ou faction, les autorités militaires n'hésitaient pas à mater les contestataires et à rétablir le chef indigène. Ce fut le cas des *'Awlad ^{c}Aziz* qui « se sont soulevés contre leurs chefs indigènes ce qui a

nécessité l'intervention française pour rétablir l'autorité de ces chefs, des membres de la tribu ont été arrêtés et exécutés » (35).

Autre exemple : dès les premiers jours de l'Occupation, le Résident Général Roustan a demandé l'envoi d'une colonne assez forte pour impressionner les esprits (36), ceci comme mesure préventive menée contre les tribus du Centre. Quant à Cambon, il était conscient des divisions internes dont souffraient les tribus du Sud. Il a brossé un tableau de l'organisation des autochtones pour faire allusion à la nécessité de renforcer en nombre et en matériel le Corps d'Occupation. « les populations du Centre et du Sud sont divisées en deux grands çoffs ou clans opposés... elles constituent une menace permanente. » (37)

Cambon a prévu une forte ligne militaire défensive du nord des Chotts et il a signalé que l'effectif du Corps d'Occupation ne pouvait pas descendre au-dessous de 20.000 hommes, en plus de l'armée beylicale qui était composée d'un corps régulier de 3300 hommes. Les souhaits de Cambon étaient exaucés car en octobre 1881, l'effectif militaire français est remonté à près de 40.000 hommes (38) dont 75% ont été mis en marche contre les populations du Centre et du Sud. Au cours du mois de juin 1881, les cavaliers *Hmamma* ont effectué une opération sur une caravane appartenant à un *Sayh* soumis et collaborateur. Les autorités militaires ont réagi immédiatement : elles ont placé cent fantassins dans cinq embuscades, six postes de quatre cavaliers chacun pour la surveillance et la correspondance. Un officier du Bureau Arabe était placé au milieu des *Hnansa* pour veiller à l'exécution de ces mesures (39). On constate toujours une certaine disproportion entre l'action des insurgés et la réaction des Français. En août de la même année, le général Forgemol a approuvé la décision du capitaine Deporter qui a refusé de rendre les animaux des *'Awlad sidi 'Assih* -Tozeur- volés par les *Trud* algériens, « car ces tunisiens nous sont très hostiles et avaient en signe de joie, offert la dhiffa [festin] aux cavaliers Hmamma qui nous ont razziés au début de juillet » (40).

Par ailleurs, pour dissuader et prévenir, les autorités militaires ont essayé de faire pression sur les autochtones en intimidant les proches

parents des insurgés. Forgemol a jugé nécessaire l'arrestation de *Si Tahir Ibn 'Al-Hag 'Ahmid Hlifa* de *l'Wydian* et beau père d' *'Ahmid Ibn Yussif* « si nous voulons arriver à la soumission des Hmamma » (41). Forgemol a mis en exécution un plan qui devrait aboutir à ses espérances : « ... la colonne légère a fait sa rentrée à Gafsa, ramenant avec elle tous les otages et Kébars des fractions des Hmamma » (42). Pour leur part, les *'Awlad Slama*, mis en demeure de livrer leurs armes, n'ont apporté que 24 fusils, 60 chefs de familles ont été alors amenés comme otages, « ils ne seront remis en liberté qu'après le versement complet de leurs armes » (43). La pratique de la prise d'otages est devenue une mesure courante, le capitaine Dubreuil et le colonel Jacob ont souligné dans leur rapport du 3 février 1882 « qu'il ne reste à la Qasba de Gafsa que dix otages Frachiche qui seront libérés quand le Caïd Ali Sghir aura livré 250 fusils, et 54 otages Hmamma, ces prisonniers sont nourris par leurs parents » (44). Du pillage à la prise d'otages, les autorités françaises sont passées délibérément au "terrorisme". On fusillait sur place quiconque qui ne pouvait établir son identité, et on accrochait sa tête sur les poteaux télégraphiques; « les indigènes sont tellement effrayés qu'ils n'oseront plus passer près des endroits où les têtes étaient exposées » (45).

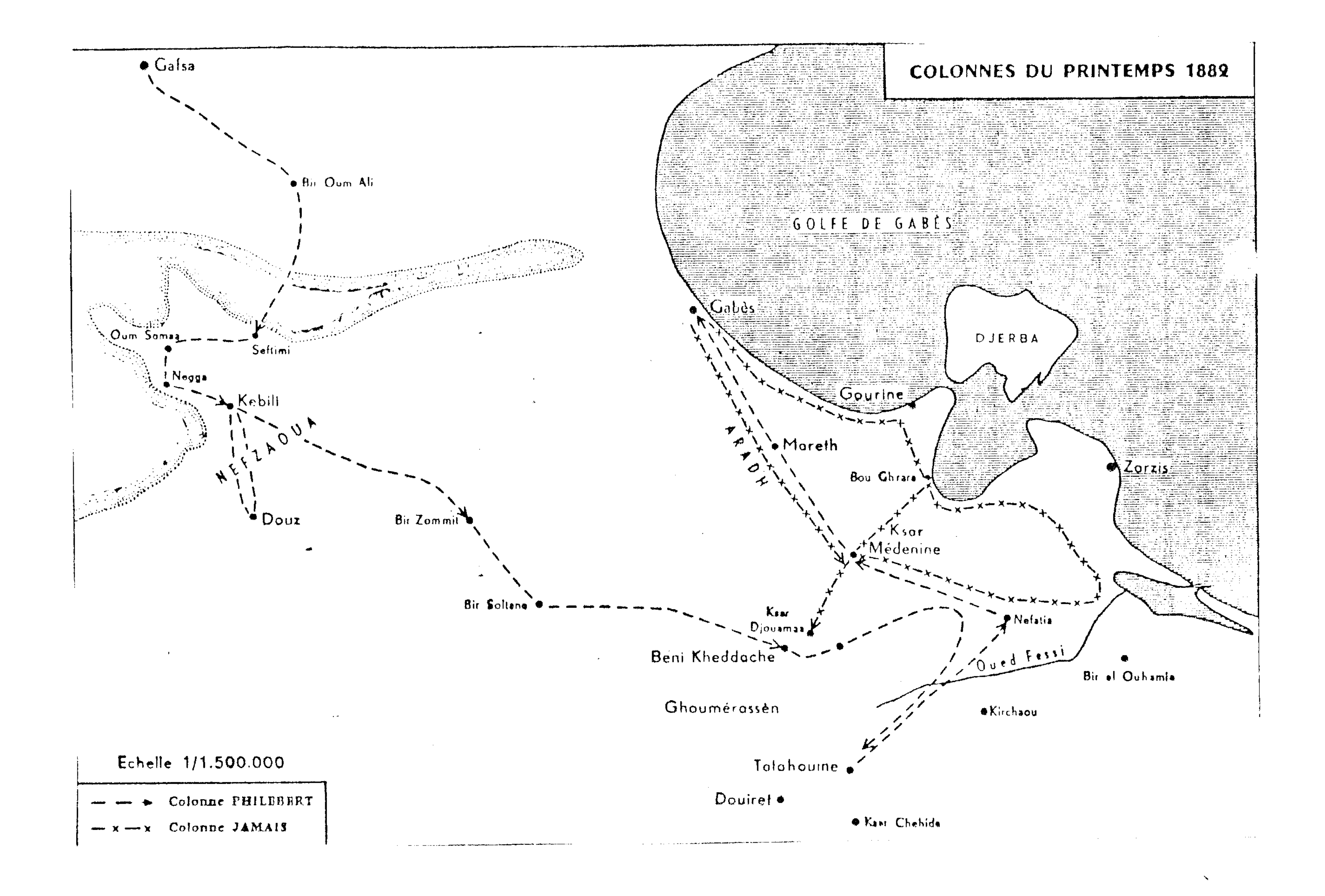
Les autorités ont proposé l'internement et l'humiliation comme solution, surtout contre les membres riches et influents qui ont refusé de collaborer avec l'occupant, « le nommé Salah Ben Hammouda, le chef de l'insurrection dans la région du Kef -a été interné-, c'est un riche influent, il était le Lieutnant d'Ali Ben Ammar et nous est profondément hostile » (46). En marchant sur le Sud, Forgemol avait l'intention non pas de soumettre ou de "pacifier" les tribus dissidentes comme les autorités françaises le prétendaient, mais « de refouler le plus loin possible -ces tribus- et de créer au moyen des postes de Gabès et de Gafsa ainsi que des Chotts une barrière infranchissable » (47). Un officier de la compagnie mixte installé à *Bir Zummit* chez les *Bni-Zid* à comblé tous les puits des alentours sauf celui qu'il occupait avec sa troupe, de façon à « supprimer l'eau aux Djeichs venant du Sud pour razzier les tribus soumises du Nord » mais, plus tard, le colonel de La Roque a fait creuser les puits de nouveau

officiers de l'armée de terre blessés, cela les a mis en fureur, et sans tenir compte de la vaillance des gens qui ne faisaient que défendre leur pays, on a mis la ville au pillage pendant plusieurs jours et d'autant plus facilement que tous les habitants à l'exception de 80 boiteux, vieillards, aveugles, paralytiques, l'avaient évacué » (49).

Le Commandant Varloud poursuivait un témoignage accablant et sans équivoque qui remettait en cause ses propres compatriotes, « ... en tirant sur la ville arabe, nos boulets n'ont pas toujours respecté la ville européenne ... de plus les soldats ont pillé la ville européenne aussi bien que l'autre; l'Amiral de Mazeyra a dû avaler quelques dures vérités et reconnaître que nous devions 800.000 Francs d'indemnités aux Européens de nationalités diverses » (50). Ces indemnités ont été payées aux Européens et aux juifs, protégés de la France, par l'argent des autochtones qu'on leur a extorqué au moyen de la contribution de guerre.

Envers les dissidents réfugiés en Tripolitaine, les autorités françaises ont pratiqué une double politique d'indulgence et de dissuasion; d'une part on a encouragé la soumission en les poussant à demander l'Aman et en promettant de tout oublier sauf de payer la contribution de guerre ainsi que les arriérés d'impôts. Mais par ailleurs on menaçait de mettre sous séquestre les biens des réfugiés. Le 29 décembre 1884 les autorités françaises ont décidé de lancer un dernier appel à la soumission (51) afin de forcer la fermeté des derniers résistants, elles ont accordé deux mois de délai, sinon une mise sous séquestre des biens des dissidents serait exécutée à partir du 1er mars 1885. Le Commandant Varloud pensait que « ni les tractations diplomatiques de Féraud et Allegro, ni les projets de colonnes du Colonel de La Roque et autres n'ont fait avancer d'un jour la rentrée des dissidents en Tunisie. » (52)

Quant aux ex-dissidents, ils ont été très vite employés contre ceux qui sont restés en Tripolitaine afin de les compromettre et de les obliger à faire preuve de leur aptitude à la soumission. Cependant, les autorités militaires se gardaient bien de trop toucher les grandes figures de l'insurrection et de la Résistance qui ont accepté de se soumettre, afin de



COLONNES DU PRINTEMPS 1882
Gafsa
Bir Oum Ali
GOLFE DE GABÈS
Gabès
DJERBA
Gourine
Oum Somaa
Seftimi
Negga
Kebili
NEFZAOUA
Douz
Bir Zommit
ARADH
Mareth
Bou Ghrara
Zorzis
Ksar Médenine
Bir Soltane
Ksar Djouamaa
Nefatia
Beni Kheddache
Oued Fessi
Bir el Ouhamia
Ghoumérassèn
Kirchaou
Tatahouine
Douiret
Ksar Chehida
Echelle 1/1.500.000
Colonne PHILEBERT
Colonne JAMAIS

les récupérer et d'utiliser leur influence sur leurs propres administrés. Souvent on les intégrait dans leur ancienne fonction avec les honneurs; lors de la soumission d' *ᶜAli Ibn ᶜAmmar* en Hiver 1882, le Colonel de La Roque, lui a adressé la parole en lui disant « que Dieu te pardonne, comme je te pardonne. », mais l'auteur de l'opération de l'Oued Zarga a refusé de se mettre de nouveau à la tête des *'Awlad ᶜAyyar*; il a préféré l'isolement jusqu'à sa mort en 1884.

Bien que quelques observateurs militaires aient reconnu la légitimité du combat des autochtones, la vision et le discours formel de l'Occupation à l'égard de cette réaction des Tunisiens, restaient immuables et se limitaient à la présenter comme « la continuation des anciennes coutumes : déprédation et brigandage. » Pour ôter à leurs opérations toute portée politique, les autorités militaires ont qualifié les résistants de « Jeïyyacha » [du Djeich] : de vulgaires pillards, de coupeurs de routes, et de bandits; mais elles n'ont pas caché néanmoins une certaine admiration pour leurs exploits. Le Colonel de La Roque admirait lui-même le courage et l'excellence des cavaliers indigènes qui l'avaient attaqué plusieurs fois. Le célèbre résistant *ᶜAli Ibn Zaw 'AL-Hammami* est qualifié dans les rapports des officiers des affaires indigènes de « pauvre hère, mais brigand hardi et infatigable dont la réputation n'était d'ailleurs plus à faire ». Les autorités ont préféré utiliser le qualificatif « criminalité généralisée » dans le Centre et le Sud que d'avouer l'opposition de principe que les autochtones ont adopté.

3/ Forces et faiblesse de la Résistance.

La faiblesse de la Résistance tourne autour de deux facteurs principaux : le rôle du facteur religieux, et le "clivage" entre bédouins et citadins. On verra que ce problème est sans doute mal posé; en fait, l'opposition révélait une autre vérité plus profonde. Ce n'est pas parce qu'on est nomade qu'on est rejeté, et ce n'est pas parce qu'on est citadin qu'on est pillé. C'est bien parce que les ambitions des uns et des autres

étaient en contradiction, alors que les intérêts économiques étaient complémentaires.

Quant à l'Islam comme facteur strictement religieux, il s'est exprimé d'une manière équivoque. On ne peut pas prétendre qu'il était le moteur fondamental de l'insurrection et de la résistance, car plusieurs autres événements ont prouvé le contraire. On est alors amené à distinguer ses côtés positifs, puis ses côtés négatifs afin de ne pas généraliser, et pour éviter de prendre une position hâtive qui pourrait être contredite par la suite.

§-A/ – Le facteur religieux.

La religion musulmane de la fin du XIX ème siècle ne se présentait pas comme un ensemble homogène, compacte et uniforme; loin de là. A côté des religieux légalistes reconnus par le pouvoir beylical, on trouvait "l'Islam populaire" avec ses Zawias et marabouts regroupés autour des tombeaux des "Saints", eux-mêmes affiliés à des rites différents : la *Qadriyya*, la *Tiganiyya*, la *ᶜIssawiyya*, la *Rahmaniyya*... chacune avait son rayon d'influence relativement déterminé, et une clientèle plus au moins stable.

Ces Zawias et marabouts vivaient en intelligence avec le pouvoir central. Or l'Occupation française a inévitablement bouleversé dans un premier temps l'équilibre qui existait entre les deux parties. Les différents ordres religieux n'ont pas pu se prononcer au début sur l'attitude à adopter pour ou contre la nouvelle situation, puis ils se sont divisés entre eux.

Dans certains cas, les autorités religieuses, contrairement à leur attitude loyaliste habituelle se sont mises à la tête des révoltés : le Bach Mufti de l' *Aᶜrad* était l'un des principaux galvanisateurs de la résistance à Gabès. L'esprit de lutte était souvent animé par la volonté de "défendre l'Islam", l'appel au *"Gihad"* a été lancé plusieurs fois; mais il faut préciser que cette "guerre Sainte" était faite exclusivement contre les

Français et leurs protégés. Cependant, nous tenons à ne porter aucun jugement definitif sur les mobiles et la nature profonde de cet appel au "Djihad". Pour le moment nous allons essayer de relater les faits.

Très tôt, le Commissaire de police du poste de Souk Ahras [Algérie], soulignait l'opposition des Zawias et des marabouts du Djerid au Traité du Bardo, « ... j'ai appris qu'à l'annonce du Traité de paix entre la France et le Bey, les habitants de Nefta, ayant à leur tête le Gouverneur et les marabouts de dix-neuf zaouias ... ont protesté contre les actes du Bey et ont juré de ne plus lui obéir, la ville de Nefta est réputée comme la ville sainte la plus importante du Djerid par ses zaouias, la guerre y est prêchée avec fureur. » (53) Parfois, les marabouts exprimaient une hostilité et une volonté de combat très nette contre les Français. Le grand marabout du Kef avait écrit aux Qa'ids insurgés, principalement à *ᶜAli Ibn H̱lifa* pour les inciter à la révolte en leur disant : « ... le Bey nous a livré aux mains des maudits Français, il faut nous venger. » (54) La confrérie des *ᶜIssawiyya* a manifesté pour sa part sa ferme volonté d'opposition face à la France et au Bey. Cette volonté était imprégnée par une autre implicite, celle de défendre leur civilisation et leur identité propre, « le grand chef des Issawiyya à Kairouan se promène dans les rues de cette ville portant le drapeau, il s'arrête à chaque zaouia et dit : le Bey a avili le drapeau tunisien en livrant son pays aux Français, c'est comme s'il nous obligeait à jeter notre chéchia pour coiffer un chapeau, défendons le drapeau musulman. » (55)

Ce discours du *Sayẖ* des *ᶜIssawiyya* révélait une stratification des mobiles ou des principes que les insurgés défendaient contre l'Occupation française : d'abord le pays, ensuite l'identité et le mode de vie, enfin l'Islam. Donc la religion n'a joué ici que le rôle d'un catalyseur; on s'est servi de l'Islam pour rassembler afin de pouvoir lutter. En appelant à la défense de l'Islam, on a défendu convictions, raison d'être et liberté.

Le 28 juin 1881, des individus armés parcouraient les rues de Sfax en criant : « guerre sainte, mort aux Français. » Le Commissaire de police de Souk Ahras, notait dans son rapport du 29 juillet 1882, que « 150 marabouts de la zaouia Senoussia, ont reçu une lettre d'un grand

marabout de Constantinople pour les inviter à passer dans les tribus les plus reculées du littoral et prêcher la guerre sainte. Un soulèvement général des insurgés était attendu à la fin du Ramadan » (56).

Les Français essayaient de dramatiser tout mouvement afin de justifier leur repression, et pour réclamer auprès de leurs supérieurs plus d'hommes et de matériel. Cependant, le caractère religieux de l'insurrection était utilisé même par les chefs du Mouvement insurrectionnel. *ᶜAli Ibn Ḫlifa* a profité de toutes les occasions pour le démontrer; lorsqu'il s'est trouvé à Tripoli, il a été porté en triomphe dans une mosquée de la ville. Dans son campement « il reçoit tous les jours des pèlerins et des marabouts de divers pays, en mai 1882, il s'est rendu à Derné, près de Banghazi pour rendre visite à des marabouts de cette ville et s'aboucher avec eux. » (57)

L'action des religieux n'était pas limitée aux préparatifs seulement, mais elle était réelle au sein même des populations soumises; « ils arrivent à s'infiltrer chez les douars isolés pour prêcher le Djihad » (58) « en le légitimant avec des paroles du Prophète » (59) et faisant prêter serment aux gens qui doivent s'engager à prendre les armes au premier signal « pour la défense de l'Islam et l'extermination des infidèles » (60). Ces marabouts constituaient souvent des menaces sérieuses pour les autorités militaires qui avaient la hantise de tout ce qui parle au nom de l'Islam. Leur expérience avec Abd 'Alkader en Algérie, les a obligés à se méfier de cet ennemi déclaré qu'est l'Islam.

Les marabouts profitaient des rassemblements des nouveaux pèlerins dans les zawias et dans les mosquées pour prononcer des discours « anti-Français et anti-chrétiens ». Le 28 juin 1882, les autorités ont ainsi dispersé une foule de croyants, "armés et fanatisés" par le marabout *'AL-Hafnawi* et par un ancien insurgé algérien réfugié dans la Régence depuis 1876. Les troupes françaises ont inculpé les deux personnages ainsi que le *Qa'id* de Tameghza [*Grid*] soupçonné de complicité.

Cependant plusieurs autres événements nous conduisent à ne pas avancer l'idée que l'Islam était le mobile et la cause fondamentale du

Mouvement de résistance des autochtones. Une série de contradictions internes a fait éclater ce prétendu consensus établi autour de l'Islam.

En fait, le facteur religieux a masqué une certaine fragilité, et même une certaine résignation, voir collaboration avec l'occupant. Les marabouts et les confréries n'étaient pas aussi influents et menaçants qu'on voulait le faire croire. Les confréries religieuses n'avaient pas essayé de jouer le même jeu actif qu'en Algérie, car elles ne se sentaient pas menacées dans leur existence et étaient reconnues officiellement par le Gouvernement beylical qui nommait les administrateurs des zawias. La préoccupation majeure des religieux se tournait alors vers la pratique du culte sans se soucier de jouer un rôle politique quelconque.

En septembre 1884, un rapport militaire évoquait une rixe à Nefta entre deux factions qui avait éclaté lors d'un mariage; elle était provoquée par des rivalités entre zawias, chacune cherchant à étendre son influence et à dominer le maximum possible des gens. La multiplication des zawias adoptant chacune un rite bien particulier favorisait de même les liens de clientèle et de subordination en entretenant par conséquent les relations conflictuelles.

Contrairement aux prévisions des observateurs français, le mois de Ramadan n'a fait naître aucun sentiment anti-français, parce que le jeûne affaiblit les gens physiquement, et que même dans le cas d'un début de mouvement religieux embryonnaire anti-français, les autorités arrivaient à s'en apercevoir très vite et réussissaient à disperser les croyants qui n'étaient ni assez nombreux, ni assez "fanatisés" pour organiser une résistance effective.

La situation économique favorable aux zawias qui géraient les biens Habous, en plus des autres avantages qu'elles tiraient de leur clientèle, ont empêché les religieux de jouer un rôle pratique dans l'insurrection et la Résistance. De plus c'étaient des gens très riches, et très à l'aise par rapport aux gens du commun. C'était donc le facteur économique qui l'a emporté sur le facteur religieux. Les insurgés qui opéraient dans le Sud, n'ont pas épargné les biens de certains marabouts et mausolées dans le Hamma –Gabès– qui ont été pillés au mois de février 1882. D'autres

hommes religieux étaient plus habiles, et avaient su se cantonner dans une attitude ambiguë.

Si l'Islam était le mobile principal de la réaction tunisienne; – comme le soutiennent quelques historiens– pourquoi cette même réaction au moment de l'occupation de l'Algérie en 1830 n'avait elle pas dépassé l'affirmation d'une certaine solidarité ? En 1881, la Résistance s'est limitée à l'espace socio-politique de la Régence.

Avant même la pénétration des troupes françaises en Khroumirie le 24 avril 1881, les observateurs français soulignaient l'attitude conciliante des chefs religieux de la Régence envers la France et leur prédisposition à l'appuyer, « ... la population du Kef ne nous témoigne aucune hostilité... ce matin le chef religieux de la Qadria m'a fait présenter ses compliments » (61). Pendant le siège de Sfax, les notables religieux de la ville, fondamentalement légalistes, conciliants, respectueux du pouvoir établi, avaient préféré livrer la ville. Acculés par la fuite du Gouverneur, et sous la menace des insurgés, ils se sont retirés dans leurs jardins aux alentours de la ville, pour revenir après sa chute et présenter leurs services aux autorités.

Le Résident Roustan a clairement souligné dans une lettre adressée au Gouverneur Général à Alger « que le nombre des partisans religieux diminue et que l'Islam sert tout au plus de prétexte » (62). Par contre, le caractère populaire du Mouvement était incontestable quand on sait que partout, l'élite religieuse, politique, administrative et surtout les riches notables se sont opposés à la cause des insurgés pour se grouper derrière la position beylicale et gouvernementale. S'agit-il dans ce cas d'une certaine lutte de classes ?

Le général Forgemol écrivait au Gouverneur de l'Algérie pour lui faire part de l'attitude des populations dans le Djerid en citant un exemple : « ... le chef de la zaouia de Si EL–Hocine de Nefta, en butte à des avanies et à des attaques journalières de la part des habitants de Nefta, est dans l'obligation d'abondonner la zaouia et de se réfugier auprès du Cadhi et du Bach Mufti qui sont de ses amis. » (63) A travers cet exemple, les réseaux d'amitiés paraissaient clairs : le religieux, le juriste et le

représentant du pouvoir central se retrouvaient sur la même longueur d'onde. Pour sa part « le marabout de la zaouia de Si Abderrahmane était, ainsi que ses serviteurs l'objet de plusieurs agressions de la part des indigènes du pays qui lui reprochent son attachement à la France. » (64)

Les caractères magique et mystique, s'imbriquaient dans le facteur religieux pour donner naissance au miraculeux, que les confréries et les marabouts voulaient faire croire aux gens. Un exemple précis a pu témoigner de cette manipulation religieuse, qui ne pouvait aboutir qu'à la duperie de la population, tout en préservant ses intérêts et sa position économique : De retour de la Mecque, le fils du *Sayẖ Brahim Ibn 'Ahmid* le Chérif de la zawia de *Sidi Brahim* près de Tozeur, ordre de *Sidi ᶜAbdilqadir AL-Jaylani*, [*Qadriyya*] « vient d'arriver à Tunis, il est allé immédiatement chez le Khalifa Salah Ben Outhman à Tozeur et lui a rapporté que cinq vaisseaux turcs envoyés par le Sultan et deux venant d'Égypte sont arrivés à Tunis, ils viennent y combattre les Français, et a ajouté qu'il les a vus de ses yeux; Larbi Zarrouk, [1823-1902, Président de la municipalité de Tunis, il s'est opposé au Bey, s'est enfui le 18 juillet 1881 grâce à l'aide de l'ambassade britannique, puis il a pu rejoindre Istanbul] parti pour Constantinople réclamer l'appui du Sultan, a écrit à Tozeur, à la zaouia, il leur annonce que les Turcs ont déclaré la guerre aux Français ... la joie des habitants était grande et on a tiré des coups de feu en signe de réjouissance. » (65)

La population manipulée et leurrée par les religieux, avait pris ses rêves pour des réalités, « elle n'arrive pas (à croire) ou ne veut pas croire à la prise de Sfax qui a été annoncée publiquement sur le marché. » (66) Au fur et à mesure que la domination française s'imposait, les insurgés saisissaient et comprenaient mieux les manigances et les calculs des zawias et des marabouts, ils n'hésitaient plus alors à les punir, les attaquer et les piller pour leur mysticisme, leur chimère, leur résignation et leur collaboration. « Des insurgés ont pillé et dévasté complètement un grand jardin appartenant à une zaouia Tijania... ainsi qu'un autre jardin appartenant à la zaouia Rahmaia de Nefta. » (67) Au début de l'émigration vers la Tripolitaine, certains

responsables religieux des zawias, annoncaient publiquement leur position et refusaient de soutenir les dissidents ou de partir avec eux. Leurs propres intérêts étaient incompatibles avec la cause des insurgés, « ... le Cheikh Mohamed Ben Ibrahim, personnage religieux, ayant une influence réelle dans tout le Sud tunisien a écrit à Si Ahmed Touati d'EL-Oued, qu'il se défend d'avoir poussé à l'insurrection, et le prie d'en informer le Commandant français ... » (68).

On s'aperçoit donc que l'Islam n'était qu'un motif parmi d'autres, et non une cause. Ce n'était plus le même Islam maraboutique mobilisateur et vecteur de revendications politiques et sociales du XIV ème et du XV ème siècles, qui s'est opposé et a chassé les envahisseurs Portugais et Espagnols du Maghreb. Chez la *ᶜAmma*, l'Islam était un pôle d'affirmation identitaire; mais il était loin d'être le seul.

En voulant garder l'autorité formelle du Bey musulman, la France a cru pouvoir éviter le scénario du drame algérien; cependant, les autochtones se sont rendus compte de la supercherie; dès le début ils ont rejeté cette mise en scène fallacieuse en se soulevant contre l'Occupation et contre le bey qui « a vendu le pays aux étrangers ». La réaction autochtone n'était pas une lutte contre les chrétiens, et on ne peut pas confondre leur combat avec "le Djihad", car, selon la théologie musulmane, "la guerre sainte" ou "Djihad" [l'interprétation n'est pas juste à notre avis] , consiste à faire la guerre, à ceux qui parmi les mécréants, refusent d'adopter l'Islam comme confession. Ceci vaut pour le cadre d'une conquête musulmane. Les chrétiens et les juifs sont reconnus dans l'Islam et ont leur statut de *"Dhemi"* –protégés– qui payent *" 'AL–Gizzia"* ou capitation. Or les musulmans tunisiens en 1881 étaient dans un contexte de défense légitime, et non de conquête; leur lutte a été engagée malgré les appels du Bey qui était leur Souverain, représentant de l'autorité suprême et bénéficiant de la légitimité religieuse.

Donc, l'Islam en tant que confession, en tant que dogme, n'a joué qu'un rôle de catalyseur, de rassembleur des forces agitées des tribus. Pour les insurgés, c'était un alibi, et nous pouvons dire qu'il était

réellement un faux problème. Car, dans ses appels au calme, le Bey n'a cessé d'insister sur le fait que le Traité du Bardo ne touchait en rien l'integrité de l'Islam. (69) Les autochtones étaient conscients que les Algériens musulmans qui avaient alors passé plus d'un demi-siècle sous la domination française n'en étaient pas devenus pour autant autres que des musulmans.

L'alliance qui a lié "le petit peuple" de Sfax et les bédouins accourus à sa défense lors de l'assaut français, a montré l'importance de l'Islam en tant que moyen efficace pour le rassemblement. Néanmoins, à notre avis, le mobile majeur de la Réaction des autochtones, consistait dans la défense du pays contre un envahisseur. Ce mobile était assez suffisant en lui-même pour faire révolter les Tunisiens.

Dans tous les mouvements teintés de religiosité, on constate un aspect de résignation et de passivité; on ne forge pas le "destin", mais on se laisse guider par la "volonté divine". Les marabouts et les confréries religieuses de la fin du XIX ème siècle, n'étaient pas des faiseurs de Révolution (70); ils attendaient qu'elle se fasse toute seule par une proclamation du Très-Haut, par miracle.

En 1881, l'Islam institué, incarné et accaparé par l'autorité religieuse riche, légaliste et loyaliste, n'était pas celui des insurgés, ni des bédouins ni des gens simples; c'était l'Islam des riches notables et du pouvoir beylical, ennemis acharnés des déshérités, des pauvres et des opprimés. La lutte de ces derniers devait avoir une nouvelle expression.

§–B/ Le clivage bédouins, citadins.

Le deuxième clivage qui renforçait en partie la faiblesse du Mouvement, portait sur la division logique et normale entre les notables (71) citadins qui détenaient le pouvoir politique, économique et religieux d'une part; et les nomades, bédouins appauvris et opprimés par le pouvoir central d'autre part. Quand *ᶜAli Ibn Ḫlifa* et ses bédouins se sont dirigés sur Sfax pour la défendre, l'événement a terrorisé et les

communautés européennes et les notables de la ville qui craignaient le pillage qui pourrait se produire. Le *Qa'id* de la ville *Hassuna 'AL-Galluli* a fait de son mieux pour protéger le Vice-consul français qui s'est réfugié le 25 juin à bord du bateau tunisien "EL-Bachir"; puis il a créé une milice civile pour rassurer les Européens et les protéger « contre les exactions » des insurgés tout en sauvegardant « l'intégrité de la ville contre les bédouins ». Dans ses rapports, le Gouverneur *'AL-Galluli* qualifiait les insurgés de *"Sufaha"*, de gens sans aveu, la racaille, la lie du peuple. « Il a fermé les portes de la ville pendant sept jours dans la crainte d'une attaque des tribus Méthalith, Frachiche et Hmamma, et avait demandé des secours du Bey qui a envoyé 60 artilleurs. Ne trouvant point le renfort suffisant, il n'ouvrit point ses portes, le Bey envoya alors 600 hommes d'infanterie » (72). C'était trop tard pour le Gouverneur et les notables, car les bédouins et les insurgés avaient investi la ville. Les soldats envoyés n'ont pas pu débarquer, et ils ont fait demi-tour. Pour "le petit peuple" de la ville, désemparé et sans défense, les bédouins sont par contre venus en sauveurs. Toujours armés et vivant dangereusement dans un espace hostile, ils représentaient malgré leur réputation d'impertinents et de pillards, le courage, la dignité et l'hospitalité, « ne pouvaient-ils pas être en ces temps de mépris et de peur les symboles de la fierté, de l'espoir et de l'honneur retrouvé ? » (73)

Le pouvoir central et les notables des villes ont toujours voulu préserver, entretenir, sinon animer le sentiment des citadins à l'encontre des bédouins qu'ils assimilaient au pillage, au désordre et aux razzias; cette hantise était entretenue chez les citadins, fondée sur des préjugés et des idées préconçues. A Kairouan une chanson populaire exprimait ce mépris envers les bédouins : « Dieu, ne faites jamais prospérer les affaires de l'Arabe [bédouin] et ne prenez pas en miséricorde les mânes de ses ancêtres, dès qu'il parle traite-le de menteur, dès qu'il fait un geste crie : au voleur ! » (74)

Les rapports entre les deux pôles restaient, malgré la conjoncture, fragiles, archaïques et conflictuels. Les positions des citadins étaient prises, pour ou contre l'Occupation, en fonction de leurs relations

passées et de leurs rapports avec les nomades. Au Djerid, où les oasis formaient un ensemble de petites villes millénaires et où le poids des confréries religieuses était particulièrement grand; « les populations semblent devoir accepter avec joie l'arrivée des troupes françaises qui les délivrent des maraudeurs Hmamma, qui s'imposent à elles de toutes part et qui ruinent le pays. » (75)

Dans les villes de Sfax et de Gabès, l'initiative de la révolte était exprimée essentiellement par les bédouins, et par les soldats tunisiens déserteurs recrutés pour la plupart dans les régions pauvres des villes et villages durement exploités par le pouvoir central et la ville la plus proche. Le ralliement des soldats déserteurs tunisiens aux bédouins insurgés prouvait que la lutte se situait dans un contexte de "dominant-dominés" et non pas dans un clivage "citadins-bédouins". Dès le siège de Sfax, les soldats beylicaux ont rejoint l'insurrection, car ils étaient mal payés, humiliés, mal utilisés et mal encadrés. Ils ont regagné leurs régions respectives où ils ont constitué un puissant ferment de révolte. Les plus résolus sont partis épauler la lutte des cavaliers des tribus.

En août 1881, les observateurs militaires soulignaient la concentration d' « environ 1100 soldats tunisiens déserteurs près de Kairouan » (76). Les habitants de Djerba, de Zarziz, de Gafsa et de Kairouan ont préféré « l'ordre français au désordre bédouin » (77). La peur des nomades annihilait tout esprit de résistance; les rapports des militaires ont déjà distingué clairement la volonté de soumission des citadins, opposée à la volonté de révolte des bédouins : « ... cent Spahis sont venus lever des arriérés d'impôts ... il paraît que les villes du littoral n'ont point fait de difficultés, mais les régions de l'intérieur ont refusé de payer ... » (78).

Néanmoins, la véritable division qui a pesé lourdement sur le Mouvement, c'était celle qui existait déjà au sein même des bédouins où la solidarité tribale jouait à plein. Les groupes ne se scindaient pas en classes superposées : '*A ᶜyan* (notables) et *ᶜAmma* (commun), mais ils s'individualisaient les uns par rapport aux autres selon des systèmes généalogiques mythiques (79). Ces groupes s'alliaient ou s'opposaient entre eux selon des affinités ou des antinomies dictées par des vieilles

histoires mal élucidées, ce fait "prédistinait" et déterminait en quelque sorte l'avenir et l'issue de la Réaction et du Mouvement. Vers la fin du mois de septembre 1882, des *Wdarna* soumis ont perdu 18 hommes tués par des dissidents insurgés. Ils ont alors envoyé une députation pour rencontrer Allegro et lui signifier que « si les autorités ne prenaient pas des mesures tout à fait sérieuses pour les protéger, ils allaient abondonner leur parti. » (80)

L'antagonisme sédentaires-nomades ou semi-nomades, ne nous paraît pas devoir être considéré comme central. Plusieurs manifestations de confiance mutuelle subsistaient. Quelques rapports des militaires ont confirmé que ce clivage n'a jamais été tout à fait déterminant; les *Frasi:* cachaient ou emmagasinaient leurs grains chez les habitants de Feriana –près de Kasserine–, les *Mtalit* avaient des intérêts complémentaires avec les citadins de Sfax; quant aux *Nfat, Bni-Zid* et autres tribus, elles vivaient en bon voisinage avec les Oasiens. Leurs économies étaient indispensablement interdépendantes. Au *Hamma* de Gabès, « on trouve des Ksourriens et des arabes –bédouins–, ces derniers, laissent chez les premiers leurs effets et leurs grains pendant toute la saison d'hiver qu'ils passent dans la plaine à faire pâturer leurs troupeaux » (81).

En fait, rien ne pouvait mieux prouver la réaction unitaire chez les bédouins et les sédentaires pauvres de Sfax et de Gabès qui ont participé à l'insurrection, que leur départ en masse des régions du Centre et du Sud vers la Tripolitaine au moment de l'exode. Pendant ce temps, on a constaté que tous les notables des villes ont contribué avec les occupants à "remettre de l'ordre" dans leur villes.

Les seuls notables qui ont participé d'une manière ou d'une autre à l'insurrection, étaient ceux du savoir juridique : *Ulama* et *Qazi*. En mai 1882, les autorités militaires ont découvert une relation entre le *Qazi* –juge– de Tozeur et le chef des insurgés *Hmamma* qui lui a écrit une lettre dans laquelle « il lui recommande de n'accepter aucune offre faite par les Français, et surtout de ne pas demander l'Aman, et de faire part à Ali Ben Khalifa de cette recommandation » (82). Le 4 juin 1883, les autorités ont saisi une lettre d' *ᶜAli Bin Ḫlifa* dans la maison du *Qazi* de

Gafsa qui a été inculpé (83), et enfin, un chargement de poudre de trois chameaux « venant de Tripoli à destination du Cadhi de Tozeur a été capturé, et le Cadhi arrêté » (84).

§- C/ La question des Berbères.

Sur un plan tout à fait différent, quelques historiens ont essayé de soulever la question de l'apport, de la situation et de l'attitude des Berbères tunisiens en 1881. Ont-ils adopté un comportement particulier ? Ont-ils présenté un point fort dans la Résistance, ou bien au contraire, ont-ils participé à son affaiblissement ? C'est une question qui mérite d'être évoquée et éclaircie.

Pour notre part, nous tenons à signaler tout d'abord, que tout au long des documents que nous avons consulté, nous n'avons constaté aucune distinction entre l'élément berbère et l'élément arabe qui composent la population tunisienne dans la Régence, et nous affirmons que nous n'avons trouvé aucune trace d'une quelquonque descrimination ethnique ou raciale.

On peut vérifier d'ailleurs cette impression de plusieurs façons. La Régence de la fin du XIX ème siècle était caractérisée sur le plan humain par un extrême morcellement ethnique; elle n'offrait pas des blocs compacts de populations homogènes comme c'est le cas au Maroc ou en Algérie, mais une mosaïque humaine très complexe.

Lors de la conquête arabo-musulmane, [VII ème siècle] puis lors de l'invasion des tribus Hilaliennes [XI ème et XIII ème siècles] ; la population autochtone, ne pouvant s'appuyer sur des massifs étendus, n'a pas pu conserver longtemps ses individualités. Les îlots berbérophones se sont réduits de plus en plus, se sont effrités de telle sorte qu'au XV ème siècle, les habitants avaient perdu l'usage de leur langue et certaines de leurs habitudes pour s'épanouir dans la civilisation arabo-musulmane. Contrairement aux Romains et aux Byzantins, cette civilisation leur a offert la possibilité d'accéder aux rouages du pouvoir politique à

condition de s'arabiser et de s'islamiser. Depuis, la quasi totalité des habitants parle l'arabe, d'autant plus que ce sont les Berbères eux-mêmes qui ont constitué les dynasties du Maghreb après les Fatimides, jusqu'à l'arrivée des Turcs au dernier quart du XVI ème siècle [1574] (85).

Aucun groupe tribal ne s'est conservé à l'état pur : les *Winifa*, vocable berbère qui désigne les tribus montagnardes alignées au sud de la Medjerda le long de la frontière algérienne, comprenait des factions d'origines différentes comme les '*Awlad Ya^c cub* d'ascendance arabe, ou les *Sarin*, tribu de nom berbère qui se prétend d'origine arabe. Aucune des grandes tribus qui se réclamait de cette origine n'était constituée d'un groupement homogène. Au Sud, des tribus aux noms arabes : *Bni-id*, *Mraziv*, *^{c}Adara*, *Nfat*... étaient en contact permanent avec les oasiens qui ont conservé des vocables berbères. Les *Wirgimma* et les *Matmata* étaient à la fois berbérophones et arabophones; leur région témoignait d'une arabisation très avancée, une interpénétration dans les traditions, les mœurs et la langue était incontestable. Un exemple, le *Mi ^{c}aad*, absolument berbère comme institution, a été adopté au cours des siècles par toutes les tribus de la Régence.

(L. C.) Brown, avait affirmé dans un article (86) que « tout au long des temps modernes, la Tunisie a toujours parlé essentiellement l'arabe », il a exclu l'existence de groupements humains « parlant berbère comme en Algérie ou au Maroc ». Il a aussi soutenu et démontré que « la Tunisie n'avait que peu de minorités religieuses ou ethniques » en nombre; ces minorités étaient insignifiantes par rapport à une population quasiment majoritaire, arabe et musulmane de rite sunnite malékite. De ce fait, il nous est impossible de dire que les Berbères avaient un comportement particulier envers l'Occupation.

En général, les bédouins ont constitué l'épine dorsale de l'insurrection et de la Résistance, ils ont été aidés par les soldats déserteurs et la population déshéritée citadine de Sfax et de Gabès. Mais ceci n'a pas suffi pour former une force cohérente et équilibrée; car la défaillance de ceux qui détenaient le pouvoir politique et économique, a profondement

entravé le courage et l'audace des rebelles. L'antagonisme s'est manifesté entre les occupants soutenus par les notables d'une part, et les gens du commun, bédouins et citadins, d'autre part. Il n'était jamais entre sédentaires et nomades.

Cette dernière thèse fausse et déplace le contenu, la forme et l'expression de la Réaction des autochtones tunisiens contre l'Occupation. Pour sa part, la religion n'était ni la cause ni le mobile de cette Réaction, mais seulement un moyen de rassemblement; en bref, un catalyseur des forces autochtones en l'absence de toute autre alternative politique constituée, qui aurait pu galvaniser ces mêmes forces en vue d'autres perspectives réalisables.



Notes de la deuxième partie.

(1) entre 120.000 et 140.000 selon Martel(A.), et 240.000 selon les Turcs.

(2) MARZOUGUI (M.) : *Lutte contre le Protectorat*... p. 321.

(3) A.N.O.M. 25 H 14, de Gislain, 10 février 1882.

(4) Un djeich = 200 à 300 cavaliers env.

(5) A.N.O.M. 25 H 14, de Gislain, 28 février 1882.

(6) ibid, 14 mars 1882.

(7) Commandant titulaire de la Subdivision de Gabès.

(8) REIBELL (G^al.) : *La Tunisie* ... p. 70.

(9) idem.

(10) idem.

(11) ibid, p. 71.

(12) ibid, p. 73.

(13) Franche = Mixte : Il y avait six compagnies de ce genre, chacune était composée de soldats français, algériens et tunisiens.

(14) Fusil de guerre à aiguille.

(15) REIBELL (G^al.) : Op. Cit. p. 78.

(16) A.N.O.M. 26 H 13, juin 1883.

(17) REIBELL (G^al.) : Op. Cit. p. 88.

(18) ibid, p. 179.

(19) A.N.O.M. 26 H 13, janvier 1887.

(20) ibid, août 1883.

(21) ibid, 25 H 14, de Gislain, 24 février 1882.

(22) Voir texte de la lettre du Ministre de la guerre du 18 mai 1864, adressée au Maréchal Gouverneur Général de l'Algérie, dans l'Annexe, source : A.N.O.M. 25 H 2, 1864.

(23) REIBELL (G^al.) : Op. Cit. p. 60.

(24) ibid, p. 75.

(25) CHARMES (G.) : *La Tunisie et la Tripolitaine*... pp. 386- 387.

(26) CHAVANE (C^ne.) : *Historique du service*... p. 13.

(27) REIBELL (G^al.) : Op. Cit. p. 173.

(28) Les six Généraux sont : – Forgemol (----> 4 novembre 1882.)

– Logérot (----> 17 novembre 1883.)

– Boulanger (----> 3 mars 1884.)

– de Dionne (----> 18 janvier 1886.)

– Gillon (----> 15 juin 1886.)

– Saint Marc (----> 17 février 1890.)

Les ministres Résidents de France à Tunis jusqu'à la fin de l'année 1888 sont : – Théodore Roustan : Consul de France puis ministre Résident à Tunis de 1874 à 1882.

– Paul Cambon : Ministre Résident puis Résident Général à Tunis de 1882 à 1886.

– Justin Massicault : Résident Général à Tunis de 1886 à 1892.

(29) Sur ce modèle de la 1ère Compagnie Franche, créée le 27 octobre 1881, six autres compagnies ont été créées le 4 avril 1882. Devenues compagnies mixtes le 1er juin 1882, elles se dédoublaient le 1er avril 1883 puis disparaissaient en 1885 pour donner naissance au IV ème Régiment des Tirailleurs et des Spahis.

(30) CHAVANE (Cne.) : Op. Cit. p. 7.

(31) A.N.O.M. 26 H 13, Rapport de juin à octobre 1888.

(32) ibid, novembre 1888.

(33) ibid, Forgemol, juin 1883.

(34) ibid, avril 1882.

(35) ibid, avril-mai 1884.

(36) BARDIN (P.) : « Les débuts difficiles du Protectorat... » p. 3.

(37) idem.

(38) En juin 1881, pour raisons d'opportunité publique (on était à la veille des élections législatives), le ministre de la guerre a fait ramener en France 15.000 soldats.

(39) A.N.O.M. 25 H 14, de Gislain, 28 juin 1881.

(40) ibid, Forgemol, 25 août 1881.

(41) ibid, 17 janvier 1882.

(42) ibid. 24 janvier 1882.

(43) ibid, Rapport politique du 21 janvier au 1er février 1882, établi par le capitaine chef du Bureau Arabe.

(44) ibid. Dubreuil et Jacob. 3 février 1882.

(45) ibid, 23 octobre 1881.

(46) ibid, 26 janvier 1882, du général de division Jappy commandant supérieur de Tunis et de la région nord au général commandant en chef.

(47) MARTEL (A.) : Les confins ... p. 256, tome 1.

(48) BARDIN (P.) : Op. Cit. p. 12.

(49) REIBELL (G$^{al.}$) : Op. Cit. p. 100.

(50) idem.

(51) Journal Officiel Tunisien du 15 janvier 1885.

(52) REIBELL (G$^{al.}$) : Op. Cit. p. 103.

(53) A.N.O.M. 25 H 14, 7 juin 1881.

(54) ibid, 27 juillet 1881.

(55) ibid, 23 septembre 1881.

(56) ibid, 26 H 13, juillet 1882.

(57) ibid, 25 mai 1882.

(58) idem.

(59) ibid, août 1882.

(60) ibid, juin 1882.

(61) ibid, 25 H 14, 5 avril 1881.

(62) ibid, Roustan, 8 août 1881.

(63) ibid, Forgemol, 15 août 1881.

(64) ibid, 1er août 1881.

(65) ibid, 3 juillet 1881, du général de division de Constantine.

(66) ibid, 25 H 14, 27 juillet 1881.

(67) ibid, Ritter, 10 novembre 1881.

(68) ibid, 14 novembre 1881.

(69) Voir texte d'un Aman dans l'annexe.

(70) Nous voulons dire par "Révolution" : une aspiration vers la liberté, accompagnée d'une action violente pour l'établissement d'un monde meilleur sur des fondements et doctrines clairs et théorisés.

(71) Notables : ceux qui dépassent les autres par leur savoir, leur fortune ou leur pouvoir.

(72) A.N.O.M. 25 H 14, 5 juillet 1881.

(73) KAROUI & MAHJOUBI. *Quand le soleil* ... p. 100.

(74) Rapporté par (M.H.) CHERIF, in : « Les mouvements paysans... », note n° 32 p. 49.

(75) A.N.O.M. 25 H 14, Ritter, 18 novembre 1881.

(76) ibid, 1er août 1881.

(77) MARTEL. (A.) : Op. Cit. p. 247.

(78) A.N.O.M. 25 H 14, 28 juin 1881.

(79) CHERIF (M.H.) : « Les mouvements paysans ... » p. 25.

(80) REIBELL (Gal.) : Op. Cit. p. 143.

(81) ibid, pp. 75 & 76.

(82) A.N.O.M. 26 H 13, dossier n° 6, mai 1882.

(83) ibid, juin 1883.

(84) ibid, mai 1882.

(85) Voir à ce sujet:

- LAROUI (A.) : *L'histoire du Maghreb*... pp. 361 et suivantes.
- DJAIT (H.) et alii : *Histoire de la Tunisie* ... pp. 5-7, 380 et s.

(86) BROWN (L.C.) : « Toward a comparative history ... » p. 75.

TROISIEME PARTIE :

CARACTÉRISTIQUES DU MOUVEMENT.

Face à la politique de pacification spéciale engagée par l'occupant, les autochtones insurgés ont été amenés à remodeler et à trouver une nouvelle forme d'expression, fondée sur une plateforme concrète et abstraite, et sur laquelle une action pratique a pu s'exercer. Ceci a assuré l'adaptation des révoltés dans une situation déséquilibrée; mais a assuré aussi une véritable continuité pour le Mouvement de la Résistance au moins jusqu'en 1888. Cette plateforme s'est concrétisée sur deux niveaux : l'économique puis le social; ils ont formé les points d'ancrage de l'insurrection et de la Résistance.

Après avoir exclu le facteur religieux comme caractéristique fondamentale du Mouvement, nous allons analyser les autres propriétés de la Réaction tout en passant par l'étude de ce que les autorités françaises qualifiaient de "banditisme". Nous allons donc tout d'abord évoquer les ancrages des insurgés, leurs assises et leurs réseaux, ensuite nous ferons le rapprochement entre l'action insurrectionnelle et les critères du banditisme social; enfin nous allons essayer de défendre notre synthèse à propos de ce qui nous apparaît comme les véritables caractéristiques de la réaction des autochtones contre l'Occupation française.

1/ Les ancrages des insurgés.

Ceux-ci sont fondés sur une caractéristique fondamentale de la société bédouine, c'est la fameuse "*ᶜAsabiyya*" ou solidarité tribale. Mais précisons dès l'abord que ce phénomène social, n'est pas le fait d'un traditionnalisme quelconque. Ce n'est pas parce que ce comportement est constaté universellement dans le temps et dans l'espace au sein des sociétés paysannes, qu'on doit le qualifier de nécessité traditionnelle. Au contraire, c'est parce qu'il est universel, que ce sont les nécessités économiques et vitales de la société tribale qui le déterminent.

Le sentiment vivace de se sentir toujours poursuivi par les menaces extra-communautaires, le fait de se trouver toujours dans l'obligation de

faire face à l'anéantissement et à la dislocation du corps social, impose à ses membres une plus grande cohésion, coordination et compréhension. La solidarité déterminée par l'environnement et la vie quotidienne de tous les jours, a fini d'être imprégnée par d'autres obligations, et caractérisée par d'autres phénomènes moraux qui consistent dans la protection et le soutien mutuel. A travers les siècles, elle a puisé sa force dans le sentiment d'appartenance au même "destin" familial, ancestral, tribal et régional; à l'Islam qui affirme que tous les Musulmans sont des frères.

Si l'insurrection n'était pas générale au sein de toute la population de la Régence, nous supposons qu'elle était au moins absolument majoritaire. Mais ce sont les formes de rejet de l'Occupation qui diffèrent.

En septembre 1881, le ministre français des Affaires Étrangères écrivait à son homologue chargé de la Guerre, « ... l'agitation a gagné presque toutes les classes de la population et nous ne devons pas nous étonner de surprendre des vœux secrets et l'existence de sympathies plus ou moins habilement dissimulées pour les insurgés qu'on représente volontiers comme les champions de la religion et de l'indépendance nationale. » (1) Très tôt, donc, si on n'a pas adhéré dynamiquement à l'insurrection, on n'hésitait pas à soutenir ceux qui se sont prononcés pour la prise des armes. Tout au long de l'insurrection immédiate qui a duré jusqu'à la retraite vers la Tripolitaine au cours du mois de décembre 1881, et tout au long de la Résistance; on a pu constater à travers les documents d'archives un appui ininterrompu pour les rebelles. Dans un rapport officiel rédigé par les officiers des Affaires indigènes, on s'étonnait « de la facilité avec laquelle les djeichs circulaient au milieu des indigènes qui étaient restés sur leur territoire et que nous étions en droit de considérer comme soumis dans toute l'acception du mot » (2).

Ce fait inexplicable pour les autorités militaires a poussé celles-ci à effectuer des recherches et des études au sein des tribus. Le rapport souligne enfin « ... on peut affirmer que ces djeichs trouvaient dans le pays non seulement les moyens d'existence qui leur étaient souvent, sinon offert, du moins cédés sans aucune résistance, mais encore un

appui moral indubitable » (3).

Cette manière d'analyser et de voir "les complices" des insurgés à l'intérieur des tribus soumises, n'était pas partagée par d'autres observateurs français. Le général Forgemol, supposait que ce soutien n'était pas consensuel; les populations soumises étaient astreintes par les brigands, à leur fournir ce qu'ils voulaient, « ... les bandes des Hmamma sont organisées pour faire des incursions sur notre territoire, les habitants de Tameghza */Grid/* étaient obligés de nourrir depuis quelques jours un fort parti des Hmamma » (4), « les gens de Gafsa commencent à être fatigués des exigences des Hmamma qui se font donner de force des grains et effets qui leur sont nécessaires ... » (5).

Cette argumentation du général Forgemol était fondée sur une volonté implicite de soustraire la population apparemment résignée, à l'insurrection. Cependant son point de vue sera catégoriquement démenti par les faits ultérieures.

Cette population soumise constituait en fait la base et le milieu à partir duquel les insurgés agissaient contre les occupants. Plus tard le général Forgemol s'est rendu compte de la réalité et de la puissance de cette base : le 19 janvier 1882, il soulignait le passage de plusieurs rebelles chez les *Bni Zid* qui « leur avaient donné l'alfa [nourriture pour les chevaux] et la dhiffa [festin] » (6), et le même mois, après l'attaque d'une caravane gardée par des soldats français « 140 cavaliers venant de Nefzaoua ... ont pu pénétrer dans la ville de Tozeur, sans être inquiétés » (7).

Forts de ce soutien, les insurgés prenaient alors l'initiative d'attaquer les forces françaises sans se contenter de se défendre, en février 1882, ils lançaient plusieurs expéditions au nord du *Grid* et dans le Souf algérien à partir de Nefzawa « où ils jouissent d'appuis considérables », les *Hmamma*, les *Glass* et les *Nfat* opéraient dans le Centre « où ils bénificient de nombreuses complicités » (8)

Dans ses rapports de mai 1882, le Préfet de Constantine soulignait que « beaucoup d'insurgés réfugiés en Tripolitaine viennent visiter leurs parents en Tunisie et retournent en Tripolitaine sans être inquiétés par les Caids ... » (9). Au cours du mois d'octobre 1882, les autorités militaires

ont réussi à empêcher les dissidents de s'approvisionner chez les populations de Tozeur qui avaient l'habitude de leur donner des vivres et même de l'argent, Forgemol qualifiait ces actes "d'errement" (10).

Les dissidents qui renonçaient à l'exil et rentraient chez eux étaient toujours bien reçus dans leur tribus d'origines. Souvent, ils revenaient dans un état de misère complet, mais ils trouvaient l'aide matérielle et le réconfort chez leurs compatriotes. Le 4 juin 1883, un soldat tunisien déserteur d'une compagnie mixte a pu se réfugier à Nefta « au vu et au su de tout le monde, il a résisté ouvertement à coups de couteau à des cavaliers guides du Makhzen de Tozeur chargés de l'arrêter, les habitants et les Caïds n'ont pas pris partie pour les agents de l'autorité » (11).

Après une période d'incompréhension du milieu tribal, les autorités militaires soulignaient sans équivoque la solidarité maintenue et entretenue entre les dissidents et les populations soumises; « ... les bédouins étaient solidaires, ils trouvaient hospitalité et soutien chez leurs contribules, ... ils se préparaient à une importante offensive contre les colonnes françaises ... » (12).

Lors de la défense de Gabès entre les mois de juillet à novembre 1881, les « maraudeurs jouissaient de la complicité des habitants surtout de Cheninni et Menzel ... » (13). Donc, soit par peur d'être razziées, soit par sympathie et solidarité, les populations avaient accueilli, nourri et caché les rebelles; le général Philebert affirmait que le *Hammami ᶜAli Ibn Daw* qui avait "assassiné" deux sentinelles à EL-Guettar [20 km de Gafsa] avait été fêté par les habitants. Les tribus Makhzen de l'extrême Sud qui étaient censées protéger les populations des infiltrations des dissidents et garder les frontières encore fictives, conservaient une véritable indépendance, du fait qu'elles étaient dispensées d'impôt et soumises à leurs seuls chefs traditionnels, juges coutumiers.

Administrativement, elles ne dépendaient que du Gouverneur Allegro. Celui-ci était absent du lieu d'exercice de son autorité entre juillet 1885 et février 1886, car il était en mission à Paris par ordre du Résident Général Cambon; par conséquent, les tribus Makhzen et surtout les *Wirgimma* « ont laissé passer librement les bandes qui ont opéré au nord de leur

territoire » et invoquaient pour leur justification le manque ou le retard d'information, quand ils se trouvaient en opposition avec les autorités, ils déclaraient qu'ils étaient prêts à rejoindre les émigrés. (14)

Pour sa part le général Gillon soulignait dans son rapport du mois de février 1887 que les soldats déserteurs ont été aidés à se réfugier en Tripolitaine par le *Hlifa* des *Twazin* qui collaborait normalement avec les autorités françaises pour maintenir « l'ordre et la sécurité »; le frère du *Hlifa* et son complice ont été incarcérés, mais ils ont pu s'évader grâce à l'aide de la sentinelle qui les gardait. Cette dernière a fait semblant d'utiliser son arme en blessant légèrement l'un d'eux afin de ne pas empêcher leur fuite (15).

Au cours du mois d'avril 1887, des *Mi^{c} aad* ont été tenus auxquels des dissidents ont participé. De telles assemblées ont été décidées suite à la nouvelle du projet d'établissement de nouveaux postes militaires dans le Sud (16). On constate d'après ces événements que la solidarité tribale fonctionnait au sein même de ceux qui ont pu être récupérés par l'ordre français et qui étaient considérés comme des fonctionnaires ou engagés. Si l'autorité militaire avec toute sa "machine" répressive et séductrice arrivait à récupérer un certain nombre de collaborateurs indigènes; elle se heurtait souvent à la dérobade de cette société tribale qui lui opposait la passivité et l'inertie, et ceci de la part même des agents indigènes dont l'autorité a sollicité le concours.

Quand le danger menaçait directement leur propre vie, aucun renseignement ne filtrait en dehors de la communauté des bédouins, "le relais indigène" et "le téléphone arabe" ne fonctionnaient plus, les *Qa'ids* n'obtenaient pas ou ne voulaient pas donner d'information. La société rurale, bien qu'apparemment séduite ou destructurée se révélait opaque, impénétrable, irréconciliable et irrécupérable. C'était cette passivité elle-même qui incarnait la force et le détermination de la résistance; sinon, comment expliquer la présence des fractions insoumises au sein même des tribus soumises jusqu'aux années 1890 ?

Cette présence était souvent signalée par les divers agents de renseignement de l'autorité militaire dans le Sud, qui évoquaient en

même temps l'attitude « équivoque et incompréhensible des tribus soumises ». Un dernier exemple nous permet de montrer la force de cette solidarité bien que l'événement dépasse le cadre de notre période d'étude.

En effet le 19 mars 1889, un détachement de 20 cavaliers makhzen a été attaqué par des insurgés *Hrayniyya* qui ont pu tuer quatre hommes. Les autorités militaires devraient appliquer la responsabilité collective sur la tribu des *Hrayniyya* dont un grand nombre a regagné la Tripolitaine juste après l'opération, puis ils ont demandé le pardon. Les autorités militaires ont alors exigé que la tribu livre les deux principaux instigateurs de l'attaque, ce qui s'est révélé impossible « vu l'esprit de solidarité qui règne dans les tribus, surtout lorsqu'il s'agit de leurs kébars [les hommes les plus écoutés] » (17). L'affaire n'a pris fin qu'en 1894 quand les autorités militaires n'ont plus exigé que le paiement d'une amende et l'emmagasinement de leurs céréales. Les *Hrayniyya* on préféré l'exil pendant cinq ans à la remise de leurs deux insurgés.

Ces pratiques ne doivent pas étonner, surtout quand on sait que toute la vie de l'individu dans le cadre nomade n'a aucun sens en dehors de sa tribu. Cependant, bien que la solidarité tribale ait été un fait authentique, indéniable, il serait faux de croire que l'horizon des tribus était borné à leur seul territoire. Les tribus n'étaient jamais isolées, les rapports commerciaux et autres étaient manifestes entre les bédouins quelque soit leur catégorie paysanne : grands nomades, semi-nomades, oasiens et mêmes agriculteurs sédentaires.

Ces rapports étaient imposés par les bésoins économiques spécifiques à chaque catégorie, ce qui renforçait donc leurs liens de complimentarité et leur conscience du danger, ou bien de l'intérêt commun. Une interpénétration et une imbrication entre les tribus , les "çoffs"; entre ceux que l'on désignait comme Berbères et ceux qui se disaient Arabes, ne permet nullement une quelconque analyse soustractive, bien que la tribu soit demeurée le cadre communautaire par excellence.

La société traditionnelle caractérisée par la prédominance de l'économie d'autarcie et par la force des rapports lignagers, personnels à tendances égalitaires n'a pas empêché la formation d'une certaine

infrastructure économique commune, et n'a pas pu détruire la conscience de la menace et du péril. Le mode de vie de toutes les tribus des Basses Steppes et des Steppes méditerranénnes, était fondé sur l'élevage et la transhumance à cause de l'aridité du climat (18).

Les cultures ne jouaient qu'un rôle secondaire, l'élevage fournissait l'essentiel de la nourriture mais il ne pouvait à lui seul assurer la subsistance; les tribus avaient donc établi des rapports avec d'autres régions de la Régence afin de pallier cette lacune. Dans une certaine mesure, la force et l'ancrage de ces tribus insurgées résidaient dans leur mode de vie, et dans la nature de leurs liens. Elles possédaient des chevaux de guerre et des chameaux de bât, vivaient sous la tente et entretenaient de fières traditions belliqueuses. « Les Beni Zid, par exemple possèdent de magnifiques chameaux grands et forts et des beaux chevaux; ils sont d'excellents cavaliers comme tous les Arabes des grandes tentes » (19). Il était clair pour les membres de la communauté tribale, que le présent, l'avenir et "le destin" de chacun dépendait de sa contribution économique et sociale pour la survie de tous; et il était évident que face à l'occupation étrangère, chacun devait se montrer solidaire des autres. Tous ces facteurs ont donc favorisé plus ou moins la continuité de la Résistance bien que les méthodes d'opposition ne fussent pas capables de bousculer le joug moderne de l'Occupation.

2/ Résistance ou Banditisme.

Pour écarter toute confusion malséante à propos des propriétés intrinsèques du Mouvement, nous nous sommes imposés l'analyse de l'aspect primitif de la Réaction telle que les autorités militaires la qualifiaient. C'est à dire, dans quelle mesure, la Réaction était l'émanation d'une bande de brigands et de coupeurs de routes ? Ce qui nous amène à étudier les critères et les mobiles du banditisme, son impact historique dans le Centre et le Sud de la Régence, puis on se penchera sur la comparaison de ceci avec l'action des insurgés.

§-A/ Le banditisme.

Afin d'ôter toute essence politique à la Réaction autochtone, les autorités françaises ont dénaturé son Mouvement. Elles ont désigné les événements comme de la criminalité généralisée, ou comme simple brigandage effectué par des malfaiteurs opérant pour leur propre compte. Ce jugement traduit-il la réalité des faits ? Juridiquement, comment l'ordre colonial classait il ces révoltés pour pouvoir les appeler bandits, coupeurs de routes et plus tard "fellaga" ?

Après l'affaiblissement de l'insurrection, [décembre 1881] une nouvelle forme de résistance est apparue, elle consistait dans les harcèlements et les attaques isolés de l'occupant ainsi que des autochtones soumis. Cette forme était incarnée dans quelques personnalités originaires du Sud et du Centre; on les nommait "bandits" car ils contrevenaient aux lois de l'Occupation. Néanmoins, ils étaient considérés par l'ensemble de la communauté bédouine comme des justiciers, symboles des revendications et du refus de l'occupant. Les bédouins avaient toujours affirmé leur orgueil, leur indépendance et l'espérance de se libérer de tout joug centralisateur et répressif. Ce caractère humain coïncide avec le comportement de ce que (J. E.) Hobsbawm appelait le "bandit social" ou le "bandit d'honneur" qui veut faire justice lui-même. Par son refus d'obéir à la loi, par ses capacités effectives de rébellion et d'affrontement des forces de l'ordre colonial, il incarnait les espérances des dominés.

Selon Hobsbawm, le bandit social est un paysan hors la loi que l'État considérait comme un criminel, mais qui demeurait à l'intérieur de la communauté paysanne, laquelle, voit en lui un héros, un justicier, un libérateur (20). Jusqu'ici, on peut dire que les insurgés tunisiens reflètaient fidèlement cette image que l'auteur avançait. Mais quand ce héros populaire devenait aussi un simple redresseur de torts avec des objectifs et des perspectives limitées; nous ne pouvons plus intégrer les

insurgés tunisiens dans cette catégorie de bandits sociaux, car ils ne se sont pas imposés en tant que justiciers arbitres « qui prenaient aux riches pour donner aux pauvres ». Leur réaction avait un fond politique bien déterminé, celui de "chasser l'occupant" et "de défendre la patrie".

Hobsbawm avait rassemblé en neuf points l'image que les paysans se faisaient du bandit social (21), parmi celles-ci, l'auteur citait que le bandit n'est pas contre l'autorité régnante mais contre les oppresseurs locaux. Or nous avons constaté que c'étaient les oppresseurs locaux et *ᶜAli Ibn Ḫlifa* en tête qui avaient pris les armes, et contre le Protectorat et contre le Bey. Peut-être que dans leur soulèvement, ces chefs qui étaient les anciens serviteurs du Bey avaient attiré et canalisé l'action de véritables bandits qui existaient déjà avant l'Occupation : éléments disparates, asociaux, hors la loi, anciens *ḫammassa* (22) en rupture de bans, mais ceci ne nous permet nullement de caractériser la Réaction autochtone de "banditisme généralisé".

Le Centre et le Sud avaient une image mal appréciée par le pouvoir central car ils offraient une caractéristique traditionnelle et habituelle de régions anarchiques et turbulentes (23). En 1881, le contexte n'était plus le même, les insurgés auraient été prêts à renforcer le pouvoir du Bey s'il avait adopté la même position qu'eux envers l'Occupation. Le Protectorat a essayé de préserver cette image dégradante afin de justifier sa politique et d'ôter toute revendication politique à l'insurrection des autochtones. Cependant, quelques actions des insurgés ont bel et bien profité aux autorités françaises pour prouver leur jugement.

En juillet 1882, la colonne de La Roque était en marche sur *AL-Wahmiyya*; « un indigène a été surpris en train de brigander sur les derrières de la colonne, ... il a été fusillé par son ordre [du colonel]. » (24) Les colonnes d'observation et de prévention réussissaient à établir l'ordre et à "pacifier" momentanément quelques régions; or « après le départ de ces colonnes, la région se couvre à nouveau de coupeurs de routes qui font disparaître toute sécurité dans le bled » (25). Le retrait des insurgés face aux offensives des forces françaises, puis leur apparition après la disparition de celles-ci; laisse notre question en suspens :

Pourquoi les insurgés-bandits n'affrontaient-ils pas les troupes françaises quand elles étaient là ?

Les opérations engagées par quelques dissidents ne présentaient plus un danger effectif, les actions étaient isolées, menées par un nombre très restreint de "bandits" et de "coupeurs de routes"; les razzias étaient à la limite de la rapine. Ces insurgés opéraient à partir du territoire de la Régence et trouvaient appui, soutien, protection et complicité dans les tribus et dans leurs familles. Quelques pratiques d'insurgés nous poussent parfois à croire que le banditisme n'était pas exclu dans l'action insurrectionnelle bien qu'il n'en ait représenté qu'une proportion très faible. Les archives signalaient « qu'un blanc et un nègre des Troud algériens qui avaient été faits prisonniers par les Hmamma, ont été rachetés par leurs parents, le blanc moyennant 93 douros et le nègre 27 douros. » (26) L'imposition de la rançon sur des prisonniers ne pouvait qu'affirmer cette pratique. Néanmoins, il faut rappeler que ceci était réciproque entre les tribus algériennes sous domination française et les tribus tunisiennes en insurrection. Et comme on l'a vu plus haut, même les autorités françaises pratiquaient cette méthode envers les insurgés et leurs familles.

L'incompréhensible c'est de voir des insurgés accomplir des actes de vengeance sur des populations civiles : « Les Ouled Naji -Frachiche- ont razzié le village de Thala après leur rencontre avec la colonne de Tebessa et leur défaite » (27). En août 1882, on avait signalé le passage de 150 cavaliers Hmamma insurgés qui avaient coupé 30 palmiers de l'oasis de Nefta, dépouillé quatre oasiens, enlevé 30 moutons et 300 chameaux; un combat avait été engagé dans la foulée avec des soumis accompagnés d'un officier -Capitaine- français dans les environs de Tozeur, les insurgés avaient réussi à s'enfuir après avoir tué six hommes. (28) Ici, la razzia apparaissait clairement comme un acte de vengeance; les insurgés ne se contentaient pas de saisir des bêtes, mais ils détruisaient.

Les "bandits" obtenaient tout de leurs coréligionnaires : nourriture, munitions, hospitalité et renseignements. Dans leurs actions ils n'en voulaient qu'aux traîtres, et non aux riches; dans les tribus, personne ne

les dénonçait et on chantait leur gloire, car ils arrivaient à exploiter habilement l'incohérence des efforts des autorités françaises; par conséquent, ils reflétaient une image de violence symbolique qui rêvait d'une libération que les autres étaient incapables de manifester.

Les méthodes des insurgés, leurs moyens d'action et leurs ancrages étaient fortement imprégnés par le comportement des bandits sociaux récupérés par la communauté tribale. Dès lors, ils devenaient des "bandits nationaux" soulevés non seulement contre l'injustice et l'oppression, mais aussi contre l'étranger occupant. Parfois ces insurgés faisaient preuve d'actions de "générosité" et de "bienfaisance" envers leurs ennemis, exactement comme les bandits sociaux : au cours du mois de juin 1881, des cavaliers ***Hmamma*** avaient attaqué une caravane appartenant à des autochtones soumis, « ils dépouillent le Cheikh de son burnous d'investiture, lui enlèvent son cachet, amenant deux fusils, mais ils laissent sur place la plus grande partie du chargement de dattes de la caravane (29) ». Les insurgés ont réalisé un acte indiscutablement politique en humiliant le représentant de l'autorité et en laissant intacte la caravane.

Avant l'Occupation, les victimes des bandits étaient surtout les riches propriétaires et ceux qui occupaient des charges administratives, ce qui revient à dire que c'étaient la tyrannie et l'oppression qui étaient visées. Après 1881, les coups de main et les exécutions frappaient les traîtres et des gens très près de l'autorité française, et sans doute pas assez intègres selon la manière de voir et de juger des insurgés.

En général, le banditisme comme mouvement social, n'exprimait qu'une protestation timide non "révolutionnaire" et irrationnelle. Dans le cas de la Réaction tunisienne, c'était tout à fait le contraire. C'était d'abord un mouvement politique et social, ensuite c'était une réaction armée de grande envergure. Les bandits sociaux n'ont pas conscience qu'ils sont des révoltés politiques; alors que les insurgés tunisiens se sont révoltés contre l'envahisseur étranger en premier lieu, et contre leur Souverain allié de l'occupant, bien que cette réaction brutale ait été imbriquée dans des revendications visant à défendre le mode de vie

traditionnel contre l'assaut des étrangers. Ce n'est pas le traditionnalisme qui était en cause ici, mais plutôt l'absence d'une idéologie capable de transformer l'insurrection immédiate en une guérilla qui aurait pu assurer la continuité de la Résistance.

Le loyalisme de tous les chefs de l'insurrection au pouvoir beylical avant 1881, nous amène à nous demander quelles étaient les raisons de la révolte de ces notables bédouins, et ce qu'ils craignaient ? Ils auraient pu collaborer et se soumettre et par conséquent sauvegarder leurs positions dominantes. La France reflétait-elle à leurs yeux la destruction du pouvoir local ? Plusieurs hypothèses sont plausibles : avaient-ils peur de perdre leurs fonctions, leur prééminence politique et économique ? Croyaient-ils que la France allait se passer de leurs services et écraser toute manifestation dans le pays comme elle l'avait fait chez les voisins algériens ? Ou bien au contraire, une certaine prise de conscience arabo-musulmane avait-elle existé dans leur esprit ?

Enfin la contribution des notables bédouins, était-elle un appoint décisif dans la Réaction autochtone; une dérobade devant leurs responsabilités administratives, ou bien une action de rachat moral pour une réhabilitation auprès de leurs administrés ?

§–B/ Les notables bédouins : du double langage à la reconversion.

On suppose que les intérêts des chefs traditionnels des tribus puis de l'insurrection étaient vraiment menacés, d'autant plus que l'exemple algérien était connu. Cependant, nous estimons aussi que ces chefs étaient propulsés par leurs administrés insurgés. La majorité des chefs tribaux étaient des débiteurs insolvables, d'une part envers le trésor beylical qui leur réclamait des arriérés d'impôts, d'autre part envers leurs administrés eux-mêmes. Avaient-ils alors besoin de se révolter pour fuir leurs créanciers ?

En réalité ces *Qa'ids* s'étaient toujours ingénié à dépouiller leurs administrés. Les bédouins -et les autres-, inondaient les locaux de l'administration centrale d'innombrables plaintes, et plusieurs délégations voyageaient à Tunis pour présenter leurs doléances contre leurs *Qa'ids* ou *Hlifa*.

Les tribus étaient l'objet d'une exploitation sans bornes, d'autant plus que leurs chefs bénificiaient d'une autonomie et d'une impunité presque totales. Aussi l'appropriation de la direction du Mouvement insurrectionnel par ces chefs peut paraître paradoxale. Nous croyons qu'il leur était impossible d'enrayer la Résistance des autochtones. Ils étaient submergés par la population et avaient préféré suivre le courant que de s'y opposer. L'exemple du *Qa'id 'AL-ᶜArbi 'Assahli* qui avait connu en 1864 une mort affreuse de la main de ses administrés, était trop récent pour que les chefs des tribus l'aient oublié en 1881. La tête d'*AL-ᶜArbi 'Assahli* a été employée comme support d'une marmite !

La Résistance, était pour ces oppresseurs une occasion inespérée pour sortir d'une situation désespérée. *'AL-Hag Harrat* révoqué par le Bey pour dette, était redevable au trésor d'une grande partie des arrièrés d'impôt, et des créanciers juifs lui réclamaient de fortes sommes. *ᶜAli Ibn ᶜAmmar 'AL-ᶜAyyari* et *ᶜAli Bu ᶜAllay* étaient en prison à Tunis en avril 1881 pour le même motif; le Bey les avaient libérés vers la fin du mois de juillet 1881, puis il les avait envoyés auprès de leurs tribus respectives en leur recommandant de calmer leurs ex-administrés; mais ils avaient pris la tête de l'insurrection dans leur région. En réalité, ils ne pouvaient pas faire face à une masse en pleine effervescence et ébulition. *ᶜAli Ibn ᶜAmmar* rêvait de se faire connaître de nouveau comme *Qa'id Sortiyya* (30). Vers la fin du mois de novembre 1881, il a manifesté son désir de se soumettre, mais les 250 insurgés qui restaient avec lui, avaient menacé de le tuer; alors *ᶜAli Ibn Hlifa* l'a sauvé en lui proposant de venir le rejoindre à Mahrès (31). Quant à ce dernier, il était encore en fonction de *Qa'id* des *'Aᶜrad* en avril 1881, mais son comportement envers ses administrés était le même que celui de tous les autres « qui achètent leurs charges à beaux deniers comptant ... et ils en tirent ensuite le plus qu'ils

peuvent. » (32)

Pour impressionner leurs administrés et préserver une image mystique sur leur personnalité; les chefs des tribus montraient un comportement de bienfaiteurs et de généreux, ils essayaient « d'avoir la main toujours ouverte, mais ils ne faisaient que donner d'une main ce qu'ils prenaient de l'autre. » (33) Acculés devant la réalité des faits et pris entre l'enclume de leurs administrés insurgés et le marteau de l'Occupation; les chefs traditionnels ont préféré s'engager à côté des autochtones.

'Ahmid Ibn Yussif le *Qa'id* de la célèbre et puissante tribu des *Hmamma* a commencé par s'organiser et ravitailler ses troupes, « il a acheté à Gafsa 6000 kg de poudre qu'il a distribués aux insurgés » (34). Son dynamisme était incontestable; dès le mois d'août, il a appelé pour le *Mi ^c^aad* de Sbeitla. En septembre, il a lancé un mot d'ordre aux divers campements des *Hmamma* pour se rassembler près de Fériana « dans le but de combattre les colonnes françaises qui marchaient sur l'intérieur de la Tunisie » (35). Avec ses contingents, il attaquait le fortin militaire de Gafsa où « il enlevait 700 fusils, dix quintaux de poudre et dix de plomb qu'il distribuait à ses insurgés » (36). Le *Qa'id* des *Hmamma* avait mis tous ses propres enfants au service de l'insurrection afin de donner l'exemple aux autres. En septembre 1881, il avait envoyé son fils *'AL-Hasni* à Tripoli pour savoir jusqu'à quel point, les insurgés pouvaient compter sur l'appui du *Wali*. Vers le 14 septembre, un autre de ses fils avait été blessé dans l'engagement des insurgés contre le V ème Corps d'Armée près de Zaghouan. En personne, *'Ahmid Ibn Yussif* engageait les affrontements contre les troupes françaises : « avant d'arriver à Kairouan, la colonne de Tebessa a livré un combat aux insurgés conduits par Ahmed Ben Youssef entre Bordj EL-Arab et Sbeitla, les insurgés ont éprouvé des grandes pertes » (37). Mais après les multiples échecs, *'Ahmid Ibn Yussif* était convaincu que l'affrontement direct avec les forces françaises n'était pas la meilleure solution; il a décidé alors de gagner le *Grid* puis le *Nifzawa* « en traînant à sa suite toute sa tribu » (38). Pour sa part, et dès son débarquement dans la région

du Tell, *ᶜAli Ibn ᶜAmmar* annonçait l'arrivée des forces turques à Tripoli afin de soutenir le moral de sa tribu (39). Dans le Sud, *ᶜAli Bu ᶜAllav* déployait les *Wirgimma* en alerte, « ils se préparaient à faire des incursions » (40).

L'importance et la nécessité des chefs des tribus apparaît surtout lors de l'établissement des alliances effectives entre les tribus afin de conjuguer leurs forces pour faire face à l'offensive de l'occupant. En septembre 1881, le général Forgemol signalait que « les tribus des Frachiche, des Madjer, des Drid avaient signé un pacte d'alliance avec les Hmamma et que Ahmed Ben Youssef avait été nommé chef de cette partie des révoltés » (41).

Au Centre, *Hussin Ibn Missᶜi*, l'un des chefs des *Glass* appelait à la révolte et plusieurs tribus et fractions de tribus de la région du Centre se prononçaient pour son appel avec le soutien des forces régulières du Bey installées à *'AL-Qalᶜa 'AL-Kubra*. Au cours du mois d'octobre, *Hussin Ibn Missiᶜi* était signalé à l'Est de Kairouan « afin de faire échec à la colonne sortant de Sousse » (42). Entre le 15 et le 20 octobre 1881, les soldats français ont réussi à assassiner *ᶜAli Ibn ᶜAmara*, ce qui a provoqué l'éclatement de ses troupes et la réussite de la première percée française vers Kairouan. Après la prise de cette ville fin octobre, les chefs s'affirmaient de plus en plus, mais chacun agissait pour son propre compte. En échouant devant la colonne Forgemol, *'AL-Hag Harrat*, chef des *Frasis*, a ordonné à Thala le pillage de tous les biens des *Qa'ids* qui avaient refusé de prendre part à la Résistance, tel *ᶜAli 'AS-Sgir* qui a manifesté le plus d'empressement à se soumettre. Si les chefs des tribus ne sont pas arrivés à se mettre d'accord pour établir un front commun, ils ont pu par contre se rassembler et se retirer vers la Tripolitaine, presque en une seule vague. Ici, peut-être, c'est l'itinéraire de la retraite qui a déterminé cette alliance vers l'exil. *ᶜAli Ibn ᶜAmmar* qui a pu rejoindre *ᶜAli Ibn Hlifa* dans la *Muqta ᶜ*, était suivi par *'Ahmid Ibn Yussif*, *Hussin Ibn Missᶜi* et *'AL-Hag Harrat* (43). La réaction pratique des chefs de l'insurrection tout au long du Mouvement était indispensable, et leur impact avait son poids sur les insurgés; mais leur

fragilité et leur incrédulité était prouvée par le fait de leur soumission très précoce. Déjà, dès le 17 février 1882, le général de Gislain soulignait l'intention d' *'Ahmid Ibn Yussif* de se soumettre : « j'ai entre mes mains une lettre d'Ahmed Ben Youssef ... dans laquelle il dit qu'il fera son possible pour amener avec lui à Gafsa les derniers dissidents Hmamma avant la fin du mois. » (44) Or, celui-ci, a mis encore une année pour se soumettre effectivement, il était de retour dans la Régence le 11 janvier 1883; alors que pour *ᶜAli Ibn ᶜAmmar*, c'était chose faite depuis le 1er novembre 1882. Les plus impliqués ont mis plus de temps pour rentrer dans l'ordre français : *ᶜAli Bu ᶜAllav* en 1907, le fils d' *ᶜAli Ibn Hlifa* : *Rasid* en novembre 1885; cependant *'AL-Hag Harrat* a préféré rester en dissidence jusqu'en 1890, puis il est décédé en pèlerinage à Médine.

Tous les chefs des tribus insurgées ont exigé comme condition de leur soumission qu'on ne leur réclame pas les arriérés d'impôts et qu'on les réinvestisse dans leurs fonctions d'avant 1881, ce qui confirmait l'accusation par leurs administrés de corrompus, d'oppresseurs et de voleurs. Donc, leur comportement n'émanait pas d'une conviction sans faille; leur position pendant et après l'insurrection était suspecte.

Quant à *ᶜAli Ibn Hlifa*, le principal personnage de l'insurrection selon les données, il apparaît que son comportement, et son engagement différaient un peu des autres chefs tribaux. Il était riche, lettré et il est mort en dissidence, nous allons donc analyser son action plus profondément.

§- C/ L'exemple *ᶜAli Ibn Hlifa* (1804-1884) : Entre l'hésitation, le flottement et la radicalisation.

ᶜAli Ibn Hlifa a montré le plus de dévouement pour la rébellion; sa fraction était la principale famille Makhzen au sein de la tribu des *Nfat*, au service du pouvoir central depuis l'époque Mouradite (1613-1705), les *'Awlad Hlifa* appartenaient à la fraction des *'Awlad Hamid* qui était la plus importante démographiquement. La famille labourait les terres les

plus fertiles et possédait les instruments aratoires auxquels on n'accédait pas facilement.

Les premières fonctions administratives d'*ᶜAli Ibn Ḫlifa* remontaient à 1830; fort physiquement et excellent cavalier, il avait occupé le *Qa'ida* de sa tribu pendant 24 ans (1857-1881) à l'exception de trois ans (1873-1876). Grand éleveur d'ovins avec onze bergers à son service.

A Cheninni où il s'est établi, *ᶜAli Ibn Ḫlifa* a fait preuve de beaucoup de partialité et de népotisme. Dans les conflits qui eclataient dans les *'Aᶜrad* les *Nfat* étaient toujours présentés comme agissant en légitime défense, lorsque les crimes sont commis au sein de sa tribu, il faisait semblant de ne pas être au courant de l'affaire et de ne pas connaître les présumés coupables. *ᶜAli Ibn Ḫlifa* a commis de lourdes exactions à l'égard des oasiens, plusieurs terres et palmiers étaient confisqués à son profit ou cédés à bas prix à ses proches parents. Son arbitraire allait de l'impôt avant terme à la confiscation des biens.

En 1862-1863, une pétition envoyée par le *Miᶜaad* de *Jara-Gabès*, de Cheninni et de Metwiyya au Premier Vizir signalait que les pétitionnaires se lamentaient de « la politique d'Ali Ben Khalifa -qui- les avait obligés à s'endetter auprès des juifs et des chrétiens ». Nommé *Ḫalifa* de l' *'Aᶜrad* en 1861, il monopolisa toute l'autorité en l'absence du *Qa'id* de cette région qui résidait à Tunis. D'après (A.) Martel, *ᶜAli Bin Ḫlifa* avait donné au Bey en 1856 « 500 chameaux de blé et d'orge, du coup il a obtenu plusieurs faveurs » (45). En 1866, il avait prolongé l'exploitation des vaincus; rentrant de Tunis la même année, il prétendait avoir versé 500.000 piastres au Bey et il en réclamait publiquement le remboursement par ses administrés (46).

Quand le Vizir Khereddine fut déchu en 1877, les *Nfat* et les *Hmamma* ont subi le même sort. On a fait courir le bruit que ces deux tribus préparaient un coup d'Etat (47). En même temps, *ᶜAli Ibn Ḫlifa*, pratiquait une politique dure et repressive à l'égard des habitants de l' *'Aᶜrad* qu'il qualifiait de « lâches et enclins à la désobéissance » (48)

Lors de la révolte de *Guma 'AL-Mahmudi* en 1857, il écrivait au Bey pour l'informer de la situation en lui disant « ... vous connaissez mon

Seigneur la disposition des ᶜArabes -bédouins- et leur penchant pour le désordre et le pillage, or désordre et pillage ne peuvent entraîner que la ruine du pays et la perte de tous les intérêts » (49). *ᶜAli Ibn Ḫlifa* était un partisan résolu de l'ordre beylical. Il marcha sur les *Bni-Zid* alliés de *Guma* et « prit successivement d'assaut les trois petites villes de l'oasis Cheninni, Hamma et Menzel, et livra tout au pillage; dix mille indigènes purent s'enfuir auprès du puits de Sidi Guennaoui, il les atteignit et les cerna, le puits devint bientôt insuffisant pour cette multitude... ce qui a poussé Charfeddine le Califat des Beni-Zid à se soumettre à Ali Ben Khalifa avec cinq mille des siens ... les cinq mille autres moururent tous de soif » (50). « Ici, quand on parle du boîteux, tout le monde tremble, il en a une jambe cassée, il devint bientôt colossalement riche, il se fit construire un vrai palais à Cheninni » (51) pour être plus près des *Bni-Zid* et des Oasiens.

Entre 1864 et 1881, *ᶜAli Ibn Ḫlifa* a prouvé malgré les rumeurs, qu'il était un agent efficace du régime beylical, il le servait avec zèle et dévouement. Il avait même une triste réputation de briseur de révoltes et de représentant de l'État. Comment a-t-il donc pu apparaître comme chef de l'insurrection et de la Résistance ?

Nous supposons que les autorités françaises ont voulu forger dans la personne d'*ᶜAli Ibn Hlifa* une figure de proue, un certain symbole de la Résistance afin de pouvoir revendiquer et démontrer leur victoire une fois que cette image serait détruite ou récupérée. Cependant, nous supposons aussi que le Mouvement insurrectionnel n'était pas incarné dans une seule personne mais au contraire que c'était l'action de toute une population désabusée. La mainmise des notables bédouins sur le Mouvement avait de lourdes conséquences. ils avaient pu orienter la Réaction autochtone dans un sens favorable à leurs intérêts et conforme à leurs ambitions, ce qui a faussé complètement les objectifs et les causes de l'insurrection.

Il nous apparaît nécessaire dans ce cas de suivre les positions, les déclarations et l'action d' *ᶜAli Ibn Ḫlifa* dès le début de l'Occupation afin de mieux percevoir son ou ses attitudes. Les premières indications

d'archives qui nous ont signalé la présence d'*ᶜAli Ibn Ḫlifa* au cours de l'insurrection remontaient à la fin du mois de juin 1881 où il a participé le 29 du mois à un *Miᶜaad* avec les chefs *Bni-Zid, Hmamma* et *Glass* pour se concerter sur les moyens d'empêcher l'Occupation du pays. Tenu au courant des événements survenus à Sfax , il a dépéché trois émissaires pour s'enquérir de la situation; alors, les insurgés de la ville ont fait appel à lui; le 2 juillet il a gagné la ville à la tête d'un grand nombre de cavaliers *Nfat, Glass* et autres (52).

Pourquoi les insurgés à Sfax ont ils fait appel à *ᶜAli Ibn Ḫlifa* et quelles étaient les motivations de celui-ci pour avoir accepté de les secourir ? Depuis des années *ᶜAli Ibn Ḫlifa* était en relation étroite avec la ville de Sfax qui était et demeure la deuxième ville en importance du pays après Tunis. *ᶜAli Ibn Ḫlifa* et sa tribu des *Nfat* étaient géographiquement plus proches de cette ville que de n'importe qu'elle autre malgré son établissement à Gabès comme gouverneur de l' *'Aᶜrad*. Il a toujours voulu gagner l'estime des habitants de cette ville riche et dynamique. Avec la défaillance des notables et du Gouverneur *Galluli*, *ᶜAli Ibn Ḫlifa* était pour les insurgés l'homme le plus apte et le plus proche. Pour sa part, l'appel des Sfaxiens était l'occasion qu'il attendait pour démontrer ses capacités et approfondir ses relations avec les citadins de Sfax.

ᶜAli Ibn Ḫlifa a commencé par "purger" la ville des hésitants surtout les notables et les religieux légalistes, il a usé de la menace et de la persuasion pour les dissuader. Pour renforcer son prestige et son rôle d'arbitre, il a poussé les bédouins à effectuer des excés au dépens des biens des notables, puis il est intervenu en défenseur de ceux-ci en chassant tous ceux qui avaient été reconnus coupables de pillage (53). « Les Ouled Iddir commirent tant de désordre dans la ville de Sfax qu'Ali Ben Khalifa les renvoya couverts de honte, cette intervention accrut encore [son] influence sur la population de Sfax, dès lors, il imposa complètement son autorité à la ville et saisit la direction générale des affaires » (54).

En protégeant les riches propriétaires contre les bédouins déshérités

et contre la population sfaxienne furieuse. *ᶜAli Ibn Ḫlifa* n'apparaissait pas comme un bandit d'honneur « qui prend aux riches pour donner aux pauvres ». Toujours inquiets, les notables ont lancé le 13 juillet un ultime appel au Bey, le lendemain, *ᶜAli Ibn Ḫlifa* les a convoqués à son camp et a dénoncé leur faiblesse en leur annonçant qu'il se retirerait avec ses troupes s'ils ne changeaient pas d'attitude; « ils vinrent (le) supplier de ne pas les abandonner (face aux bédouins), lui promettant de se défendre jusqu'à la dernière extrémité » (55). Humiliés, ils ont préféré se retirer dans leurs jardins tout autour de la ville.

Au cours de la défense de Sfax, *ᶜAli Ibn Ḫlifa* n'a jamais été signalé présent à l'intérieur de la ville, il avait établi son quartier général dans les jardins d'une maison de campagne appartenant à un juif tunisien : Léa Sebag fermier du Bey. Il s'est contenté de diriger les opérations et non de participer aux combats. Peut-être que son âge a handicapé son activisme d'autrefois. Grâce à l'appui des *Bni-Zid*, des *Mṯaliṯ* et des *Nfat*, *ᶜAli Ibn Ḫlifa* est devenu le véritable chef dans la ville de Sfax, les habitants ont reconnu son pouvoir et son autorité, le Comité de la défense de la ville lui a soumis toutes les affaires, si délicates soient-elles. Il s'est révélé comme le seul capable d'une sérieuse défense de la ville et en même temps le seul à pouvoir protéger les biens des notables contre les opérations de pillage qui pourraient avoir lieu.

Cependant d'autres positions d' *ᶜAli Ibn Ḫlifa* nous permettent de remettre en cause sa conviction et son intégrité envers l'insurrection. Son engagement à côté des insurgés nous est paru un peu bizarre et paradoxal. A deux reprises, à la veille et à la suite de la chute de Sfax, *ᶜAL Ibn Ḫlifa* avait demandé au Gouvernement l'arrêt des hostilités : une fois par l'intermidiaire du Gouverneur de Sousse, et l'autre fois, en adressant un télégramme au Premier Ministre tunisien. On lui a répondu sous l'inspiration du Résident Roustan que l'affaire leur échappait, étant entre les mains des autorités françaises. Dans le télégramme adressé au Premier Ministre le 26 juin 1881, il a nié la tenue du *Miᶜaad* du 6 juin 1881 qui a eu lieu à *Sidi Hssan Bel Hag* entre Sfax et EL-Jamm.

Jusqu'au 27 juin 1881 « il tentait conformément aux recommandations

du Bey de tranquiliser ses administrés et de les exhorter à s'occuper de leurs affaires » (56). Quand il a su qu'il ne pouvait plus reculer, il a décidé de durcir sa position aux yeux du commun, c'était une sorte de fuite en avant. L'émergence de ses propres aspirations au pouvoir avaient renforcé son attitude radicale. En fait, les bédouins l'avaient nommé Bey à la place de Mohamed 'AS-Sadok, « les tribus Beni Zid, Ouerghemma, Mehadba, Ayaicha, Hazem, Methalith et tous les arabes des Aradh ont proclamé Bey Ali Ben Khalifa Kahia des Aradh à la place de Mohamed Sadek Bey dont ils rejettent l'autorité» (57). « ... Les Ouerghemma, les dissidents des Beni Zid ... toutes les villes du Sahel et de l'Aradh, reconnaissent sans conteste l'autorité du prétendu Bey Ali Ben Khalifa, toutes les villes du Djerid et la plus grande partie du Nefzaoua semblent disposés à lui obéir et demandent sa protection, l'autorité de l'ex-kahia s'étend journellement et ne tardera pas à être définitivement acceptée par toutes les tribus et les villes du Sud de la Régence » (58).

Après l'approbation du commun, *ᶜAli Ibn Ḫlifa* n'excluait pas le soutien du Sultan qui pouvait l'investir après avoir chassé les Français. D'ailleurs, en Tripolitaine, *ᶜAli Ibn Ḫlifa* a été traité avec beaucoup d'égards, les autorités tripolitaines lui ont offert un « Caftan brodé d'or » ce qui a éveillé la jalousie des autres chefs; « à Constantinople, on ne parle que de lui et de son élévation au trône de Tunis » (59). Dès la chute de la ville de Sfax; *ᶜAli Ibn Ḫlifa* a pu se retirer vers l'intérieur mais il a envoyé son neveu *Salih Ibn Ḫlifa* à Gabès pour superviser et organiser la défense de cette ville.

Au début du mois d'août *ᶜAli Ibn Ḫlifa* était signalé à « Henchir l'Agarba [à quelques km. de Sfax], son camp s'augmente tous les jours de tous les pillards » (60). De *ᶜAgarib*, il a commencé à s'organiser de nouveau en lancant des appels et des mots d'ordre aux autres chefs des tribus. Il planifiait ses opérations contre les troupes d'Occupation et les villes soumises, « ... il commençait par faire couper la conduite d'eau qui alimente le Kef » (61). Il adressait des lettres aux tribus du Nord pour les inviter à la Résistance « ... il les presse, s'il leur reste des sentiments virils de ne pas faire leur soumission ... » (62). Vers le 14 août, on l'a

signalé au Hamma de Gabès puis de nouveau aux alentour de Sfax avec ses contingents « il a razzié les biens des habitants campés dans les jardins qui entourent la ville » (63). *ᶜAli Ibn Hlifa* a voulu effectuer ici un acte de vengeance contre les grands propriétaires et les notables sfaxiens qui ont échoué dans la défense de Sfax.

A travers ces multiples attitudes envers le pouvoir central, on a constaté qu'*ᶜAli Ibn Hlifa* n'a pas eu de position ferme et radicale avant la chute de Sfax. Vers la fin du mois de juin, il avait écrit « au Gouverneur de Kairouan lui disant qu'il avait l'intention de changer au sujet de ce qui avait été convenu entre eux, il [le Gouverneur] ferait mieux de cesser toute relation. Quant à lui, [*ᶜAli Ibn Hlifa*] il s'est résolu à soulever les tribus et ne voulait plus recevoir d'ordre ni de lui [le Gouverneur] ni du Bey » (64). Il semble bien donc qu' *ᶜAli Ibn Hlifa* était d'accord avec le Gouverneur de Kairouan pour accepter la nouvelle situation créée par le Protectorat, puisque ce dernier s'est rangé dès le début jusqu'à la prise de Kairouan aux côtés des forces françaises. La volte face d' *ᶜAli Ibn Hlifa* s'expliquait par sa nomination au Beylicat à la place du Bey (65) et par les multiples sollicitudes manifestées par les diverses tribus pour l'engager à se mettre à la tête de l'insurrection.

Ce n'est qu'après la prise de Sfax qu'*ᶜAli Ibn Hlifa* nous a été présenté comme définitivement résolu à combattre l'Occupation. La ville avait subi des destructions importantes et les insurgés avaient perdu plus de 800 hommes. Peut-être aussi que le rejet de l'arrêt des hostilités et le bombardement de la ville par les forces françaises ne lui ont pas laissé le choix. Dans la première tentative de l'occupation de Gabès, « il a eu son cheval tué sous lui et il a perdu dix de ses proches parents » (66).

Dans le début du mois d'août 1881, il s'est efforcé d'exercer tout son dynamisme et son génie pour radicaliser le Mouvement, organiser la Résistance, assurer la propagande et inviter les tribus à se joindre à lui et à se soulever. Il a envoyé des émissaires en Algérie « pour faire de la propagande anti-française » (67), « il fait creuser des puits pour subvenir aux besoins des insurgés en eau dans le Sud » (68). Dans le Nord, plusieurs tribus se sont prononcées pour son appel dont le fameux *ᶜAli*

Ibn ^c^Ammar: « Au marché de Sers, un indigène sonna au tambour puis il dit à la foule : je suis envoyé par Ali Ben Khalifa Bey, et en son nom et au nom de Dieu, je vous annonce que mardi prochain il n'y aura point de marché ... » (69). En même temps, il a décidé d'affirmer ses liens avec le Pacha de Tripoli et de confirmer ainsi ses relations avec l'Empire Ottoman : « le jour de l'arrivée de 41 pélerins marocains et algériens à Tripoli, une grande fête a eu lieu en l'honneur d'Ali Ben Khalifa qui venait de donner sa parole au Pacha de lui rester fidèle » (70).

Sur le terrain *^c^Ali Ibn Hlifa* essayait de concentrer et de synthétiser toutes les données, s'imposant désormais comme le défenseur de l'Islam. L'un des rares notables sfaxiens, *'AL-Hag Mohamed* ne cachait pas son admiration pour lui en le surnommant de *Nasr 'Eddin* [défenseur de la religion], il a donné ses ordres pour les insurgés leur indiquant que « le dixième jour du Ramadan, il fallait attaquer les Roumi partout » (71). Il a essayé de forcer d'autres gouverneurs à s'engager dans son mouvement en les menaçant de pillage « quelques personnes influentes des Hmamma sont allées à Kairouan pour faire signer au Gouverneur de cette ville, Si Mohamed Mrabet, une convention par laquelle il s'engage à se joindre entièrement à Ali Ben Khalifa, il demanda quelque temps avant de donner sa réponse, les envoyés lui repliquèrent : si vous refusez nous razzierons vos biens et ils le menacèrent de mort » (72).

Avant la prise de Kairouan, *^c^Ali Ibn Hlifa* avait réussi à s'imposer comme le seul interlocuteur valable, les approbations étaient annoncées de toute part, des Italiens « hauts placés en Italie correspondent avec lui, ils l'encouragent et lui font des offres, la tribu des Frachiche -le- reconnaît comme le grand chef » (73). On sollicitait ses consignes et on exécutait ses ordres, « quelques tribus ont envoyé -lui- demander quel jour était fixé pour le soulèvement général » (74); alors que les soldats tunisiens déserteurs lui fournissaient volontiers des renseignements sur les affaires de la guerre, les positions et les forces de l'occupant (75), les chefs locaux de l'insurrection se sont mis à ses ordres « les Caids Ahmed ben Youssef et EL- Hadj harrath ... ont écrit à Ali Ben Khalifa lui rendant compte de leurs opérations » (76). Lors de l'offensive des forces française

contre Menzel-Cheninni à Gabès. « 50 des Tunisiens se font tuer pour défendre la maison d'Ali Ben Khalifa face aux forces de Mille » (77)

Si, *ᶜAli Ibn Hlifa* ne prenait pas effectivement la tête des opérations, souvent il ordonnait à ses neveux et à ses proches parents d'exécuter telle ou telle opération. « son neveu a conduit les Hmamma razzier du côté du Kef et de Zaghouan » (78). Quelques jours avant la prise de Kairouan, on l'a signalé « à Sidi Amor Bou Hajla, au sud et à 30 km de la ville » (79). *ᶜAli Ibn Hlifa* s'est révélé aussi comme un grand stratège, mais la tâche était plus grande. Pour rallier toute la population avec ses différentes classes sociales, il avait interdit les actes gratuits qui pouvaient nuire à l'image de l'insurrection, « le 31 août, il a envoyé sur le marché du Ksour un crieur chargé d'engager les maraudeurs à ne plus commettre de pillage » (80). Il avait prévu que la guerre ne serait pas courte, « il avait donné l'ordre aux *Qa'ids* des *Frasis* des *Hmamma* des *'Awlad ᶜAyyar* de ne point laisser les cultivateurs de leurs contrées aller vendre du grain et des bestiaux sur les marchés d'Algérie prétextant que se sont autant de denrées qui leur feront défaut pour la guerre » (81).

Une fois l'échec de l'insurrection consommé, les tribus se sont trouvées désorientées, les insurgés lui ont demandé « la conduite qu'ils devaient tenir vu que le Sultan ne tenait point compte de ses promesses, il leur a répondu que lui-même restait dans l'incertitude » (82).

ᶜAli Ibn Hlifa, comme tous les autres, avait décidé de se retirer le plus loin possible des troupes françaises qui avançaient vers le Sud à partir de Gafsa et de Gabès. Il est signalé successivement à Mahrés (19 novembre 1881), à *Wad 'AZ-Zass* à *Wad Ran*, à la *Hamma*, à *Djebel Dahar* (17 décembre 1881), à *Qsar Médnine* (20 km. de Tripoli, le 27 Décembre 1881) puis de nouveau au *Wad Fessy* (janvier 1882) et enfin, en février à la *Mugtaᶜ*.

A partir de son exil, il a essayé d'abord d'empêcher et de dissuader les réfugiés de se soumettre, puis il a dirigé pratiquement toutes les opérations et les raids contre les troupes françaises dans la Régence. Il n'a pas hésité à attaquer avec ses hommes (des *'Awlad ᶜAziz -Hmamma*) les défaillants, et quand son propre neveu a voulu rentrer en Tunisie

avec *ᶜAli Ibn ᶜAmmar* en novembre 1882, il a lancé contre eux ses propres hommes qui n'étaient pas des *Nfat* mais des *Hmamma*. *Salih Ibn Hlifa* n'est parvenu à faire rentrer avec lui que 14 douars des *Nfat* grâce à la protection de 300 cavaliers *Wderna*, alors qu'ils étaient au début de la marche plus de 600 tentes *Nfat* et quatre douars *Mhadba* (83).

Ainsi en usant de l'indulgence et de la fermeté, il a pu maintenir une grande partie des insurgés dans la rébellion. Le général Boulanger Commandant de la Division d'Occupation le décrivait dans une lettre adressée au ministre de la Guerre datée du mois de septembre 1885 comme généreux et hospitalier « sa bourse s'ouvrait facilement pour réchauffer le zélé ou secourir l'infortuné et les gens aptes à le servir ... tant qu'il existé, il a su faire partager la confiance aux dissidents, il les a soutenus de son énergie, réconfortés de sa parole persuasive, illusionnés aussi au moyen des ressources de la politique tortueuse qu'il maniait si habilement. » (84)

Dans l'exil, *ᶜAli Ibn Hlifa* espérait toujours convaincre la Sublime Porte de la nécessité de l'aider. Vers le mois de mai 1882, il a envoyé son neveu *Mohamed Ibn Salih* à Istanbul pour s'enquérir de l'aide promise qui tardait à venir. Avant son départ, le neveu a eu une conversation amicale avec le Consul Féraud qui l'a muni d'une lettre d'introduction pour l'ambassade de France à Istanbul. *Mohamed Ibn Salih Ibn Hlifa* a été reçu au Palais du Gouvernement et comblé de prévenances, de cadeaux et de promesses. Il avait repris confiance dans l'appui ottoman et jugeait inutile de se présenter à l'ambassade de France. Satisfait, il était de retour à Tripoli le 27 juillet, porteur d'une promesse de pension pour son oncle et d'envoi de fusils (85).

Cependant, les rumeurs apparemment fondées faisaient courir le bruit qu' *ᶜAli Ibn Hlifa* voulait se soumettre sous conditions. Actif sur ce plan, Féraud exploitait ces rumeurs et entrait en négociations avec *ᶜAli Ibn Hlifa* par l'intermédiaire de son neveu. Ce dernier avait adressé le 11 septembre 1882 une lettre au Consul dans laquelle il énumérait les cinq conditions que son oncle demandait au Gouvernement français d'accepter, pour que lui et les siens fassent leur soumission :

1/ Aman accordé à sa famille et à tous ses partisans.

2/ Amnistie pour les actes accomplis avant l'Aman.

3/ Restitution de tous leurs biens.

4/ Exemption de tout impôt de guerre.

5/ *ᶜAli Ibn Ḫlifa* résidera au lieu de son choix, s'il se fixe en Tunisie, il demeurera dans la résidence assignée par le Gouvernement français et ne se déplacera pas sans son autorisation; s'il se fixe à Tripoli ou dans tout autre lieu, il informera le Consul de France de ses déplacements.

Le Gouvernement français avait accepté ces propositions à l'exception de la 4 ème, il avait estimé qu'il ne pouvait pas dispenser *ᶜAli Ibn Ḫlifa* et ses partisans de la contribution de guerre, que tous les autres insurgés qui s'étaient soumis avaient payée. Néanmoins, il avait proposé de lui verser une pension annuelle de 20.000 francs. [19 octobre 1882]. Finalement, ce dernier avait refusé de se soumettre, et avait repris ses hostilités contre la présence française dans la Régence. Quelques jours après, il n'a pas hésité à attaquer son propre neveu lors de son passage dans la Régence pour se soumettre.

Six mois auparavant, *ᶜAli Ibn Ḫlifa* avait démenti toutes les rumeurs qui tournaient autour de sa soumission et que véhiculaient des journaux français et turcs. Il avait écrit une lettre au journal turc *"AL-Jawyyab"* pour lui annoncer qu'il n'avait jamais songé à se soumettre. Le numéro de ce journal datait du 28 Joumada II, 1299 de l'Hégire (16 mai 1882). L'introduction à la lettre d' *ᶜAli Ibn Ḫlifa* et la lettre elle-même ont été traduites par (G.) Charmes (86) : « Des bruits s'étant répandus sur le compte du héros illustre Sidi Ali Ben Khalifa que l'on donnait comme ayant engagé des pourparlers avec le Gouvernement tunisien pour arriver à lui faire sa soumission, Ali Ben Khlifa, Dieu le garde, a cru devoir démentir ces rumeurs en nous adressant à la date du 28 avril la lettre que nous jugeons à propos de reproduire ici. Telle en est la teneur :

" J'ai lu dans le n° 1077 de votre journal une nouvelle étrange inventée par les imposteurs et rapportée d'après les journaux de Londres et des télégrammes de Tunis qui annoncent que moi et beaucoup de chefs de la Régence nous avons fait notre soumission. Ce bruit est absolument

faux. Nous n'avons pas cessé de combattre pour notre pays avec la foi arabe et l'énergie de nos ancêtres ... ne savez-vous pas que nous avons fui nos foyers et notre patrie ? ... Ne vous laissez pas tromper par les mensonges que les journaux débitent sur notre compte... Je vous prie en réponse à ces imputations mensongères de publier ma lettre....

Signé : le colonel Ali Ben Khalifa. »

Pour notre part, nous avons pu consulter le texte en arabe de cette lettre rapporté par (M.) Marzougui (87), et nous proposons une traduction partielle :

« J'ai lu dans le n° 1077 de votre journal une information qui m'a étonné et qui émanait sans doute de quelques imposteurs. Elle prétendait que nous nous sommes soumis aux Français ... nous n'arrêterons jamais le *Gihad* pour notre *Watan*, notre religion *(Din)* et notre honneur arabe... avec toute volonté et fermeté ... Plusieurs de nos hommes s'engagent comme des lions dans la lutte armée et meurent sur le champ de bataille ceci est plus convenable pour nous que de se rendre à l'ennemi... » (88)

Le démenti d' *ᶜAli Ibn Hlifa* en avril, et ses attaques contre les soumis y compris son neveu *Mohamed Ibn Salih* en novembre, et les affirmations de Féraud sur la lettre d' *ᶜAli Ibn Hlifa* qui lui a été adressée avec les conditions en septembre, nous paraissent paradoxales. Les données étaient contradictoires; il paraît que « malgré ce que racontent les journaux de France et d'ailleurs sur la soumission d'Ali Ben Khalifa et de ses adhérents, soumission qu'il n'a jamais eu envie de faire » (89).

ᶜAli Ibn Hlifa n'a pas personnellement effectué des pourparlers pour se soumettre, il est plausible que son neveu ait pris l'initiative de parler et d'écrire la lettre de soumission de son oncle, sans que celui-ci le lui autorise. Sinon, comment expliquer l'acharnement d' *ᶜAli Ibn Hlifa* contre son neveu et contre *ᶜAli Ibn ᶜAmmar* quand ils ont décidé de se soumettre ?

Le Commandant Varloud a signalé dans ses souvenirs que c'était Féraud qui menait toutes les négociations et seulement sous sa propre responsabilité et initiative : « ... le 25 septembre 1883, je dîne chez Allegro avec le Capitaine de Savignac, le maître de la maison est tout ému

... il venait de recevoir et avait conduit au colonel de La Roque un neveu d'Ali Ben Khalifa, ce jeune homme racontait qu'à deux reprises le Consul de France à Tripoli l'avait fait venir pour le presser de faire écrire par son oncle une lettre demandant l'Aman à condition que ce ne fût pas Allegro qui reçut sa soumission. Allegro était dans une rage indescriptible en nous racontant la chose » (90).

Donc, c'était Féraud qui voulait faire croire à la volonté d' *ᶜAli Ibn Hlifa* de se soumettre, et il voulait que cette éventuelle soumission soit faite à lui; ceci pourrait augmenter son crédit et confirmer sa politique. Dans ses Annales, le Consul a prétendu faire marcher 120.000 dissidents qu'il avait réussi à faire rentrer dans la Régence entre janvier 1882 et novembre 1884. Malgré les multiples Amans déclarés par le Bey et adressés à *ᶜAli Ibn Hlifa* en personne, celui-ci avait souligné qu'il ne retournerait dans la Régence « qu'à la tête de ses cavaliers ».

Pour empêcher le mouvement de rentrée des réfugiés « Ali Ben Khalifa notre ennemi acharné est intervenu à la tête de ses fidèles, il s'interpose entre les dissidents ébranlés et nous, déclarant qu'il faudrait lui passer sur le corps pour nous rejoindre » (91). En février 1883, une lettre écrite par *ᶜAli Ibn Hlifa* a été interceptée par les autorités militaires dans le Sud, elle était destinée à *ᶜAli Ibn Mohamed Bu ᶜAllav* dans la Région de Ramada pour le persuader de ne pas se soumettre; le destinataire « cherche à négocier sa soumission aux meilleures conditions possibles. » (92)

L'influence d' *ᶜAli Ibn Hlifa* sur le Mouvement insurrectionnel et sur les autres chefs de tribus était incontestable, néanmoins, il n'a jamais su s'imposer comme chef unique de la Résistance. Son hésitation au début, son âge avancé ainsi que ses objectifs mal exprimés et confus, l'avaient fortement handicapé.

Les chutes de la ville de Sfax puis de Kairouan avaient compromis l'action d' *ᶜAli Ibn Hlifa* devant les chefs des tribus insurgées et avaient mis en cause ses capacités à faire face aux troupes françaises ainsi que son alliance objective avec les Ottomans de la Tripolitaine; « les Hmamma ont reproché à Ali Ben Khalifa le bombardement de Sfax disant que les

Français ont démoli 14 maisons et que le Sultan n'a rien fait pour s'y opposer malgré ses promesses. » (93) Quelques chefs étaient en désaccord avec *^{c}Ali Ibn Halifa* « ... ils craignaient qu'il n'ait été abondonné par le Sultan » (94). D'autres *Qa'ids* sont allés plus loin dans leurs accusations, ils l'ont traité d'ambitieux, d'intrigant et accusé d'avoir mis à l'abri sa fortune ainsi que celle de sa famille. Vers la fin de sa vie, quelques dissidents ont osé lui voler des chameaux. Malade, déçu et humilié, *^{c}Ali Ibn Hlifa* a été abandonné par tous; en novembre 1884, il ne restait à côté de lui que ses plus proches parents y compris son fils *Rasid*. Il campait presque seul à *'AL-Goradiya*; pourtant, son décès survenu le 14 novembre 1884, n'a été suivi d'aucun mouvement de retour immédiat. Les demandes d'Aman qui parvenaient au Consulat de France à Tripoli, étaient moins nombreuses à la fin de l'année (95). Les autorités tripolitaines lui ont organisé un enterrement militaire fastueux.

Malgré toutes les apparences qu'on a voulu forger autour de la personne d' *^{c}Ali Ibn Hlifa*, celui-ci n'a pas incarné réellement la Résistance des autochtones. Le mouvement contestataire qui était présent dès le début de l'insurrection ne lui a laissé aucune chance. Alors si la Réaction tunisienne n'était pas celle d'une élite, était-elle simplement populaire ? Dans ce cas, quelles étaient ses revendications et ses motivations ?

§- 3/ Les propriétés du Mouvement.

On peut déceler les caractéristiques propres du Mouvement insurrectionnel à travers ses capacités d'organisation et ses revendications. Nous avons vu qu'avant l'Occupation, une agitation importante au sein des tribus a existé, elle a reflété la volonté des autochtones de faire face à l'intrusion étrangère. Plusieurs manifestations ont laissé émerger un début d'organisation effective et pratique.

§- A/ <u>Un Mouvement organisé.</u>

Au cours de la première quinzaine du mois d'avril 1881, « un Chaouche venant de Tunis a annoncé que les Frachiche ont placé à l'Oued Taga sur la frontière un poste d'observation composé d'une trentaine de tentes et de 15 immigrés de l'Aurès réfugiés chez eux » (96). Les *Frasis* étaient au courant des préparatifs des Français en Algérie, et de leur propre initiative, ils ont voulu organiser la résistance avec l'aide de leurs amis Algériens qui connaissaient mieux qu'eux les pistes et les cols que les Français pourraient emprunter lors de leur passage en Tunisie. La même source a indiqué que « la vente des armes à feu est de nouveau tolérée sur le marché ... elles y sont très recherchées » (97)

Sachant que la Résistance ne pouvait pas espérer emporter la victoire sans avoir les moyens nécessaires pour combattre; les autochtones ont commencé par « se procurer des armes à tout prix, les armuriers sont accablés d'ouvrage en ce moment et les fusils sont payés très cher ... » (98). Pour s'alléger et être prêts à résister, les bédouins se débarrassaient de tout ce qui les encombrait, « ... un grand nombre de Tunisiens vendent leurs bestiaux à bas prix pour acheter des chameaux et des chevaux » (99). Des indigènes servant d'espions et d'agents de renseignements au service de l'autorité militaire française en Algérie et infiltrés au sein des populations de la Régence, soulignaient régulièrement dans leurs rapports et lettres que la contrebande d'armes et de poudre était très présente et qu'elle s'effectuait au vu et au su de tout le monde, « ... vous m'avez délégué ici pour surveiller l'introduction de la poudre et des armes ... une nuit, les Hnancha – *Awlad ᶜIssawi*– sont passés avec six chameaux chargés de contrebande, ils étaient accompagnés des serviteurs de Salah Ben Outhman Calife de Tozeur et du serviteur du Bach Mufti le Cheikh Ibrahim Ben Bou Allègue, mes gardes voulurent leur barrer le passage, mais les convoyeurs réussirent à déposer la contrebande chez le Calife, leur associé ... le lendemain matin, je rencontrais au souk le Calife et le Bach Mufti, les ayant abordé en les

saluant, ils me dirent : "tu nous espionnes pour le compte des chrétiens", ils m'insultèrent moi et celui qui m'avait nommé pour agent » (100).

On constate d'après cette lettre que les autochtones ne sont pas encore passés aux actes violents contre les personnes soupçonnées de collaboration avec les Français, bien qu'ils sachent -dans ce cas au moins- qui étaient les traîtres parmi eux. Il est significatif de signaler que la Résistance n'a pas brûlé ses étapes logiques.

Dans cette première phase préparatoire; tant que les autochtones arrivaient à agir, à se rassembler, à conjuguer leurs forces et à se concerter, il n'était pas nécessaire pour l'immédiat de s'aventurer dans d'autres tâches qui paraissaient secondaires par rapport aux événements. Cependant, cette première phase allait être franchie avec la pénétration des troupes françaises dans la Régence le 24 avril 1881. Les initiatives personnelles allaient être remplacées par les initiatives collectives et responsables à l'échelle de plusieurs tribus; « toutes les tribus désignées ci-dessous - Hmamma, Beni-Zid, Ourghemma, Nfat et Nefzaoua- ont fait un pacte pour rester unies et résister à toute troupe française ou tunisienne » (101), « ... les Ouled Aziz, Ouled Radhouan, les Ouled Dhaw et les autres fractions des Hmamma se réunissent en vue d'une action commune contre nous; les Beni-Zid et les Ourghemma qui étaient ennemis se sont reconciliés ... partout on se prépare à nous attaquer, l'attitude du Amel des Hmamma Ahmed Ben Youssef, nous est farouchement hostile. » (102) Cette grande et célèbre tribu des *Hmamma* est montée au créneau de la Résistance dans le Centre, « les Hmamma disent qu'ils n'attendront point que les Français viennent les attaquer, qu'ils viendront eux-mêmes sur notre territoire, [Algérie] ... ils expédient du courrier pour encourager à la résistance. » (103)

A ce stade de concertation apparemment lente, les différents chefs des tribus et des fractions n'ont épargné ni leur énergie, ni leurs moyens pour qu'une seule force unie soit prête à l'engagement. « Le Caïd des Frachiche Ali Srir a convoqué EL-Hadj Harrath, [après la réunion] ils ont décidé de consulter les autres tribus, ... nous attaquons partout à la fois, nous tuerons ceux qui ne voudront pas marcher [avec eux], mais il

serait bon avant d'entrer en campagne, d'exciter des soulèvements par des marches ... la poudre est transportée à dos de chameaux dans des jarres de Djerba. » (104) Les multiples réunions entre les tribus du Centre et du Sud ont concrétisé l'aspect organisationnel de la Résistance.

Dès le début du mois de mai 1881, tout le pays était considéré en état de rébellion en dehors des zones d'occupation restreinte.

Le 9 mai un *Mi ͨaad* des *Magir, Frasis, 'Awlad ͨAyyar,* et *winifa* a eu lieu; le 4 juin c'était le *Mi ͨaad* des *'Awlad 'Yidir*; le 9 juin celui des *Mtalit, Hmamma* et *Bni-Zid*; le 2 août celui des *Glass*. L'indignation et le mécontentement ont gagné toute la population surtout après la chute de Sfax le 16 juillet, la tâche immédiate des tribus était de s'entendre sur les modalités de la Résistance. Pratiquement on appelait aux rassemblements grâce au *"tabbal"* [tambour] qui résonnait partout dans le Centre et le Sud.

Les *Nfat* ont dépêché leurs émissaires pour exhorter les autres à la résistance aux Français; mais c'était parmi les *Hmamma* que l'effervescence était à son comble. Un grand *Mi ͨaad* réunissait un grand nombre de *Qa'id* de *Halifa*, de *Sayh* et de notables des *Magir, Frasis, Hmamma, Wartan, 'Awlad ͨAyyar* et *Glass*, s'est tenu à Sbeitla entre le 15 et le 18 août 1881. Cette assemblée n'était nullement improvisée, mais préparée depuis une certaine date, chaque tribu de son côté. Le promotteur de cette grande réunion était le *Qa'id* des *'Awlad Radwan (Hmamma) 'Ahmid Ibn Yussif*, aidé et soutenu par le *Qa'id* des *'Awlad Nagi (Frasis) 'AL-Hag Harrat*, tous deux partisans d'une résistance à outrance. Le premier a menacé de saccager les biens de tous ceux qui se rangeraient dans le rang de l'ennemi. Cette menace de pillage proférée par le *Qa'id* d'une tribu dont tout le monde à l'époque redoutait les razzias, semble avoir décidé beaucoup d'indécis et lié leur sort à celui des résistants.

Des résolutions ont été arrêtées : les tribus voisines des frontières algériennes [*Frasis, Magir, 'Awlad, ͨAyyar* et *Wartan*] étaient chargées de défendre la route Tebessa-Kairouan, les *Hmamma* avaient la charge d'effectuer des manœuvres de diversion dans le Tell en attaquant les voies de communication ainsi que les tribus soumises afin d'empêcher

l'avance des colonnes françaises qui se dirigeaient vers le Centre–Ouest.

La tactique de harcelement menée par les *Hmamma* en territoire algérien avant la tenue de ce *Mi^{c}aad* était plébiscitée par les assistants. Le lendemain de l'assemblée, les représentants des tribus ont regagné leur territoire, à l'exception des *Hmamma* qui se sont dirigés vers le Tell. D'après les officiers des affaires indigènes, ils étaient au nombre de 3000 entre cavaliers et fantassins (105).

Cette troupe des *Hmamma* a sillonné entre le 19 août et le 20 octobre une grande partie du Tell puisque la plaine du Sers n'avait pas échappé à leurs incursions. Elle attaquait par petits groupes les caravanes et les troupeaux des tribus soumises qui s'étaient déclarées contre la Résistance. Ainsi, les tribus insurgées étaient parfaitement renseignées sur les prises de positions de toutes les tribus de la Régence à l'égard de l'intervention militaire française.

Ces données : union, rassemblement, mise en place d'une tactique défensive et offensive, distribution des tâches, opérations de diversion, collecte, des renseignements ... nous révèlent sans équivoque que la Résistance était effectivement organisée et non pas spontanée.

Vers la mi-octobre, la Résistance s'affirmait de plus en plus : *^{c}Ali Ibn ^{c}Ammar* regroupait ses partisans dans la région du Kef, *^{c}Ali Ibn ^{c}Amara* assiégait la région de Sousse, *'AL–Hag Husin Ibn Miss^{c}i* s'installait à Jebeniana pour couvrir Kairouan au Nord, *'Ahmid Ibn Yussef* reculait vers le Sud–Ouest, alors qu' *^{c}Ali Ibn Hlifa* remontait vers le Nord à 70 km au Sud de Kairouan. La répartition des tâches pour la défense de la "ville Sainte" était apparemment parfaite.

Avant la prise de Sfax, un coup de main audacieux des insurgés a jeté le trouble dans la région de Tunis : 500 cavaliers Glass et 2000 fantassins envoyés par *^{c}Ali Ibn Hlifa* sont parvenus le 17 juillet à 4 km de Tunis, ils ont enlevé 1000 chameaux appartenant au Bey et ont pillé quelques fermes. Comment ces 2500 insurgés ont-ils pu traverser les lignes françaises sans que les autorités ne puissent les apercevoir ? Cette opération confirmait la capacité des insurgés à préparer leurs coups et à les exécuter. Au cours d'une réunion des *Glass*, *Hmamma* , *Mtalit*, *Nfat* et

Bni-Zid on a fait le serment de ne pas entreprendre des razzias les uns contre les autres, et on a décidé de rassembler les hommes et d'aller au Nord combattre les Français, d'envoyer 2000 cavaliers à Gabès et à Sfax et de revenir ensuite à Kairouan conférer avec le Gouverneur. Les démarches à suivre étaient bien définies et les tâches bien réparties.

A propos de leurs affaires internes, les tribus ont essayé de s'ordonner en se préparant pour le premier appel, « les Hmamma avaient déjà expédié leurs femmes dans le Sahara » (106). Se concerter, s'unir et oublier leurs anciennes rivalités étaient les tâches primordiales pour les tribus. Attendu qu'ils avaient un ennemi en commun à combattre, « ils s'accordèrent de marcher en concert et venir ensemble attaquer le Kef. » (107). Garantir le maximum de poudre était un moyen d'assurer sa défense; à l'achat, à la contrebande et à la recherche de la poudre s'ajoutaient la prospection et l'exploitation des mines, « un nommé Hourani de la tribu Ouerten ... exploite une carrière d'où il tire du plomb et des matières propres à la fabrication de la poudre ... j'ai appris qu'on fabrique de la poudre à Thala, à Kasserine et à Fériana, le Caïd des Frachiche en fait l'accaparement, le Cheïkh Mohamed Ben Sliman est chargé du dépôt. » (108) « Les Arabes des environs de Sfax qui connaissaient les dépôts de poudre clandestins, s'en emparaient et fabriquaient des cartouches qu'ils expédiaient à Ali Ben Khalifa » (109).

Dans leurs relations avec les autres indécis, les insurgés n'ont pas rejeté tout en bloc, au contraire, ils ont prouvé une maturité politique intéressante et un sens pratique dans leur stratégie de guerre. Sur ce plan, ils ont cherché toutes les alliances possibles à condition de faire face ensemble à l'ennemi étranger, « Les Hmamma et les Frachiche ayant connu la marche d'Ali Bey sur Kairouan, avaient dit qu'ils le priveraient d'eau, et qu'ensuite ils lui feraient la proposition suivante : d'abandonner le Bey et de marcher contre les Français, qu'ils mettraient alors dix milles hommes à sa disposition, mais que s'il refusait, ils le combattraient » (110).

Les bédouins n'étaient pas les seuls à se préparer et à organiser la défense du pays, les villageois et les oasiens du Centre et du Sud, ont eux

aussi participé à cette phase : « dans le Nefzaoua, tout le monde se prépare à défendre leur pays; on répare les Bordjs, on refait les murs autour de quelques villages importants ... » (111)

Après la mise en place de cette infrastructure matérielle et humaine, la tâche était d'empêcher le Corps d'Occupation de prendre Sfax et d'arrêter la marche sur Kairouan. C'est au cours de la défense de ces deux villes qu'on a pu constater la capacité organisationnelle des insurgés. L'alliance entre les bédouins et les citadins pauvres de Sfax a fait naître comme on l'a vu un Comité de défense de la ville.

La fuite vers Tunis de plusieurs *Qa'ids* et agents du Gouvernement a permis aux chefs de la Résistance et à leur tête *ᶜAli Ibn Hlifa* de mieux préparer la population à la lutte. Le 28 juin une grande réunion des résistants a eu lieu dans la Médina, suite à laquelle le peuple a fait irruption dans les quartiers européens, plus décidés que jamais à combattre l'envahisseur. C'est donc, après la réunion au cours de laquelle les décisions ont été prises, que le mouvement s'est radicalisé.

A l'intérieur de la ville les résistants bédouins et citadins étaient sur le qui-vive. Hennique, le Commandant du navire français "Le Chacal" a affirmé que les insurgés étaient armés, il a démontré indirectement que le mouvement était préparé et organisé et non pas spontané comme l'a écrit (S.) Mathlouthi (112). « En se précipitant vers les embarcations pour rejoindre "Le Chacal", les populations européennes étaient poursuivies par des indigènes armés de fusils, de bâtons et de pistolets » (113). Refusant tout dialogue avec les envoyés du Bey et avec les militaires français, les insurgés surveillaient la plage jour et nuit afin d'affronter une attaque désormais jugée imminente. Quand le bombardement de la ville a commencé, les insurgés passaient la nuit à colmater les brèches faites par les bombes durant la journée (114). La direction des travaux était confiée à l'Amin des maçons *Mohamed Bu Zid*; ils ont creusé des tranchées le long de la plage après avoir envoyé femmes et enfants dans les jardins à l'abri des bombes.

Ils ont réquisitionné les céréales de l'*ᶜAchur* [1/10 ème] pour les besoins des chevaux et ont consacré les fonds des Habous pour couvrir

les dépenses de ravitaillement. les armes ont été mises en état de marche par les soins de l'armurier *ᶜAli Hmahim* (115). *EL-Hag Mohamed Kammun* a été chargé de collecter l'argent auprès des habitants pour payer les militaires et fournir la nourriture aux bédouins, il envoyait dix à quinze cavaliers à celui qui refusait de verser sa contribution. Un plan défensif a été mis en place, le commandement de l'artillerie a été confié à *Mohamed Ma ᶜtuv*, celui des troupes et de la batterie rasante à *Mohamed Chrif*. « Au centre en avant des remparts, une batterie rasante de forme circulaire défendait les abords de la plage, à droite, d'énormes tas d'alfa que les insurgés ont déposé en forme de tranchées » (116). Le 16 juillet à l'aube un bombardement intensif a été effectué, « toutes les cinq minutes un obus tombe sur la ville » (117). C'était le jour du débarquement, pourtant, les insurgés ne répondaient pas à l'attaque française. « Pas un coup de feu » de la part des résistants, « évidemment la ville est abondonnée, la flotille s'avance sur la ville toujours muette, les canots sont à 800 mètres de la plage [ils étaient à 6000 mètres avant le débarquement] ... l'escadre a cessé le feu des grosses pièces, Sfax reste muette, on est à 400 mètres du rivage, tout semble désert, les canots sont déjà près du port. Soudain, le drapeau vert de la révolte paraît sur la batterie rasante, un immense éclair et beaucoup de fumée, ... les Arabes cachés dans les retranchements élevés à gauche de cette batterie, fossés et ballôts d'alfa formant un mur impénétrable aux balles, ouvrent un feu de mousqueterie très nourri » (118). C'était la surprise pour les Français qui savaient d'une part que les dissidents étaient armés et prêts à se défendre, et croyaient d'autre part que la ville avait été abandonnée, puisque jusqu'à la dernière minute, aucune réaction n'a été enregistrée.

Sous le commandement de *Chrif* et de *Ma ᶜtuv*, les défenseurs ont fait preuve de savoir faire, d'organisation, de stratégie et de tactique de guerre. Ils ont évité de gaspiller leurs moyens et leur énergie avant que leurs ennemis n'aient été à la portée du tir de leurs fusils et canons. Ils ont édifié des tranchées et renforcé leurs murs de défense avec des moyens originaux. « les Arabes avaient renforcé la muraille en entassant sur l'avant des ballots d'alfa recouverts de terre, cette cuirasse

improvisée était destinée à ralentir et à arrêter la marche des projectiles » (119). Ce témoignage de la part d'un militaire français confirme encore une fois que la Résistance était consciente, organisée et structurée.

La défense de la ville de Kairouan confirme cette analyse. Suite aux multiples échecs des dissidents dans les engagements directs, et pour éviter les représailles des Français contre les populations innocentes ainsi que les prises d'otages, les insurgés ont changé de tactique. Désormais, ils allaient se contenter de contrôler les chemins qui mènent à Kairouan en effectuant des embuscades contre les troupes françaises. Tout en renforçant leur cercle défensif autour de Kairouan, les insurgés cherchaient les alliances et le soutien. Entre le 15 et le 20 juin, une assemblée réunissant à la grande mosquée de Kairouan les délégués de plusieurs tribus, a depêché trois émissaires à Tripoli pour sonder les intentions du Wali vis à vis de l'Occupation militaire françaises du *"Blad"*.

Dans leurs mouvements de flux et de reflux, les chefs insurgés ont appris à utiliser les données du terrain contre l'ennemi et ont compris qu'il n'y avait pas de salut pour eux en dehors de l'union. « Ahmed Ben Youssef a recommandé à sa tribu d'agir avec circonspection ... unissons nous au Djerid et aux Frachiche et massacrons les Français en détail » (120). Pour sa part, *ᶜAli Ibn Ḫlifa*, consulté sur le moment du soulèvement général, a signalé que « le carême et la grande chaleur l'empêchaient d'opérer, mais qu'après le Ramadan et lorsque la saison sera favorable, il bouchera toutes les sources, de sorte que si les Français veulent avancer, ils mourront de soif et qu'après il sera facile de les tuer » (121).

A l'intérieur des troupes combattantes des insurgés, nous avons constaté que ceux-ci ne manquaient pas non plus d'esprit d'organisation. Pour assurer aux combattants le maximum d'efficacité, un service de cuisine était présent pour chaque petit groupe : « les Hmamma marchent par petits pelotons, à chaque peloton il y a une femme qui prépare le manger des hommes; d'après l'opinion des gens de métier, c'est un signe certain qu'ils marchent pour combattre. » (122) Les multiples infiltrations des insurgés derrière les lignes défensives françaises ont semé la

panique parmi les autorités militaires; après chaque opération, les hauts responsables français demandaient aux officiers de l'armée « des explications sur le point de savoir comment des hommes en armes appartenant à une tribu étrangère et hostile, ont pu malgré les moyens de surveillance exceptionnels mis en œuvre en ce moment, traverser la zone frontière et venir en territoire civil attaquer des voyageurs » (123).

Les insurgés ont adopté la tactique des attaques par surprise, une sorte de guérilla; ils ont occupé les endroits stratégiques culminants, les cols et les points névralgiques tout en garantissant la possibilité de la retraite et du ravitaillement. « Les Hmamma sont établis dans le Djebel Sidi Bou Hallèle et à proximité de l'Oudiane où ils s'approvi- sionnent facilement, de ce point ils explorent tout le pays environnant et coupent les routes » (124). Leur connaissance du terrain a permis d'opérer et de se retirer sans grand risque; « des malfaiteurs ont tué quatre hommes et ont pu [enlever] une caravane entière de 150 chameaux en direction du col de Taferna, les Ouled Slama soumis se sont mis à leur poursuite, mais n'osèrent s'engager dans le col qui était gardé par d'autres cavaliers pendant que les autres passaient les Chotts avec leur butin » (125).

Quand les insurgés savaient qu'il ne leur était plus possible de préserver un endroit stratégique; ils pratiquaient la tactique des terres brûlées. C'était le cas de Thala et de ses environs qui fut brutalement saccagé et pillé par les *Frasis*. En effet, Thala, village frontalier, assez élevé (1400 à 1500 m d'altitude) et sur la route Tebessa-Kairouan, avait beaucoup d'importance pour le déroulement des opérations ultérieures. Tous les moyens qui incitaient à la révolte et à la résistance ont été exploités par les insurgés : des promesses d'indemnisation matérielle aux menaces de mort et de pillage des biens. « les insurgés ne cessent d'envoyer chez les différentes tribus de la Régence des avis leur faisant connaître que les Turcs sont en marche et que tous ceux qui se rallient aux Français seront passés par les armes » (126).

En août 1882, des lettres ont été envoyées par les chefs insurgés menaçant ceux qui se soumettraient au Bey et aux Français d'être massacrés, mais des récompenses au nom du Sultan à ceux qui se

joindraient à la Résistance (127).

Même la retraite vers la Tripolitaine n'était pas anarchique, elle était organisée et méthodiquement menée. Les insurgés ont emprunté les voies dans lesquelles on pouvait mieux se défendre en cas de heurts avec les colonnes françaises, la couverture était assurée par une cinquantaine de cavaliers. Pour les *Hmamma* c'étaient l'un des fils d' *'Ahmid Ibn Yussif* et *ᶜAli Ibn Zaw* qui étaient chargés de cette tâche; ces cavaliers ont harcelé la colonne Forgemol en lui portant des coups sur ses flancs et ses arrières, c'était une tactique déroutante.

A partir de l'exil, une véritable propagande en direction des tribus demeurées en Tunisie a été établie, elle visait à mobiliser celles-ci et éviter que le souffle insurrectionnel ne s'éteignît, ceci en entretenant l'idée de l'imminence d'un combat décisif. On envoyait alors des émissaires qui circulaient parmi les tribus et les douars pour prêcher la révolte ou simplement un courrier annonçant un prochain combat. En juin 1883, des émissaires d' *ᶜAli Ibn Hlifa* ont été interpellés porteurs de tels messages aux chefs des tribus soumises (128). On s'aperçoit que les insurgés ne perdaient pas l'espoir, et croyaient vainement dans un combat décisif appuyé par les Turcs. En juin 1882, ils ont réparé leurs armes qui étaient en mauvais état et ont acheté des fusils européens, des revolvers et des cartouches, alors qu'au début et face aux canons et aux armes perfectionnées des Français, ils avaient des sabres et des fusils à pierres transformés en fusils à piston.

Pour détourner l'ennemi et effacer toute trace de leur présence, les insurgés s'appuyaient sur leurs traditions bédouines : par exemple, l'utilisation des puits d'eau était réglementée entre les tribus et pour ne point laisser l'ennemi connaître leurs points d'eau, les insurgés cachaient les puits avec des peaux de chameaux et mettaient du sable dessus. Ainsi, ils ne permettaient pas aux colonnes françaises de savoir les endroits qu'ils occupaient ou bien les chemins par où ils passaient. Ils arrivaient à sauvegarder leur désert et à repousser la curiosité des étrangers. Le sahara demeure mystérieux pour l'occupant.

Les opérations menées contre les troupes françaises étonnaient

beaucoup les stratèges militaires : « Les Français ne pourront jamais couper le passage aux dissidents -qui- rentreront dans leur pays avec les troupeaux qu'ils ont razziés dans le Nord, ils repasseront à travers notre ligne, là où elle est la plus dense par petits paquets au milieu de la nuit, et ce n'est pas avec nos fantassins que nous pourrions faire la chasse à des cavaliers comme ceux-là. Il y faudrait tous les escadrons du général Bonnie ! » (129).

Après un raid spectaculaire effectué entre Gafsa, Kairouan et Sfax, et au cours duquel une compagnie mixte a été vaincue par les insurgés; ceux-ci ont pu rejoindre leur base « en passant plus à l'Ouest », ils étaient bien renseignés sur les emplacements des forces françaises, assez nombreux, biens armés, bien équipés car ils ont pu faire face et vaincre toute une compagnie ennemie.

Ils connaissaient bien le terrain car malgré la lenteur des troupeaux qu'ils avaient razziés et qui auraient dû normalement les ralentir; les forces françaises à la poursuite de « ce djeich fantôme », n'ont pas pu les atteindre. Leur extrême mobilité a empêcher leurs poursuivants et parmi eux des indigènes collaborateurs de les trouver quelques heures seulement après avoir signalé leur présence; ils disparaissaient sans laisser de traces, « ces gens-là sont très redoutables comme coupeurs de routes : faire de 70 à 80 km par jour, huit jours de suite, est un jeu pour eux; nous n'avons qu'à leur opposer l'infanterie qui ne peut faire que le 1/3 de semblables trajets, et même la cavalerie du général Bonnie n'en viendrait pas à bout. » (130)

Les insurgés arrivaient à opérer au nez des camps militaires en attaquant la nuit; les poursuivants n'arrivaient pas à savoir quelle direction ils avaient pris dans leur retraite. Une opération a été effectuée sur le camp militaire du colonel de La Roque à *Ras 'AL-Wad*-Gabès-, « le colonel est parti à une heure du matin à leur poursuite, mais il est rentré le lendemain à onze heure du matin sans avoir vu l'ennemi, naturellement ! » (131). Pour tenter de couper la route de la retraite des insurgés vers le Sud, les autorités militaires essayaient de combler les puits pour les priver d'eau « or ces puits avaient déjà été comblés l'an dernier et la

dernier et la garde de Bir Zoummit n'avait pas empêché les dissidents de passer comme ils voulaient » (132).

Malgré la puissante machine de guerre de l'Occupation, les insurgés ont pu contrecarrer les forces françaises et les tenir en haleine pendant plusieurs années, grâce à leurs motivations, leur organisation et leur esprit combatif.

Après avoir montré leur tactique, nous ne pouvons plus nier que leur Mouvement était organisé, structuré, et a contrario, il n'était pas spontané et "primitif"; et on ne peut pas non plus le qualifier de banditisme comme le voulait l'Occupation.

§- B/ Un Mouvement paysan.

La réaction autochtone a été critiquée pour ne pas avoir déployé des stratégies et des mots d'ordres plus contemporains; c'est là se méprendre sur ses ambitions : celles-ci ne consistaient pas à instaurer un monde nouveau et parfait, mais un monde juste au sein duquel l'homme préservait sa dignité, sa tradition et son identité propre, un monde, où l'homme devait être traité avec équité.

C'étaient les ambitions restreintes de tout mouvement dont les éléments moteurs étaient des paysans, c'était la *ᶜAmma* –commun– des *ᶜArab* –bédouins– qui a joué le rôle le plus dynamique et le plus important. Les commandants des raids lancés sur la Régence à partir de la Tripolitaine étaient des gens issus du commun.

Au cours de la défense de la ville de Sfax, ce n'étaient pas les citadins qui avaient pris l'initiative de s'opposer à l'Occupation, mais c'étaient les bédouins, et plus précisement les *Mṯaliṯ* qui étaient présents à l'intérieur de la ville depuis le début des rumeurs de l'attaque française, « les bédouins qui se trouvaient dans la ville, se ruent avec fureur sur les quartiers européens » (133). Ceux qui ont accepté de se joindre aux bédouins étaient des citadins pauvres qui n'avaient plus rien à perdre, ils ne possédaient ni jardins ni oliviers en dehors de la ville; les prisonniers

capturés par les forces françaises étaient tous des gens appartenant à une classe pauvre, (134) « autour de la ville se déroule la vaste zone des jardins qui environnent Sfax d'une ceinture verdoyante ... c'est là que les Sfaxiens viennent passer la saison des chaleurs ... dans ces jardins se sont réfugiés avec leurs familles les habitants musulmans de Sfax; dans la ville se tiennent les insurgés d'Ali Ben Khalifa au nombre de 1000 à 1200, de nombreux bédouins sont campés sur les dunes de la plage, prêts à accourir à leur aide au moindre signal » (135).

Dans ses rapports le Gouverneur *'AL-Galluli* était persuadé que la population citadine de Sfax était « surchauffée depuis quelques jours par les tribus environnantes qui étaient convaincues, que par le Traité du 12 mai, le Bey a vendu le pays aux Français et que les Caïds sont chargés d'exécuter ceci en douceur » (136). Le 29 juin, le Gouverneur *'AL-Galluli* lui-même a été malmené par les bédouins insurgés; ils lui ont reproché, dans sa conduite envers eux, son injustice en tant que Gouverneur, collecteur d'impôts, briseur de révoltes, notamment celle de 1864, et en tant que représentant d'un Bey vendu; il n'a pu se sauver qu'en se réfugiant dans la zawia de Sidi *ᶜAli 'AL-Karray*, puis il a pu s'échapper en secret le 1er juillet grâce à l'aide des notables pour rejoindre les Français à bord du navire l'Alma. *ᶜAli Ibn Ḫlifa*, n'a pas oublié cet acte de la part des notables sfaxiens envers *'AL-Galluli* quand il les a invités pour les menacer de son retrait, il leur a reproché leur défaitisme et leur aide au Gouverneur.

Partout ailleurs dans la Régence, c'étaient exclusivement les mêmes éléments paysans qui étaient les plus dynamiques. Après l'occupation des villages du Sahel, les habitants villageois qui avaient participé au début à la résistance, se sont découragés et ont abandonné les combats. Depuis, l'insurrection n'était assurée que par les bédouins nomades qui ont pu atteindre dans cette région les murs de la ville de Sousse. (A.) Mahjoubi soulignait que « la résistance de Sfax et de Gabès était effective grâce au soutien des tribus environnantes » (137). On suppose alors que si les bédouins avaient pu entrer à Kairouan, celle-ci n'aurait pas pu être livrée aux Français sans combats.

Pour soutenir l'idée que la Résistance à Sfax n'était pas essentiellement citadine, nous avons constaté que les documents d'archives signalaient que 400 Sfaxiens seulement avaient pu se réfugier dans le Sud après la chute de la ville; d'ailleurs ils étaient très vite de retour; en arrivant à *'AL-Hamma*-Gabès-, ils ont appris que les Turcs s'opposaient à leur passage en Tripolitaine. Enfin, cinq familles sfaxiennes seulement sont arrivées à Tripoli y compris celle de *Chrif, Kammun* et *Hmahim*. *Kammun* a demandé l'Aman dès le 23 mars 1882 par une lettre adressée à *'AL-Galluli* à partir de Malte, puis il s'est installé à Tripoli de nouveau où il a collaboré activement avec Féraud en le renseignant sur les activités des réfugiés tunisiens. Il a obtenu l'Aman en juin 1882 et s'est rendu à Sfax où il a récupéré tous ses biens et est devenu fidèle à la France. (138)

Pour expliquer la résistance de Sfax et de Gabès, quelques historiens dont (M. H.) Chérif et (T.) Ayadi, ont avancé l'idée que ces deux villes n'étaient pas assez pénétrées par le commerce et l'influence européens (139). Or le commandant Varloud a souligné dans ses souvenirs qu'« il y a(vait) déjà des mercantis français installés dans le village de Jara et toute une population de juifs indigènes y grouille » (140). Mais surtout on peut alors se demander comment expliquer la non résistance des autres villes Gafsa, le Kef ... qui étaient vraiment beaucoup moins pénétrées par l'influence européenne ? D'autant plus qu'elles étaient entourées par les puissantes tribus *Hmamma* , *Frasis*, *ᶜAyyar*, *Magir*... (M.-H.) Chérif, s'est posé la question (141) mais il a signalé que « c'est un problème auquel je ne trouve pas de réponse satisfaisante pour le moment. » (142)

(A.) Mahjoubi lui a répondu dans le débat, et nous le soutenons : « le fer de lance de la résistance dans ces deux villes a été l'élément tribal » (143). L'exemple de Gabès, où deux quartiers : Menzel et Jara ont pris des positions radicalement opposées envers l'Occupation, reflète l'hypothèse que nous avons avancée : Jara qui représentait le véritable centre urbain de Gabès et où résidaient tous les notables de la ville, a préféré la soumission; alors que Menzel plus proche des bédouins et lieu de résidence d'*ᶜAli Ibn Hlifa* s'est mise à côté de la Résistance. Cette même

réalité se retrouve à Zarzis occupée avant le débarquement français par les bédouins. C'est la traîtrise du *Hlifa* des *cAkkara Rhuma Bel-Hiba* qui a permis aux Français d'occuper la petite ville. Après un entretien avec le Commandant du navire français, le *Hlifa* a fait éloigner les bédouins *Wirgimma* en dehors de la ville en leur faisant croire que les Français ne débarqueraient pas; il leur a promis de ne pas se soumettre et de ne traiter avec les Français que pour obtenir leur évacuation, puis il s'est rendu à bord du "Léopard" pour assurer le Commandant Mallarme de sa soumission, il lui a demandé de retarder le débarquement, le temps de faire partir les bédouins. Le 3 août tous les notables de Zarzis ont fait leur soumission aux troupes françaises. Les bédouins étaient-ils assez naïfs pour ne pas se rendre compte de cette astuce ?

Nous pouvons déduire donc que la Résistance était presque exclusivement paysanne, certes parce que les bédouins n'étaient pas pénétrés par "le mécanisme du monde moderne"; mais parce qu'ils avaient aussi su conserver plus de "traditionnalisme actif" et avaient plus conscience du danger qui menaçait de detruire leur " Communauté " au sens large. Ceci pouvait-il traduire une conscience pré-nationale chez les autochtones de la Régence ?

§- C/ Un Mouvement national.

Nous supposons que l'enracinement et l'ancrage des composantes d'une réalité objective particulière, précédent en général la conscience humaine de cette réalité, surtout quand il y a des circonstances déterminées qui s'exercent dans le sens opposé afin d'empêcher l'élaboration de cette conscience.

La conscience des Tunisiens pour leurs particularités et leur identité a commencé à s'esquisser avec la domination ottomane. L'occupation de l'Algérie en 1830 et l'affirmation de la domination turque sur la Tripolitaine en 1835 ont accéléré le processus de la singularité tunisienne; et même les Beys d'origine turque ont préféré s'intégrer

dans les données culturelles et sociales de la population que de s'aliéner derrière la politique de la Sublime Porte. Ils étaient convaincus que le salut de leur dynastie ne pouvait se trouver que dans une politique qui laisse transparaître les réalités du pays et de sa population.

« Rendons nous bien compte que lorsque la France s'installe en Tunisie, elle y trouve une conscience nationale déjà quelque peu formée... dès avant le Protectorat, la Tunisie a une certaine personnalité et une certaine unité... » (144). C'était par cette introduction que l'un des analystes militaires français a commencé son rapport; il était chargé en 1945 d'étudier l'évolution du nationalisme tunisien et ses conséquenses.

A partir de cette réalité, Ahmed Bey a entamé ses réformes et le Vizir Khereddine a voulu "moderniser" la Régence. « Dès le début du XVIII ème siècle, la Tunisie était dirigée par une monarchie héréditaire et les Beys Mouradites puis Husseinites s'affirmèrent au cours de leur lutte contre les Algériens comme les véritables champions d'une indépendance reconnue de gré ou de force par les puissances européennes, définitivement acquise avec la dissolution de la milice turque en 1811 sous le règne du plus grand des Beys Hammouda Bacha II (1782-1813) » (145) et par l'adoption de la langue arabe dans l'administration tunisienne à la place de la langue turque.

En 1881, quelle que soit la forme de la Réaction, tous les groupes ou classes qui composaient la population autochtone ont manifesté d'une manière ou d'une autre leur rejet de l'Occupation. Au lendemain de la signature du Traité du Bardo, le jeudi 13 mai 1881, le marché de Tunis a fermé en signe de protestation (146). Des fonctionnaires haut placés dans l'administration tunisienne ont écrit à *ᶜAli Ibn Ḫlifa* afin qu'il sache « qu'ils sont étrangers aux événements qui ont eu lieu, que le Bey a toujours agi contre leurs conseils » (147). Le Bey en personne n'était certes pas content de signer le Traité, il était menacé de perdre son trône, car son frère Tayib était prêt à le remplacer et à exécuter tous les ordres de Roustan. Après la razzia effectuée par les *Hmamma* sur les troupeaux du Bey à 4 km de Tunis le 17 juillet (148), ce dernier « avait écrit à sept Caïds soumis de se concerter pour aller reprendre les chameaux qui lui

ont été soustraits; les Caïds lui ont répondu qu'il rêvait, que ce qu'il leur commandait était impossible à faire et que s'il n'avait point livré le pays à l'étranger, ceci ne lui serait point arrivé » (149). Du plus haut niveau de la hiérarchie administrative, au plus bas on a constaté presque la même réaction : rejet de l'Occupation et mépris du Bey .

Bien qu'elle ait été passive, la Réaction a exprimé au moins une prise de position contre l'envahisseur. Par contre, c'est au sein de la population qu'elle était active, et ce sont les bédouins qui l'ont exprimé le mieux. « le Bey avait fait connaître au Mufti et au Cadhi de Gafsa d'employer leur influence pour empêcher le peuple de leur contrée de se soulever, ceux-ci ont communiqué les ordres à leurs administrés ... les arabes ont répondu qu'ils n'obéiraient point au Bey et qu'ils repousseraient les Français par les armes. » (150)

Avant même la signature du Traité du Bardo, les tribus du Centre et du Sud ont cherché à se rassembler et à trouver du soutien auprès des tribus tripolitaines, « le 5 mai, deux cavaliers porteurs de lettres de Tunis étaient à Tripoli ... ils demandaient le renfort des contingents des tribus pour combattre l'armée française envahissant le territoire tunisien » (151). Cependant, rien n'exprime mieux la position populaire que la poésie qui en est issue. Dite par les gens simples du pays, elle a reflété le plus la réalité des autochtones, leurs sentiments et leurs profondes revendications. « Que le Bey soit trahi comme il a trahi le Watan, il a ébranlé le pays, il l'a bouleversé... le Bey a vendu la Patrie et il nous a envoyé ses émissaires pour nous recommander le calme face aux forces des étrangers, il a catégoriquement vendu le pays en imposant sa signature; celui qui souhaite se soulever n'a qu'à crier ! » (152)

Par leurs poèmes, les poètes contribuaient à diffuser une information partisane qui condamnait le Bey et qui rejetait l'Occupation, elle exprimait clairement l'événement et appelait aux rassemblements et à la lutte. C'était le moyen de communication le plus efficace entre les douars et tribus de la Régence. Un poème qui a été dit dans l'extrême Sud, on le retrouvait facilement au Centre et au Nord, et des enfants qui l'avaient appris dans leur famille le chantaient dans les rues des villes comme

celui-ci : « Le Bey a vendu l'honneur des *Awlad Hissin*, [*Hissin I*[er] *Ibn ᶜAli Turqui*: 1705-1735, le fondateur de la dynastie.] il n'a plus le droit d'être au trône. » (153) Les poètes décrivaient même les combats engagés : « Des hommes forts et courageux se sont soulevés à partir des *Wigimma* (extrême Sud) au territoire des *Drid* (au-dessous de la Medjerda), on a rassemblé des hommes et des cavaliers qui se sont engagés dans la lutte au cours d'une chaude et rude journée » (154)

Même en arabe littéraire, quelques lettrés ont exprimé leur indignation, leur condamnation du Bey et leur volonté de résister à l'Occupation. Ainsi l'Imam personnel du Bey à la mosquée du Bardo *ᶜAli 'AS-Swassi 'AL-Bagi* a composé un poème qui lui a valu l'emprisonnement au cours duquel il est décédé. Dans ce poème, il a traité le Bey de menteur, de soumis et de malheureux « Qu'est ce qui a pu t'arriver pour offrir ainsi *'AL-Khadra* (la Verte : surnom de la Tunisie) aux étrangers, tu as vendu le Pays, que la main du vendeur soit paralysée » (155).

Dans les tribus, plusieurs poètes ont participé activement à la lutte armée, une double tâche leur incombait : lutter d'une part et composer des poèmes dans lesquels on incitait à la révolte d'autre part. Les soumis étaient dénoncés et considérés comme des traîtres contre qui la lutte était légitime et juste. L'un des poètes *Hassan 'AS-Sassi* des *Bni-Zid* a composé un poème dans lequel il a décrit la Tunisie comme un pays magnifique, un paradis où on trouvait tout ce qu'on espérait, il regrettait que le Bey l'ait offert à « un sanglier » (les Français), puis il a souligné sa nostalgie pour ce pays étant donné qu'il était dans l'exil au moment où il a composé son poème. En répondant à une lettre de ses parents qui lui demandaient de rentrer dans le pays, il leur a répondu sous forme poétique : « nous avons quitté notre cher pays ainsi que nos parents par la volonté de Dieu, mais on ne sera pas de retour tant que vous obéirez à Joseph Allegro » (156).

Cette amertume, regret et nostalgie exprimés par les poètes reflétaient leur conscience de l'identité de leur pays, ses propres qualités ainsi que ses dimensions. Indéniablement le phénomène "Patrie" existait dans leur esprit. « contrairement à ce qu'on observe en Algérie... nous nous

trouvons dans la Régence en présence d'une société très sagement équilibrée dont les différents éléments sont coordonnés avec ordre et dont les rouages possèdent une unité parfaite » (157).

Ainsi, quand un poète invoquait le Sud, c'est qu'il avait une notion géographique précise; il distinguait le Sud par rapport au Nord, et avait par conséquent une idée globale du pays. De même, en qualifiant l'année 1881 d'année catastrophique et désastreuse, l'un des poètes *ᶜAbdallah 'AL-Marzuvi* a prouvé sa conscience de la singularité de la Tunisie. « c'est une année apocalyptique au cours de laquelle tout le ***Watan*** est troublé, l'année des *Rumi* [étrangers, Européens], l'année 1298 (1880-1881) c'est l'année des orphelins, [par le fait de la guerre contre les occupants], c'est une année de souffrance pendant laquelle, le ***Watan*** a été envahi, c'est l'année du chien de l'Algérie *Yussif Ligru* [Joseph Allegro est né en Algérie] qui s'est introduit dans le Sud pour imposer le pouvoir des mécréants et des incrédules ... si ce n'était à cause de l'injustice et la peur, je ne partirais jamais de *Nifzawa* pour me refugier à Souf [Oued Souf en Algérie], je ne tronquerais jamais mon abri, je ne céderais jamais ma terre. » (158)

L'un des meilleurs poèmes qu'on ait pu trouver a été composé en 1881 par un poéte *Hammami* dans la région de Gafsa; le poème est évoqué par Sonneck dans son recueil *Chants arabes du Maghreb* (159). Le poète commence par un appel à la résistance contre l'Occupation en outrageant le Bey en regrettant l'époque de Hammouda Bacha Bey (1782-1813) et en invoquant avec fierté toutes les tribus insurgées; il a parlé textuellement de la « Régence – *ᶜAmala–* » en rappelant les différentes régions où des combats ont eu lieu ainsi que les différentes tribus qui ont participé aux combats; « ... Que celui qui nous a humilié le soit aussi, ... le Bey a livré la glorieuse *Qasba* du Kef et *l'Ifrigiyya* est devenu désertique... il a vendu une Régence fertile à un *Rumi* sans scrupule ... le ***Watan*** des hommes libres a été vendu comme on vendait les troupeaux ... » Dans ce poème, l'auteur a parlé de la montagne *ᶜAmdun*, des *Hmir*, du *Zahar*, des *Bni-Zid*, des *Hmamma* , du *Sahel*, d'*ᶜAli Ibn ᶜAmmar*, de *Gafsa*, de *Nifzawa* et du *Grid*. Enfin il a introduit le mois

et l'année de l'Hégire au cours desquels il a composé son poème, c'était le 1er Rajeb 1298 (mai 1881).

A côté du facteur déterminant qu'était la poésie populaire, nous avons constaté au cours de l'insurrection et de la Résistance des actions qui n'ont fait que renforcer notre conviction à propos de l'originalité et de l'individualité du Mouvement insurrectionnel.

Avant le débarquement des forces françaises à Sfax, et dans leur excitation, les insurgés ont su distinguer entre leurs ennemis français et les innocents européens. La guerre était contre ceux qui les envahissaient par les armes et non contre tout ce qui était différent d'eux. L'arrivée du navire français "Le Chacal" au large de Sfax le 27 juin 1881 a augmenté au sein des insurgés leur sentiment d'être humiliés; le lendemain ils ont attaqué le Consulat de France et ils ont enlevé le drapeau français qui surmontait le bâtiment. Le Commandant Hennique accompagné par son interprète militaire M. Gandolphe a pu débarquer en civil dans la ville pour une visite d'inspection, les insurgés les ont pris pour des Maltais, alors on ne les a pas touchés. Or lors de la précipitation des populations européennes vers les navires français, le Vice-consul Mattei « poursuivi par des Arabes qui cherchent à le tuer » a eu un bras droit brisé, « un insurgé lui porte un grand coup de bâton sur le crâne, il détourne l'arme avec son bras droit qui est brisé, néanmoins protégé par M. Gandolphe, il a pu atteindre la baleinière de la cannonière le Chacal » (160). Si tous les Européens se sont sentis en danger et se sont précipités sur les embarcations du Chacal, seuls les français étaient en fait visés. Les insurgés ont attaqué ensuite la maison du Vice-consul sans toucher ni aux biens ni aux établissements des autres puissances européennes (161).

Quand le Bey a envoyé sur la demande du Gouverneur *'AL-Galluli* ses soldats pour "calmer la situation" à Sfax, les insurgés ont refusé leur débarquement, car ils étaient convaincus que le Gouvernement beylical voulait les duper. Ils soupçonnaient les *ᶜAsakri* –soldats– de complicité avec les Français et croyaient qu'en fait ils étaient envoyés pour s'emparer des forts de Sfax afin de les remettre aussitôt aux Français.

Avec leur mécontentement et leur refus d'entrer en négociation soit avec les représentants du Bey, soit avec les autorités françaises, les insurgés ont démontré une maturité et une conscience politique certaine. La félonie du Bey a justifié leur position en lui déniant toute légitimité sur ses sujets.

La solidarité entre les autochtones ne peut plus être qualifiée de tribale ou régionale, son cadre s'est accru considérablement pour se fixer enfin dans ses dimensions logiques, celles de tout le pays. Sinon comment expliquer l'appui des habitants de la région tunisoise à des bédouins de l'extrême Sud qu'ils n'ont jamais connus ou qui n'ont jamais eu de contact avec eux ? « Les Arabes des douars environnant Mannouba et Saïda (10 km de Tunis) sont en connivence avec les Hmamma. » (162) Qu'est ce qui pouvait amener des bédouins *Hmamma, Nfat* et *Wirgimma* de l'extrême Sud à se porter au Nord pour combattre les Français, si ce n'était le sentiment de défendre le pays, tout le pays et non pas le territoire tribal ? « La route entre le Kef et Sidi Youssef n'est plus sûre à cause de la proximité des coureurs Hmamma » (163).

Avant la prise de Sfax une centaine de cavaliers *Hmamma* commandés par l'un des fils d'*'Ahmid Ibn Yussif* ont rejoint d'autres insurgés envoyés par *ᶜAli Ibn Hlifa* dans la région de Zagouan (60 km de Tunis) pour barrer la route aux colonnes françaises. Au cours d'un affrontement, le fils d' *'Ahmid Ibn Yussif* a reçu une balle au bras, et l'un des neveux d' *ᶜAli Ibn Hlifa* a pu dépasser les lignes françaises et razzier les camps des environs. (164) Lors de leurs attaques contre les services du courrier de l'armée escortés par des soldats français et des collaborateurs indigènes; les insurgés n'ont pas hésité à « tuer les cavaliers français et à dépouiller les cavaliers indigènes, mais ils leur disaient qu'ils les laissaient vivre en qualité de compatriotes » (165).

Le sentiment qui a poussé les tribus à se soulever et à se comporter ainsi ne peut en aucune mesure être un "certain sentiment patriotique instinctif". Le sentiment qui a amené les tribus à dépasser leurs conflits et à s'unir malgré la caractéristique tribale qui dominait la société tunisienne, ne peut être à notre avis que volontaire et conscient. « Il y a

huit jours (27 janvier 1884), les gens de Mahrès, qui est le centre de la tribu des Neffat, ont décroché le drapeau français qui flottait sur la mosquée et en ont fait un jouet ... dans ce pays nous ne sommes respectés que jusqu'à la portée de nos canons. » (166)

Aux limites de leurs possibilités d'action, les autochtones savaient comment provoquer et atteindre la sensibilité de leurs ennemis et exprimer ainsi leurs revendications. « Un Spahi de la région de Métameur a été frappé par plusieurs indigènes de chez lui après lui avoir tendu un espèce de guet-apens, il a dû subir toutes les injures usitées en pareil cas : chien des Français ... etc ... ce sont de ces indices qu'il ne faut jamais négliger en pays arabe, où toutes les insurrections ont débuté ainsi » (167). Partout où cela fut possible, le drapeau français qui représente le symbole suprême de la France, fut piétiné et sali par les autochtones; « à Nefta on a arraché le drapeau français qui surmontait le bureau de l'agent consulaire du Djerid » (168).

Malgré toutes ces données, on peut se poser la question de l'appel au Sultan ottoman. Ce fait peut-il entamer et remettre en cause l'hypothèse de l'existence d'un certain pré-nationalisme au sein des insurgés ? Le régime beylical et l'Occupation ont été rejetés par les insurgés, « mais pour faire appel à la suzeraineté ottomane, archaïsme ou chimères ! » (169). Nous supposons que l'appel au Sultan était déterminé par des conditions plutôt stratégiques que religieuses. Le seul allié véritable et encore apparemment puissant, était l'Empire Ottoman dont le Sultan était le Commandeur des Croyants. Pour sauvegarder son image de marque, la Sublime Porte croyait nécessaire d'intervenir. C'était de son devoir de protéger tout le territoire musulman contre les étrangers non musulmans; ceci en raison du code de la solidarité imposé par le fait de l'union .

Dans une société incapable de découvrir en elle-même ses propres capacités de création, incapable de trouver une expression centrale qui aurait pu canaliser ses aspirations et ses ambitions; il était tout à fait normal de chercher l'allié objectif le plus commode, le plus prêt, le plus disponible à l'aider pour surmonter sa situation. C'était le cas de la société tunisienne en 1881.

(A.) Martel a admis que le Bey « a affirmé un principe national, en faisant appel au Sultan, en réservant publiquement ses droits et en ne cédant que devant la force » (170). Alors pourquoi ne peut-on pas admettre cette même hypothèse aussi facilement, pour qualifier le Mouvement insurrectionnel tunisien qui a effectivement rejeté l'Occupation par les armes? Martel supposait que la population tunisienne avait conscience de son originalité au sein de l'Empire Ottoman et se distinguait des Algériens et des Tripolitains; cependant, sa double obédience ne posait d'après lui aucun problème; être Tunisien, Ottoman, Musulman n'était pas contradictoire mais complémentaire, puisque le Sultan était en même temps Calife.

Or s'il n'y avait pas de contradictions entre les trois données; pourquoi les réfugiés ont-ils préféré rentrer dans leur pays et se soumettre à la domination française que de rester en "terre d'Islam" qu'on qualifiait de vaste, *('Ardu 'Allahi 'Al-wasi^c a)* bien que la Tripolitaine possède assez d'espace pour nourrir 100.000 bouches supplémentaires ?

A partir de la Tripolitaine les insurgés n'ont jamais cessé leurs opérations contre la présence française malgré les consignes des autorités turques. Le Wali a demandé aux insurgés de s'abstenir de toute action en Tunisie car la conjoncture était délicate, mais il paraît qu' *^cAli Ibn Hlifa* et les autres « ne se sont pas conformés à cet ordre et les raids se sont poursuivis » (171). Les insurgés ont démontré ici que leur rapport avec le Sultan ne s'inscrivait pas dans le cadre : Calife – Sujets. Le Sultan et l'Empire Ottoman n'étaient pour eux que de simples alliés objectifs.

En analysant la lettre d'*^cAli Ibn Hlifa* adressée au journal *'AL-Jawyyab* (172), on s'aperçoit qu'il distinguait bien l'État turc *(Dawla)* de la Patrie tunisienne *(Watan)*, il comprenait bien l'identité de ses ennemis, il ne confondait pas Chrétiens et Français bien que ceux-ci soient des chrétiens. Donc, dire que la lutte menée par *^cAli Ibn Hlifa* et les insurgés tunisiens était une guerre sainte, est invraisemblable. En classifiant les mobiles de sa rébellion, *^cAli Ibn Hlifa* a mis *Watan* en premier lieu, puis c'est la religion *(Din)*, et enfin l'honneur *(Saraf)*. Par cette classification volontaire, *^cAli Ibn Hlifa* s'est révélé comme un

révolté politiquement conscient . Bien qu'il ait affirmé son attachement au Sultan, « notre pays *-Blad-* est le sien », nous sommes pérsuadés qu' *ᶜAli Ibn Ḫlifa* ne considérait pas la Tunisie comme un État vassal ou bien une province de l'Empire Ottoman, mais il voulait simplement manifester sa courtoisie, sa sympathie et son respect pour le Sultan qui reste en dernier lieu le seul recours possible. Dans tous les cas il semble que « la soumission au Sultan –était pour les insurgés– une éventualité moins déshonorante et moins gênante que l'établissement de l'autorité française » (173)

Quelle était la signification des mots *Blad* et *Watan*, cette entité territoriale que « le Bey avait vendue aux Français » ? Tout semble laisser croire que les mots visaient l'ensemble de la Régence. Les insurgés avaient conscience d'appartenir à une entité supérieure à leur propre territoire et inférieure à *Dar 'AL-Islam*. Le Monde Musulman n'était pas pour eux le pays natal mais la Régence de Tunis était la "Patrie". Leur sentiment national n'était pas encore clair, il était imbriqué dans un sentiment patriotique emb- ryonnaire. L'attachement au sol national existait et était plus puissant et plus expressif que le sentiment tribal. En fait, c'était une sorte d'assemblage, d'interpénétration entre les deux consciences. C'était une société segmentée, où les normes, les valeurs et les postulats de principe s'accumulaient et se stratifiaient. L'insurrection et l'émigration semblaient avoir contribué à épurer et à moderniser la notion de Nation tunisienne qui émergeait ainsi par réaction contre l'emprise coloniale et sous l'effet même de cette colonisation.

On a parfois avancé l'idée que « l'insurrection n'était qu'une réaction élémentaire contre l'étranger et l'infidèle » (174) sans établir la différence ni les limites entre les deux qualificatifs. Cette confusion est moins évidente quant à l'autre mobile de la Résistance, à savoir la défense du "territoire des ancêtres". Ce territoire ne semble pas se restreindre à celui de la tribu ou de la région (175). D'après (A.) Mahjoubi, le motif de la Résistance était justifié par « une volonté d'éviter au pays toute violation étrangère, c'était un sentiment naturel d'attachement au lieu de naissance » (176), puis il se pose la question :

quel est l'étendue de ce lieu de naissance ? Mais Mahjoubi n'a pas proposé de réponse. A notre avis, les nomades étaient jaloux de leurs acquis, et de ce fait ils ont farouchement défendu à la fois leur pays, leur mode de vie, leurs intérêts, leur religion et leur propre identité. Ces mobiles ont constitué une superposition de causes indissociables, complémentaires mais différenciées; chaque élément a contribué à la formation de l'ensemble.

Nous admettons qu'une conscience nationale au sens moderne du terme n'existait pas en 1881, il n'y avait pas encore un sens d'identité entre État et société car le principe de base de l'organisation sociale et politique ne le permettait pas. Cependant, « la Tunisie a commencé les temps modernes avec une plus large cohésion, les Tunisiens possédaient un sentiment plus large d'appartenance à un Watan géographiquement défini que d'autres peuples et autres parties du monde arabo-musulman... et dans ce sens, il y avait en Tunisie un sens plus large de "tunisianité" la Tunisie avait une conscience géographique et culturelle bien que le Watan ne soit pas encore devenu une Patrie. » (177)

Pour sa part (J.) Poncet soulignait qu' « il est difficile de trouver meilleur exemple d'un pays ayant, depuis plus de 2000 ans, connu une évolution plus constamment centralisée et dirigée à partir de ses foyers (Carthage, Kairouan, Tunis) » (178). Quand peut-on se permettre l'utilisation plus au moins affirmée de la notion « Nation tunisienne » ? La présence d'une certaine complémentarité entre les régions géographiques et les activités économiques, entre les communautés ethniques, en plus de l'adoption des règles communes de gouvernement, de vie et de croyances religieuses ainsi que d'une langue commune. Tout ceci nous permet d'affirmer la Nation tunisienne, « la population était inconsciemment nationaliste, elle méprisait la civilisation occidentale... mais son nationalisme purement théorique et inopérant se satisfaisait en caressant le rêve d'une intervention possible de la Turquie... il lui manquait pour agir des vues pratiques et précises, un programme d'action » (179).

La Tunisie de la fin du XIX ème siècle était une communauté de destin

qui a rattaché tous les éléments de la nation même peu consciente d'elle-même. Ces éléments se sentaient de plus en plus concernés de la même façon par les mêmes événements majeurs. Le sentiment d'appartenir à une communauté nationale et solidaire est devenu le trait dominant de la lutte contre l'occupant. Ce sentiment a forgé la force et le dynamisme unitaire de la communauté « rarement égalé dans aucun autre pays ex-colonial, le Protectorat et ses prépondérants ne firent que révéler ce qui préexistait, la réaction était inévitable ... se réclamant essentiel- lement de l'esprit national et non de la religion, d'une classe ou d'une ethnie » (180). Nos propres constatations sur les propriétés originales du Mouvement insurrectionnel tunisien, rejoignent les affirmations de Brown, de Servier et de Poncet pour dire à la fin, que l'évolution historique de la construction de l'entitité tunisienne entamée depuis l'époque Hafside au XIII ème et au XIV ème siècles, affirmée par les Muradites au XVII ème siècle et confirmée par les Hussaynides dès le début du XVIII ème siècle a trouvé son expression définitive dans cette réaction contre l'intrusion étrangère.

CONCLUSION.

La Réaction des autochtones dans le Centre et le Sud tunisien contre l'Occupation française au cours des sept premières années du Protectorat, était déterminée par trois facteurs :

– La nature géographique de la Régence divisée globalement en deux zones : le nord céréalier avec le Sahel, région fruitière, d'une part et la région de l'intérieur semi-désertique et pauvre d'autre part.

– Le mode de vie particulier des habitants : le nomadisme avec des tribus dont l'économie était fondée essentiellement sur la transhumance et l'élevage.

– Ces deux facteurs en ont fait émerger un autre : Le comportement social des populations insurgées était en contradiction avec l'emprise d'un pouvoir centralisateur et d'une intervention étrangère violente.

Quelques soient les qualificatifs qu'on peut donner à la Réaction, l'insurrection de 1881 était conditionnée par les multiples exactions que les paysans bédouins ont pu subir tout au long des années précédentes, l'Occupation n'a fait que cumuler l'ensemble. Le protectorat était l'étincelle qui a mis le feu au poudre.

L'épopée des batailles rangées contre les troupes françaises a révélé les limites de l'insurrection qui s'est transformée en guerilla rurale, en résistance. Or le manque de synchronisation entre les insurgés ainsi que la maitrise de plus en plus efficace des autorités militaires ont fait basculer le Mouvement dans l'échec. La France a mis pourtant sept années pour arriver à ce résultat.

Les ancrages des résistants étaient multiples et complexes : la *ᶜAsabiyya* a certes joué un role fondamental dans l'entretien des réseaux dans lesquels les insurgés opéraient, mais la politique française était assez repressive et assez habile pour y mettre fin en semant la discorde et en discréditant la Résistance.

Le pouvoir des religieux et des confréries, contrairement à ce que pensaient les autorités françaises, n'a constitué aucune menace sérieuse

pour elles; au contraire, il a volontairement admis le nouvel ordre colonial en réduisant ainsi les chances de succés de la Réaction. L'insurrection ne répondait pas aux intérêts des dignitaires religieux, des marabouts et des confréries riches et reconnues par le régime beylical. La réaction violente des autochtones n'était intense que dans les régions, tribus et douars pauvres et profondément exploités par les agents du pouvoir beylical. La prise en charge du Mouvement par les notables bédouins : *Qa'id*, *Hlifa* et *Sayh* a altéré la nature intrinsèque et l'acheminement de la Réaction, les notables se sont trouvés en situation embarrassante, peu désireux de se trouver face à leurs administrés en armes, ils ont préféré les représenter en avalisant leur insurrection. Pourtant l'adhésion de ces notables nous a poussé à croire que la rébellion était, dans une certaine mesure, unitaire et organisée grâce à l'action des chefs tribaux. Enfin si elle n'était pas parfaitement nationale, nous pouvons dire qu'elle était du moins pré-nationale.

§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§

Notes de la troisième partie.

(1) Cité par Chérif (M. H.) : « Les mouvements paysans ... » p. 40.

(2) Cité par Timoumi (H.) : *Paysannerie tribale*... p. 195.

(3) Idem.

(4) A.N.O.M. 25 H 14, 23 septembre 1881.

(5) Ibid, 22 novembre 1881.

(6) Ibid, 19 janvier 1882.

(7) Ibid, 23 janvier 1882

(8) MARTEL (A.) : *Les confins*... pp. 266-267.

(9) A.N.O.M. 26 H 13, mai 1882.

(10) Idem.

(11) Ibidem, juin 1883.

(12) KAROUI (H.) & MAHJOUBI (A.) : *Quand le soleil*... p. 113.

(13) Ibid, p. 141.

(14) MARTEL (A.) : « Le Makhzen ... » p. 16.

(15) A.N.O.M. 26 H 13, Dossier n° 7, février 1887.

(16) Ibid. avril 1887.

(17) A.N.O.M. 26 H 14, avril 1889.

(18) Moins de 180 mm par an.

(19) REIBELL (G$^{al.}$) : *La Tunisie*... p. 76.

(20) HOBSBAWM (J.-E.) : *Les bandits*. p. 8.

(21) Voir la liste des neuf points dans l'annexe.

(22) *Hammassa* : pluriel de *Hammas* = celui qui travaille chez un propriétaire foncier en contre-partie du 1/5 de la production.

(23) – 1819 : soulèvement général des tribus du Centre et du Sud.

– 1840 : *'A^{c}rad* et *Hmamma* en insurrection.

– 1844 : Les *Hmamma* remuaient.

– 1856 - 1858 : *Bni-Zid, Matmata, Nifzawa* ont rejoint la cause de *Guma 'AL-Mahmudi.*

– 1864 : Tout le pays était en rébellion : la situation matérielle dégradée expliquait la permanence d'un esprit de sédition chez les bédouins et la facilité avec laquelle ils répondaient à tout

appel à la révolte, « Les "Arabes" sont prêts à écouter favorablement tout cri discordant ». [Cité par Chérif (M.-H.) in : « Les mouvements paysans ... » p. 31.]

(24) REIBELL (G$^{al.}$) : Op. Cit, p. 163.

(25) Ibid. p. 172.

(26) A.N.O.M. 25 H 14, C$^{ne.}$ Simon, Affaires indigènes, 4 novembre 1881.

(27) Ibid, Ritter, 10 novembre 1881,

(28) Ibid, 26 H 13, août 1882.

(29) Ibid, 25 H 14, 28 juin 1881.

(30) Ibid, Roy au Résident à Tunis, 5 août 1881.

(31) Ibid, 29 & 30 novembre 1881.

(32) REIBELL (G $^{al.}$) : Op. Cit. p. 65.

(33) Ibid, p. 134.

(34) A.N.O.M. 25 H 14, 25 juillet 1881.

(35) Ibid, 15 septembre 1881.

(36) Ibid, 1er novembre 1881.

(37) Ibid. 16 novembre 1881.

(38) Ibid. 14 novembre 1881.

(39) Ibid, 5 août 1881.

(40) Ibid, 27 août 1881.

(41) Ibid, 4 septembre 1881.

(42) Ibid, 25 octobre 1881.

(43) Ibid, 27 novembre 1881.

(44) Ibid, 17 février 1882.

(45) MARTEL (A.) : *Les confins* ... p. 117-118.

(46) Ibid, p. 137.

(47) Ibid, p. 175.

(48) Cité par Kraiem (A.) in: « Ali Ben Khalifa ... ». p. 154. A.G.G.T. dos. 477. Cart. 42.

(49) Cité par Chérif (M.-H.) in : « Les mouvements paysans ...» p. 41.

(50) REIBELL (G$^{al.}$) : Op. Cit. p. 134.

(51) Idem.

(52) Entre 15.000 et 3000 selon les estimations.

(53) AYADI (T.) : « La résistance sfaxienne... » p. 176.

(54) *L'expédition militaire en Tunisie*. p. 163.

(55) Ibid, p. 164.

(56) MAHJOUBI (A.) & KAROUI (H.) : *Quand le soleil*... p. 97.

(57) A.N.O.M. 25 H 14, 19 juillet 1881.

(58) Ibid, Forgemol, 2 août 1881.

(59) Féraud, cité par MAJOUBI (A.) & KAROUI (H.) : Op. Cit. p. 153.

(60) A.N.O.M. 25 H 14 , 20 août 1881.

(61) Ibid, 17 août 1881.

(62) Idem, 7 août 1881.

(63) Ibid, Forgemol, 27 & 28 août 1881.

(64) Ibid, 12 juillet 1881.

(65) Ibid, 4 & 9 juillet 1881.

(66) Ibid, Forgemol, 15 août 1881.

(67) Ibid, 14 juillet 1881.

(68) Ibid, 23 juillet 1881.

(69) Ibid, 28 juillet 1881.

(70) Ibid, 2 août 1881.

(71) Ibid, 3 août 1881.

(72) Ibid, 6 août 1881.

(73) Ibid, 9 août 1881.

(74) Ibidem.

(75) Ibid, 8 août 1881.

(76) Idem, 30 août 1881.

(77) Martel (A.) : *Les confins*... t. 1, p. 256.

(78) A.N.O.M. 25 H 14, Forgemol, 22 septembre 1881.

(79) Ibid, Ritter, 7 & 11 septembre 1881.

(80) Ibid, 8 septembre 1881.

(81) Ibid, 19 septembre 1881.

(82) Ibid, 1er décembre 1881.

(83) Martel (A.) : *Les confins*... t. 1, p. 298.

(84) Boulanger au Ministre de la Guerre. septembre 1885. Lettre citée par TIMOUMI (H.) : *Paysannerie tribale*... pp. 197.

(85) BARDIN (P.) : *Algériens et Tunisiens*... pp. 104-107.

(86) CHARMES (G.) : *La Tunisie et la Tripolitaine*... pp. 380-381.

(87) MARZOUGUI (M.) : *Lutte contre le Protectorat*... t. 2, p. 199.

(88) Voir le texte de la lettre en arabe et sa traduction complète dans l'annexe.

(89) REIBELL ($G^{al.}$) : Op. Cit. p. 78.

(90) Ibid, p. 145.

(91) Ibid, p. 90.

(92) A.N.O.M. 26 H 13, février 1883.

(93) A.N.O.M. 25 H 14, 27 juillet 1881.

(94) Ibid, 31 juillet 1881.

(95) MARTEL (A.) : Les confins ... t. 1. p. 334.

(96) A.N.O.M. 25 H 14, Lettre de Roy, l'agent consulaire français au Kef datée du 12 avril 1881, adressée au chargé d'affaires de la République Française à Tunis qui l'a transmis au Gouverneur Général de l'Algérie à Alger.

(97) A.N.O.M. 25 H 14, 13 avril 1881.

(98) Ibid, Radenac au Consul de France à Tunis, Béja le 9 avril 1881.

(99) Ibid, De Gislain, 20 juin 1881.

(100) Ibid, Lettre de l'agent officieux de France à Tozeur au chargé d'affaire de la République Française à Tunis, avril 1881.

(101) Ibid, Du général commandant la division au Gouverneur Général de l'Algérie à Alger, 28 juin 1881.

(102) Ibid, 29 juin 1881.

(103) Idem, Du Commissaire de Souk-Ahras au Préfet de Constantine, 29 juin 1881.

(104) Ibid, 9 juillet 1881.

(105) TIMOUMI (H.) : *Paysannerie tribale*... p. 181.

(106) A.N.O.M. 25 H 14, Commissaire de Souk-Ahras, 4 juillet 1881.

(107) Ibid, 4 septembre 1881.

(108) Ibid, 4 & 5 septembre 1881.

(109) Ibid, 2 août 1881.

(110) Ibid, 6 septembre 1881.

(111) Ibid, 20 août 1881.

(112) MATHLOUTHI (S.) : « La résistance sfaxienne ... », pp. 161-194.

(113) LONLAY (D. de -) : Op. Cit. p. 178.

(114) Ibid, p. 179.

(115) MARZOUGUI (M.) : *Lutte contre le Protectorat*, t. 2, p. 213.

(116) LONLAY (D. de -) : Op. Cit. p. 180.

(117) Ibid, p. 181-182.

(118) Ibid, p. 186.

(119) Idem.

(120) A.N.O.M. 25 H 14, 3 août 1881.

(121) Ibid, 9 août 1881.

(122) Ibid, 26 août 1881.

(123) Ibid, dépêche télégraphique du 27 septembre 1881.

(124) Ibid, Forgemol, 23 janvier 1882.

(125) Ibid, Forgemol, Rapport politique du 2 au 12 février 1882.

(126) Ibid, Ritter, 14 novembre 1881.

(127) A.N.O.M. 26 H 13, août 1882.

(128) Ibid, juin 1883.

(129) REIBELL (G$^{al.}$) : Op. Cit. (18 septembre 1882), p. 74.

(130) Ibid, p. 82.

(131) Ibid, p. 83.

(132) Ibid, p. 131.

(133) LONLAY (D. de-) : Op. Cit. p. 178.

(134) voir en annexe une liste représentative de quelques prisonniers. Rapportée par MAHJOUBI (A.) & KAROUI (H.) : Op. Cit. p. 108.

(135) LONLAY (D. de-) : Op. Cit. p. 180.

(136) AYADI (T.) : Op. Cit. p. 171.

(137) MAHJOUBI (A.) : « La résistance de la population ... ». p. 122.

(138) MARZOUGUI (M.) : *Lutte contre le Protectorat* ... t. 2, p. 273-274. et AYADI (T.) : Op. Cit. p. 186.

(139) CHÉRIF (M.-H.) : « Les réactions citadines à l'Occupation française... », p. 231. & AYADI (T.) : Op. Cit. p. 187.

(140) REIBELL (G$^{al.}$) : Op. Cit. p. 68.

(141) AYADI (T.) : Op. Cit. p. 189.

(142) CHÉRIF (M. H.) : « Les réactions citadines ... », pp. 234-235.

(143) Réponse de Mahjoubi Ali à Chérif (M.-H.) dans le débat, p. 242 du même ouvrage.

(144) LE TOURNEAU (R.) : *Les étapes du nationalisme* ... 16 novembre 1945, p. 1.

(145) PONCET (J.) : *La Tunisie à la recherche de son avenir*... p. 31.

(146) MARZOUGUI (M.) : *Lutte contre le Protectorat* ... t. 2, p. 84.

(147) A.N.O.M. 25 H 14, 16 août 1881.

(148) Une razzia a été faite au préjudice du Bey, 3000 chameaux et 1300 bœufs ont été enlevés. A.N.O.M. 25 H 14, 28 juillet 1881.

(149) A.N.O.M. 25 H 14, 11 août 1881.

(150) Ibid, 1er septembre 1881.

(151) Féraud, cité par MAHJOUBI (A.) & KAROUI (H.) : *Quand le soleil s'est levé à l'ouest*... p. 132.

(152) MARZOUGUI (M.) : *Lutte contre le Protectorat*... t. 2, pp. 86-87.

(153) Ibid, p. 88.

(154) Idem.

(155) Ibid, p. 89.

(156) MARZOUGUI (M.) : *La poésie populaire* ... p. 46.

(157) SERVIER (A.) : *Le péril de l'avenir* ... p. 62.

(158) MARZOUGUI (M.) : *La poésie populaire* ... pp. 61-64.

(159) SONNECK (C.) : *Chants arabes du Maghréb* ... pp. 177-213.

(160) LONLAY (D. de –) : Op. Cit. p. 178.

(161) AYADI (T.) : Op. Cit. p. 171.

(162) A.N.O.M. 25 H 14, 1er août 1881.

(163) Ibid, 21 août 1881.

(164) Ibid, dossier n° 6, 22 septembre 1881.

(165) Ibid, 13 novembre 1881;

(166) REIBELL (Gal.) Op. Cit. p. 180-181.

(167) Ibid, p. 181.

(168) A.N.O.M. 26 H 14, octobre 1884.

(169) CHÉRIF (M.-H.) : « Les mouvements paysans ... », p. 48.

(170) MARTEL (A.) : « L'échec d'un mouvement ... », pp. 253-261.

(171) BARDIN (P.) : *Algériens et Tunisiens*... pp. 104-107.

(172) Voir page 124-125 et la traduction complète de la lettre dans l'annexe.

(173) MARTEL (A.) : *Les confins*... p. 201.

(174) CHÉRIF (M. H.) : « Les mouvements paysans ... » p. 42.

(175) Ibid, p. 43. « ... le territoire n'est jamais entendu comme celui de toute la Tunisie ... ».

(176) MAHJOUBI (A.) : « La résistance de la population ... », p. 122.

(177) BROWN (L. C.) : « Toward a comparative history ... » p. 76.

(178) PONCET (J.) : *La Tunisie à la recherche de son avenir*... p. 21.

(179) SERVIER (A.) : Op. Cit. pp. 78-79.

(180) PONCET (J.) : *La tunisie à la recherche de son avenir*... p. 29.

ANNEXES.

Annexe N° 1.

Lettre du Ministre de la Guerre datée du 18 Mai 1864 et adressée au Maréchal Gouverneur Général de l'Algérie :

« ... Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères a reçu de la Tunisie des rapports desquels il résulte que des influences qui usurpent le nom du Sultan cherchaient à la faveur des troubles actuels, à renverser dans cette Régence l'ordre régulier de la succession.

L'Empereur a fait donner à son ambassadeur à Constantinople l'ordre de déclarer au Grand Vizir et au Ministre des Affaires Etrangères qu'il s'opposerait à une pareille entreprise et que dans le cas où le Bey cesserait de régner, la France demanderait que son successeur fût pris dans la même famille conformément aux usages ... Le Ministre de la Marine a été invité à donner éventuellement au chef de notre escadre les instructions nécessaires pour appuyer en cas de besoin la résolution du Gouvernement de sa majesté.

Je prie votre excellence de prendre dans les provinces orientales de l'Algérie les dispositions préparatoires nécessaires pour que nos troupes soient en mesure de seconder le cas échéant les démarches de notre diplomatie ou les mouvements de notre escadre... »

Source : A.N.O.M. 25 H 2, mai 1864.

Annexe N° 2.

Chanson populaire sur la mort de *ᶜAlī Ibn ᶜAmara.*

« O ! douleur sur Ali ! on apporte une nouvelle.

O ! Islam ! que Sabra (Kairouan) ait fermé ses portes ?

O ! douleur sur Ali ! et sur son frère avec lui à la journée de Kalaa on a coupé sa main.

O ! douleur sur Ali ! frère d'EL–Akri, on l'a apporté de Kalaa de bonheur.

O ! douleur sur Ali ! frère de Fatima, au milieu des infidèles il a planté sa tente.

....

Dites à ma mère pourquoi te lamentes-tu ? Si c'est à cause d'Ali, il est dans le jardin étendu, ... Il a obtenu le paradis.

O ! douleur sur Ali ! mon cœur aime le guerrier qui a combattu les infidèles jusqu'à la Porte de l'Ouest. (à Sousse).

O ! douleur sur Sabra ! les infidèles y sont entrés et y ont gouverné.

O ! douleur sur Ali ! sa tribu l'a volé à la journée de Kalaa, elle a fini avec son coursier.

Dites à ma mère : ne vends pas ma jument, Mohamed grandira et me vengera.

Source : BOIS (M.) : *Expédition française en Tunisie* ... pp. 139-140.

Annexe N° 3.

La liste des neuf points de (J.E.) HOBSBAWM qui définissent le bandit social :

1/ Victime d'une injustice, poursuivi pour un acte jugé par les autorités : criminel.

2/ Prenant le maquis, il ne tue qu'en cas de légitime défense ou pour une juste vengeance.

3/ Il donne aux pauvres ce qu'il prend aux riches.

4/ Il peut revenir au milieu des siens comme un honnête citoyen, s'il n'est pas poursuivi par la justice, il est bien reçu quand il y séjourne en cachette.

5/ La société l'admire et le soutient.

6/ Il est considéré comme invulnérable.

7/ Il n'est pas contre l'autorité régnante mais contre les oppresseurs locaux.

8/ La plupart du temps il meurt trahi.

9/ Bandit de grand cœur, il est généreux et chéri par les femmes, aimé et craint, il sait se faire respecter et aider.

Source : HOBSBAWM (J.-E.) : *Les bandits*. p. 8.

Annexe N° 4.

Traduction du poème du Hammami de la région de Gafsa en 1881.

O ! la *Umma* de notre Prophète, que celui qui demande *'AL-Gihad* s'approche de nous.

Les mécréants nous ont fait du mal ... que celui qui nous a humiliés en nous vendant aux Français soit avili.

Il (le Bey) a trahi et a ruiné la religion. Il a livré la *Qasba* fortifiée du Kef. *L'Ifrigya*, la mère affectueuse est devenue stérile.

O ! Bey de Tunis, nous te présentons nos condoléances pour la religion parfaite. (l'Islam.) ...

O ! toi qui m'écoutes, je te recommande les préparatifs à la guerre, prends ton fusil et regagne le maquis.

Informe tes petits-fils de ce qui s'est passé : un Bey qui a vendu son trône. Hammuda Bacha était invulnérable, que Dieu bénisse ses soldats.

'AS-Sadoq (Bey) est devenu le serviteur de la France. Il a vendu une Régence magnifique à un *Rumi* sans scrupule qui s'est introduit dans le pays avec ses canons et ses soldats.

Le *Watan* des hommes libres a été vendu comme on vendait les troupeaux. Le Bey a abondonné "la nation" *(Milla* -millet-*)* et il a singé un général portant un chapeau.

On aurait pu être anéantis si ce n'avait été la résistance de Djebel *ᶜAmdoun*, *Hmir* et *'AS-Sihiyya* . Les soldats français les ont pénétrés comme des loups avec des Spahis salariés à leur service...

La guerre chez les *Bni-Zid* et les *Hmamma* est traditionnelle, ils font la guerre car ils sont les plus aptes à la mener.

ᶜAli Ibn ᶜAmara est comme un lion dans le pacage (des Français), *Mohamed Ibn Hzili* est un héros parmi les héros, le Sahel est la terre des gens virils, les habitants de *Gafsa*, de *Nifzawa* et du *Grid*: on peut compter sur eux lors des épreuves ...

Source : SONNECK (C.) : *Chants arabes du Maghreb*... pp. 137-140.

Annexe N° 5.

Traduction de lettre d' *ᶜAli Ibn Hlifa* adressée au journal turc *Al-Jwayyab* datée du 28 Avril 1882 et publiée le 16 Mai.

« J'ai lu dans le n° 1077 de votre journal une information qui m'a étonné et qui émanait sans doute de quelques imposteurs : elle prétendait que nous nous sommes soumis aux Français. En réalité ceci n'a pas de fondement, car nous n'arrêterons pas le *Gihad* pour notre *Watan*, notre religion et notre honneur arabe hérité avec toute volonté et fermeté.

Nous ne reconnaissons qu'un seul État* nous avons abandonné nos biens et nous avons quitté nos familles et notre pays mais il paraît que vous n'êtes pas au courant de nos activités. Ne vous laissez pas tromper par les mensonges que les journaux sont en train de diffuser. Soyez sûrs de notre constance envers la Sublime Porte, nous sommes ses sujets, notre pays est le sien, et son avis est le nôtre.

Plusieurs de nos hommes s'engagent commes des lions dans la lutte armée et meurent sur le champ de bataille; ceci est plus convenable pour nous que de se rendre à l'ennemi.

Le moment venu, vous verrez si je montais un cheval ou un âne.**

Je vous prie enfin de publier ma lettre en réponse à ce que vous avez déjà publié sur mon compte dans votre journal, bien que les raisonnables sachent distinguer entre le véridique et le fallacieux.

Signé : le colonel *ᶜAli Ibn Hlifa*.

* La Turquie.

** Il paraît qu'un journaliste l'a qualifié de vieux montant un âne.

Source : MARZOUGUI (M.) : *Lutte contre le Protectorat*... t. 2, p. 199.

Annexe N° 6.

TRADUCTION PARTIELLE D'UN TEXTE D'AMAN PROCLAMÉ PAR MOHAMED 'AS-SADOQ BEY (Sans date).

LOUANGE A DIEU.

Par délégation de Son Altesse *Mohamed 'AS-Sadoq* Bey et du Gouvernement de la République Française ...

Nous le Ministre d'État de la République Française, le Consul Résident à Tunis et chargé des affaires étrangères de l'État Tunisien :

On annonce pour tous les Arabes (bédouins) qui ont émigré à la Régence de Tripoli, ce qui suit : Des gens de la Tunisie on cru depuis plus d'un an qu'ils seront touchés dans leurs convictions religieuses en écoutant des mensonges. Ils ont quitté leur pays et ont désobéi aux recommandations de leur Seigneur en espérant éviter ce qui a été dicté et imposé par Dieu.

Quelques ignorants et profiteurs qui se moquent des intérêts des pays arabes les ont séduits et les ont dupés par des promesses qui ne se sont pas matérialisées pendant toute une année; c'est une expérience suffisante qui pouvait clarifier la vérité pour tous. Que tout ami et confident sur qui on peut compter le sache.

Tout sain d'esprit qui a des bonnes intentions, ne peut admettre qu'il soit manipulé par des malfaiteurs. Il doit alors observer ses véritables frères musulmans qui sont restés chez eux et qui n'ont pas été touchés dans leur religion, dans leur vie et dans leurs familles, dans ce cas il doit les prendre en exemple en s'empressant de rentrer sous l'obéissance et nous lui promettons la sécurité (Aman) complète.

Son Altesse le Bey pardonne à ces prodigues leurs erreurs; pour sa part, l'État Français, malgré sa puissance a voulu encore une fois prouver sa grâce, sa générosité et son propre intérêt dans la tranquilité de la Umma Arabe; ceci est considéré comme primordial.

Que vous sachiez donc que l'Aman vous a été accordé dans la mesure où celui qui rentre dans son pays de bonne foi ne sera ni emprisonné ni poursuivi, que chacun de vous rentre chez lui pour travailler et retrouver tous ses biens, rien ne lui sera imposé en plus des impôts et de

الحمد لله

بالنيابة عن جناب سعادة المعظم الارفع حضرة محمد الصادق باي والحكومة الجمهورية الفرنساوية الفخيمة اسدل الله ستره على الجميع نحن وزير الدولة الجمهورية الفرنساوية المفوض المقيم بتونس والمكلف بامور خارجية الدولة التونسية

نعلـــن لجميع الاعراب التونسيين الذين رحلوا الى عمالة طرابلس بما ياتي --

قد ظن عدة اناس من اهالي تونس منذ سنة وزيادة انه سيقع لهم ضرر في اعتقاداتهم الدينية بناء على ما القي اليهم من الاكاذيب فتركوا بلادهم وعصوا امر سيدهم وطاعته بقصد ان يمنعوا انفسهم من مقادير الله تعالى القادر على كل شيء وهو الفاعل المختار

فقد اغراهم ووعدهم بعض من الجهلة وارباب الطمع الذين لا يهمهم مصالح الامم العربية الشريفة بالمواعيد الكاذبة التي لم تثمر شيئا في مدة سنة كاملة فهي تجوبة كافية لتبصر الجميع وبذلك تتضح الحقيقة لكل احد ويعلم من هو صديق ومن هو ثقة يعتمد عليه لان كل من كان سليم العقل حميد المقصد حسن النية لا يرضى بان يكون آلة للمفسدين فعليه ان ينظر اخوانه المسلمين الحقيقيين مثله الذين بقوا باماكنهم ولم يمسهم ادنى ضرر في دينهم ودنياهم وعيالهم وحينئذ فليقتد بهم ويبادر بالدخول تحت الطاعة وعليه الامان التام وجناب الباي المعظم الارفع يسامح المذكورين على ما صدر منهم من الغلط كما ان الدولة الفرنساوية مع ما لها من القوة لها فضل وكرم حسب عادتها جزمت بان تظهر مرة اخرى ما لها من المراد في هناء الامة العربية وذلك مبجل عندها على كل شيء فلتعلموا انه صدر لكم الامان التام بحيث ان كل من يرجع الى بلاده بنية خالصة لا يحبس ولا يطالب ولا يلحقه هرج بل ان كل احد منكم يقصد محله ويمكث فيه بغاية الهناء ويجد جميع ما تركه من الملك وعليه ان ياخذ في الاشتغال لمعيشته ولا تلزمه الدولة بدفع شيء زائد على المجبى والخطية الحربية كما دفع ذلك اخوانهم الذين جاهروا بالعصيان ضد الدولة ثم اطاعوها معترفين من مدة طويلة بغلطهم وهم الان يحمدون الله تعالى على الحالة الراهنة التي اجرتها مقادير الله على القطر التونسي

وبناء على ذلك فان كل من يقدم الى حكام المراكز الفرنساوية في العمالة التونسية عليه الامان التام ويتحقق بمقتضى العهد الصحيح الصادر في هذا الاعلان انه لا يمسه ادنى ضرر ولا يلزمه دفع شيء زائد على ما ذكرنا ويكون كاخوانه الذين هم الان في بلادهم متمتعين بالهناء والعافية

la contribution de guerre ...

Ainsi nous confirmons ce présent Aman pour tous ceux qui se présentent aux postes des autorités françaises dans la Régence de Tunis./.

Source : A.N.O.M. 25 H 14, juin 1882.

Annexe N° 7.

Nombre des opérations effectuées par les insurgés dissidents à partir de la Tripolitaine entre 1882 et 1888.

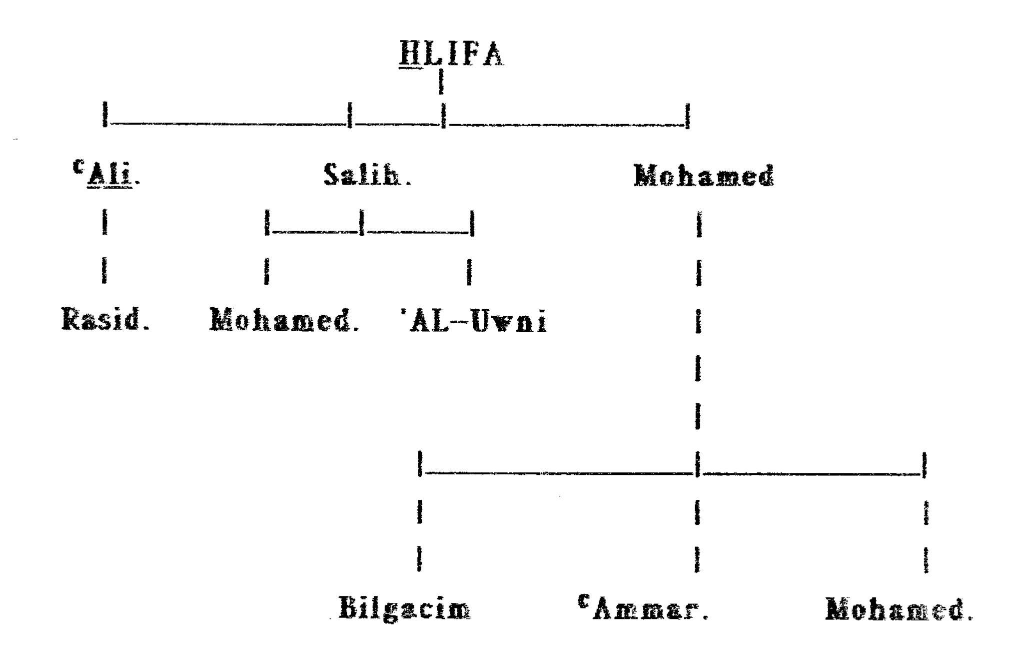
Année :	1882.	1883.	1884.	1885.	1886.	1887.	1888.
Nombre :	47.	13.	39.	17.	49.	53.	52.

Source : A.N.O.M. 25 H 14 & 26 H 13. (Réalisé d'après les documents d'archives.)

Annexe N° 8.

TABLEAU GÉNÉALOGIQUE DE LA FAMILLE DES

'AWLAD HLIFA :



Source : MARTEL (A.) : *Les confins saharo-tripolitains*... p. 295.

Annexe N° 9.

LA LISTE DES PRISONNIERS DE SFAX :

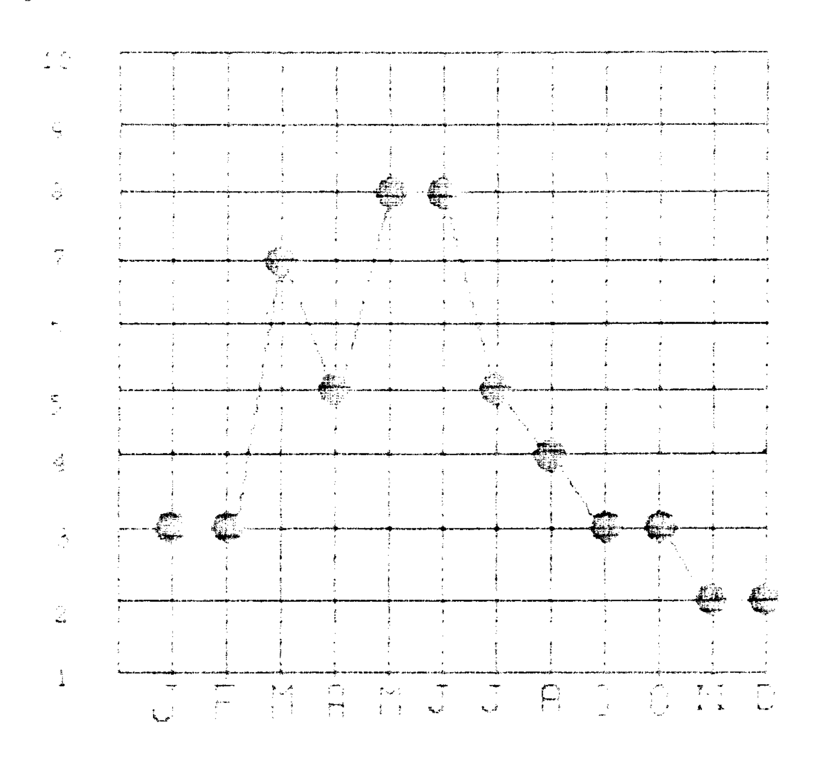
PROFESSION	NOMBRE.
Journaliers :	16.
Soldats :	5.
Soldats infirmes :	4.
Cultivateurs :	8.
Tisserands :	5.
Chameliers :	4.
Pêcheurs :	4.
Simples d'esprit :	3.
Impotants :	2.
Teinturier :	1.
Babouchier :	1.
Coordonnier :	1.
Chaufournier :	1.
Savonnier :	1.
Epicier :	1.
Boulanger :	1.
Serveur d'eau dans une mosquée :	1.
Meddeb :	1.
Cafetier :	1.
Garçon de café :	1.
Mendiant :	1.
Agent dans un tribunal choraique :	1.
Sans indications :	10.
Total :	**74.**

Source : KAROUI (H.) & MAHJOUBI (A.) : *Quand le soleil s'est levé à l'Ouest* ... p. 108.

Annexe N° 10.

Tableau de la variation du nombre des opérations effectuées par les dissidents à partir de la Tripolitaine, l'exemple de l'année 1887.

Source : A.N.O.M. 26 H 13. (Réalisé d'après les données d'archives.)

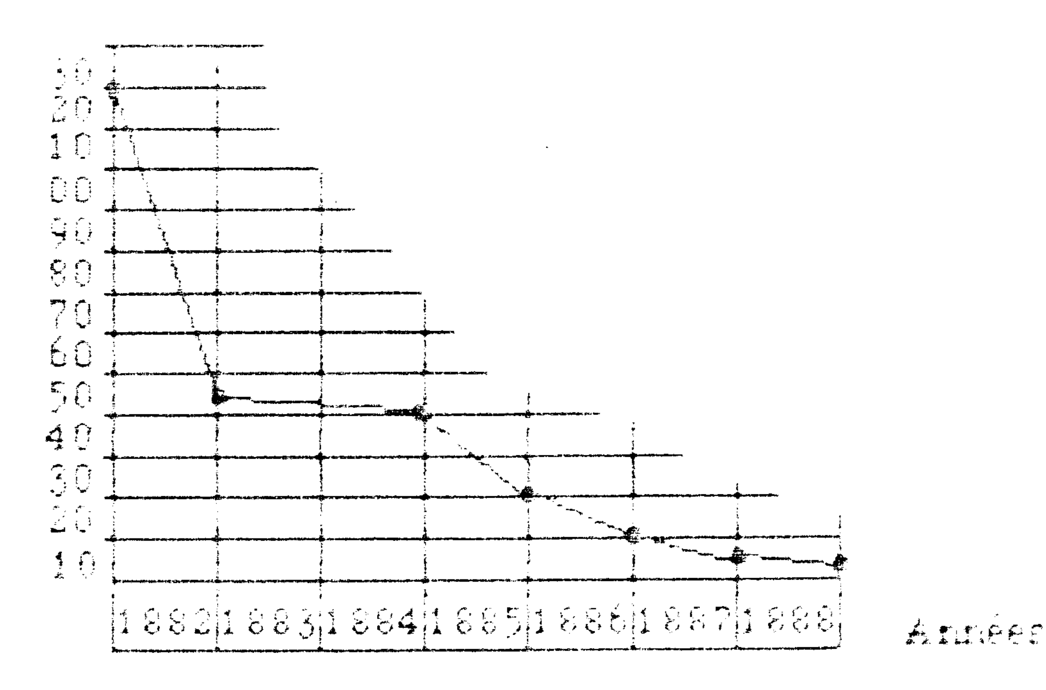


Annexe N° 11.

Moyenne annuelle du nombre de dissidents entre 1882 et 1888 .

Source : A.N.O.M. 25 H 14 & 26 H 13, (Réalisé d'après les données d'archives.)

Nombre des dissidents en mille.



Annexe N° 12.

Évaluation du nombre des dissidents : mai 1893.

Source : A.N.O.M. 26 H 14 (1889-1894)

	Dénomination des fractions	Lieux où les dissidents sont réfugiés en Tripolitaine																	
		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	Nalout	Debdeb	Od Mahmoud	Tripoli	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	Total général
	Haouayas	10	.	.	.	.	.	.	.	3	1	+	5	.	.	.	.	.	19
Khalifalik des Ouarghemma	Kraïnia	7	.	.	11	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	18
	Tellilet	.	.	.	3	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	2
	Rebahna	.	.	.	3	.	.	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	4
	Metahla	.	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1
	Od Khalifa	.	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1
	Od Hamed	2	15	2	.	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	27	.	.	50
	Rebaya	4	22	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	9	.	.	35
	Od Aoun Allah	.	15	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	15
	Hezhoura	9	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	10
	Medenine	1	.	37	22	3	.	.	.	.	.	.	.	.	8	4	.	.	75
Ouderna	Od Dellal	.	.	2	.	.	.	.	.	.	.	.	7	.	.	.	.	.	9
	Od Chehida	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	.	.	.	.	.	.	1
	Dekagha	.	.	.	.	.	.	.	.	9	.	.	.	.	.	.	.	.	9
	Tijelidet	.	.	.	.	.	.	.	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1
	Zouganis	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	.	.	.	.	.	1
[illegible]	Chenini	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	.	.	.	.	.	1
	Accaras	.	.	.	3	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	3
	Total Général	33	55	41	42	4	.	1	1	12	1	1	16	.	8	41	.	.	256

Annexe N° 13.

Les OUERGHEMMA vers 1886 + Tableau des dissidents du Cercle de Medenine.

Source : MARTEL (A.) : *Les confins saharo-tripolitains*... pp. 80 & 566.

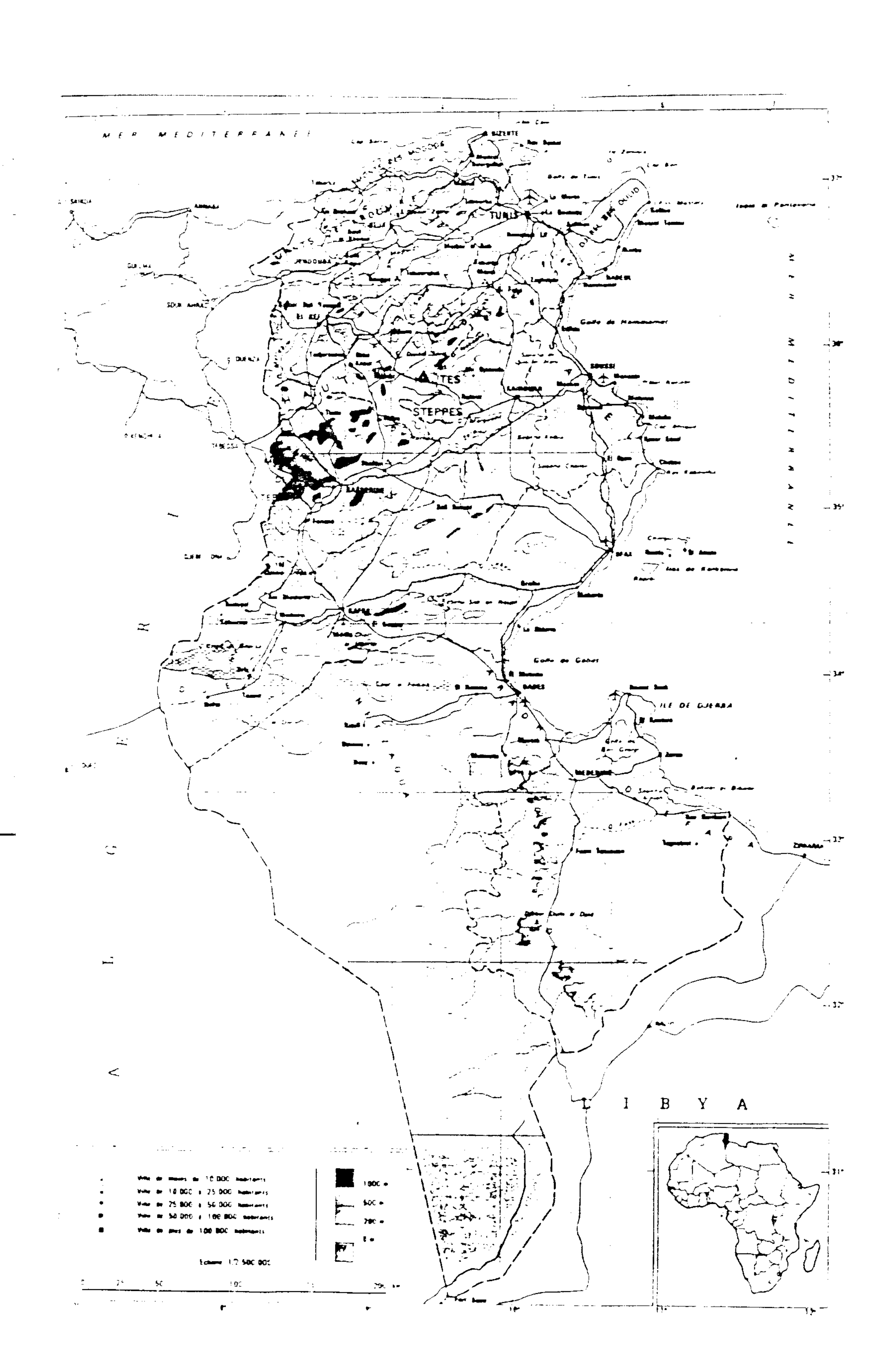
GROUPES	TRIBUS	Population				Combattants	
		séd.	1/2 séd.	nom.	total	cav.	fant.
OUDERNA	Od. ABD EL HAMID						
	Abebsa	—	660	—	660	25	150
	Zourgan	—	—	1.550	1.550	70	320
	1/6 Djelalta	—	—	50	50	2	9
	Hamidia	—	—	310	310	15	70
	Kherachoua	—	—	1.380	1.380	60	315
	1/6 Djelalta	—	—	50	50	3	10
	Aamarna	—	—	2.000	2.000	100	450
	Djebalia	200	—	—	200	—	50
	Od. SELIM						
	Od. Chehida	—	—	2.700	2.700	118	550
	Traïfa	—	—	78	78	4	16
	Od. Debbab	—	—	1.800	1.800	77	400
	Mehalba	—	—	100	100	5	20
	Deghaghaza	—	—	850	850	37	180
	Djebalia	300	—		300	—	75
	Djellidat	500	—	2.300	2.800	100	700
	ZENATA						
	Douiret	1.700	1.700	—	3.400	60	800
	Deh'bat	—	—	120	120	10	20
	Chenini	2.150	—	—	2.150	15	540
	Guermessa	950	400	—	1.350	10	350
		5.800	2.760	13.288	21.848	711	5.025

— DISSIDENTS DU CERCLE DE MEDENINE (mars 1894)

Khalifalik	Tribu ou Fraction	Nombre		Refuges principaux
KHEZOUR	Haouïa	19	19	Zentan
TOUAZINE	Od. Bou Zid	26		Nouaïl
	Od. Mahmoud (2)	41		Nouaïl, Cian
	Rebaya	10		Nouaïl, Cian
	Od. Aoun Allah	14		Mahamid
	Meztoura	10		Cian
	Médenine	58		
			168	
OUDERNA	Od. Debbab	9		Sinaoun
	Od. Chehida	1		Nalout
			10	
ACCARA	Mouensa	3		
			3	Zouara
			200	

Annexe N° 14.

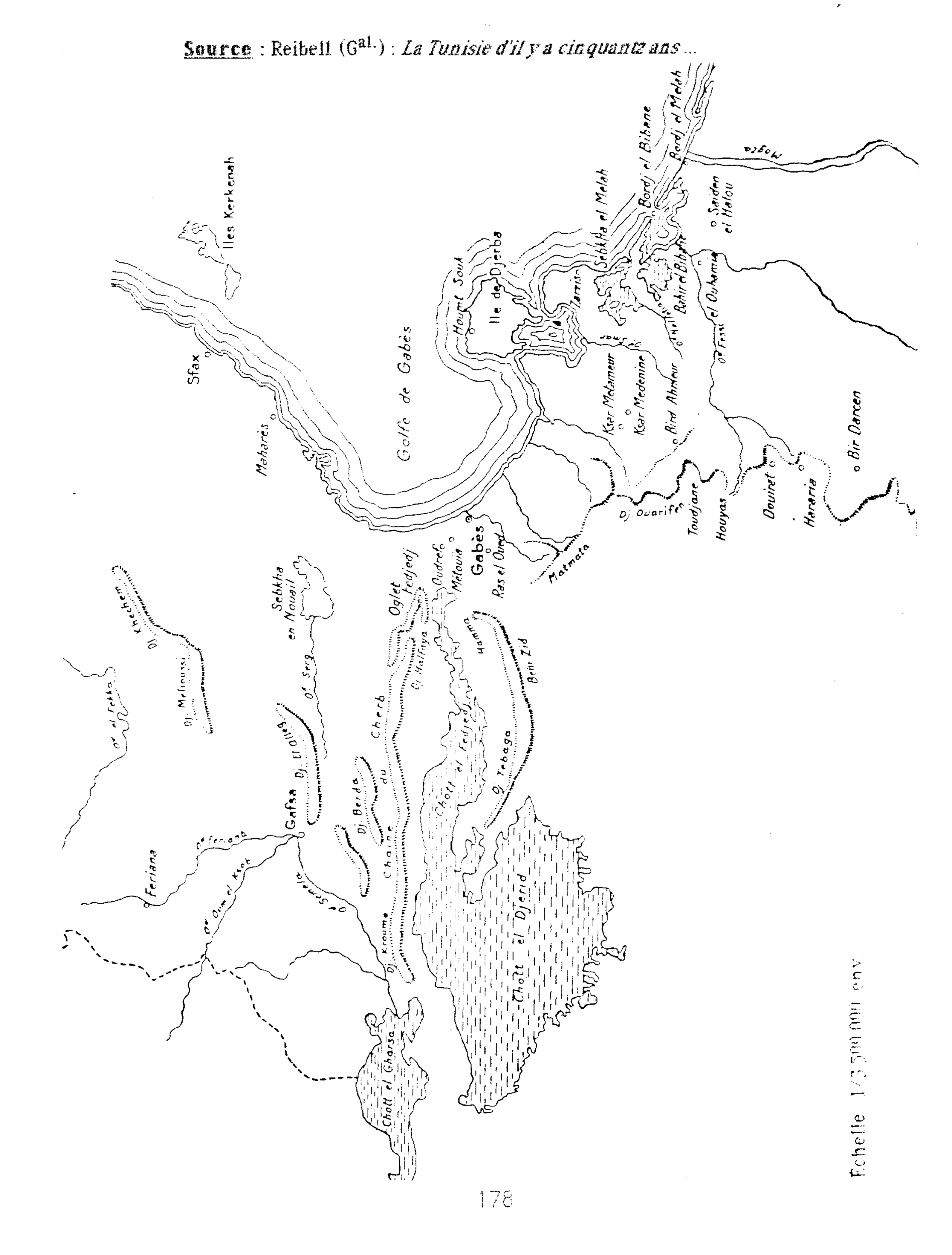
Tunisie : carte géographique. Atlas Jeune Afrique p. 91.



Annexe N° 15.

Carte de la région de Gabès.

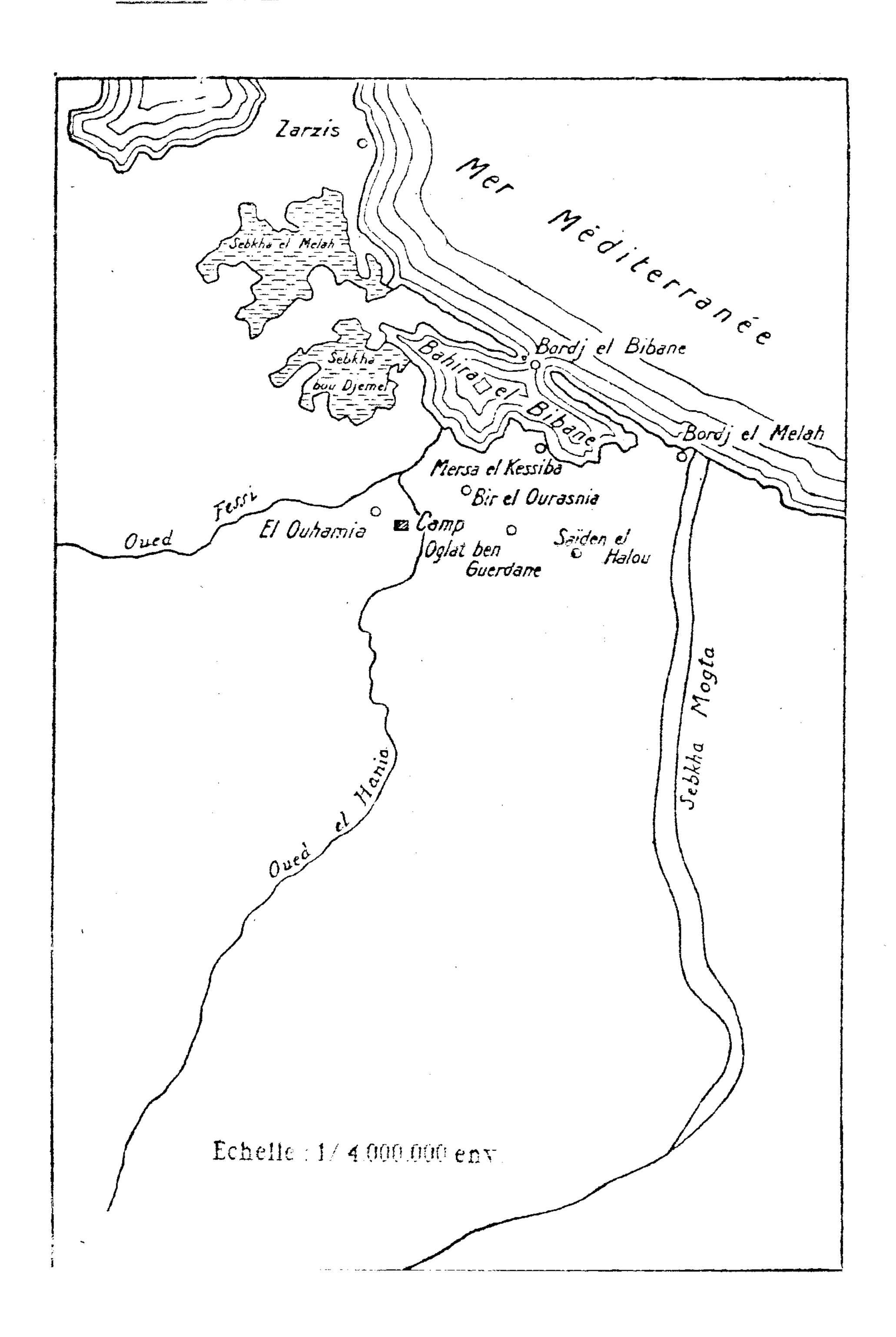
Source : Reibell (Gal.) : *La Tunisie d'il y a cinquante ans ...*



Annexe N° 16.

Carte du camp d'Al-Wahmiyya.

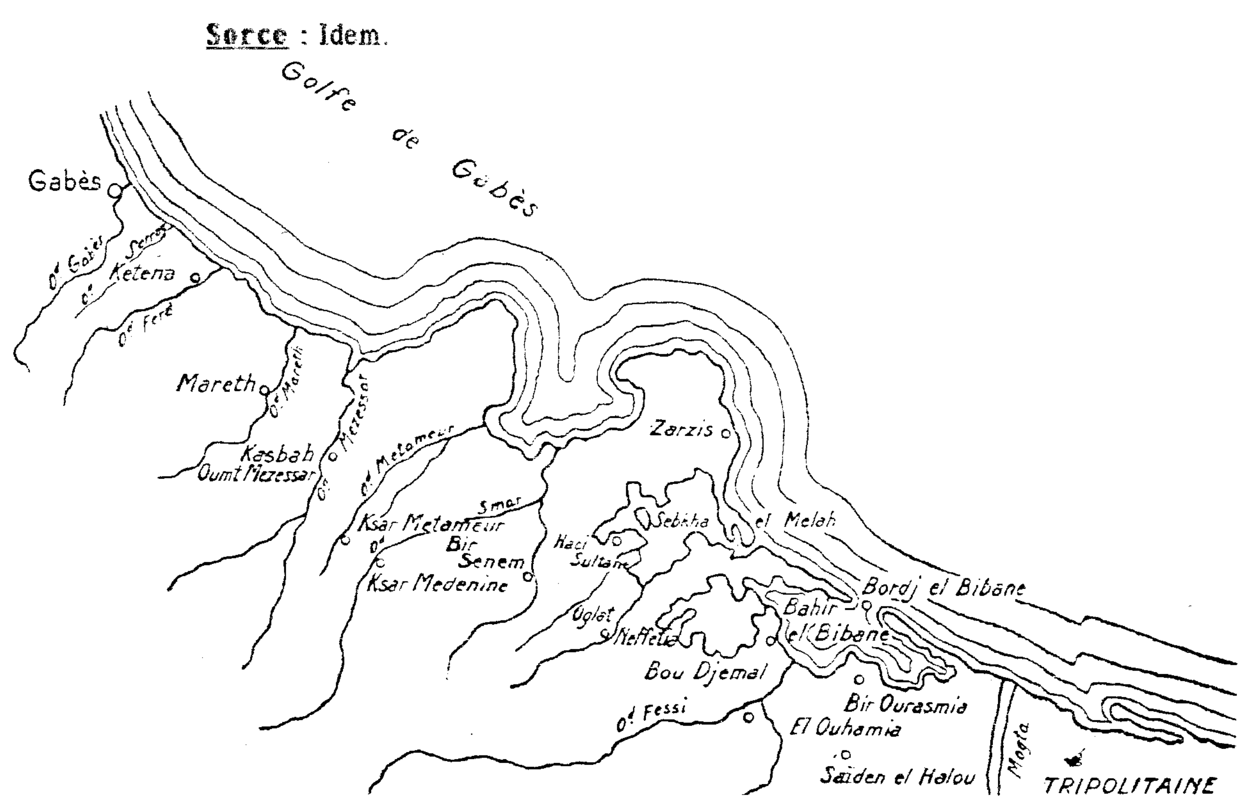
Source : Idem.



Annexe N° 17.

Carte de la région côtière entre Gabès et la Tripolitaine.

Sorce : Idem.



Annexe N° 18.

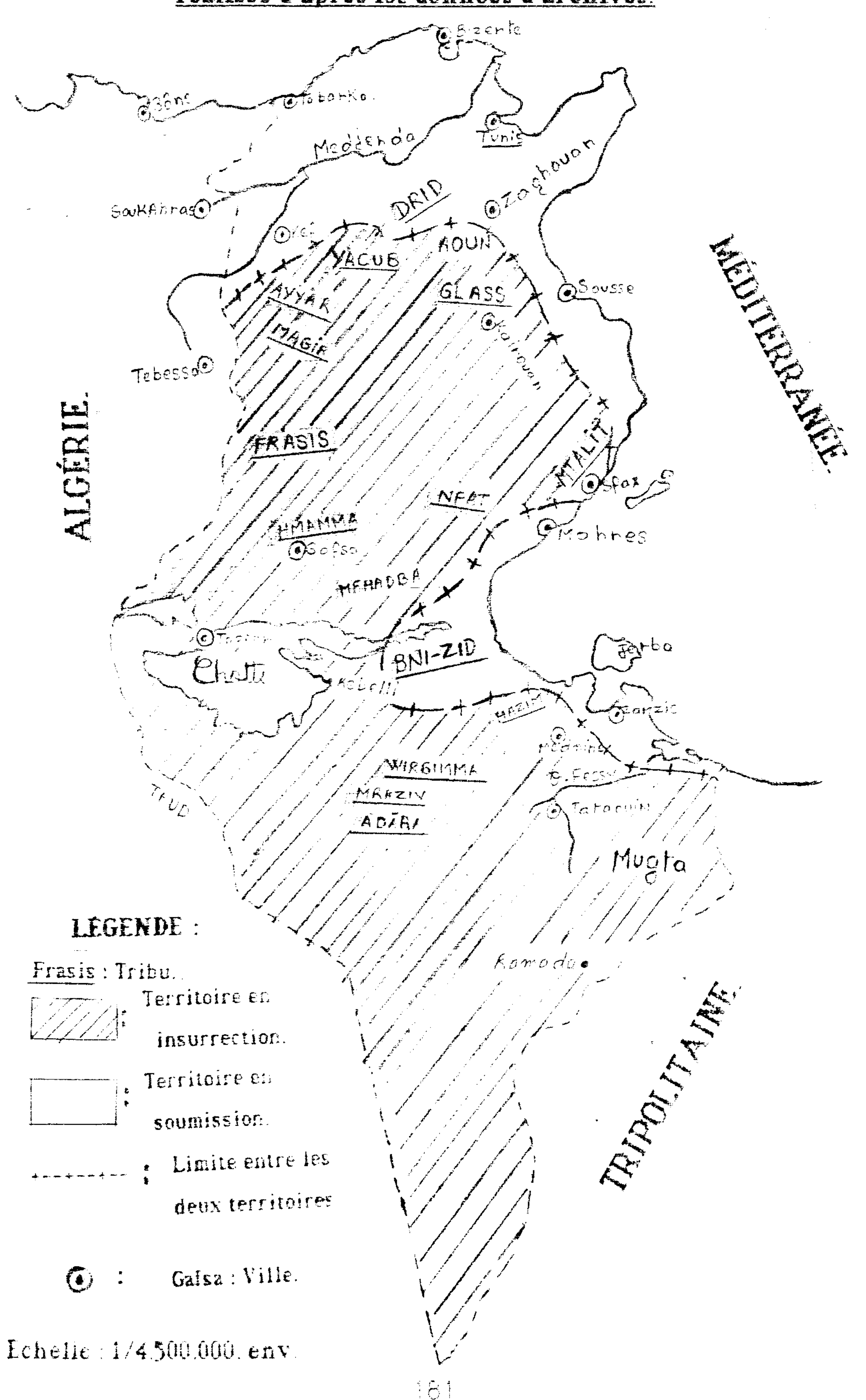
Exemple de rapport au sein de quelques tribus :

Population / Combattants.

GROUPES	TRIBUS	Population				Combattants	
		séd.	1/2 séd.	nom. (b)	total	cav.	fant.
KHEZOUR	Hararza	—	1.120	—	1.120	60	230
	Temara	180	60	—	240	33	50
	Ghebenten	—	927	—	927	47	170
	Od. Aoun Allah	—	—	1.200	1.200	67	160
	Rebbaïa 1/2	—	—	165	165	10	23
	Mestoura	—	—	780	780	16	145
	Haouïa	520	1.580	—	2.100	93	435
	Ghoumrassen	1.300	2.500		3.800	105	860
		2.000	6.187	2.145	10.332	401	2.073
TOUAZINE	Od. Bou Zid	—	—	1.650	1.650	162	410
	Rebbaïa 1/2	—	—	168	168	5	38
	Djelalta 2/3	—	—	200	200	13	45
	Od. MAHMOUD :						
	— Od. Khalifa	—	—	270	270	7	65
	— Od Hamed	—	—	140	140	10	36
	Médenine	700	—	840	1:540	38	370
	Mehabeul	—	540	—	540	10	130
		700	540	3.268	4.508	245	1.094
ACCARA	Accara	1.050	3.200	—	4.250	250	930

Annexe N° 19.

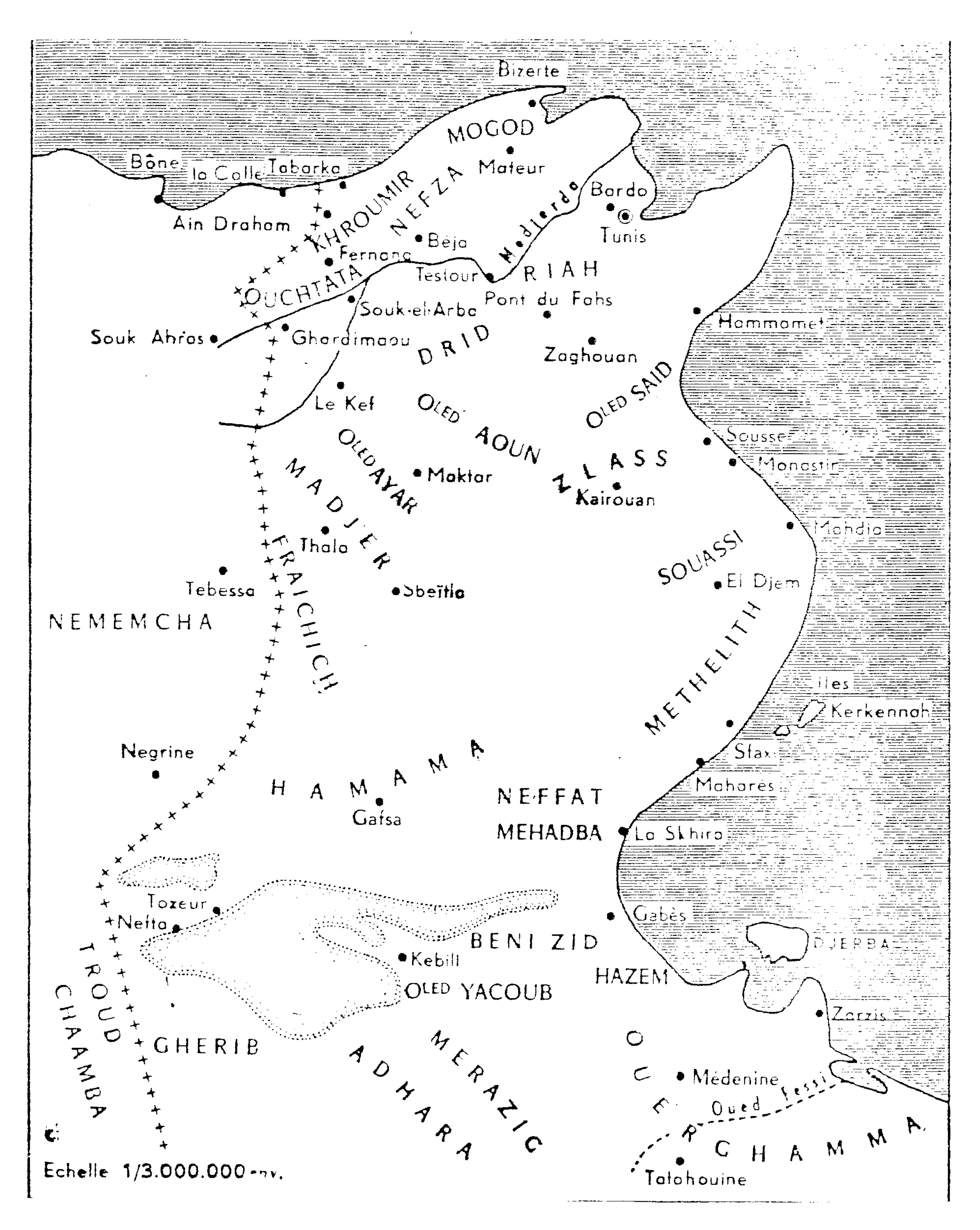
Carte des tribus en insurrection et des tribus soumises, réalisée d'après les données d'archives.



Annexe N° 20.

Carte des tribus et des villes tunisiennes en 1881.

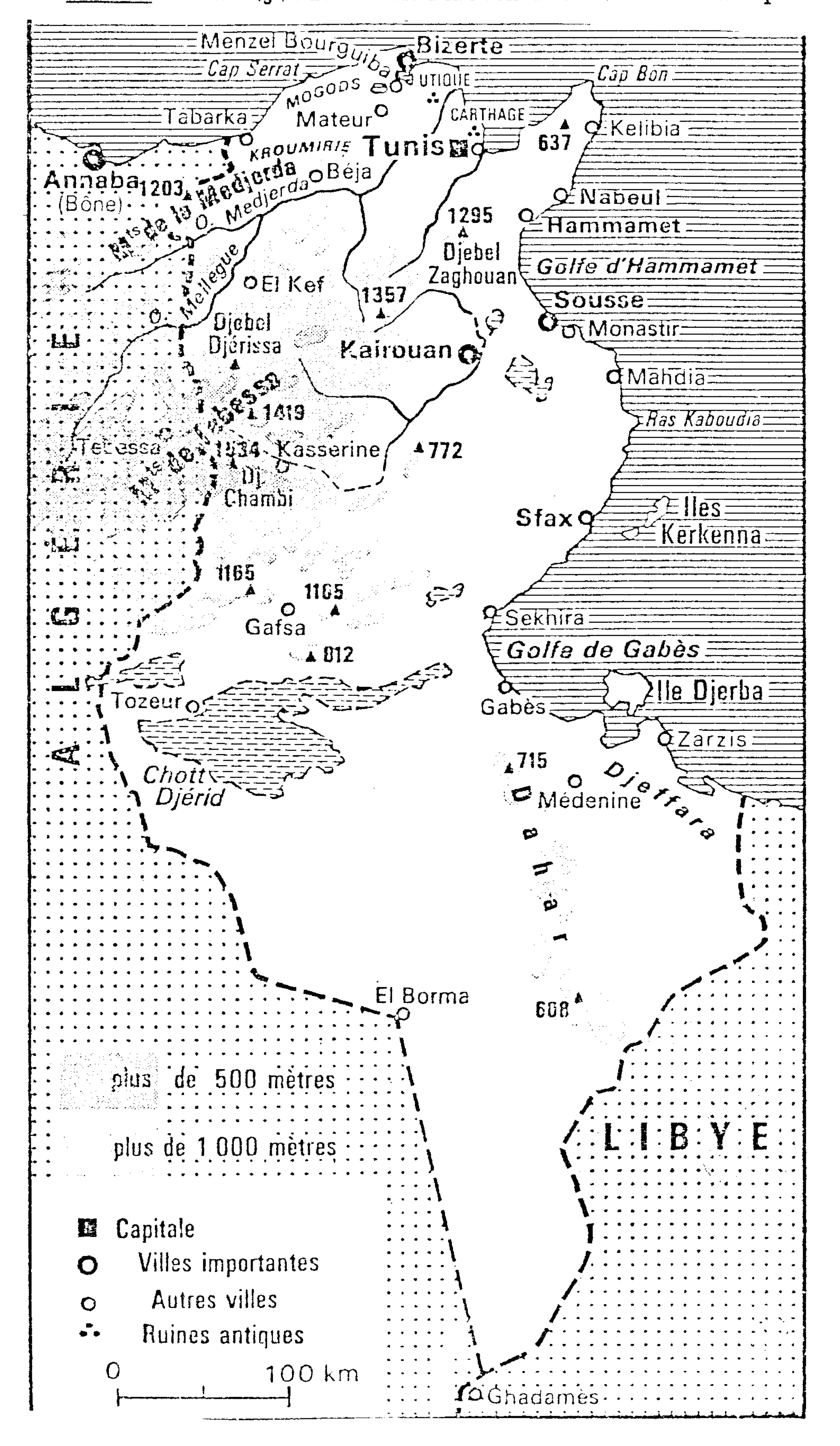
Source : CHATER (K.) : *Dépendance et mutations précoloniales*.. p. 114.



Annexe N° 21.

Tunisie : carte des sommets les plus élevés.

Source : PONCET (J.) : *La Tunisie à la recherche de son avenir* ... p. 4.



Annexe N° 22.

Traité du Bardo.

Source : KAROUI (H.) & MAHJOUBI (A.) : *Quand le soleil*... p. 177.

Traité conclu entre le Gouvernement de la République et le Gouvernement de S.A. le Bey.

Le Gouvernement de la République Française et celui de Son Altesse le Bey de Tunis, voulant empêcher à jamais le renouvellement des désordres qui se sont produits récemment sur les frontières des deux Etats et sur le littoral de la Tunisie et désireux de resserrer leurs anciennes relations d'amitié et de bon voisinage ont résolu de conclure une convention à cette fin dans l'intérêt des deux Hautes Parties contractantes.

En conséquence le Président de la République Française a nommé pour son Plénipotentiaire M. le Général Bréart qui est tombé d'accord avec Son Altesse le Bey sur les dispositions suivantes :

Article 1er. Les traités de paix, d'amitié et de commerce et toutes autres conventions existant actuellement entre la République Française et Son Altesse le Bey de Tunis sont expressément confirmés et renouvelés.

Article 2. En vue de faciliter au Gouvernement de la République Française l'accomplissement des mesures qu'il doit prendre pour atteindre le but que se proposent les Hautes Parties contractantes, Son Altesse le Bey de Tunis consent à ce que l'autorité militaire française fasse occuper les points qu'elle jugera nécessaires pour assurer le rétablissement de l'ordre et la sécurité de la frontière et du littoral. Cette occupation cessera lorsque les autorités militaires française et tunisienne auront reconnu d'un commun accord que l'administration locale est en état de garantir le maintien de l'ordre.

Article 3. Le Gouvernement de la République Française prend l'engagement de prêter un constant appui à Son Altesse le Bey de Tunis contre tout danger qui menacerait la personne ou la dynastie de Son Altesse ou qui compromettrait la tranquilité de ses Etats.

Article 4. Le Gouvernement de la République Française se porte garant de l'exécution des traités actuellement existants entre le Gouvernement de la Régence et les diverses puissances européennes.

Article 5. Le Gouvernement de la République Française sera représenté auprès de Son Altesse le Bey de Tunis par un Ministre Résident qui veillera à l'exécution du présent acte et qui sera l'intermédiaire des rapports du gouvernement français avec les Autorités Tunisiennes pour toutes les affaires communes aux deux pays.

Article 6. Les agents diplomatiques et consulaires de la France en pays étranger seront chargés de la protection des intérêts tunisiens et des nationaux de la Régence. En retour Son Altesse le Bey s'engage à ne conclure aucun acte ayant un caractère international sans en avoir donné connaissance au gouvernement de la République Française et sans s'être entendu préalablement avec lui.

Article 7. Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de Son Altesse le Bey de Tunis se réservent de fixer d'un commun accord les bases d'une organisation financière de la Régence qui soit de nature à assurer le service de la dette publique et à garantir les droits des créanciers de la Tunisie.

Article 8. Une contribution de guerre sera imposée aux tribus insoumises de la frontière et du littoral. Une convention ultérieure en déterminera le chiffre et le mode de recouvrement dont le Gouvernement de Son Altesse le Bey se porte responsable.

Article 9. Afin de protéger contre la contrebande des armes et des munitions de guerre les possessions algériennes de la République Française, le Gouvernement de Son Altesse le Bey de Tunis s'engage à prohiber toute introduction d'armes ou de munitions de guerre par l'île de Djerba, le port de Gabès ou les autres ports du sud de la Tunisie.

Article 10. Le présent traité sera soumis à la ratification du Gouvernement de la République Française et l'instrument de ratification sera remis à Son Altesse le Bey de Tunis dans le plus bref délai possible.

Casr Saïd, 12 Mai 1981
Mohamed Sadok Bey
Général Bréart

Annexe N°23.

Jules Ferry et la politique coloniale.

Source : Idem. p. 184.

La politique coloniale est fille de la politique industrielle. Pour les Etats riches, où les capitaux abondent et s'accumulent rapidement, où le régime manufacturier est en voie de croissance continue, attirant à lui la partie sinon la plus nombreuse, du moins la plus éveillée et la plus remuante de la population qui vit du travail de ses bras - où la culture de la terre elle-même est condamnée pour se soutenir à s'industrialiser - l'exportation est un facteur de la prospérité publique, et le champ d'emploi des capitaux, comme la demande du travail, se mesure à l'étendue du marché étranger. S'il avait pu s'établir entre les nations manufacturières quelque chose comme une division du travail industriel, une répartition méthodique et rationnelle des industries, selon les aptitudes, les conditions économiques, naturelles et sociales des différents pays producteurs, cantonnant ici l'industrie cotonnière et là la métallurgie, réservant à l'un les alcools et les sucres, à l'autre les lainages et les soieries, l'Europe eût pu ne pas chercher en dehors de ses propres limites les débouchés de sa production. C'est à cet idéal que tendaient les traités de 1860. Mais tout le monde aujourd'hui veut filer et tisser, forger et distiller. Toute l'Europe fabrique le sucre à outrance et prétend l'exporter. L'entrée en scène des derniers venus de la grande industrie : les Etats-Unis, d'une part, l'Allemagne de l'autre, l'avènement des petits Etats, des peuples endormis ou épuisés, de l'Italie régénérée, de l'Espagne enrichie par les capitaux français, de la Suisse si entreprenante et si avisée, à la vie industrielle, sous toutes ses formes, ont engagé l'Occident tout entier, en attendant la Russie, qui s'apprête et qui grandit, sur une pente que l'on ne remontera pas.

De l'autre côté des Vosges comme au delà de l'Atlantique, le régime protecteur a multiplié les manufactures, supprimé les anciens débouchés, jeté sur le marché de l'Europe de redoutables concurrences. Se défendre à son tour en relevant les barrières, c'est quelque chose, mais ce n'est pas assez. M. Torrens a fort bien démontré, dans son beau livre sur la colonisation de l'Australie, qu'un accroissement du capital manufacturier, s'il n'était pas accompagné d'une extension proportionnelle des débouchés à l'étranger, tendrait à produire, par le seul effet de la concurrence intérieure, une baisse générale, des prix, des profits et des salaires.

Le système protecteur est une machine à vapeur sans soupape de sûreté, s'il n'avait pas pour correctif et pour auxiliaire, une saine et sérieuse politique coloniale. La pléthore des capitaux engagés dans l'industrie ne tend pas seulement à diminuer les profits du capital : elle arrête la hausse des salaires, qui est pourtant la loi naturelle et bienfaisante des sociétés modernes. Et ce n'est pas là une loi abstraite, mais un phénomène fait de chair et d'os, de passion et de volonté, qui se remue, se plaint, se défend. La paix sociale est, dans l'âge industriel de l'humanité, une question de débouchés. La crise économique qui a si lourdement pesé sur l'Europe laborieuse, depuis 1876 ou 1877, le malaise qui s'en est suivi, et dont les grèves fréquentes, longues, mal avisées souvent mais toujours redoutables, sont le plus douloureux symptôme, a coïncidé en France, en Allemagne, en Angleterre même, avec une réduction notable et persistante du chiffre des exportations. L'Europe peut-être considérée comme une maison de commerce qui voit depuis un certain nombre d'années décroître son chiffre d'affaires. La consommation européenne est saturée : il faut faire surgir des autres parties du globe de nouvelle couches de consommateurs, sous peine de mettre la société moderne en faillite, de préparer, pour l'aurore du vingtième siècle, une liquidation sociale par voie de cataclysme dont on ne saurait calculer les conséquences...

Annexe N° 24.

Le système international pour la translittération des caractères arabes : I.S.O. – R. 233.

ISO

ORGANISATION INTERNATIONALE DE NORMALISATION

RECOMMANDATION ISO
R 233

SYSTÈME INTERNATIONAL POUR LA TRANSLITTÉRATION DES CARACTÈRES ARABES

1ère ÉDITION

Décembre 1961

SYSTÈME INTERNATIONAL POUR LA TRANSLITTÉRATION DES CARACTÈRES ARABES

1. CONSONNES

N°	Caractères arabes	Translittération en caractères latins	N°	Caractères arabes	Translittération en caractères latins
1	ء	voir Note 1	16	ض	ḍ
2	ا	voir Note 2	17	ط	ṭ
2a	آ	ā à l'initiale; 'ā en autre position	18	ظ	ẓ
3	ب	b	19	ع	ᶜ
4	ت	t	20	غ	ḡ
5	ث	ṯ	21	ف (ڢ)*	f
6	ج	ǧ	22	ق (ڧ)*	q̣
7	ح	ḥ	23	ك	k
8	خ	ẖ	24	ل	l
9	د	d	25	م	m
10	ذ	ḏ	26	ن	n
11	ر	r	27	ه	h
12	ز	z	27a	ة	voir Notes 8 et 13
13	س	s	28	و	w (voir aussi N° 31 et Notes 1, 3 et 14)
14	ش	š	29	ي	y (voir aussi N° 32 et Notes 1, 3 et 14)
15	ص	ṣ			

2. VOYELLES ET DIPHTONGUES

N°	Caractères arabes	Caractères latins	Caractères arabes	Caractères latins	Caractères arabes	Caractères latins	Caractères arabes	Caractères latins
30	ـَ	a	ـَا (ـَى	ā à)	ـًا ، ـً	an		
31	ـُ	u	ـُو	ū	ـٌ	un	ـَوْ	aw
32	ـِ	i	ـِي	ī	ـٍ	in	ـَيْ	ay

(an, un, in : voir Note 10)

3. AUTRES SIGNES CONVENTIONNELS

N°	Désignation arabe	Caractères arabes	Translittération
33	sukūn	ـْ	n'apparaît pas dans la translittération
34	šadda^{b}	ـّ	rendu par le redoublement de la consonne
35	hamza^{t} al-waṣl (alif waṣla^{b})	ٱ	voir Notes 9 et 11

A. NOTES GÉNÉRALES

Notes	Caractères arabes	Position	Translittération	Exemples
1	Hamza^{h}	*a*) à l'initiale	n'est pas translittéré	amīn
		b) à l'initiale	peut être rendu par ـٔ, lorsqu'il est nécessaire de le distinguer du hamza^{t} al-waṣl voir Notes 9 et 11	'amīn
		c) en autre position	rendu par ـٔ	fu'ād
		d) ا , ى et و portant le hamza^{h}	ne sont pas translittérés	ra'à, li'am, su'al
2	Alif	à valeur uniquement orthographique	n'est pas translittéré voir N° 2*a*) et 30 et Notes 9 et 11	mi'a^{h}; faʿalū
3	و et ي	avec šadda^{h}, même lorsqu'ils suivent les voyelles u et i, respectivement	toujours translittérés ww et yy	bawwāb, quwwād bayyā^{c}
4	ال	*a*) article défini	assimilé avec lettres « solaires » : ت ث د ذ ر ز س ش ص ض ط ظ ل ن	aš-šams^{u}
		b) dans aḫadtu et mots similaires	l'assimilation n'est pas marquée	
5	Trait d'union		utilisé en translittération pour séparer des éléments grammaticalement différents à l'intérieur d'une unité graphique arabe, notamment le nom est séparé de l'article et/ou des particules wa-, fa-, ta-, bi-, li-, ka-, la-, sa- et a-	wa-bi-šaraf
6	Lettres suivantes utilisées en arabe pour représenter des sons non arabes:		translittérées comme suit:	
	پ		p	
	چ		č	
	ژ		ž	
	ڤ پ ۋ		v	
	گ ݣ		g	

B. NOTES SUR LA TRANSLITTÉRATION AVEC IʿRĀB

Notes	Caractères arabes	Position	Translittération	Exemples
7	Terminaisons flexionnelles	*a*)	peuvent être notées en lettres supérieures	bayt^{u}, bayt^{un}
		b) dans les noms de racines à radicale finale faible	le n seul est supérieur	qāḍi^{n}; maʿnà^{n}
8	Tā' marbūṭa^{h} (ة)		rendu par un t supérieur	al-madīna^{tu}; madīna^{tu} ăn-nabiyy^{i}; ṣalā^{tun}
9	Alif waṣla^{h}		translittéré par sa voyelle originelle surmontée d'un signe de brève indiquant que la voyelle ne se prononce pas	bi-ĭhtimām^{i}...; wa-ŭktub; bayt^{u} ăl-malik^{i}; mina ăn-nās^{i}
			mais sans alif:	mini bnih^{i}

C. NOTES SUR LA TRANSLITTÉRATION SANS I'RĀB

Notes	Caractères arabes	Position	Translittération	Exemples
10	Les voyelles brèves de la flexion nominale	*a*) et le tanwīn	n'apparaissent pas dans la translittération	Muḥammad; Ibn Ğubayr; miṣriyyīn, *et non* miṣriyyīn^{a}; kitābān, *et non* kitābān^{i}
		b) devant un suffixe pronominal	translittérées exceptionnellement	baytuhu; fī baytihi
		c) à la fin d'un nom ou d'un titre	le suffixe pronominal est translittéré sous sa forme pausale (sans la voyelle finale)	Ibn ^{c}Abd Rabbih
11	Alif waṣla^{h}		translittéré par sa voyelle originelle, surmontée d'un signe de brève après une voyelle (cf. Note 9); sans signe de brève après une consonne	bi-ĭhtimām; wa-ŭktub; fī ăl-bayt; *mais* bayt al-malik; min intihā'...; min an-nās
12	Les voyelles brèves finales des conjugaisons verbales, des suffixes pronominaux et des particules		sont translittérées	mā yata^{c}allaqu bi-ăn-nās; katabtu; bayna; ma^{c}a; bi-ăl-ḫamr; mā tarāhu ăl-^{c}uyūn
13	Tā' marbūṭa^{h}	à l'état absolu	rendu par un h supérieur	al-madīna^{h};
		à l'état construit	rendu par un t supérieur	madīna^{t} an-nabī
14	-iyy et -uww	en finale	translittérés ī et ū, respectivement	^{c}arabī; ^{c}adū; danī
15	ابن ou بن	qu'il commence ou non par l'alif	toujours translittéré ibn	

Annexe N° 25.

Carte de la localisation des tribus en Tunisie.

Source : KAROUI (H.) & MAHJOUBI (A.) : *Quand le soleil*... p. 8.

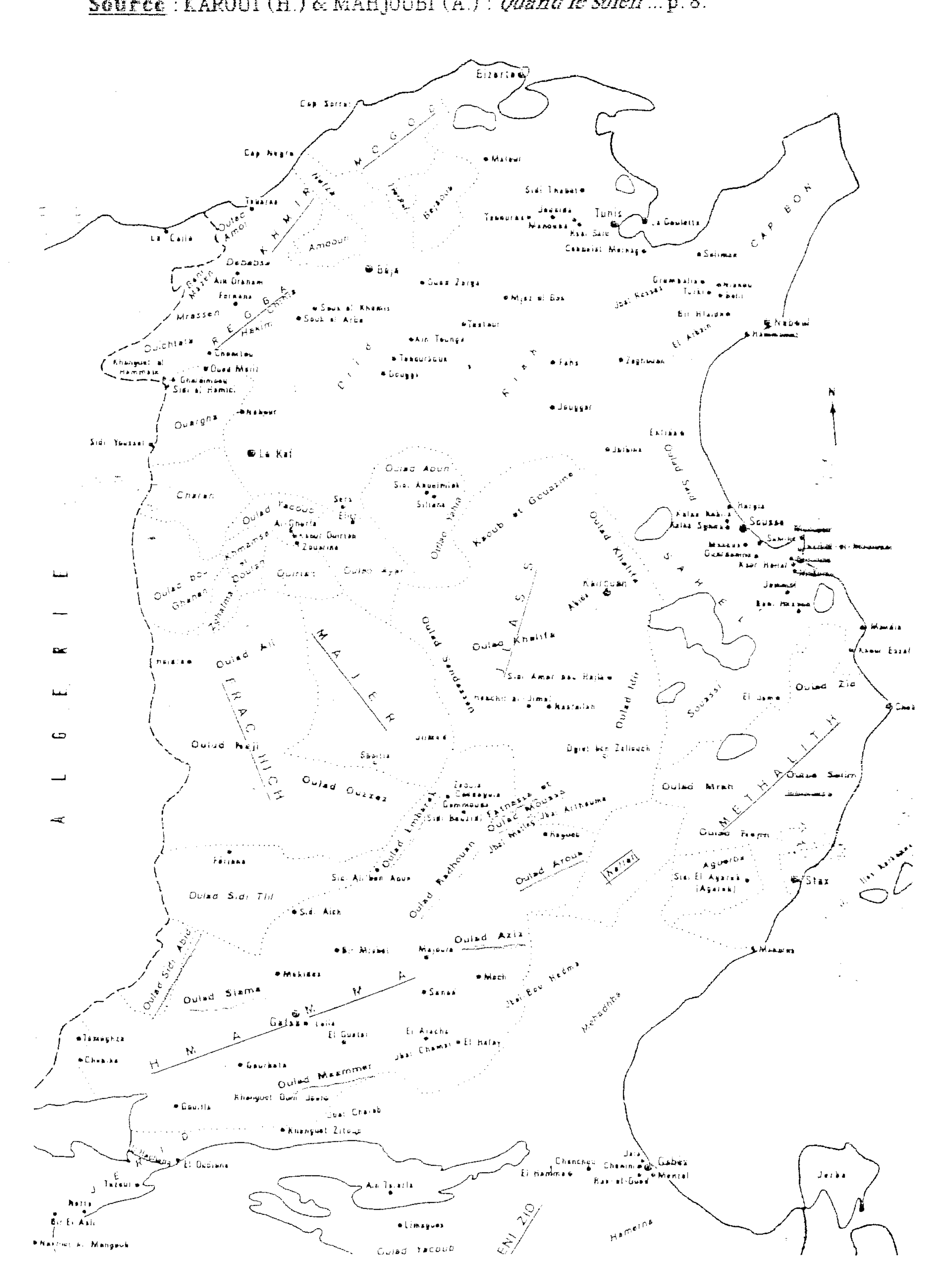


TABLE DES ILLUSTRATIONS :

1/ p. 2 (2) : Mohamed *'AS-Sadoq Bey*.

2/ p. 24 (2) : Les tribus tunisiennes à la veille du Protectorat :
Source : MAHJOUBI (A.) : *L'établissement du Protectorat* ... p. 26.

3/ p. 28 (2) : Bombardement de Sfax : composition et effectif de l'escadre.
Source : Ayadi (T.) : « La résistace sfaxienne ... » p. 179.

4/ p. 31 (2) : Carte de la Résistance autour de Kairouan :
Source : Karoui (H.) et Mahjoubi (A.) : *Quand le soleil* ... p. 122.

5/ p. 32 (2) : Carte de la marche de la colonne Forgemol :
Source : Réalisée d'après les données d'archives.

6/ p. 35 (2) : Les forces françaises à l'entrée de Kairouan.

7/ p. 50 (2) : Population de l'extrême Sud tunisien : estimqations diverses (1853-1886.)
Source : Martel (A.) : *Les confins* ... t. 1. p. 98.

8/ p. 57 (2) : Nombre des réfugiés tunisiens en Tripolitaine selon les estimations du journal turc *'AL-Jawayb* paru le 5 juillet 1882.
Source : Karoui (H.) et Mahjoubi (A.) : *Quand le soleil* ... p. 147.

9/ p. 70 (2) : Thédodore Roustan.

10/ p. 71 (2) : Paul Combon.

11/ p. 78 (2) : Les colonnes du printemps 1882.
Source : Martel (A.) : *Les confins* ... t. 1. p. 275.

TABLE DES ANNEXES :

Annexe N° 1 : Lettre du Ministre de la guerre datée du 18 Mai 1864, adressée au Maréchal Gouverneur Général de l'Algérie. A.N.O.M. 25 H 2, mai 1864.

-- **p. 164.**

Annexe N° 2 : Traduction d'une chanson populaire dite après la mort d'*ᶜAli Ibn ᶜAmmar* : Bois (M.) : *Expédition française en Tunisie* ... pp. 139-140.

-- **p. 165.**

Annexe N° 3 : La liste des neuf points de (J.-E.) HOBSBAWM qui définissent le bandit social. Hobsbawm (J.-E.) : *Les bandits*. p. 8.

-- **p. 166.**

Annexe N° 4 : Traduction du poème du Hammami de la région de Gafsa en 1881. Sonneck (C.) : *Chants arabes du Maghreb*. pp. 137-140.

-- **p. 167.**

Annexe N° 5 : Traduction de la lettre d'*ᶜAli Ibn Hlifa* du 28 Avril 1882, et son texte en arabe. Marzougui (M.) : *Lutte contre le Protectorat*, t. 2. p. 199.

-- **p. 168.**

Annexe N° 6 : Traduction partielle d'un texte d'Aman proclamé par le Bey. A.N.O.M. 25 H 14, juin 1882.

-- **p. 169.**

Annexe N° 7 : Tableau des opérations effectuées par les insurgés entre 1882 et 1888. A.N.O.M. 25 H 14 & 26 H 13, réalisé d'après les documents d'archives.

-- **p. 170.**

Annexe N° 8 : Tableau généalogique de la famille des *'Awlad Hlifa*. Martel (A.) : *Les confins* ... p. 295.

-- **p.171.**

Annexe N° 9 : La liste des prisonniers de Sfax. Karoui (H.) et Mahjoubi (A.) : *Quand le soleil* ... p. 108.

-- **p. 172.**

Annexe N° 10 : Graphique de la variation du nombre des opérations effectuées par les dissidents à partir de la Tripolitaine, l'exemple de l'année 1887. A.N.O.M. 26 H 13, réalisé d'après les données d'archives.

——————————————————— p. 173.

Annexe N° 11 : Graphique des moyennes annuelles du nombre de dissidents entre 1882 & 1888. A.N.O.M. 25 H 14 & 26 H 13, réalisé d'après les données d'archives.

——————————————————— p. 174.

Annexe N° 12 : Exemplaire d'un tableau établi par les autorités militaires françaises évaluant le nombre des dissidents en Mai 1893. A.N.O.M. 26 H 14 (1889-1894).

——————————————————— p. 175.

Annexe N° 13 : Les *Wirgimma* vers 1886 : (population et combattants) + Tableau des dissidents du Cercle de Medenine. Martel (A.) : *Les confins*... t. 1. p. 80 & 566.

——————————————————— p. 176.

Annexe N° 14 : Tunisie : carte géographique. Atlas Jeune Afrique, Paris, 1973, p. 91.

——————————————————— p. 177.

Annexe N° 15 : Carte de la région de Gabès. Reibell (Gal.) : *La Tunisie d'il y a cinquante ans.*

——————————————————— p. 178.

Annexe N° 16 : Carte du camps d'*AL-Wahmiyya*. idem.

——————————————————— p. 179.

Annexe N° 17 : Carte de la région côtière entre Gabès et la Tripolitaine. idem.

——————————————————— p. 180.

Annexe N° 18 : Exemple de rapport au sein de quelques tribus (Population/Combattants.) Martel (A.) : *Les confins*... p. 77.

——————————————————— p. 180.

Annexe N° 19 : Carte des tribus en insurrection et des tribus soumises. Réalisée d'après les données d'archives.

——————————————————— p. 181.

Annexe N° 20 : carte des tribus et des villes tunisiennes en 1881.

Chater (K.) : *Dépendance et mutations précoloniales*... p. 114.

——————————————————————— **p. 182.**

<u>Annexe N° 21</u> : Carte de la Tunisie :les sommets les plus élevés.

Poncet (J.) : *La Tunisie à la recherche de son avenir* ... p. 4.

——————————————————————— **p. 183.**

<u>Annexe N° 22</u> : Texte du Traité du Bardo. Karoui (H.) et Mahjoubi (A.) : *Quand le soleil s'est levé à l'Ouest* ... p. 177.

——————————————————————— **p. 184.**

<u>Annexe N° 23</u> : Texte politique : Jules Ferry et la politique coloniale. idem. p. 184.

——————————————————————— **p. 185.**

<u>Annexe N° 24</u> : Le système international de la translittération des caractères arabes. I.S.O. – R. 233 .

——————————————————————— **p. 186.**

<u>Annexe N° 25</u> : Carte de la localisation des tribus en Tunisie. Karoui (H.) et Mahjoubi (A.) : *Quand le soleil*... p. 8.

——————————————————————— **p. 192.**

TABLE DES MATIERES :

INTRODUCTION : ______ **p. 2.**

BIBLIOGRAPHIE : ______ **p. 9.**

CRITIQUE BIBLIOGRAPHIQUE : ______ **p.16.**

NOTES : ______ **p.19.**

Première Partie :

L'insurrection : (Juin-Décembre 1881.) : ______ p. 20.

1/ Les causes : ______ p. 21.
2/ Historique de l'insurrection : (Mai-Décembre 1881) : ______ p. 25.
3/ L'échec de l'insurrection : ______ p. 36.
A/ Les causes exogènes : ______ p. 37.
B/ Les causes endogènes : ______ p. 41.
C/ Les causes matérielles et techniques : ______ p. 44.

NOTES DE LA PREMIERE PARTIE. ______ **P. 53.**

DEUXIEME PARTIE :

De l'insurrection à la Résistance :
(Janvier1882-Décembre1888.): ______ p. 57.

1/ L'exil et la Résistance : ______ p. 58.
2/ La politique et la stratégie française face à la Réaction : ______ p. 66.
A/ Réorganisation administrative et projets de pacification militaire : ______ p. 67.
B/ Coercition et répression : ______ p. 74.
3/ Forces et faiblesses de la Résistance : ______ p. 79.

A/ Le facteur religieux : ____ p. 80.
B/ Le clivage bédouins-citadins : ____ p. 87.
C/ La question berbère : ____ p. 91.

NOTES DE LA DEUXIEME PARTIE. ____ **P. 94.**

TROISIEME PARTIE :

Caractéristiques du Mouvement : ____ **p. 98.**

1/ Les ancrages des insurgés : ____ p. 99.
2/ Résistance ou banditisme : ____ p. 105.
A/ Le banditisme : ____ p. 106.
B/ Les notables bédouins :
du double langage à la reconversion : ____ p. 110.
C/ L'exemple *ᶜAlī Ibn Ḫlīfa* :
entre l'hésitation, le flottement et la radicalisation : __ p. 114.
3/ Les propriétés du Mouvement : ____ p. 127.
A/ Un Mouvement organisé : ____ p. 128.
B/ Un Mouvement paysan : ____ p. 139.
C/ Un Mouvement national : ____ p. 142.

CONCLUSION. ____ **p. 154.**
NOTES DE LA TROISIEME PARTIE : ____ **p. 156.**
ANNEXES. ____ **p. 163.**
TABLES DES ILLUSTRATIONS. ____ **P. 193.**
TABLES DES ANNEXES. ____ **p. 194.**
ABRÉVIATIONS UTILISÉES. ____ **P. 197.**
TABLES DES MATIERES. ____ **p. 198.**